

Recueil des Actes du Département

---

Conseil Départemental du  
jeudi 21 mars 2024

Commission Permanente  
du jeudi 21 mars 2024

Actes de l'Exécutif  
départemental  
du 21 mars 2024  
au 08 avril 2024

# Sommaire

## EXTRAIT DES DELIBERATIONS

### CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 21/03/2024

---

#### Assemblées

Motion - Soutien au monde agricole ..... 497

#### Appui aux territoires et Tourisme

Nouvelle politique d'appui aux territoires ..... 499

#### Direction du Patrimoine Bâti

Service social territorial de SAINT-MIHIEL - Travaux de restructuration - Convention financière avec la commune de SAINT-MIHIEL..... 506

#### Prospective Financière

Octroi 2024 de la garantie à certains créanciers de l'Agence France Locale..... 512

### COMMISSION PERMANENTE DU 21/03/2024

---

#### Direction du Patrimoine Bâti

Plan collèges - Adhésion à EduRénov ..... 514

#### Direction Emploi, Mobilité, Habitat, Logement

Approbation de la signature de la charte d'engagement employeur covoiturage ..... 515

Approbation de la participation du département au défi "j'y vais"..... 517

#### Direction Attractivité et Développement des Territoires

Association Départementale des Maires de Meuse - Financement 2023..... 524

#### Appui aux territoires et Tourisme

Animations Locales - Programmation 2024 ..... 527

Développement Territorial - Prorogation de délai de validité de subvention ..... 528

SM Madine -Convention financière fonctionnement 2024..... 529

SM Madine -Convention financière investissement 2024 ..... 533

#### Coordination et Qualité du réseau routier

Conventions relatives à des travaux de voirie sur le territoire de diverses communes ..... 538

Arrêté d'alignement individuel ..... 555

## Emploi et Insertion

Rapport d'exécution de la Convention d'Appui à la lutte contre la Pauvreté (CALPAE) -- délibération CALPAE -----	559
Rapport d'exécution du SPIE (Service Public de l'Insertion et de l'Emploi) -----	560
Missions Locales - Soutien du Département aux structures----- Soutien à l'Insertion Jeunesse par le biais des Missions Locales	561
Renouvellement de la convention d'échanges de données entre l'opérateur France travail et le Département -----	578

## Jeunesse et Sports

Expérimentation Bourse au Permis - Pays d'Etain -----	604
Sections Sportives Scolaires 2024 -----	611

## Environnement et Agriculture

Avis sur le schéma régional des carrières du Grand-Est -----	613
FORETS DEPARTEMENTALES - Prorogation avec modification d'aménagement de "l'Ecole Descomtes" pour la période 2024 - 2028 -----	614
ENS « Massif forestier de Jeand'Heurs et ses sources karstiques » - Convention avec la commune de Robert-Espagne -----	615
ENS « Massif forestier de Jeand'Heurs et ses sources karstiques » - Convention avec l'ONF623	

## Préservation de l'Eau

Politique d'aide financière en matière d'eau: rivières et milieux aquatiques-Programmation n°1, année 2024 -----	643
EAU - Protection des ressources- Etudes d'aides à la décision - Programmation n°2, année 2024 -----	644

## Habitat et Logement

Programme SARE - Service d'accompagnement à la rénovation énergétique : Subvention pour l'exercice 2024 -----	646
Financement du Logement Locatif Social : programmation 2024 au titre des fonds propres -----	655
Octroi de garanties d'emprunt à l'OPH de la Meuse----- Contrat de Prêt N° 154183 Contrat de Prêt N° 154181	144

## Collèges

Convention de fonctionnement collèges/Département au titre de l'année 2024 -----	658
--	-----

## Conservation et valorisation du patrimoine et des Musées

Convention d'emprunt d'objets dans le cadre de l'exposition "Zoos Humains" au musée Raymond Poincaré à Sampigny -----	701
--	-----

## Affaires Culturelles

Développement Culturel - Résidences permanentes d'artistes sur un territoire-----	712
EPCC Mémorial de Verdun – Champ de Bataille : subvention évènement histoire-----	719
Politique culturelle - Comité de la Voie Sacrée Nationale et de la Voie de la Liberté : subvention de fonctionnement -----	723

## Emploi et Insertion

IAE : soutien du Département aux Ateliers et Chantiers d'Insertion et Entreprises d'Insertion - conventions 2024 -----	724
---	-----

## Affaires Européennes et Politiques contractuelles

Partenariat avec le Centre Europe Direct - CRISTEEL : subvention 2024 ----- 751

## E-Meuse Santé

Renouvellement du conventionnement avec le GIP Objectif Meuse et le GIP Haute-Marne -  
Demandes de subvention 2024 pour le financement du Programme e-Meuse santé  
----- 756

Adhésion d'e-Meuse santé à la Filière Santé Numérique pour participer à ses travaux :  
modification du bénéficiaire ----- 761

## Qualité de Vie au Travail

Subvention 2024 et mise à disposition d'agents départementaux membres de l'association du  
personnel Escapad 55 ----- 762

## Assemblées

Contribution CDAD 2024 ----- 769

## Autres ACTES

## Mission Innovation, évaluation et citoyenneté

Arrêté du 8 avril 2024 portant délégation de signature accordée au Directeur de la Mission  
Innovation, Evaluation et Citoyenneté ----- 771

# Extrait des Délibérations

## CONSEIL DEPARTEMENTAL

---

### **MOTION - SOUTIEN AU MONDE AGRICOLE -**

***-Adoptée le 21 mars 2024-***

#### **Le Conseil départemental,**

Vu le projet de motion – Soutien au monde agricole déposé par le groupe de la majorité et lu par Monsieur Benoît WATRIN,

#### **Après en avoir délibéré,**

Adopte le projet de motion suivante « Soutien au monde agricole » à l'unanimité des votes exprimés :

Depuis plusieurs années maintenant, le secteur agricole est confronté à une grave crise sans précédent. Les manifestations et les blocages de ces dernières semaines illustrent bien la colère des agriculteurs qui ne s'apaise pas malgré des concessions du gouvernement et de Bruxelles. Ainsi, le Premier ministre annonçait le 21 février dernier que l'agriculture et la souveraineté alimentaires doivent désormais être prioritaires mais peu de réponses ont été apportées à ce jour.

Avec 55 % de son territoire composé de surfaces agricoles, ses 1 917 exploitations dont 249 engagées en bio, le département de la Meuse, de par son caractère rural et la diversité de ses productions, est fortement impacté par ces perspectives préoccupantes pour l'avenir.

**Considérant** les inquiétudes légitimes des agriculteurs portant sur :

- Les charges administratives, les contrôles, les sanctions, les normes toujours plus contraignantes et inefficaces,
- La disparité des règles encadrant le commerce avec les différents accords de libre-échange mais également avec l'Ukraine déstabilise le marché européen : les importations de produits agricoles soumises à aucune réglementation ont en effet bondi en France (céréales, volaille, œufs, sucre, ...),
- La volonté incohérente de décroissance de la production agricole et de l'élevage voulue par Bruxelles à travers sa stratégie « Farm to fork » ayant pour conséquence toujours plus d'importations malgré quelques récentes avancées,
- Le manque d'attrait de la profession avec une baisse d'effectif des agriculteurs en activité. En Meuse, la situation est préoccupante avec près de 50% des agriculteurs partant à la retraite dans les dix prochaines années et qui rencontrent des difficultés à transmettre leur activité,

**Considérant** que l'agriculture biologique rencontre également des difficultés avec la baisse de la consommation des produits bios, principalement due à l'inflation et à la baisse du pouvoir d'achat menaçant ainsi la pérennité de la filière bio et remettant en cause l'installation de futurs exploitants,

**Considérant** que l'agribashing, rendant l'agriculture responsable de tous les maux, est insupportable alors même que nos agriculteurs sont fortement mobilisés face aux défis environnementaux autour de la protection des milieux naturels et de la biodiversité, et que de nombreuses actions convergent dans ce sens,

**Rappelle** que la Meuse est le 2e département du Grand Est en production laitière avec 362 millions de litres de lait collectés en 2023 et réalise 80 % de la production du Brie de Meaux AOP,

**Rappelle** que le Département de la Meuse contribue au développement de l'agriculture de proximité et de l'artisanat des métiers de bouche ainsi que la promotion des circuits courts en mettant en relation les acheteurs de la restauration collective (dont les collèges meusiens) et les fournisseurs de produits agricoles à travers la plateforme Agrilocal. Le Département soutient, également, financièrement l'agriculture meusienne ainsi que l'évolution des pratiques plus durables à travers le plan Herbe.

Face à l'urgence de la situation, l'Assemblée départementale réunie en séance plénière le 21 mars 2024 :

**Réclame** une juste rémunération du travail des agriculteurs, qui, rappelons-le, façonnent nos territoires et nous nourrissent, et des conditions de travail plus décentes,

**Demande** des accompagnements concrets pour les agriculteurs susceptibles de transmettre leurs exploitations. L'installation et la transmission sont en effet de véritables enjeux pour les territoires ruraux au risque de connaître un solde négatif d'exploitants dans les prochaines années, et de voir nos campagnes se vider, nos prairies et élevages disparaître. En outre, la revalorisation du montant des retraites agricoles faciliterait également la transmission des exploitations agricoles,

**Demande** une simplification des normes agricoles françaises comme européennes, une souplesse dans les démarches administratives et des mesures d'accompagnement pour concilier productions et protections de nos ressources afin que la transition écologique et économique de nos exploitations agricoles soient réussies.

**Dans un département rural comme la Meuse, dont l'activité agricole et agro-alimentaire est un enjeu économique fort et une fierté, l'ensemble des élus départementaux réaffirme son soutien et son attachement à notre agriculture française dans toute sa richesse et sa diversité, à nos agriculteurs et aux structures de développement qui les accompagnent.**

### NOUVELLE POLITIQUE D'APPUI AUX TERRITOIRES -

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à se prononcer sur la mise en place d'une nouvelle politique d'appui aux territoires,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

#### **Après en avoir délibéré,**

- Adopte la nouvelle politique d'appui aux territoires visant à :
  - Renforcer l'attractivité de nos territoires en **soutenant les opérations structurantes et les pôles de centralité** ;
  - Valoriser notre environnement **en soutenant les opérations visant à améliorer le cadre de vie et le maintien des services dans les territoires ruraux** ;
  - Contribuer au développement touristique du territoire en **soutenant les opérations de restauration du patrimoine architectural et du bâti protégé** ;
  - Poursuivre le financement des opérations d'investissement favorisant l'inscription ou le maintien d'équipements de sports de nature au PDESI ;
  - Arrêter la politique de soutien aux édifices culturels non classés ;
- Adopte les modalités d'intervention de cette politique jointes en annexe ;
- Adopte la procédure d'instruction et de programmation jointe en annexe ;
- Désigne les 9 représentants du Conseil départemental suivants au sein du Comité de programmation :
  - MME Hélène SIGOT-LEMOINE, Vice-Présidente du Conseil départemental ;
  - MME Marie-Paule SOUBRIER, Conseillère départementale ;
  - MME Marie-Christine TONNER, Vice-Présidente du Conseil départemental ;
  - MME Dominique GRETZ, Conseillère départementale ;
  - MME Charline TANGRE, Conseillère départementale ;
  - M. Francis FAVE, conseiller départemental délégué ;
  - M. Jean-Philippe VAUTRIN, Vice-Président du Conseil départemental ;
  - M. Benoît WATRIN, Conseiller départemental délégué ;
  - M. Pierre BURGAIN, Conseiller départemental ;
- Le Comité de programmation sera présidé par MME Valérie WOITIER, Vice-Présidente du Conseil départemental,
- Décide d'appliquer cette nouvelle politique à compter du jour où la délibération l'approuvant est rendue exécutoire ;
- Acte l'abrogation de la politique d'aménagement et de développement du territoire 2022 – 2023 dès la mise en application de cette nouvelle politique ;
- Acte de la nécessité pour les porteurs de projets de communiquer sur les aides départementales obtenues



# Politique d'Appui aux Territoires

## Procédure d'instruction

Dossier de demande de subvention  
Date butoir : 30 juin de l'année

Pièces à fournir

- Courrier de demande de subvention à destination du Président
- Note de présentation de l'opération
- Délibération
- Plan de financement prévisionnel – montant de la subvention sollicitée + décisions autres financeurs dès réception
- Devis ou APD
- Attestation non-commencement
- Photos / esquisses
- Calendrier prévisionnel de réalisation

Une copie du dossier de demande de DETR sera également acceptée afin de faciliter les demandes des porteurs de projet.

Complément : l'insertion des clauses sociales dans les opérations supérieures à 100 000 € étant un critère d'éligibilité, l'attestation pourra être adressée au service instructeur au plus tard au stade du paiement.

### **1 - Instruction du dossier**

A l'issue de l'instruction par les services, deux issues sont possibles :

- Opération non éligible : ne correspond pas aux opérations identifiées dans le règlement d'intervention OU travaux démarrés OU pas de maître d'œuvre dans le cas d'une opération dont le montant est supérieur à 100 000€ OU travaux en régie totale ou partielle OU seuils pas atteints. Un courrier est adressé au demandeur lui indiquant que sa demande n'est pas éligible.
- Opération éligible : proposition au comité de programmation

### **2 - Comité de programmation**

Il est créé un comité de programmation, composé d'élus, qui a vocation à arbitrer sur les opérations éligibles à soumettre à la commission permanente.

Il se réunit, une fois par an, après instruction des demandes par le service appui aux territoires et tourisme. **Il a vocation à arbitrer et prioriser les demandes afin de contenir les contributions départementales dans l'enveloppe budgétaire fermée définie dans la cadre du budget primitif annuel.**

Même si les opérations répondent aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement d'intervention de la politique d'appui aux territoires, **le soutien financier du Département sera étudié au regard des priorités départementales annoncées dans le projet politique et au regard de l'enveloppe de crédits disponibles.**

La date butoir fait foi en termes d'éligibilité. Les dossiers déposés au-delà de cette date pourront faire l'objet d'une instruction, d'une préprogrammation puis d'une programmation sous réserve de disponibilité de l'autorisation de programme annuelle et de la maturité du projet. A défaut de ces critères, ils devront être redéposés l'année suivante, sans garantie de financement.

Les opérations éligibles seront toutes soumises au comité de programmation après instruction par le service appui aux territoires et tourisme.

### **3 – Pré-programmation et programmation en commission permanente**

Comme prévu dans le règlement budgétaire et financier départemental, les demandes de subventions reçues et éligibles feront l'objet d'une pré programmation dès lors qu'il sera accusé réception du dossier complet, puis d'une programmation en commission permanente.

La programmation se fait après passage en comité de programmation et sur avis de ce dernier.

La décision de la commission permanente fait l'objet d'une notification au demandeur qui dispose, comme prévu dans le règlement budgétaire et financier départemental de 2 ans pour réaliser les travaux et transmettre les justificatifs nécessaires au versement de la subvention en une fois, à l'issue de la réalisation totale des travaux.

Les opérations non retenues pour bénéficier d'un financement du Département feront également l'objet d'une décision de l'assemblée départementale en commission permanente.

# Politique d'Appui aux Territoire

## Règlement d'intervention

### 1) Fonds grands projets

Le Département apporte son soutien aux projets structurants notamment en matière d'équipements à l'échelle du territoire intercommunal.

Sont concernés par ce fonds, les porteurs de projets identifiés dans le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) comme des pôles de centralités offrant un niveau de services de proximité essentiels au quotidien des habitants du territoire ainsi que les EPCI à fiscalité propre.

Par ailleurs, dans une volonté affichée d'accompagner le développement touristique des territoires, le Département, par ce fonds, contribue aux opérations déployées sur les itinéraires touristiques inscrits au schéma national des grands itinéraires aussi qu'aux opérations d'investissement portées par les associations touristiques structurantes dont le programme événementiel contribue au rayonnement du Département.

#### Bénéficiaires :

EPCI à fiscalité propre, communes, associations structurantes organisant des manifestations d'intérêt départemental.

#### Nature des opérations éligibles :

- **Cadre de vie et aménagements paysagers** : végétalisation et désartificialisation des sols, piste cyclable, végétalisation des cours d'école
- **Maintien et développement des services liés à :**
  - L'enfance : à titre d'exemple : crèches, structures multi accueil / halte-garderie, maisons d'assistants maternels
  - L'éducation : écoles
  - La santé : construction / extension / réhabilitation des maisons de santé et toutes structures favorisant l'accès aux soins
  - Le sport :
    - Gymnase / terrain synthétique + piste d'athlétisme dans le cadre d'un projet global
    - Equipements sportifs favorisant la pratique sportive amateur encadrée ou non par des associations
- **Opérations de développement touristique** : vélo routes voies vertes

#### Dépenses éligibles :

- Etude de faisabilité
- Travaux liés à la construction, à la rénovation, l'extension de bâtiments publics
- Travaux d'aménagements contribuant à la végétalisation des espaces publics, intégrant éventuellement des dispositifs de mobilité douce, l'usage de matériaux favorisant l'absorption des eaux de pluie ou toutes interventions s'inscrivant dans la lutte contre le réchauffement climatique

Les travaux devront être réalisés par des entreprises et le recours à un maître d'œuvre est obligatoire.

Dépenses inéligibles : travaux de voirie autre que voirie dédiée aux mobilités douces, réseaux divers, abri bus, frais de notaire, travaux sur des locaux techniques ou administratifs, coût d'acquisition.

**Taux d'intervention et dépenses subventionnables : (les taux ci-dessous sont des taux maximum)**

thématiques	types de projets	maitre d'ouvrage	taux	dépense minimum	dépense maximum			
<b>CADRE DE VIE ET ENVIRONNEMENT</b>								
Aménagements dont piste cyclable hors schéma directeur cyclable régional	travaux d'aménagement dont création de parking garantissant l'infiltration des eaux pluviales, plantation, végétalisation, suppression d'enrobé, désartificialisation des sols; matériaux qualitatifs (pavé, pierre, béton désactivé); aménagements paysagers (plantation, végétalisation)	Communes/EPCI/Associations structurantes	20%	100 000	500 000 €			
<b>SERVICES DE PROXIMITÉ</b>								
Equipements structurants	Rhéhabilitation, extension et construction de Maisons de Santé, tiers lieux, Maisons France Services, espace de coworking, RPI, Crèche, structure multi-accueil	Communes/EPCI						
<b>ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE</b>								
Equipements structurants culturels, touristiques et sportifs	construction, réhabilitation, extension de salle de spectacle, bibliothèque intercommunale, gymnase et équipements sportifs	Communes/EPCI/associations structurantes						
<b>MOBILITE</b>								
pistes cyclables, mobilité du quotidien, inscrit dans schéma directeur cyclable régional	critère Région	EPCI/ Communes	bonification soutien Région de 10% /plafond maxi de 100 000 €/opération (selon modalités CTEC *)					
<b>DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE</b>								
Véloroutes voies vertes (V52, V56, Eurovélo 19)	création/ restauration des véloroutes voies vertes	communes / EPCI	montant forfaitaire de la subvention: 8 000€/km					
<b>SOUTIENS SPECIFIQUES</b>								
Etudes	étude de faisabilité	Communes/EPCI	20%		30 000 €			

**Liste de type d'opérations non exhaustive.**

\*CTEC : Convention Territoriale d'Exercice des Compétences avec la Région

\*\*Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires se sport de nature (PDESI) : application règlement d'intervention spécifique PDESI

**Critères d'éligibilité :**

- Dépôt de dossier avant la date butoir
- Dossier complet
- Travaux non démarrés
- Projet au stade APD

**2) Fonds d'accompagnement des territoires ruraux**

Il s'agit ici d'apporter un soutien financier aux espaces ruraux, pour les opérations destinées à favoriser l'amélioration du cadre de vie et le niveau d'équipements des communes. Ces espaces contribuent à l'attractivité et à la vitalité de notre territoire.

**Bénéficiaires :**

Communauté de Communes, communes

**Nature des opérations :**

- **Cadre de vie et aménagements paysagers :**
  - Végétalisation et désartificialisation des sols, piste cyclable, végétalisation des cours d'école
  - Espaces de loisirs et tout équipement favorisant la pratique sportive amateur encadrée ou non par des associations
- **Maintien et développement des services liés** à l'enfance et les services à la population :
  - Maison d'assistantes maternelles, maisons de services, bibliothèques locales

### Dépenses éligibles :

- Travaux de réhabilitation ou de construction de bâtiments (hors travaux de mise aux normes)
- Travaux de création d'équipements de loisirs
- Travaux d'aménagements y compris le mobilier urbain

Les travaux devront être réalisés par des entreprises, le recours à un maître d'œuvre est à privilégier selon la nature du projet. L'appui du CAUE est fortement conseillé.

Dépenses inéligibles : travaux de voirie autre que celles dédiées aux mobilités douces, frais de notaire, réseaux divers, abri bus, locaux administratifs et techniques

Taux d'intervention et dépenses subventionnables : (les taux ci-dessous sont des taux maximum)

thématique	type de projets	maitre d'ouvrage	taux	dépense minimum	dépense maximum
<b>CADRE DE VIE ET ENVIRONNEMENT</b>					
aménagements	matériaux qualitatifs (pavé, pierre, béton désactivé), travaux favorisant la perméabilisation des sols, aménagements paysagers (plantation, végétalisation), mobilier (tables, bancs etc..) dans le cadre d'une opération globale	Communes/EPCI	20%	10 000 €	50 000 €
Espace de loisirs favorisant la pratique sportive amateur	création de citystade, parcours de santé, skate parc	Communes/EPCI			
<b>SERVICES A LA POPULATION</b>					
Equipements favorisant le développement ou le maintien de services à la population	Maisons de services au public, maison d'assistante maternelle, agence postale communale, bibliothèque locale, multiservices ou local accueillant un commerce de première nécessité en cas de carence de l'initiative privée	Communes/EPCI	20%	10 000 €	100 000 €

### Liste de type d'opérations non exhaustive.

#### Critères d'éligibilité :

- Dépôt de dossier avant la date butoir
- Dossier complet
- Travaux non démarrés

### Modalités techniques communes au 2 fonds :

#### Application des clauses sociales :

Le soutien financier du Département est conditionné à l'application des clauses sociales aux marchés de travaux supérieurs à 100 000 € HT

(Voté par l'assemblée départementale lors la commission permanente du 20 septembre 2018)

#### Application des clauses environnementales :

Dès lors que la réglementation les rend obligatoires.

#### Nombre de dossier éligible/an/collectivité :

1 dossier par an au titre de la politique d'aménagement du territoire et 1 dossier par ancien EPCI en cas de fusion d'EPCI suite au dernier Schéma Départemental de Coopération Intercommunal, par village en cas de commune fusionnée ou par ancienne commune en cas de commune nouvelle.

#### Recherche de financements

Les projets susceptibles d'être soutenus au travers de ces Fonds sont également susceptibles de bénéficier de financements extérieurs (Etat, Région et GIP OM). Les porteurs de projets seront invités et accompagnés afin de solliciter et mobiliser le maximum de financements extérieurs.

Chaque plan de financement sera examiné par les services départementaux pour assurer un taux de subvention maximum au maître d'ouvrage.

### 3) Fonds de soutien au Patrimoine architectural et historique protégé

En mars 2023, l'assemblée départementale a voté le schéma départemental de développement touristique 2023-2027 coconstruit avec Meuse Attractivité. Valoriser l'offre patrimoniale du territoire fait partie des objectifs retenus dans le cadre de l'enjeu n°2 « La Meuse, riche de son histoire, de son patrimoine et de son terroir ».

Véritable richesse pour notre territoire, ce patrimoine exceptionnel valorise l'histoire et le savoir-faire local.

Cette contribution départementale s'inscrit en complémentarité des financements apportés par la DRAC et la Région.

#### Bénéficiaires :

Communes et EPCI à fiscalité propre+ associations de sauvegarde du patrimoine

#### Nature des opérations éligibles :

- Travaux sur le patrimoine bâti : réhabilitation, restauration du patrimoine architectural protégé, classé ou inscrit au titre des Monuments Historiques
- Etude AMO/MO
- Restauration des fresques attribuées à Diulio Donzelli dans les édifices inscrits comme principaux dans l'itinéraire Donzelli

Non éligibles : objets classés (orgues, tableaux et statuaires)

#### Taux d'intervention et dépenses subventionnables

thématique	type de projets	maitre d'ouvrage	taux	dépense maximum
Patrimoine Protégé - Bâti	travaux: réhabilitation patrimoine protégé classé ou inscrit au titre des MH	Communes / EPCI / associations de sauvegarde du patrimoine	maximum 15%	Niveau Dépenses éligibles DRAC
Patrimoine Protégé - Bâti	étude AMO/MO/diagnostic préalable identifiant natures des travaux (estimation des travaux etc...)	Communes / EPCI / associations de sauvegarde du patrimoine	maximum 15%	Niveau Dépenses éligibles DRAC
Itinéraire Donzeilli	Restauration des fresques dans les édifices identifiés dans comme principaux dans l'itinéraire Donzelli	Communes / EPCI / associations de sauvegarde du patrimoine	50%	50 000 €

#### Critères d'éligibilité :

- Opération inscrite en liste principale annuelle de la DRAC
- Date de dépôt de la demande à date butoir
- Opérations phasées prioritaires sur les tranches suivantes

**SERVICE SOCIAL TERRITORIAL DE SAINT-MIHIEL - TRAVAUX DE RESTRUCTURATION - CONVENTION FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE SAINT-MIHIEL -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la participation départementale aux travaux de restructuration des locaux affectés au service social territorial de Saint Mihiel sis au sein du palais abbatial,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

Mme Marie-Christine TONNER étant sortie à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à signer :

- La convention financière relative à la participation du Département de la Meuse aux travaux de requalification des locaux affectés au service social territorial à Saint Mihiel, conduits par la Ville de Saint-Mihiel, telle que ci-annexée ;
- Un 7<sup>ème</sup> avenant à la convention du 08 septembre 1982 déterminant les modalités de mise à disposition de partie de l'abbatiale par la Ville au Département, le temps des travaux, tel que ci-annexé.



## **Avenant n°7 à la convention de mise à disposition des locaux « Maison des Solidarités de Saint-Mihiel »**

### **Entre :**

Le Département de la Meuse, représenté par son Président M. Jérôme DUMONT, ci-après dénommé « le preneur » ou « le Département » autorisé aux présentes aux termes d'une délibération du Conseil départemental en date du 21 mars 2024, d'une part,

### **Et**

Monsieur Xavier COCHET, agissant au nom et en qualité de Maire de la Ville de Saint-Mihiel ci-après « le bailleur », autorisé aux présentes aux termes d'une délibération du Conseil municipal du 4 avril 2014, d'autre part,

### **Préambule**

*La ville de Saint-Mihiel met à la disposition du preneur, un ensemble de locaux d'une surface de 303.53 m<sup>2</sup> de bureaux et 89.52 m<sup>2</sup> d'espaces d'attente et de circulation, situé au 2<sup>ème</sup> étage du Palais Abbatial, place des Moines, aux termes d'une convention du 28 juillet 1982, complétée par six avenants du 22 avril 1987, du 21 avril 1988, du 9 juillet 1989, du 2 juillet 1991, 24 juin 2004 et 14 décembre 2020.*

*Les locaux accueillent la Maison des Solidarités de Saint-Mihiel.*

*L'ensemble des locaux mis à disposition du Département va bénéficier en 2024 de travaux de requalification menés par la ville de Saint-Mihiel dont les plans ont été validés avec la Direction du Patrimoine Bâti du Département.*

*Par courrier du 24 juillet 2023, M. Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental s'est engagé à la contribution financière du Département à ces travaux à hauteur du reste à charge TTC pour la commune, déduction faite des subventions perçues (DETR, DSIL, CEE le cas échéant) et du FCTVA, soit 121 273.62 € au stade APD.*

*Pendant ces travaux, la Maison des Solidarités sera délocalisée dans d'autres locaux situés dans l'aile ouest du palais abbatial (ancien conservatoire municipal de musique).*

*Le présent avenant vise à formaliser cette mise à disposition temporaire.*

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Mise à disposition de locaux provisoires**

Pendant toute la durée des travaux, la ville de Saint-Mihiel met à disposition du Département des locaux provisoires situés au 2<sup>ème</sup> étage de l'aile ouest du palais abbatial, anciennement occupés par le conservatoire municipal de musique.



Ces locaux se décomposent comme suit (surfaces relevées par les services du CD55 selon plan annexé) :

Désignation	Surface	Désignation	Surface
Salle 1 : Réunion, responsable MDS	56.22 m <sup>2</sup>	Salle 8 : ATMS	26.41 m <sup>2</sup>
Salle 2 : /	/	Salle 9 : Assistante sociale	24.82 m <sup>2</sup>
Salle 3 : Espace famille	30.26 m <sup>2</sup>	Salle 10 : Bureaux	17.31 m <sup>2</sup>
Salle 4 : Référents ASE	19.76 m <sup>2</sup>	Salle 11 : Accueil	28.33 m <sup>2</sup>
Salle 5 : PMI	25.48 m <sup>2</sup>	Dégagement 1	6.79 m <sup>2</sup>
Salle 6 : Détente	34.34 m <sup>2</sup>	Dégagement 2	6.31 m <sup>2</sup>
Salle 7 : CTIRE et psychologue	12.31 m <sup>2</sup>	<b>TOTAL</b>	<b>288.34 m<sup>2</sup></b>

En concertation avec les services du Département, ces espaces font l'objet de travaux d'aménagement préalables à la mise à disposition chiffrés à 23 143.16 € TTC (revêtement de sols pour 11 220 € TTC et câblage électrique/réseau pour 11 923.16 € TTC) dont la charge est assurée par la commune de Saint Mihiel.

Les frais de déménagement et d'emménagement seront à la charge du Département, tout comme les frais liés à la téléphonie.

Il est précisé que l'accès PMR de la MDS ainsi déplacée sera assuré depuis l'ascenseur par le couloir de l'aile nord longeant les locaux de France Services et de la Communauté de Communes du Sammiellois.

Les sanitaires utilisables par les agents et usagers de la MDS seront ceux de la Communauté de Communes.

Une signalétique provisoire sera mise en place à l'intérieur du bâtiment afin de guider le public. Concernant la signalétique extérieure, attache a été prise avec Madame L'Architecte des Bâtiments de France afin de valider une signalétique globale des services disponibles au sein du palais abbatial depuis la nouvelle entrée, rue du Palais de Justice. Celle-ci devrait pouvoir être mise en place au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2024.

*[ Reste à définir : l'accès à un local pour des besoins ponctuels de la PMI, sans doute en RDC du bâtiment.]*

## **Article 2 : Fluides des locaux mis à disposition**

### **1. Locaux provisoires**

Pendant toute la durée des travaux, les locaux provisoires mis à disposition par la ville seront alimentés en électricité, chauffage et eau potable par la commune.

L'**électricité** à usage de la MDS sera comptabilisée par la pose d'un sous-compteur par le service technique de la ville. Un relevé d'index sera fait contradictoirement en début de période de mise à disposition des locaux, et un second relevé sera fait à la restitution des locaux. La consommation ainsi comptabilisée sera facturée au Département par application du tarif moyen constaté sur la période pour l'ensemble du palais abbatial et facturé par TOTAL ENERGIE dont le contrat entrera en vigueur au 01.01.2024.

Le **chauffage** fera l'objet d'une facturation au Département établie au regard des surfaces occupées selon le tableau ci-dessus (288.34 m<sup>2</sup>) rapportées aux surfaces administratives chauffées du palais abbatial (2200 m<sup>2</sup>).

Le coût répercuté au Département sera donc de 288.34 / 2200<sup>ème</sup> de la facture établie par DALKIA dont le contrat entrera en vigueur au 01.01.2024, ramené au temps d'occupation desdits locaux provisoires.

L'**eau potable** ne fera l'objet d'aucune comptabilisation ni facturation.

### **2. Locaux permanents pendant les travaux**

Le Département dispose de son propre compteur électrique pour l'alimentation électrique des locaux « MDS ».

Un relevé d'index sera fait contradictoirement lors de la remise à la ville des clés des locaux vidés de toute occupation, et un relevé d'index sera fait à la livraison des locaux après travaux.

La différence fera l'objet d'une facturation à la Ville de Saint-Mihiel par le Département au tarif moyen constaté sur la période des travaux.

### **Article 3 : Entretien des locaux mis à disposition provisoire**

Pendant toute la durée des travaux, les locaux provisoires mis à disposition par la ville feront l'objet d'un entretien quotidien par un agent de la commune.

Considérant le volume de 976 heures prévu dans l'avenant 6 pour une surface de 393.05m<sup>2</sup> pour une année entière, l'entretien des locaux provisoires nécessitera donc 716 heures (976 / 393.05 x 288.34) pour 12 mois, étant précisé que ce volume sera corrigé en fonction de la durée réelle de mise à disposition des locaux provisoires.

### **Article 4 : Redevance d'occupation**

Pendant la durée des travaux, la redevance d'occupation des locaux objets de la convention initiale reste due de façon normale, les surfaces provisoires occupées étant similaires (303.53m<sup>2</sup> hors circulation -> 288.34m<sup>2</sup>).

Les locaux provisoires ne sont assujettis à aucune redevance d'occupation.

### **Article 5 : Date d'effet**

Le présent avenant s'applique à compter de la remise des clés des locaux provisoires, et de l'état des lieux entrant. Il restera valable pour toute la durée des travaux.

Toutes les autres clauses contenues dans la convention du 28 juillet 1982 et ses six avenants qui n'ont pas été modifiées restent inchangées.

D'un commun accord, les deux parties ont décidé, que dès réception des locaux requalifiés et de la réintégration de la Maison des Solidarités, la convention du 28 juillet 1982 et ses avenants successifs sera résiliée de plein droit et une nouvelle convention sera établie .

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Mihiel le

Le Bailleur,

**Le Maire de la Ville de Saint-Mihiel,  
Xavier COCHET**

Le Preneur,

**Le Président du Conseil Départemental de la Meuse  
Jérôme DUMONT**



**Convention financière relative à la participation du Département de la Meuse aux travaux de requalification des locaux de la Maison des Solidarités de Saint-Mihiel conduits par la Ville de Saint-Mihiel**

Entre

**La Ville de Saint-Mihiel**, dont le siège social se situe Place des Mines à Saint-Mihiel 55300, représentée par son Maire, Monsieur Xavier COCHET, autorisé aux présentes, aux termes d'une délibération du Conseil Municipal du.....

D'une part,

Et,

**Le Département de la Meuse**, dont le siège social est situé Place pierre François Gossin BP 5051 55012 Bar-le-Duc cedex, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé aux présentes, aux termes d'une délibération du Conseil départemental du 21 mars 2024,

D'autre part,

Aux termes d'une convention du 08 septembre 1982, avenantée six fois, la Ville de Saint-Mihiel met à disposition du Département de la Meuse partie du Palais Abbatial afin d'héberger le Service social territorial affecté à la Ville de Saint-Mihiel et ses environs.

Des travaux de réhabilitation des locaux à ce jour occupés par le Département s'avèrent indispensables afin d'améliorer les modalités d'accueil des usagers du service social territorial et de conforter les conditions de travail des agents départementaux et des partenaires de la collectivité en résidence ponctuellement sur le site.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 – TRAVAUX REALISES OU PROJETES PAR LA VILLE DE SAINT-MIHIEL**

Les travaux projetés par la Ville sont détaillés au sein du dossier PRO réalisés par H. VIOT architecte, maître d'œuvre de la Ville sur ce dossier, tel qu'annexé à la présente convention.

L'estimation de travaux en résultant est de 586 359,00 € HT (en valeur février 2024).

**ARTICLE 2 – MAITRISE D'OUVRAGE**

La Ville de Saint-Mihiel assurera la maîtrise d'ouvrage de travaux décrits à l'article 1.

**ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**

La Ville de Saint-Mihiel assurera le préfinancement de l'ensemble des travaux décrits dans l'article 1.

**ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT DE LA MEUSE**

Conformément au règlement financier départemental et s'agissant d'une subvention plafonnée proratisée, la subvention sera attribuée en référence à un volume de dépenses subventionnables auquel s'applique un pourcentage d'aide, en l'occurrence 80% déduction faite des aides perçues par ailleurs avec un plafond de 196 639.82 € calculé comme suit :

Estimation du coût des travaux	658 359,00 €	HT
Dépenses subventionnables maximales (80%)	526 687,20 €	HT
Dépenses subventionnables maximales (80%)	632 024,64 €	TTC
DETR	- 95 345,00 €	
DSIL	- 236 362,50 €	
FCTVA (16.404%)	- 103 677,32 €	
<b>Participation CD55</b>	<b>196 639,82 €</b>	

La subvention calculée correspond à un montant maximum qui ne sera versé qu'au prorata des dépenses réellement réalisées par la Ville de Saint-Mihiel.

Conformément au règlement financier départemental, son versement sera réalisé sous la forme d'un acompte et d'un solde. Aussi, un acompte de 30% soit 58 991,95 € sera versé sur présentation de ordres de service de démarrage des travaux. Le solde maximal de 137 647,87 € sera versé sur présentation de l'état récapitulatif faisant apparaître l'ensemble des dépenses et des recettes liées à l'opération visé par le Trésorier payeur de la Ville.

#### **ARTICLE 5 – CESSION**

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la Ville de Saint-Mihiel ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

#### **ARTICLE 6 – RESILIATION**

La convention peut être dénoncée par la Ville de Saint-Mihiel et le Département de la Meuse, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.

#### **ARTICLE 7 – CONTESTATIONS**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

#### **ARTICLE 8 – DUREE DE VALIDITE**

La présente convention a une durée de validité de 3 ans.

#### **ARTICLE 9 – APPLICATION**

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature par les deux parties. Fait à Saint-Mihiel en deux exemplaires originaux le,

Pour la ville de Saint-Mihiel,

Pour le Département de la Meuse,

**Xavier COCHET**  
Maire de la Ville de Saint-Mihiel

**Jérôme DUMONT**  
Président du Conseil départemental

**OCTROI 2024 DE LA GARANTIE A CERTAINS CREANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE -**

***-Adoptée le 21 mars 2024-***

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu la délibération en date du 02/04/2015 renouvelée le 23/03/2017 ayant confié au Président du Conseil départemental la compétence en matière d'emprunts,

Vu la délibération en date du 24/09/2015 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale Département de la Meuse,

Vu l'acte d'adhésion au Pacte d'Actionnaires de l'Agence France Locale signé le 27/10/2015, par le Département de la Meuse,

Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette du Département de la Meuse, afin que le Département de la Meuse puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale,

Vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes,

Vu les conclusions des Commissions organiques concernées,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- De valider que la Garantie du Département de la Meuse est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (les Bénéficiaires) :
  - \* le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2024 est égal au montant maximal des emprunts que le Département de la Meuse est autorisé à souscrire pendant l'année 2024,
  - \* la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par le Département de la Meuse pendant l'année 2024 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,
  - \* la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et si la Garantie est appelée, le Département de la Meuse s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés,
  - \* le nombre de Garanties octroyées par le Président du Conseil départemental au titre de l'année 2024 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement,
- D'autoriser le Président du Conseil départemental pendant l'année 2024, à signer le ou les engagements de Garantie pris par le Département de la Meuse, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe du rapport du Conseil départemental du 22 juin 2017 « octroi 2017 de la garantie à certains créanciers de l'AFL » (document cadre garantie à première demande modèle 2016.1) ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## COMMISSION PERMANENTE

---

**PLAN COLLEGES - ADHESION A EDURENOV -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'adhésion du Département de la Meuse au programme EudRénov,

**Après en avoir délibéré,**

Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à signer le bulletin d'adhésion au programme EduRénov pour l'ensemble des projets immobiliers conduits dans le cadre du Plan collèges.

**APPROBATION DE LA SIGNATURE DE LA CHARTE D'ENGAGEMENT EMPLOYEUR  
COVOITURAGE -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la signature de la charte d'engagement employeur covoiturage,

**Après en avoir délibéré,**

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la charte ci-annexée ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces utiles à la mise en œuvre de cette délibération.





Le ..... à .....

En 2019, selon l'ADEME, 70 % des déplacements domicile-travail sont réalisés avec des véhicules individuels et on estime à seulement 3 % la part du covoiturage quotidien. Pour y remédier, l'État a lancé le 13 décembre 2022 un plan d'action national pour promouvoir le covoiturage du quotidien, notamment les trajets domicile-travail.

Pour lutter contre le changement climatique tout en sauvegardant le pouvoir d'achat et afin d'accompagner nos 1200 collaborateurs vers une mobilité plus durable, nous nous engageons à promouvoir la pratique du covoiturage au quotidien pour leurs trajets domicile/travail.

En soutien de l'ambition du plan national du covoiturage du quotidien, *le Département de la Meuse* s'engage à :

1. Favoriser la pratique du covoiturage en mettant en place le forfait mobilités durables ou un dispositif équivalent au sein de notre groupe ;
2. Sensibiliser régulièrement nos collaborateurs sur le sujet du covoiturage, notamment à travers le livret d'accueil pour les nouveaux collaborateurs ;
3. Mettre à disposition des collaborateurs des solutions pour covoiturer ou faciliter son adoption ;
4. Évaluer régulièrement les résultats et proposer des améliorations.

En signant cette charte, nous autorisons par ailleurs l'ADEME à faire figurer notre logo sur le site [employeursprocovoiturage.ademe.fr](http://employeursprocovoiturage.ademe.fr). Enfin, nous nous engageons à communiquer à l'ADEME tous les 6 mois et sur sa sollicitation les modalités de mise en œuvre de cette charte dans notre entreprise.

*Jérôme DUMONT*

*Président du Conseil départemental de la Meuse*

**APPROBATION DE LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT AU DEFI " J'Y VAIS " -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la participation de la collectivité au défi régional « j'y vais ! » dans sa déclinaison pour les collègues,

**Après en avoir délibéré,**

- Autorise la participation de la collectivité à cette opération de promotion des mobilités alternatives à la voiture personnelle ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la convention ci annexée ;
- Alloue une subvention forfaitaire de 2 000 € à l'Association Initiatives durables, pour l'inscription de la collectivité au défi 2024 « Au collège, j'y vais autrement » et la mise à disposition d'objets de communication et de goodies à destination des élèves.



**Initiatives Durables**  
22 avenue de l'Europe  
67300 SCHILTIGHEIM  
03 88 19 55 98

## CONVENTION DE PARTENARIAT - 2024

### Défi « J'y vais ! »

Entre le Département de la Meuse située Place Pierre François Gossin 55012 BAR LE DUC, représentée par son Président Monsieur Jérôme DUMONT ci-après désignée comme le territoire ;

et l'association Initiatives Durables, située 22 avenue de l'Europe 67300 SCHILTIGHEIM, représentée par son Président Steve JECKO, ci-après désignée par l'association ;

Vu la Convention liant l'association Initiatives Durables et l'ADEME Grand Est pour l'organisation et l'animation du Défi « J'y vais » à l'échelle du Grand Est pour la période 2024-2026 ;

Vu l'accord du Directeur de l'ADEME Grand Est d'autoriser l'association Initiatives Durables à utiliser le site Internet du Défi pour organiser le Défi « J'y vais » 2024 ;

Il est exposé et convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

Le transport contribue pour 24 % des émissions de gaz à effet de serre dans la région Grand Est, au même niveau des émissions de l'industrie manufacturière et devant le bâtiment (17 %) selon les chiffres donnés par l'ATMO Grand Est en 2016.

Déclencher le changement de comportement pour passer de la voiture individuelle à des modes plus actifs et durables, marche, vélo, associés aux transports en commun et au covoiturage, nécessite des actions de sensibilisation qui touchent directement les citoyens.

Dans ce cadre, le Défi « J'y vais ! », qui s'est tenu ces dernières années, a connu une participation grandissante. Ce Défi a fédéré des territoires volontaires à l'échelle de l'Alsace puis s'est élargi à des territoires des Vosges et de Moselle. Jusqu'en 2019, chaque année un des territoires partenaires assurait le portage du projet (mutualisation d'un stagiaire et de la communication). La coordination se faisait de manière collégiale et chaque partenaire pouvait organiser des animations spécifiques sur son territoire.

Dans un premier temps le Défi a uniquement ciblé les déplacements à vélo sur le trajet domicile-travail. Les kilomètres des salariés à vélo étaient comptabilisés par structure participante (entreprise,

collectivité, ...), puis un classement par catégories a été élaboré à l'échelle globale et par territoire (pour les défis locaux) pour valoriser les structures participantes.

Dès 2017, certains territoires, en regard de leur configuration, ont souhaité proposer une déclinaison du Défi pour tous les modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle sous le nom de « Au boulot, j'y vais autrement ».

Le Défi a également été décliné pour les établissements scolaires, sous la dénomination « À l'école, j'y vais à vélo ! », pour transmettre aux adultes de demain les enjeux du développement durable tout en les sensibilisant à la sécurité routière et à la nécessité de pratiquer une activité physique pour sa santé.

Les collectivités et territoires participants souhaitent mutualiser l'organisation, les outils et les services écomobilité du Défi « J'y vais ! ». La volonté de l'ADEME est d'étendre le Défi à l'échelle du Grand Est, tout en maintenant l'esprit initial du Défi qui fédère des initiatives locales. L'organisation retenue jusqu'alors, à savoir un portage annuel du projet par l'un des territoires, ne s'avérait de fait plus adaptée pour cette nouvelle dimension territoriale. L'association Vélo et Mobilités Actives Grand Est s'est donc proposé pour assurer la coordination, l'organisation et l'animation du Défi qu'elle a assurée de l'édition 2020 à 2023.

En réponse à l'arrêt du portage du projet souhaité par Vélo et Mobilités Actives Grand Est, l'association Initiatives Durables s'est proposée pour assurer ces missions à partir de l'édition 2024. L'ADEME s'est engagée à accompagner financièrement l'association Initiatives Durables sur 3 ans pour le portage du Défi Grand Est. A l'issue de cette période, les territoires prennent en charge le financement de l'opération.

Ce projet s'inscrit dans les démarches volontaires et réglementaires des territoires au titre de leurs Plans Climat ou d'autres dispositifs qui leurs sont propres et ceci à différentes échelles (commune, intercommunalité, agglomération, Pays-PETR, Parcs).



### **Article 1 : OBJET**

Le Défi « J'y vais ! » a pour objectif d'inciter un maximum de salariés et d'élèves à se rendre sur le lieu de travail ou de scolarité à vélo ou en modes de déplacement alternatifs à l'autosolisme durant le Défi.

Ce projet s'appuie sur des actions et outils développés et mutualisés pour l'ensemble des territoires participant au Défi :

- Structurer une démarche commune aux différents partenaires en matière de sensibilisation au report modal et à l'écomobilité,
- Coordonner les démarches auprès des partenaires et prescripteurs potentiels,
- Mettre à disposition une plateforme internet [www.defi-jyvais.fr](http://www.defi-jyvais.fr) comme outil d'information et de communication autour de cet évènement,
- Mettre à disposition un outil numérique d'inscription et de comptage à la fois simple pour les structures participantes, et accessible aux individus participants au Défi. L'outil doit aussi permettre d'afficher en temps réel le nombre de structures (organisations, établissements scolaires) et de personnes participant au Défi.
- Proposer des outils d'animation et de communication aux territoires : communiqués de presse, évènements de lancement, réseaux sociaux, site internet, vidéos et photos des éditions précédentes et de l'édition en cours, ...,
- Proposer des outils d'animation et de communication pour les structures participantes : affiches et bandeaux internet, argumentaire écomobilité, conseils sécurité, outil de comptage, ...,
- Organiser des évènements de remise des prix du Défi,
- Créer un poste de coordinateur et animateur du Défi.

## **Article 2 : PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION**

Le Défi est organisé à l'échelle du Grand Est.

Le périmètre d'action de la présente convention est le territoire du département de la Meuse.

Le territoire s'associe et s'intègre pleinement dans l'opération régionale de promotion du vélo et des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle.

## **Article 3 : CONTENU DU PARTENARIAT**

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de la collaboration entre les parties pour l'organisation du Défi « J'y vais ! » pour l'année 2024.

L'appellation du Défi « J'y vais » est l'appellation générale de l'événement.

Cette appellation regroupe le Défi « Au boulot, j'y vais à vélo ! », le Défi « Au boulot, j'y vais autrement ! » et les Défis « A l'école, j'y vais autrement ! », « Au collège, j'y vais autrement ! » et « Au lycée, j'y vais autrement ! »

**Sur le Département de la Meuse, le Défi proposé sera le Défi « Au collège, j'y vais autrement ! ».**

## **Article 4 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Chaque partie contractante s'engage à participer à l'organisation du Défi « J'y vais ! » selon la déclinaison et les modalités choisies par le territoire. Les parties prenantes s'engagent à respecter les conditions de la convention, à veiller au bon déroulement du Défi et à respecter le cadre du Défi régional.

- L'association est la structure porteuse et coordonnatrice de l'événement pour l'année 2024. Elle s'engage à mobiliser les ressources nécessaires au bon déroulement du projet. Elle hébergera dans ses locaux à Schiltigheim une chargée de mission pour organiser et animer le Défi : coordination, gestion budgétaire et administrative, prospection et relations partenariales, gestion du site web et de l'outil d'inscription et de comptage, supports de communication, animation des réseaux sociaux, collecte de données et des résultats, conseils, et tout autre élément relevant d'un échelon régional. Elle s'engage également à faire le relais dans les médias de la communication et l'animation du Défi. L'association s'engage enfin à fournir un bilan du Défi sur le périmètre du territoire et plus globalement sur l'ensemble du Grand Est. L'association recherchera les modalités permettant une meilleure lisibilité auprès du public de ses trois composantes (Défi vélo, multimodal et scolaire). Elle fera des propositions d'évolution du Défi pour les années suivantes.
- Le territoire s'engage à organiser le Défi aux dates retenues au niveau Grand Est et à mobiliser les crédits nécessaires au déroulement du projet selon le budget défini à l'article 7. Il désigne un référent technique. Il s'engage également à relayer l'opération, ses campagnes de communication et d'animation sur son territoire, auprès des employeurs et autres acteurs potentiels. Il anime localement le Défi, et peut s'il le souhaite, organiser un défi local, en cohérence avec les orientations du Défi Grand Est, avec un classement interne et une remise des prix. Ces actions locales seront portées par le territoire. Pour tout élément de communication ou de promotion du Défi, l'appartenance à l'échelon régional doit être citée et le logo du Défi doit être apposé.

### **Article 5 : DURÉE**

La présente convention est établie pour une durée d'exécution de 8 mois, à compter du 2 janvier 2024, couvrant l'ensemble de la période de préparation, d'organisation, d'animation et de bilan du Défi 2024.

Le Défi « J'y vais! » se déroulera sur 3 semaines du **13 mai au 31 mai 2024**.

Les résultats du Défi Grand Est seront annoncés avant le 30 juin 2024. La ou les remises des prix auront lieu avant la fin de l'année scolaire.

### **Article 6 : GOUVERNANCE DU PROJET**

Le projet réunit les territoires participant au Défi pour l'année 2024, tous considérés comme partenaires et structures co-organisatrices du Défi.

Le comité d'organisation du Défi est composé d'un représentant de chaque territoire financeur, de l'ADEME et de l'association Initiatives Durables. Il sera consulté régulièrement au cours de l'année et l'association l'informerá de l'évolution du Défi et de son déroulé (nouvelles inscriptions, nombre de participants inscrits...), et lui soumettra toute nouvelle orientation ou nouveaux éléments (idée de calcul, choix des prix...).

A leur initiative et sur fonds propres, chacun des partenaires pourra également conduire des animations spécifiques locales, s'inscrivant dans l'esprit du Défi régional et venant le compléter par des actions de proximité pour mobiliser les acteurs locaux et motiver les participants de leur territoire.

### **Article 7 : BUDGET PRÉVISIONNEL ET MODALITÉS FINANCIÈRES**

Les collectivités et territoires participants contribuent aux frais mutualisés liés à l'organisation du Défi sur la base du budget prévisionnel ci-dessous.

L'ADEME apporte également son soutien pour les charges liées à la coordination assurée par l'association.

La contribution des territoires partenaires est fixée à :

- 1 000 € pour les Communautés de Communes / Communes, Pays / PETR, parcs naturels régionaux et autres syndicats mixtes,
- 1 500 € pour les communautés d'agglomération,
- 2 000 € pour les communautés urbaines et métropoles, départements.

Pour les pays, PETR et syndicats mixtes intégrant une communauté d'agglomération, une communauté urbaine ou une métropole, la contribution sera égale à celle qu'aurait apportée cette dernière si elle avait participé isolément.

Les Conseils Départementaux contribuent à leur niveau pour l'organisation du Défi dans les collèges de leur département.

La Région contribue à son niveau pour l'organisation du Défi dans les lycées de l'ensemble de la région.

Pour le territoire du Département de la Meuse la contribution est donc de 2000 € pour l'édition 2024 du Défi.

Le budget prévisionnel 2024 s'établit en dépenses et en recettes de la manière suivante (annexe 1) :

<b>Budget prévisionnel 2024</b>	<b>Dépenses (€ TTC)</b>
Mise à jour du site internet	7 000 €
Supports de communication, goodies	25 000 €
Dotation association	5 000 €
Chargé de mission, coordination	91 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>128 500 €</b>

<b>Financement prévisionnel 2024</b>	<b>Recettes (€ TTC)</b>
ADEME	64 000 €
Collectivités et territoires participants	64 500 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>128 500 €</b>

De nouveaux territoires du Grand Est pourront s'inscrire dans l'opération en 2024, générant des recettes supplémentaires et conjointement des coûts supplémentaires (supports de communication, goodies, ...). En fonction des contributions des territoires partenaires et des subventions éventuellement mobilisées, le budget prévisionnel sera ajusté par le comité d'organisation du Défi, début mars puis fin avril 2024. Les dépenses engagées pour le Défi s'inscriront dans le cadre budgétaire ainsi arrêté.

Si le budget définitif n'était pas totalement consommé à l'issue de l'exercice 2024, le comité d'organisation du Défi pourra décider un report de l'excédent sur l'année suivante, l'attribution de cet excédent à l'association Initiatives Durables, à une association bénéficiaire, ou toute autre solution.

#### **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT**

Pour participer au défi 2024, **la validation de la participation au Défi et de la présente convention par les instances de décision des territoires devra intervenir au plus tard au 30 mars 2024.**

La signature de la convention devra être effective **au 15 avril 2024.**

La contribution du territoire sera versée en totalité à l'association dès la signature de la convention et au plus tard **au 30 avril 2024.**

Les versements seront effectués par virement administratif sur le compte de l'association (RIB joint en annexe à la présente convention).

#### **ARTICLE 9 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention.

Si la situation sanitaire venait à impacter à nouveau le déroulement du Défi « J’y vais ! », notamment par un report de dates, ce décalage dans le temps sera validé par le comité de pilotage sans donner lieu à un avenant.

**ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l’une ou l’autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l’une ou l’autre partie à l’expiration d’un délai de trois mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 11 : LITIGES**

Tout litige relatif à l’application de la présente convention qui ne trouverait pas d’issue par voie amiable, sera soumis au Tribunal administratif de Nancy.

Fait à -----, le -----, en 2 exemplaires originaux

Jérôme DUMONT  
Président du Conseil Départemental

Le Président de  
Initiatives Durables  
Steve Jecko



**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES DE MEUSE - FINANCEMENT 2023**

=

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport tendant à apporter un financement à l'Association Départementale des Maires de Meuse pour l'exercice 2023,

**Après en avoir délibéré,**

- Décide d'accorder un financement de 10 800 € à l'association départementale des maires de Meuse, et sous forme de subvention forfaitaire au titre de l'exercice 2023 ;
- Décide de déroger à titre exceptionnel au règlement budgétaire et financier, le programme d'action ayant été réalisé en 2023 ;
- Autorise la signature par le Président du Conseil départemental des actes afférents à cette décision.

# CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre les soussignés,

**L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES DE MEUSE**, représentée par son Président Monsieur Gérard FILLION, sise 14 avenue du Général de Gaulle- 55100 Verdun (Siret : 389 202 359 00029)

D'une part,

Et

**LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE** sis Place Pierre François GOSSIN – 55000 BAR LE DUC représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

## ARTICLE PREMIER : OBJET

La présente convention a pour objet de régir la subvention de fonctionnement apportée en 2023 par **le Département de la Meuse, à l'Association Départementale des Maires de Meuse**.

## ARTICLE 2 : FINANCEMENT APORTE PAR LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Sur proposition de la Commission permanente du 21 mars 2024, le Département de la Meuse s'engage à accorder une subvention forfaitaire de fonctionnement de 10 800 € à l'Association départementale des maires de Meuse pour la réalisation de son programme d'action qui s'est déroulé durant l'année 2023.

Exemples d'actions suivantes mises en œuvre :

- Réunion d'information « Quelle solution de télémédecine pour votre territoire ? » le 6 février à Fains-Véel et le 28 février à Champneuville,
- Organisation des Rencontres SDIS-élus sur une journée :
  - le 21 mars à Dun-Sur-Meuse, le 5 mai à Revigny-Sur-Ornain, le 16 mai à Clermont-en-Argonne, le 6 juin à Saint-Mihiel, le 13 juin à Vigneulles-Lès-Hattonchâtel, et le 4 juillet à Vaucouleurs.
  - Au programme : mieux connaître les actions et missions du SDIS et formation à la gestion des risques

- Participation aux Assises de la forêt meusienne, le 30 mars à Bar-Le-Duc,
- Participation à l'opération « Super-Codeur » à Verdun,
- Rencontre Élus-Partenaires dans le cadre de Verdun-Expo et table ronde sur l'avenir du métier de secrétaire de mairie, le 15 septembre,

**ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention du Département de la Meuse sera versée en une seule fois au compte de l'association départementale des maires de Meuse.

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE**

L'association départementale des maires de Meuse s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés, de l'aide apportée par le Département de la Meuse.

**ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION**

Le non-respect total ou partiel des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci et la notification à l'association d'un ordre de reversement partiel ou total des sommes perçues au titre de la subvention prévue à l'article deux.

**ARTICLE 6 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs prévus par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de respecter ses engagements.

**ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires originaux à .....

le .....

Le Président  
de l'Association

Le Président  
du Conseil départemental

## Appui aux territoires et Tourisme

### **ANIMATIONS LOCALES - PROGRAMMATION 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu la demande de subvention de :

- L'association « Phénix Meuse : en famille sur les pas de vos héros »,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à se prononcer sur l'attribution de subvention aux associations pour l'organisation de leurs manifestations dans le cadre de la politique d'aide à l'animation locale,

Vu le règlement budgétaire et financier départemental,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'octroyer la subvention plafonnée et proratisée suivante pour un montant de 1 664 €, calculée selon les modalités définies ci-dessous en un versement unique sur la base :

<b>Association bénéficiaire</b>	<b>Dépenses subventionnables</b>	<b>Taux</b>	<b>Montant de la subvention plafonnée et proratisée en €</b>
<b>Association Phénix Meuse : en famille sur les pas de vos héros</b> « Sur les pas de vos héros » événement sur plusieurs sites de Belleray et Dugny-sur-Meuse Les 11 et 12 mai 2024	20 800 € TTC	8 %	1 664 €
<b>TOTAL</b>			<b>1 664 €</b>

- D'autoriser son versement en une seule fois sur la base d'un état récapitulatif des dépenses réelles ainsi qu'un certificat sur l'honneur signé du Président de l'association mentionnant que la manifestation a bien eu lieu ;
- D'autoriser la signature par le Président du Conseil départemental des actes afférents à cette décision.

**DEVELOPPEMENT TERRITORIAL - PROROGATION DE DELAI DE VALIDITE DE SUBVENTION -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu la demande de prorogation de délai de validité de la subvention formulée par la commune d'Étain,

Vu le règlement budgétaire et financier départemental,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- De proroger le délai de validité de la subvention proposée ci-après :
  - Commune d'Étain : réhabilitation du parc Paul Thiery jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- D'autoriser la signature par le Président du Conseil départemental des actes afférents à cette décision.

**SM MADINE -CONVENTION FINANCIERE FONCTIONNEMENT 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen tendant à se prononcer sur la signature de la convention de financement de fonctionnement 2024, entre le Département et le Syndicat mixte d'aménagement de Madine,

Mesdames Frédérique SERRE et Valérie WOITIER et Messieurs Jérôme STEIN et Jean-Philippe VAUTRIN étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'approuver la convention de financement de fonctionnement 2024 entre le Département et le Syndicat mixte d'aménagement de Madine actant la contribution départementale à hauteur de 450 000 € ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention jointe à la présente délibération.

Acte notifié le :

# Convention fonctionnement 2024

## ENTRE

### **Le Département de la Meuse,**

domicilié 1, Place Pierre François GOSSIN – 55000 BAR LE DUC  
représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé à signer la présente convention par décision de la Commission Permanente du Département de la Meuse **en date du 4 mai 2023**, dénommé ci-après « **le Département de la Meuse** »

d'une part,

## ET

### **Le syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine**

domicilié Maison de Madine 55210 NONSRAD - LAMARCHE  
représenté par son Président Philippe MANGIN, dénommé ci-après « **le Bénéficiaire** »

d'autre part.

VU Le code général des collectivités territoriales ;

Vu Les statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement du lac de Madine modifiés en date du 17 juin 2022 ;

Vu Le budget primitif du Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine adopté le 16 février 2024

Vu le contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du site de Madine entre le Syndicat Mixte d'Aménagement du lac de Madine et la Société Publique Locale Chambley-Madine du 6 décembre 2023

VU le budget primitif du Département de la Meuse adopté le 14 décembre 2023

VU La décision de la commission permanente en date du 21 mars 2024

## **IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Objet**

La présente convention est conclue entre les parties concernant la participation départementale au **fonctionnement du Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine pour l'année 2023.**

### **Article 2 : Montant**

Le Département verse une participation d'un montant maximum de **450 000 € au Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine pour l'année 2024.** Cette participation correspond à 13,44% du budget global de fonctionnement de 3 350 000 €, voté lors du comité syndical du 16 février 2024.

La Région contribue à hauteur de 2 900 000 € soit 86,56% du budget global de fonctionnement 2024.

La participation définitive est calculée sur la base du compte administratif 2024 du syndicat.

### **Article 3 : Modalités de versement**

Un acompte de la totalité du montant prévisionnel de la participation départementale est versé à compter de la signature de la présente convention.

Le solde est arrêté au vu du compte administratif de l'année 2024 et donne lieu le cas échéant à reversement au département.

Le Département de la Meuse se réserve le droit de demander tous justificatifs utiles.

### **Article 4 : Engagements du Bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mentionner le soutien départemental sur ses supports de communication relatifs au projet financé, quelle qu'en soit la forme en utilisant le logotype du Département ;
- Le bénéficiaire devra fournir à l'instructeur du dossier tout justificatif permettant de prouver la bonne exécution des obligations décrites à l'article 1.

### **Article 5 : Modification et abandon de l'opération**

Le Bénéficiaire s'engage à informer par écrit le Département de la Meuse, dans les plus brefs délais, de toute modification intervenue dans la réalisation du programme subventionné, et notamment dans les modalités du financement du programme.

En cas d'abandon de l'opération subventionnée ou en cas de réalisation partielle des dépenses pour lesquelles l'aide départementale aura été accordée, le Bénéficiaire s'engage à en informer au plus tôt le Département lequel pourra alors solliciter du bénéficiaire le reversement total ou partiel au Département de la Meuse.



## **Article 6 : Validité de l'aide départementale**

La présente convention est valable jusqu'au **31 décembre 2025**.

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit du Département de la Meuse des conditions d'exécution de la présente convention par le Bénéficiaire, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la participation ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **Article 7 : Contrôle administratif et financier**

Afin d'attester l'utilisation conforme de l'aide départementale octroyée, le Bénéficiaire produit toutes pièces justificatives prévues par le droit en vigueur ou dont la production est demandée par le Département de la Meuse.

De manière générale, le Bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de l'exécution du présent contrat, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Le contrôle administratif et financier de l'exécution du présent contrat est susceptible d'être exercé, sur pièces et sur place, par toute personne désignée par le Président du Département de la Meuse.

## **Article 8 : Dispositions finales**

### Article 8-1 : Entrée en vigueur

Le présent contrat acquiert caractère exécutoire à compter de sa notification aux parties.

### Article 8-2 : Modifications

Les modifications qui s'avèreraient nécessaires feront l'objet d'avenants négociés et signés par les deux parties contractantes.

### Article 8-3: Litige

Tout litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable entre les parties, devant le Tribunal administratif de Nancy.

Fait en deux exemplaires

Bar le Duc, le

Pour le SMA du Lac de Madine  
Le Président, Philippe MANGIN

Pour le Département de la Meuse  
Le Président, Jérôme DUMONT

**SM MADINE -CONVENTION FINANCIERE INVESTISSEMENT 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen tendant à se prononcer sur le montant de la contribution départementale pour financer le programme d'investissement 2024 du syndicat mixte d'aménagement de Madine et d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention de financement des investissements 2024 entre le Département et le Syndicat Mixte d'Aménagement de Madine,

Mesdames Frédérique SERRE et Valérie WOITIER et Messieurs Jérôme STEIN et Jean-Philippe VAUTRIN étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'approuver le montant de la contribution départementale à hauteur de 500 000 € pour financer le programme d'investissement 2024 ;
- D'approuver la convention de financement des investissements 2024 entre le Département et le Syndicat Mixte d'Aménagement de Madine ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer cette convention.

Acte notifié le :

# Convention

## Site de Madine – Investissements 2024

### ENTRE

**Le Département de la Meuse,**

domicilié 1, Place Pierre François GOSSIN – 55000 BAR LE DUC

représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé à signer la présente convention par décision de la Commission Permanente du Département de la Meuse **en date du 4 mai 2023**, dénommé ci-après « **le Département de la Meuse** »

d'une part,

### ET

**Le syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine**

domicilié Maison de Madine 55210 NONSRAD - LAMARCHE

représenté par son Président Philippe MANGIN, dénommé ci-après « **le Bénéficiaire** »

d'autre part.

VU Le code général des collectivités territoriales ;

Vu Les statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement du lac de Madine modifiés en date du 17 juin 2022 ;

Vu Le budget primitif du Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine adopté le 16 février 2024

VU Le contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du site de Madine entre le Syndicat Mixte d'Aménagement du lac de Madine et la Société Publique Locale Chambley Madine du 6 décembre 2023

Vu le budget primitif du Département,

VU La décision de la commission permanente en date du 21 mars 2024

## IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 : Objet

La présente convention vise à déterminer les modalités de la participation financière du Département aux investissements réalisés sur le site de Madine au titre du programme d'investissements 2024.

La maîtrise d'ouvrage des travaux et du programme des investissements 2024 est portée par le syndicat mixte de Madine.

Les investissements éligibles dans le cas de la présente convention portent sur les opérations suivantes :

- Travaux de rénovation (Nonsard) > remplacement platelage, rénovation toiture de la maison des promenades et son parvis, gestion des eaux de ruissellement vers la plage
- Etude globale pré-opérationnelle sur les 2 sites avec étude de faisabilité des projets des développement et approche économique
- Etude installation électrique du camping (Heudicourt) et travaux de rénovation
- Travaux thermiques des bâtiments cellules commerciales/restaurant (Nonsard)
- Gestion centralisée des serrures
- Renouvellement du parc machine espaces verts du golf
- Assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre en vue de l'installation d'un centre d'hébergement à Nonsard permettant d'accueillir le SNU
- Contribution SM à la SPL : remplacements d'équipements ou nouveaux achats de petits, travaux d'entretien courant à la charge de la SPL afin de lui permettre de mener à bien ses missions de gestion et d'exploitation du site.

### Article 2 : Montant

Le Département de la Meuse accorde au bénéficiaire, dans le cadre du programme d'investissements visé à l'article 1, une subvention d'un montant de **500 000 euros maximum**.

Le programme d'investissement est pour partie assurée par la Région Grand Est et le Département.

### Article 3 : Modalités de versement

Les modalités de paiement de l'aide du Département de la Meuse sont les suivantes :

- Plusieurs acomptes intermédiaires et le solde seront versés sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses signé par le bénéficiaire et :
  - le comptable public pour les factures du Syndicat Mixte
  - l'expert-comptable pour les factures de la SPL Chambley - Madine.

L'état récapitulatif des dépenses précisera le détail par facture (numéro de facture, nom du fournisseur, objet, montant HT et date de paiement).

Le montant final de la subvention sera calculé au prorata des dépenses réalisées.

Les dépenses éligibles sont prises en compte du **1<sup>er</sup> janvier 2024 au 30 juin 2025**.

Les pièces justificatives devront être transmises au plus tard pour le **1er décembre 2025**.

La Département de la Meuse se réserve le droit de demander des justificatifs complémentaires.

#### **Article 4 : Engagements du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mentionner le soutien départemental sur ses supports de communication relatifs au projet financé, quelle qu'en soit la forme en utilisant le logotype du Département de la Meuse ;
- À inviter le département de la Meuse, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet, telle que la pose d'une première pierre, la cérémonie d'inauguration, une visite de chantier ou d'atelier, ...
- À fournir à l'instructeur du dossier tout justificatif permettant de prouver la bonne exécution des obligations décrites ci-dessus (ex : photo du panneau de chantier, copie du carton d'invitation...).

#### **Article 5 : Modification et abandon de l'opération**

Le Bénéficiaire s'engage à informer par écrit le Département de la Meuse, dans les plus brefs délais, de toute modification intervenue dans la réalisation du programme subventionné, et notamment dans les modalités du financement du programme.

En cas d'abandon de l'opération subventionnée ou en cas de réalisation partielle des dépenses pour lesquelles l'aide départementale aura été accordée, le bénéficiaire s'engage à en informer au plus tôt le Département de la Meuse lequel pourra alors solliciter du bénéficiaire le reversement total ou partiel au Département.

#### **Article 6 : Validité de l'aide départementale**

Le bénéficiaire dispose jusqu'au **30 juin 2025** pour la réalisation complète des opérations.

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit du Département de la Meuse des conditions d'exécution de la présente convention par le Bénéficiaire, le Département de la Meuse peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **Article 7 : Contrôle administratif et financier**

Afin d'attester l'utilisation conforme de l'aide départementale octroyée, le Bénéficiaire produit toutes pièces justificatives prévues par le droit en vigueur ou dont la production est demandée par le Département de la Meuse.

De manière générale, le Bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la Meuse de l'exécution du présent contrat, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

## **Article 8 : Dispositions finales**

### Article 8-1 : Entrée en vigueur

Le présent contrat acquiert caractère exécutoire à compter de sa notification aux parties.

### Article 8-2 : Modifications

Les modifications qui s'avéreraient nécessaires feront l'objet d'avenants négociés et signés par les deux parties contractantes.

### Article 8-3: Litige

Tout litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable entre les parties, devant le Tribunal administratif de Nancy.

Fait en deux exemplaires

Bar le Duc, le

Pour le SMA du Lac de Madine  
Le Président, Philippe MANGIN

Pour le Département de la Meuse  
Le Président, Jérôme DUMONT

**CONVENTIONS RELATIVES A DES TRAVAUX DE VOIRIE SUR LE TERRITOIRE DE DIVERSES COMMUNES -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à approuver deux conventions de superposition de gestion sur le territoire de diverses communes,

**Après en avoir délibéré,**

Autorise le Président du Conseil départemental à signer les conventions relatives à des travaux de voirie sur le territoire de ces communes, jointes en annexe à la présente délibération, et l'ensemble des pièces s'y rapportant :

1. **Commune de LANEUVILLE-AU-RUPT** – RD 184 du PR 3+540 au PR 4+520 (Rue Basse et Rue Haute) en traversée d'agglomération : Travaux d'aménagement des trottoirs, création d'écluses et d'une zone 30km/h ;
2. **Commune de VILLE-DEVANT-BELRAIN** – RD 139 du PR 3+080 au PR 3+594 (Rue Rampont et Rue de la Croisette) : Travaux d'aménagement de trottoirs, création d'écluses et déplacement des panneaux d'agglomération.



## DIRECTION ROUTES ET AMENAGEMENT

### Convention relative à des travaux de voirie en traversée d'agglomération de LANEUVILLE-AU-RUPT sur la RD 184 du PR 3+540 au PR 4+520

Entre d'une part,

**La commune de Laneuville-au-Rupt**, représentée par Monsieur le Maire,

Et d'autre part,

**Le Département**, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental.

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser la réalisation de travaux sur le domaine public départemental ;
- de clarifier les modalités d'intervention, de financement et de responsabilité entre le Département et la commune de Laneuville-au-Rupt en matière de travaux réalisés par la commune sur le domaine public routier départemental ;
- de définir les responsabilités d'entretien de la voirie départementale et de ses dépendances en agglomération.

#### **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

##### **ARTICLE 1 – TRAVAUX PROJETES PAR LA COMMUNE**

La commune de Laneuville-au-Rupt est autorisée à occuper le domaine public routier départemental pour la réalisation des travaux envisagés sur la RD 184 du PR 3+540 au PR 4+520 (rue Basse et rue Haute) : Travaux d'aménagement des trottoirs, création d'écluses et d'une zone 30km/h.

Le plan détaillé des travaux envisagés et un plan de situation seront annexés à la présente convention.

##### **ARTICLE 2 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE**

La commune de Laneuville-au-Rupt assurera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour l'ensemble de ses travaux.

Tous les dommages ou dégradations directement causés par la commune ou ses préposés aux ouvrages de la route ou ses dépendances pendant les travaux seront réparés par cette dernière, dans les meilleurs délais dans le cadre des travaux ou après ces derniers dans un délai inférieur à 1 mois. Les mesures temporaires qui en découlent seront entièrement effectuées et prises en charge par la commune qui en informera l'ADA (Agence Départementale d'Aménagement) de Commercy.



## ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REALISATION DES OUVRAGES

### 3.1 Objet

Cette convention de réalisation et d'entretien s'applique sur l'ensemble des aménagements qui découlent de cette décision.

### 3.2 Conditions

L'ensemble des prestations réalisées sur le domaine public routier départemental est à la charge de la commune. Tous les travaux effectués par la commune doivent être conduits de façon à réduire au minimum la gêne des usagers de la route.

Les agents du service ADA de Commercy assureront le contrôle des réalisations projetées.

La commune devra se conformer à toutes les indications qui lui seront données à cet effet par le service ADA de Commercy lors d'une réunion de piquetage avant démarrage des travaux.

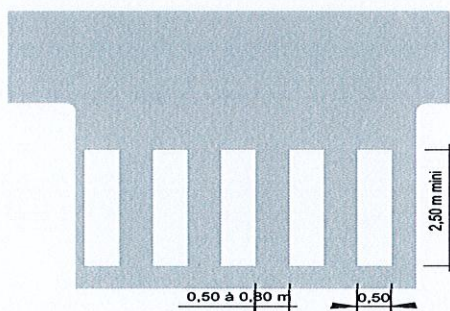
La commune s'engage à prendre en charge la signalisation temporaire nécessaire dans le cadre des travaux y compris la signalisation d'une éventuelle déviation de la circulation, et à prévenir les concessionnaires de réseaux utilisateurs du domaine public, des travaux envisagés.

### 3.3 Conditions techniques générales

➤ Création de passages piétons :

- Situés aux PR 3+707, PR 3+796, PR 3+893, PR 4+024, PR 4+098, PR4+205, PR4+320.

Les passages piétons seront réalisés en résine bi-composante normalisée antidérapante, de couleur blanche, et seront conformes au schéma suivant :



Pose de bandes podotactiles sur le trottoir, de part et d'autre des passages piétons.

➤ Création d'écluses :

- Création d'îlots d'écluses en enrobé avec pose de balises J11 :
  - ✓ Côté droit du PR 3+698 au PR 3+723, du PR 3+771 au PR 3+804, du PR 3+886 au PR 3+896 et du PR 4+309 au PR 4+325 ;
  - ✓ Côté gauche du PR 4+197 au PR 4+219.

➤ Pose de bordures :


- Pose de bordures A2CS1
  - ✓ Côté droit du PR 3+698 au PR 3+723, du PR 3+771 au PR 4+007, du PR 4+018 au PR 4+064, du PR 4+309 au PR 4+325 ;
  - ✓ Côté gauche du PR 3+890 au PR 3+896, du PR 4+134 au PR 4+309.
  - ✓ Pose d'un enrobé sur les trottoirs après la pose des bordures.
- Pose de caniveau CC2 côté droit du PR 4+142 au PR 4+349.

Découpe et réfection de la chaussée pour la pose des bordures et des caniveaux.

➤ Signalisation verticale :

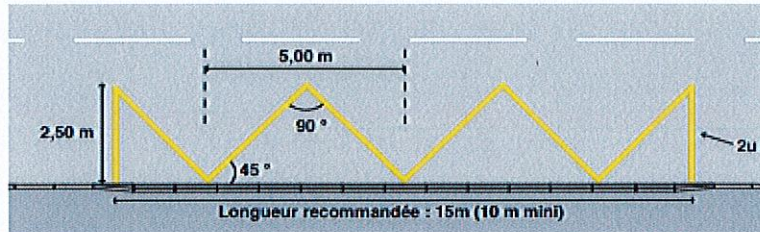
- Mise en place de panneaux B30  sur la RD 184 au PR 3+540 côté droit et au PR 4+520, côté gauche ;

- Mise en place de panneaux B51  sur la RD 184 au PR 3+540 côté gauche et au PR 4+520, côté droit ;

- La pose d'un panneau A3a  de gamme normale 1000mm de coté de classe 2 côté droit au PR 3+663 et côté gauche au PR 4+257.

➤ Signalisation horizontale :

- Marquage au sol en résine en pleine largeur « ZONE 30 » au PR 3+547 et au PR 5+520 ;
- Marquage au sol côté droit au PR 4+087 et côté gauche au PR 4+019 d'une ligne zigzag jaune conformément à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, 7ème partie.



#### ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Ce sont celles résultant du règlement de voirie adopté le 16 décembre 2022 par le Département de la Meuse auquel les parties conviennent de se reporter.

A la signature de la présente, le Département s'engage à informer la Commune en cas de renouvellement programmé de la couche de roulement dans un délai de deux ans (compté à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la signature de la convention).

Si la Commune souhaite maintenir son projet et réaliser la signalisation horizontale prescrite malgré les travaux départementaux annoncés : le coût du rétablissement de la signalisation horizontale (résine, peinture, ...) sera à la charge de la Commune ; si la couche de roulement est réalisée par le Département dans ce délai de deux ans sans que la Commune n'ait été avertie au préalable, le coût du rétablissement de la signalisation horizontale sera supporté par le Département.

#### ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La commune s'engage à réaliser l'ensemble des travaux prévus à l'article 1 de la présente convention et à respecter les conditions de réalisation des ouvrages décrites à l'article 3.

La commune assure ensuite l'entretien de l'ensembles des aménagements et est tenue de respecter l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

En cas de création de nouveaux accès à usage privatif, la commune est tenue d'orienter le pétitionnaire vers les services du Département, compétent en matière de permission de voirie, pour délivrer l'autorisation correspondante.

Le déneigement au droit des écluses sera assuré par les services de la commune.

#### ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE LANEUVILLE-AU-RUPT

- 1) Par la signature de la présente convention, la commune s'engage sans réserve :
  - à financer la totalité des travaux visés à l'article 1 de la présente convention ;
  - à faire son affaire de l'engagement éventuel d'une participation financière dépendante d'un intérêt privé ;
  - à prévenir les services du Département de toutes les modifications ultérieures ou type de travaux similaires sur le même itinéraire entre les panneaux de limite d'agglomération (EB 10 et EB 20).
- 2) Par la signature de la présente convention, la commune de Laneuville-au-Rupt prend acte qu'après expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception d'une mise en demeure, les carences d'entretien pourront être palliées par une exécution d'office aux

frais de la commune, suivant la procédure citée aux articles L 116-3 et L 116-4 du Code de la Voirie Routière.

#### **ARTICLE 7 – RESPONSABILITE**

La commune sera seule responsable de tous les dommages causés aux biens ou aux personnes du fait du mauvais état d'un des éléments évoqués aux articles 1 et 5.

#### **ARTICLE 8 – CESSION**

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la commune de Laneuville-au-Rupt ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

#### **ARTICLE 9 – RECOLEMENT**

Le pétitionnaire informera l'ADA de Commercy dès lors que les travaux seront réalisés en totalité et avant les opérations préalables à la réception de chantier faites avec l'entreprise chargée des travaux afin de procéder au récolement de l'ouvrage, via le formulaire dont le cadre figure sur la dernière page de la présente convention.

Un plan de récolement et un plan de situation seront transmis à l'ADA de Commercy.

#### **ARTICLE 10 – RESILIATION**

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties aux présentes, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, la commune de Laneuville-au-Rupt prendra à sa charge les frais de remise à l'état initial du domaine public routier départemental.

#### **ARTICLE 11 – DISPOSITION PARTICULIERE**

La commune de Laneuville-au-Rupt ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du Département de la Meuse pour les dommages causés à sa jouissance par le fait de la circulation routière, de l'entretien ou, d'une manière générale, de l'exploitation de la route départementale.

#### **ARTICLE 12 – DUREE DE VALIDITE**

La durée de validité de cette convention est liée à l'existence de l'ouvrage réalisé.

#### **ARTICLE 13 – CONTESTATIONS**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

#### **ARTICLE 14 – APPLICATION**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties.

A Laneuville-au-Rupt, le 08/01/2024

Le Maire FURLAN Jacques

A Bar-le-Duc, le

Le Président du Conseil départemental



## RECOLEMENT

Convention de travaux sur la RD 184 entre les PR 3+540 et 4+520.

Le Département de la Meuse,

Représenté par Madame Brigitte DUPONT, responsable du service ADA de Commercy,

Certifie que le bénéficiaire s'est conformé aux prescriptions de la présente convention.

Fait à Commercy, le

Signature

✂ ----- ✂

### ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Je soussigné, Monsieur Jacques FURLAN, Maire de la commune de Laneuville-au-Rupt,

Bénéficiaire d'une convention pour réaliser les travaux sur la RD 184 du PR 3+540 au PR 4+520,

Déclare l'achèvement total des travaux en date du \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_ .

Avoir remis au service ADA de Commercy le plan de récolement en date du \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_ .

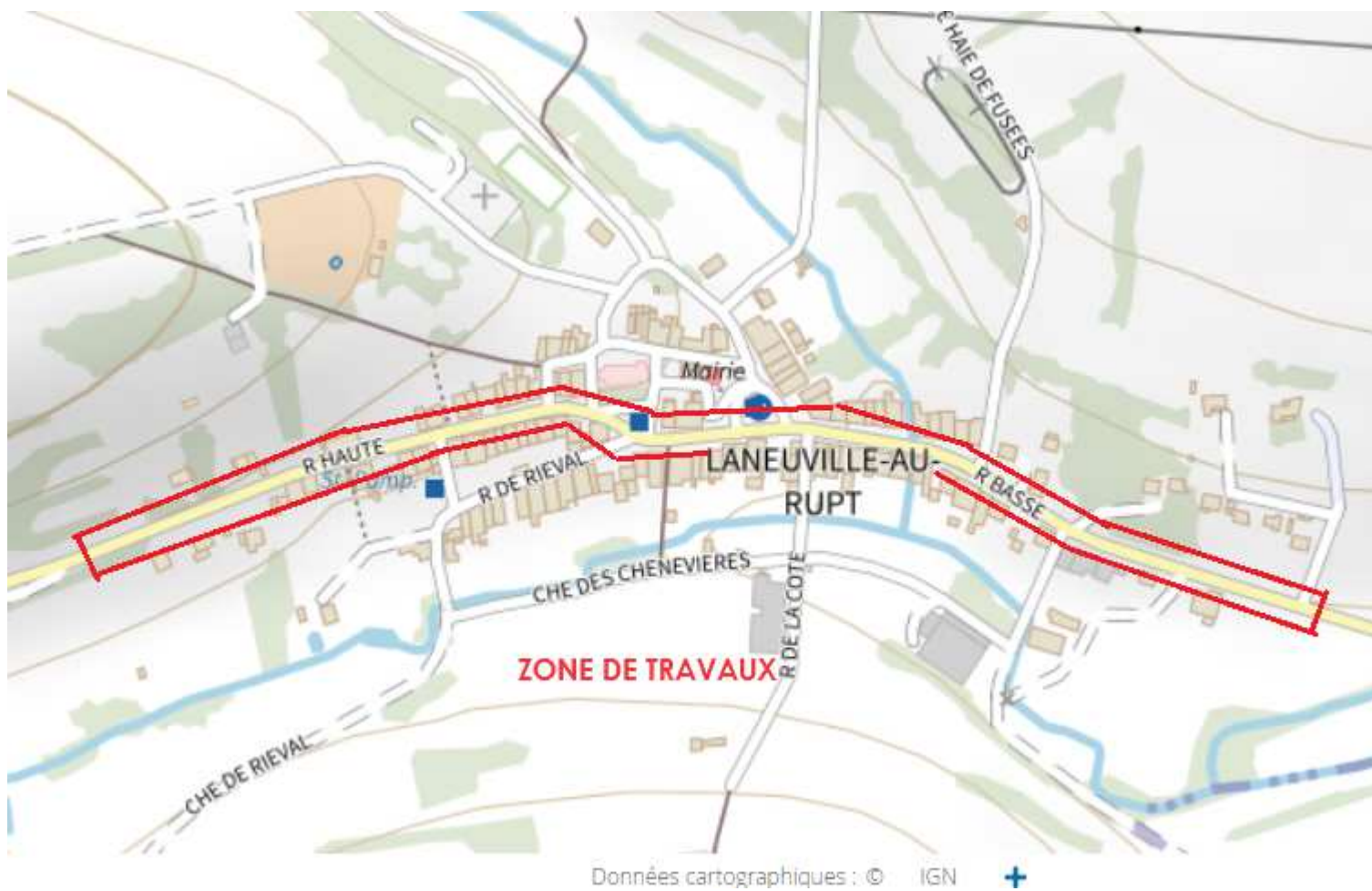
En conséquence, je demande que me soit délivré le certificat de conformité.

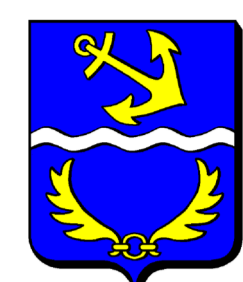
Fait à Laneuville-au-Rupt, le : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_\_ .

Signature :

**Ce coupon est à renvoyer à :** service ADA de COMMERCY ; impasse Henri GARNIER ; BP 70089 ; 55205 COMMERCY Cedex.

# PLAN DE SITUATION





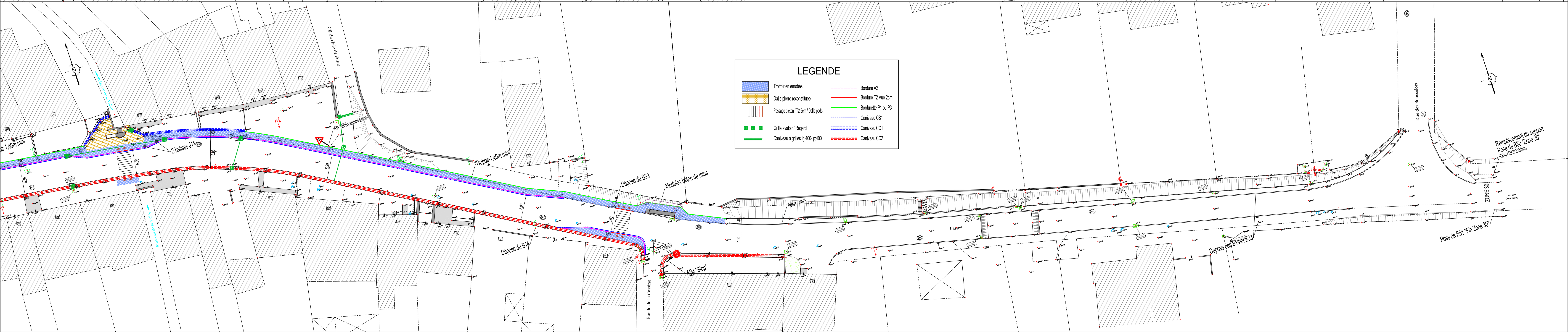
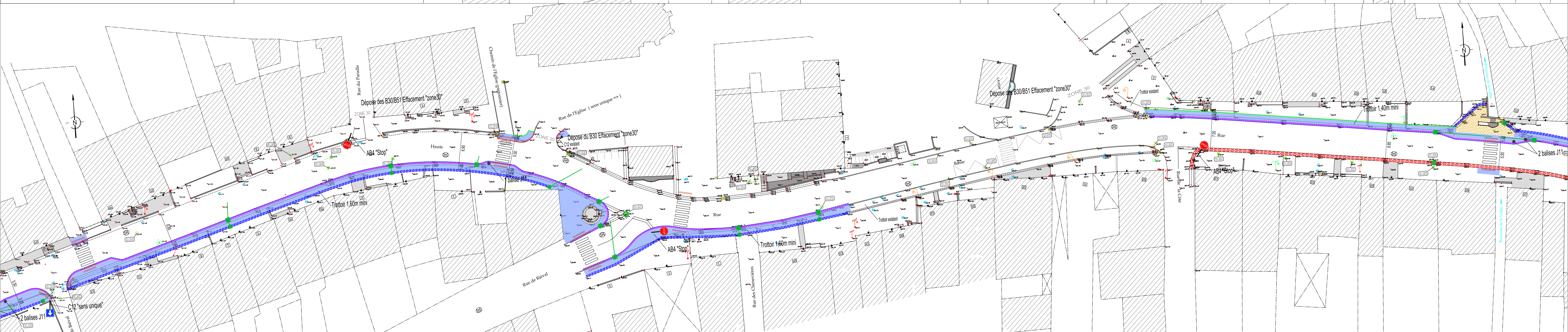
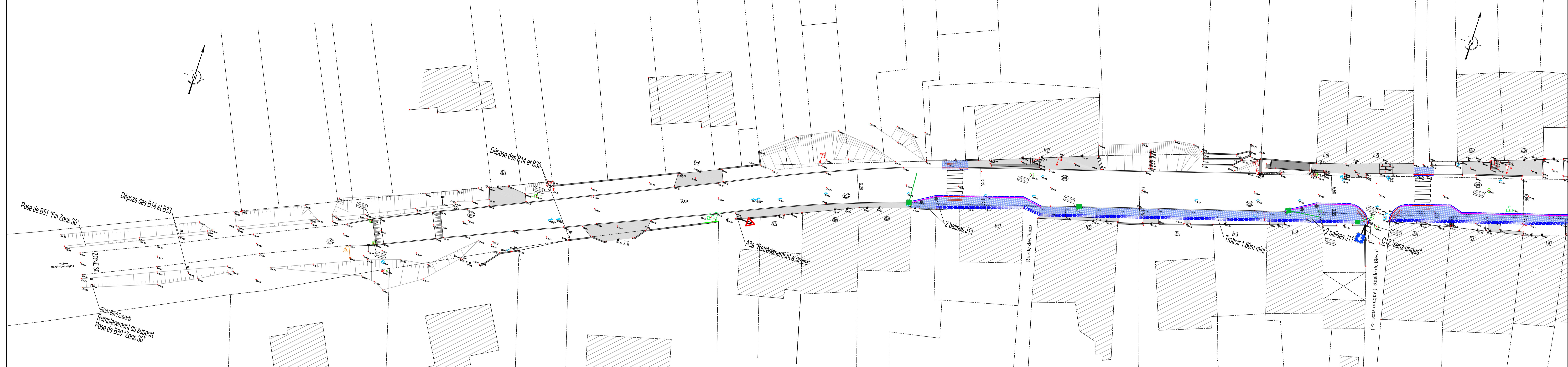
Aménagements sécuritaires de la traverse - RD 184

Avant-Projet

PLAN DES AMENAGEMENTS

<b>BEREST LORRAINE</b>		BEREST 2, MAISON ROUGE - 8 rue du Luxembourg - 57270 PHALSBURG	
Bureau de NANCY		10, allée de Longchamp - 54800 VILLERLES NANCY	
N° 03 83 24 41 80 - Télécopieur 03 87 24 47 07		Tél 03 83 20 04 50 - Télécopieur 03 83 20 04 57	
Email : nancy@berest.fr		Email : nancy@berest.fr	
Index	Date	Révisé par	Objet de la modification
#	02/12/2022	GONZALEZ F.	Version initiale
#	05/01/2023	GONZALEZ F.	Modifications selon remarques DDT 55 du 08/12/2022
Responsable page	Vérificateur	Echelle	N° Altim
GONZALEZ F.	PEYRY P.	1/250	22.007
Non du fichier			

Ce document est la propriété de BEREST. Il ne peut être utilisé ou reproduit sans autorisation.



**LEGENDE**

	Trottoir en enrobés		Bordure A2
	Dalle pierre reconstituée		Bordure T2 Vue 2cm
	Passage piéton T2.2m / Dalle pote.		Bordure P1 ou P3
	Grille avakir / Regard		Caniveau CS1
	Caniveau à grilles 400-p400		Caniveau CC1
			Caniveau CC2



Aménagements sécuritaires  
de la traverse - RD 184

Avant-Projet

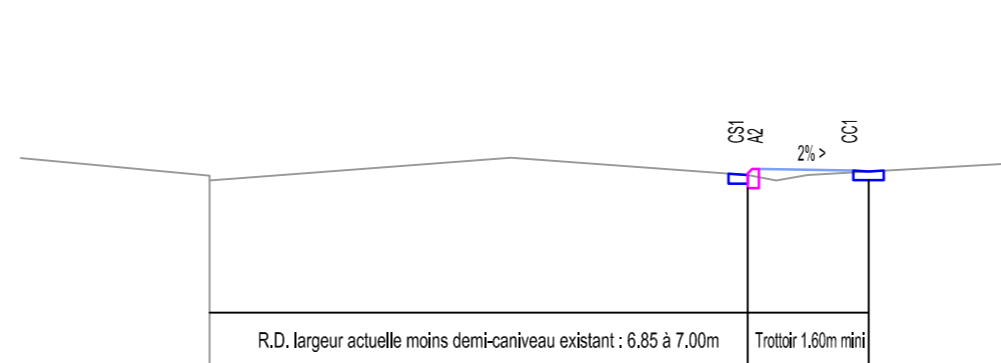
PROFILS TYPES

		<b>BEREST LORRAINE</b> SIEGE : Z. I. MAISONS ROUGES - 8, rue du Luxembourg - 57370 PHALSBOURG Tél : 03 87 24 41 86 - Télécopieur 03 87 24 42 97 Email : phalsbourg@berest.fr		
		<b>Bureau de NANCY</b> 10, allée de Longchamp - 54600 VILLERS-LES-NANCY Tél : 03 83 28 89 89 - Télécopieur 03 83 28 06 67 Email : nancy@berest.fr		
Indice	Date	Réalisé par	Objet de la modification	
A	02.11.2022	GONZALEZ F.	Version initiale	
B	05.01.2023	GONZALEZ F.	Modifications selon remarques DDT 55 du 08.12.2022	
Responsable projet		Vérificateur	Echelle	N° Affaire
GONZALEZ F.		PETRY P.	1/100	22-007

*Ce document est la propriété de BEREST, il ne peut être utilisé ou reproduit sans autorisation*

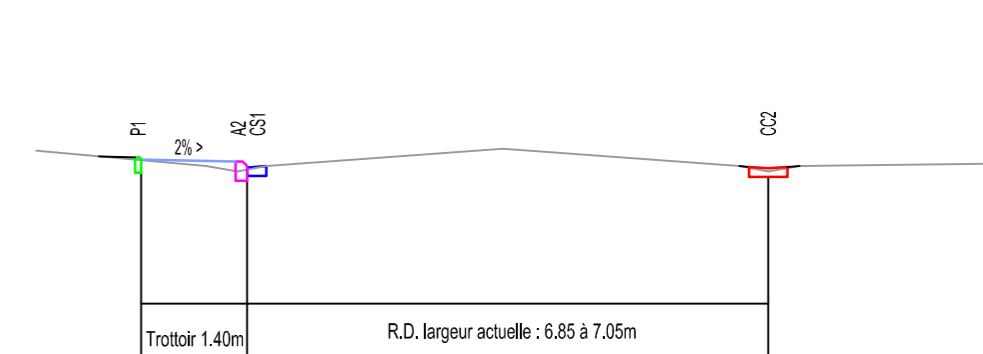
Côté Ouest

Section courante

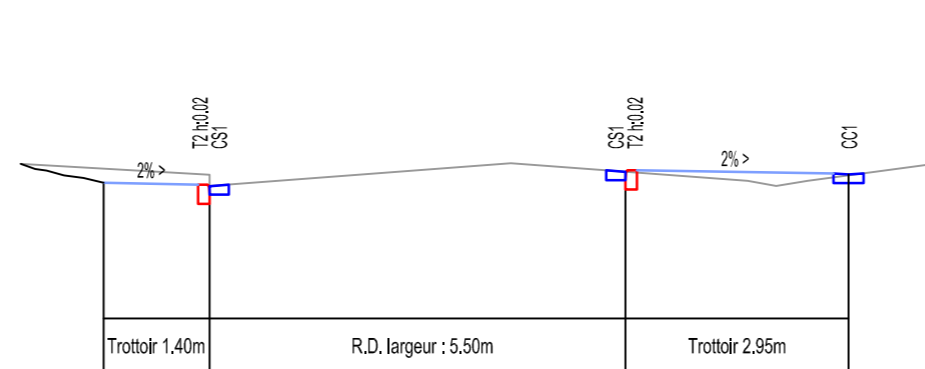


Côté Est

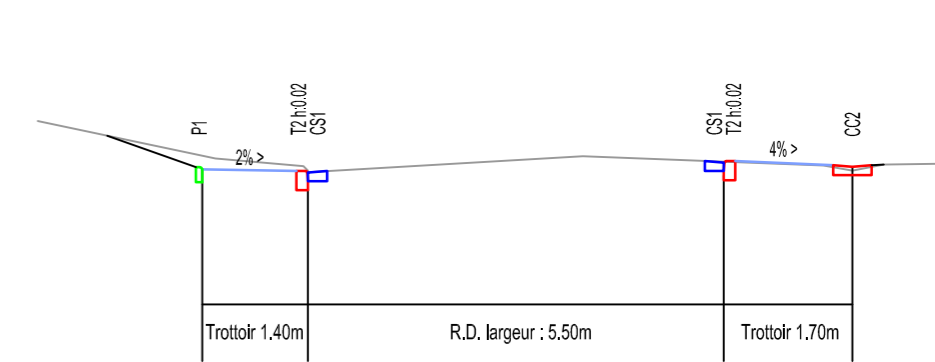
Section courante



Passage piéton



Passage piéton





**DIRECTION ROUTES ET AMENAGEMENT**

Convention relative à des travaux de voirie  
en traversée d'agglomération de VILLE-DEVANT-BELRAIN  
sur la RD 139 du PR 3+080 au PR 3+594

Entre d'une part,

**La commune de Ville-devant-Belrain** représentée par Monsieur le Maire,

Et d'autre part,

**Le Département**, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental.

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser la réalisation de travaux sur le domaine public départemental ;
- de clarifier les modalités d'intervention, de financement et de responsabilité entre le Département et la commune de Ville-devant-Belrain en matière de travaux réalisés par la commune sur le domaine public routier départemental ;
- de définir les responsabilités d'entretien de la voirie départementale et de ses dépendances en agglomération.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – TRAVAUX PROJETES PAR LA COMMUNE**

La commune de Ville-devant-Belrain est autorisée à occuper le domaine public routier départemental pour la réalisation des travaux envisagés sur la RD 139 du PR 3+080 au PR 3+594 (Rue Rampont et Rue de la Croisette) : Travaux d'aménagement de trottoirs, création d'écluses et déplacement des panneaux d'agglomération.

Le plan détaillé des travaux envisagés et un plan de situation sera annexé à la présente convention.

**ARTICLE 2 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE**

La commune de Ville-devant-Belrain assurera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour l'ensemble de ses travaux.

Tous les dommages ou dégradations directement causés par la commune ou ses préposés aux ouvrages de la route ou ses dépendances pendant les travaux seront réparés par cette dernière, dans les meilleurs délais dans le cadre des travaux ou après ces derniers dans un délai inférieur à 1 mois. Les mesures temporaires qui en découlent seront entièrement effectuées et prises en charge par la commune qui en informera l'ADA (Agence Départementale d'Aménagement) de Commercy.



## ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REALISATION DES OUVRAGES

### 3.1 Objet

Cette convention de réalisation et d'entretien s'applique sur l'ensemble des aménagements qui découlent de cette décision.

### 3.2 Conditions

L'ensemble des prestations réalisées sur le domaine public routier départemental est à la charge de la commune. Tous les travaux effectués par la commune doivent être conduits de façon à réduire au minimum la gêne des usagers de la route.

Les agents du service\_ADA de Commercy assureront le contrôle des réalisations projetées.

La commune devra se conformer à toutes les indications qui lui seront données à cet effet par le service\_ADA de Commercy lors d'une réunion de piquetage avant démarrage des travaux.

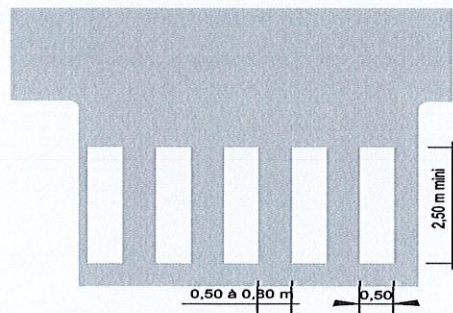
La commune s'engage à prendre en charge la signalisation temporaire nécessaire dans le cadre des travaux y compris la signalisation d'une éventuelle déviation de la circulation, et à prévenir les concessionnaires de réseaux utilisateurs du domaine public, des travaux envisagés.

### 3.3 Conditions techniques générales

➤ Création d'un passage piétons :

- Situé au PR 3+364.

Le passage piétons sera réalisé en résine bi-composante normalisée antidérapante, de couleur blanche, et sera conforme au schéma suivant :



Pose de bandes podotactiles sur le trottoir, de part et d'autre du passage piéton.

➤ Création de doubles écluses :

- Création d'îlots d'écluses en béton avec surface en résine ocre avec bordures d'îlots ancrées (I2) et pose de balises J11 :
  - ✓ Côté droit au PR 3+293 et PR 3+497 ;
  - ✓ Côté gauche au PR 3+310 et PR 3+519.


➤ Pose de bordures :

- Pose de bordures T2CS2 haute côté droit du PR 3+320 au PR 3+335 et côté gauche du PR 3+407 au PR 3+579 ;
- Pose de bordures T2CS2 basse côté droit du PR 3+413 au PR 3+421.


➤ Signalisation verticale :

- Mise en place de panneaux B30  sur la RD 139 au PR 3+238 côté droit et au PR 3+536 côté gauche ;


- Mise en place de panneaux B51  sur la RD 139 au PR 3+238 côté gauche et au PR 3+536 côté droit ;

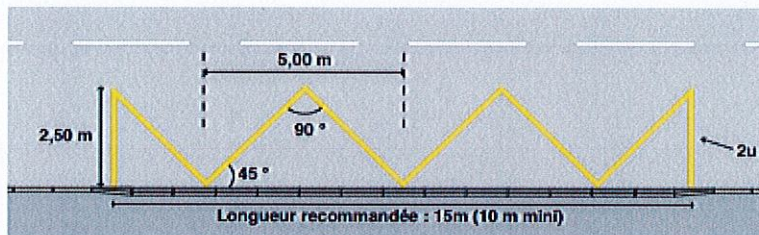
- La pose d'un panneau B15  de gamme normale Ø 850mm de classe 2 côté droit au PR 3+283 et côté gauche au PR 3+524 ;



- La pose d'un panneau C18  de gamme normale 700\*700mm de classe 2 côté gauche au PR 3+320 et côté droit au PR 3+492 ;
- Déplacement des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération du PR 3+232 au PR 3+080.

➤ Signalisation horizontale :

- Mise en place sur la pleine largeur de chaussée d'une résine imitation pavés par matrice de couleur ocre en entrée et sortie d'agglomération du PR 3+080 au PR 3+085 et du PR 3+589 au PR 3+594 ;
- Marquage au sol en résine d'une ligne continue blanche autour des écluses ;
- Marquage au sol en résine blanche d'un panneau AB1  pour un rappel de priorité à droite au PR 3+250 en axe de demi chaussée côté droit ;
- Marquage au sol côté gauche au PR 3+392 d'une ligne zigzag jaune conformément à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, 7ème partie.



➤ Création d'un cheminement piétons :

- Création d'un cheminement piétons en calcaire stabilisé d'une largeur minimum 1,40m côté droit du PR 3+283 au PR 3+342 et côté gauche 3+427 au PR 3+579.

#### ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Ce sont celles résultant du règlement de voirie adopté le 16 décembre 2022 par le Département de la Meuse auquel les parties conviennent de se reporter.

A la signature de la présente, le Département s'engage à informer la Commune en cas de renouvellement programmé de la couche de roulement dans un délai de deux ans (compté à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la signature de la convention).

Si la Commune souhaite maintenir son projet et réaliser la signalisation horizontale prescrite malgré les travaux départementaux annoncés : le coût du rétablissement de la signalisation horizontale (résine, peinture, ...) sera à la charge de la Commune ; si la couche de roulement est réalisée par le Département dans ce délai de deux ans sans que la Commune n'ait été avertie au préalable, le coût du rétablissement de la signalisation horizontale sera supporté par le Département.

#### ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La commune s'engage à réaliser l'ensemble des travaux prévus à l'article 1 de la présente convention et à respecter les conditions de réalisation des ouvrages décrites à l'article 3.

La commune assure ensuite l'entretien de l'ensemble des aménagements et est tenue de respecter l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

En cas de création de nouveaux accès à usage privatif, la commune est tenue d'orienter le pétitionnaire vers les services du Département, compétent en matière de permission de voirie, pour délivrer l'autorisation correspondante.

Le déneigement au droit des doubles écluses sera assuré par les services de la commune.

#### **ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE VILLE-DEVANT-BELRAIN**

- 1) Par la signature de la présente convention, la commune s'engage sans réserve :
  - à financer la totalité des travaux visés à l'article 1 de la présente convention ;
  - à faire son affaire de l'engagement éventuel d'une participation financière dépendante d'un intérêt privé ;
  - à prévenir les services du Département de toutes les modifications ultérieures ou type de travaux similaires sur le même itinéraire entre les panneaux de limite d'agglomération (EB 10 et EB 20).
- 2) Par la signature de la présente convention, la commune de Ville-devant-Belrain prend acte qu'après expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception d'une mise en demeure, les carences d'entretien pourront être palliées par une exécution d'office aux frais de la commune, suivant la procédure citée aux articles L 116-3 et L 116-4 du Code de la Voirie Routière.

#### **ARTICLE 7 – RESPONSABILITE**

La commune sera seule responsable de tous les dommages causés aux biens ou aux personnes du fait du mauvais état d'un des éléments évoqués aux articles 1 et 5.

#### **ARTICLE 8 – CESSION**

La présente convention étant rigoureusement personnelle, la commune de Ville-devant-Belrain ne peut céder à un tiers les droits qu'elle lui confère.

#### **ARTICLE 9 – RECOLEMENT**

Le pétitionnaire informera l'ADA de Commercy dès lors que les travaux seront réalisés en totalité et avant les opérations préalables à la réception de chantier faites avec l'entreprise chargée des travaux afin de procéder au récolement de l'ouvrage, via le formulaire dont le cadre figure sur la dernière page de la présente convention.

Un plan de récolement sera transmis à l'ADA de Commercy

#### **ARTICLE 10 – RESILIATION**

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties aux présentes, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, la commune de Ville-devant-Belrain prendra à sa charge les frais de remise à l'état initial du domaine public routier départemental.

#### **ARTICLE 11 – DISPOSITION PARTICULIERE**

La commune de Ville-devant-Belrain ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du Département de la Meuse pour les dommages causés à sa jouissance par le fait de la circulation routière, de l'entretien ou, d'une manière générale, de l'exploitation de la route départementale.

#### **ARTICLE 12 – DUREE DE VALIDITE**

La durée de validité de cette convention est liée à l'existence de l'ouvrage réalisé.

#### **ARTICLE 13 – CONTESTATIONS**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

#### ARTICLE 14 – APPLICATION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties.

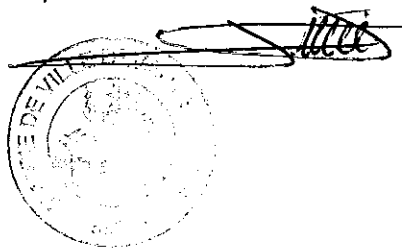
A Ville-devant-Belrain, le 01/01/2024

A Bar-le-Duc, le

Le Maire

Le Président du Conseil départemental

Philippe Basse



## RECOLEMENT

Convention de travaux sur la RD 139 entre les PR 3+080 et 3+594.

Le Département de la Meuse,

Représenté par Madame Brigitte DUPONT, responsable du service ADA de Commercy,

Certifie que le bénéficiaire s'est conformé aux prescriptions de la présente convention.

Fait à Commercy, le

Signature

✂ ----- ✂

### ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Je soussigné Monsieur Philippe BRISSE Maire de la commune de Ville-devant-Belrain

Bénéficiaire d'une convention pour réaliser les travaux sur la RD 139 du PR 3+080 au PR 3+594

Déclare l'achèvement total des travaux en date du \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ .

Avoir remis au service ADA de Commercy le plan de récolement en date du \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ .

En conséquence, je demande que me soit délivré le certificat de conformité.

Fait à Ville-devant-Belrain, le : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ .

Signature :

**Ce coupon est à renvoyer à :** service ADA de COMMERCY ; impasse Henri GARNIER ; BP 70089 ; 55205 COMMERCY Cedex.

DEPARTEMENT DE LA MEUSE  
Commune de Ville-devant-Belrain



**MAITRE D'OUVRAGE**  
Commune de Ville-devant-Belrain  
3 rue du Pont - 55260 VILLE-DEVANT-BELRAIN  
Tel: 03 29 75 07 21 e-mail: ville-devant-belrain@wanadoo.fr

**Sécurisation de la traversée du village**  
// Route départementale n°139



**BUREAU D'ETUDES S.E.T.R.S SASU**  
74 rue Henri Chevalier 55000 L'ISLE EN RIGAUTL  
Tel 03 29 70 99 90 e-mail: setrs@orange.fr

**PLANS DE SITUATION**

**01**

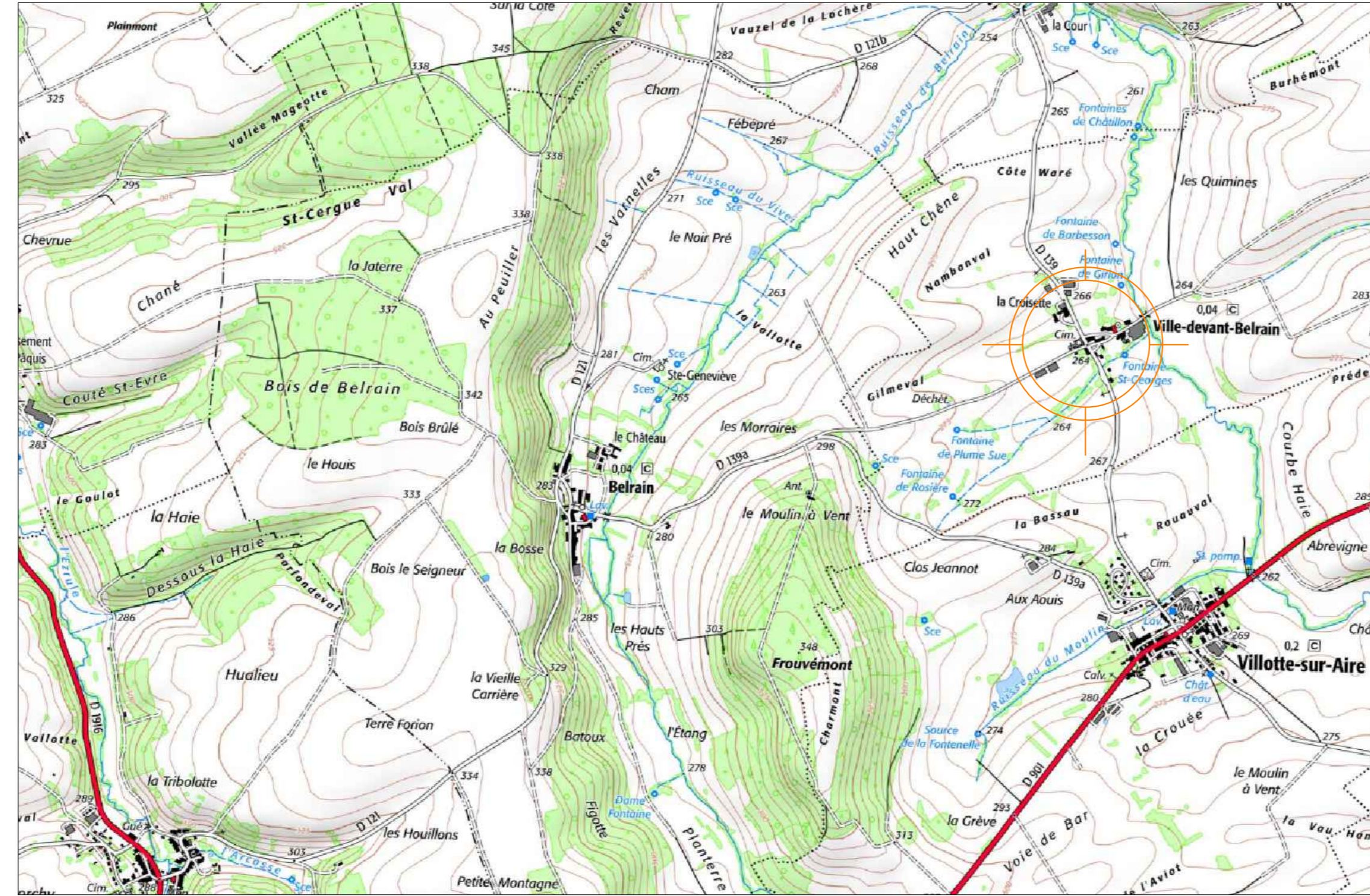
**PRO-DCE**

1 / 20 000 ème  
1 / 5000 ème

**Juillet 2023**

**22-001** Dessiné à L'Isle en Rigault par: Ludivine Villefroy - villefroy.ludivine@setrs.fr  
Vérifié par: Benoît Cler - cler.benoit@setrs.fr  
Relevé par: Quentin Portmann - portmann.quentin@groupe-leplomb.fr

DATE	MODIFICATION	INDICE
	Diffusion initiale	0

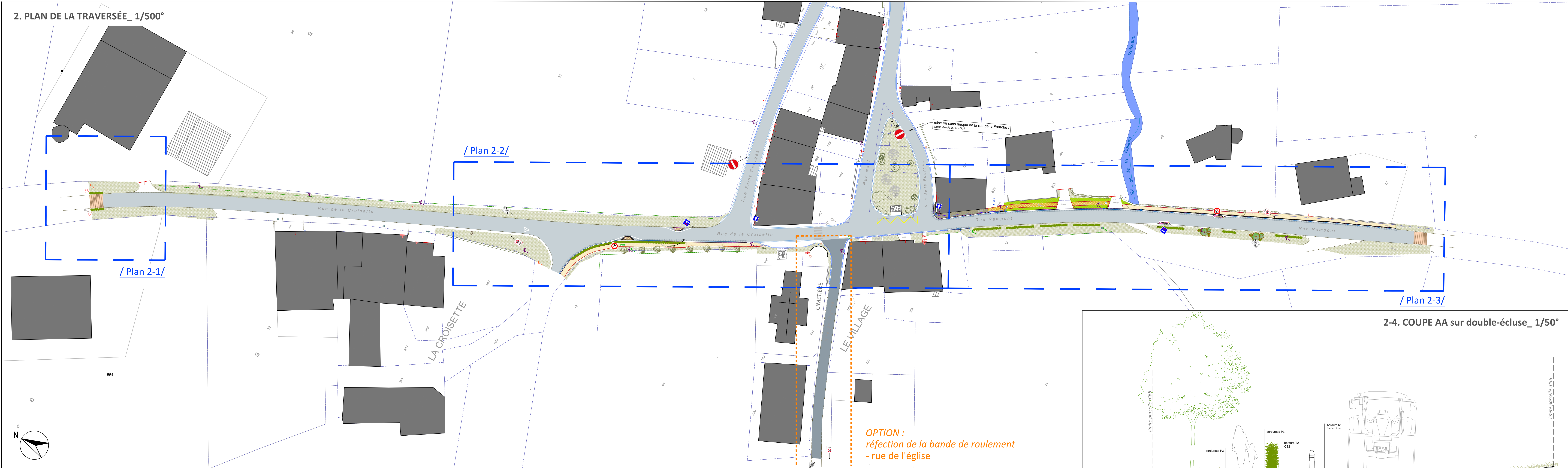


Carte IGN - 1/20 000ème

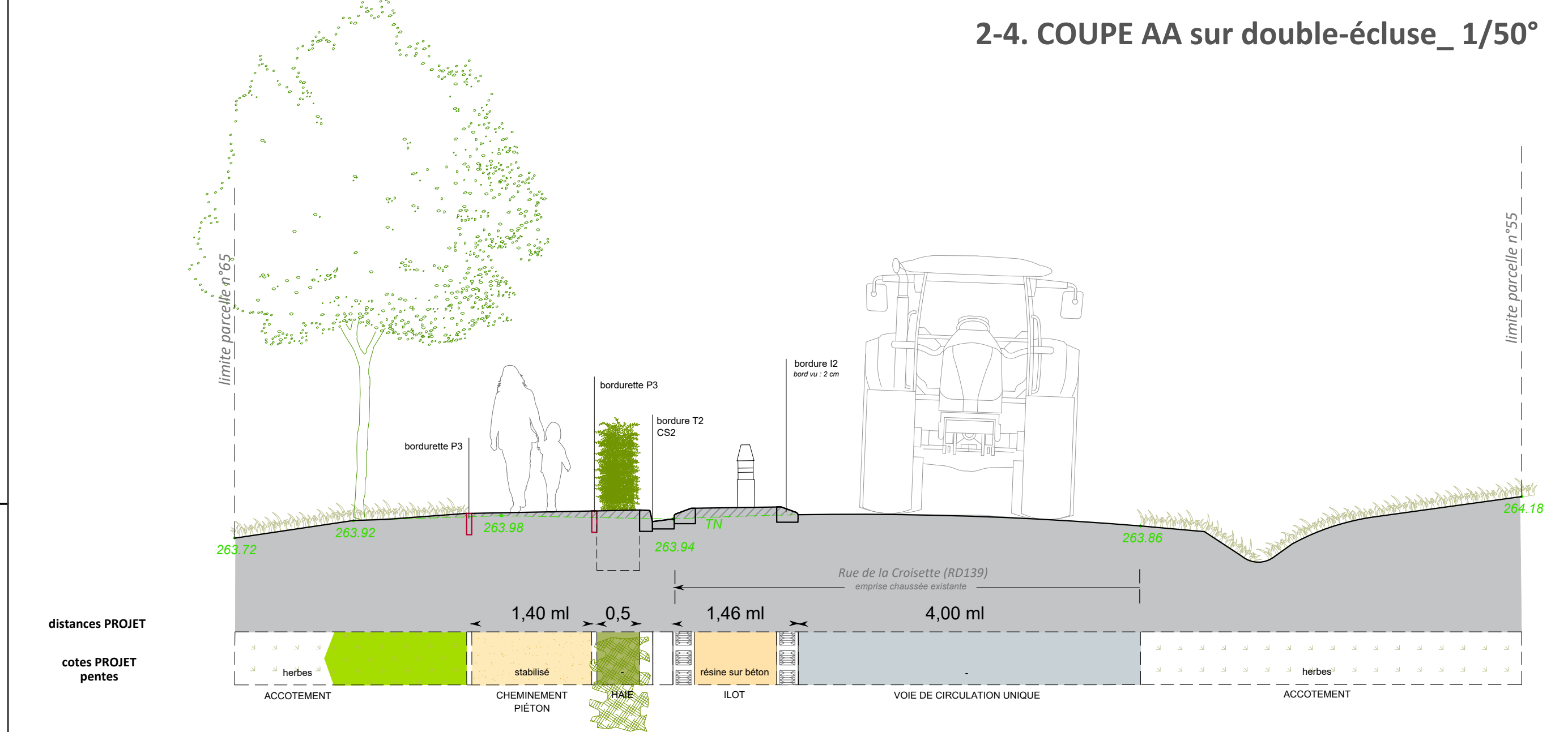


Plan cadastral - 5 000ème

2. PLAN DE LA TRAVERSÉE\_ 1/500°



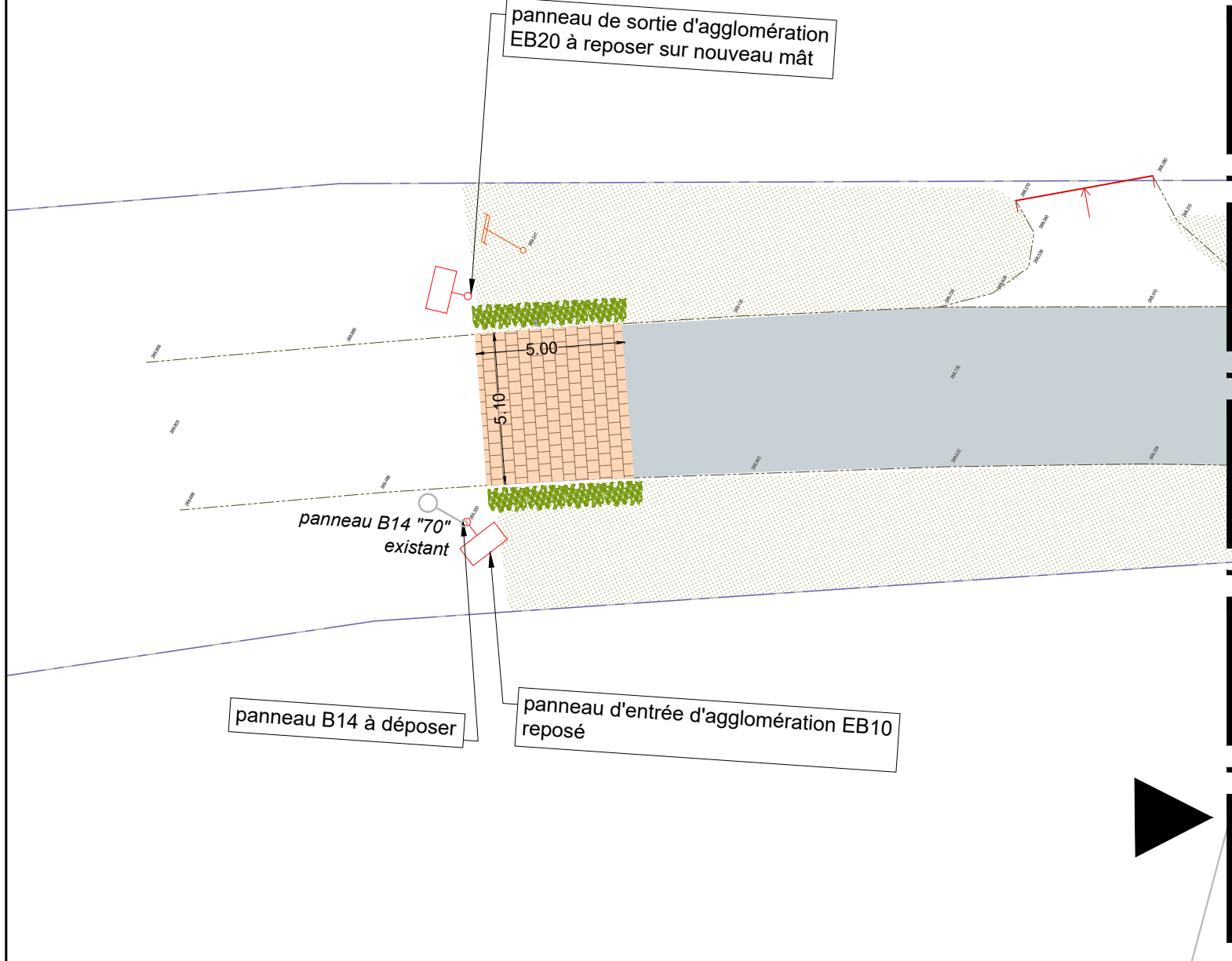
2-4. COUPE AA sur double-écluse\_ 1/50°



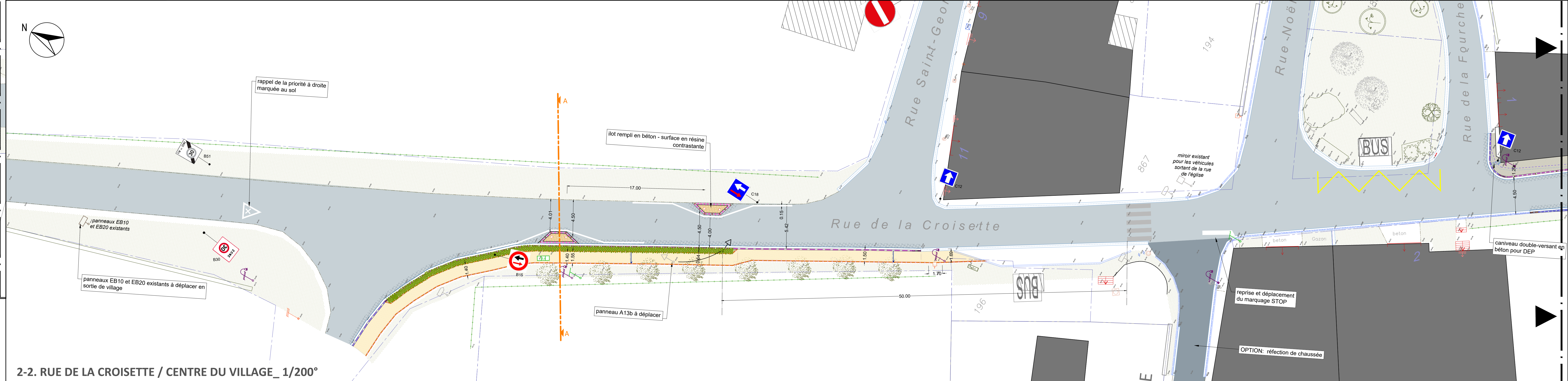
LÉGENDE

EXISTANT		AMÉNAGEMENT	
	bordure et caniveau existants		bordure de type P3
	caniveau double-versant		béton bati
	trottoir		terre végétale - engazonnement
	mur de clôture		arbrustes, haie
	limite parcellaire		résine pépée - imitation pavés par matrice
	poteau élec		panneaux classe 2, gamme normale
	poteau Telecom		borne J11 sur axis
	poteau élec avec éclairage		marquage au sol à créer (ligne continue, ent de bus...)
	poteau élec		stabilisé - calcaire
	poteau Telecom		terre végétale - engazonnement
	poteau Telecom		arbrustes, haie
	poteaux existants		résine pépée - imitation pavés par matrice

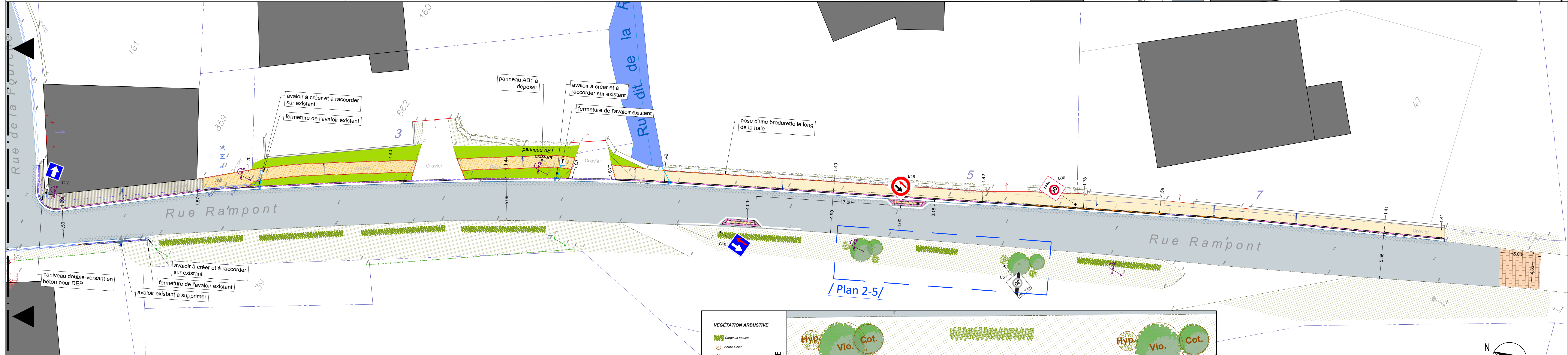
2-1. ENTRÉE D'AGGLOMÉRATION NORD\_ 1/200°



2-2. RUE DE LA CROISSETTE / CENTRE DU VILLAGE\_ 1/200°



2-3. RUE RAMPONT / ENTRÉE D'AGGLOMÉRATION SUD\_ 1/200°



2-5. PLAN DE PLANTATIONS\_ 1/100°



DEPARTEMENT DE LA MEUSE  
Commune de Ville-devant-Belrain

MAÎTRE D'OUVRAGE  
Commune de Ville-devant-Belrain  
3 rue du Pont - 55200 VILLE-DEVANT-BELRAIN  
Tel: 03 25 75 07 21 e-mail: ville-devant-belrain@wanadoo.fr

Sécurisation de la traversée du village  
// Route départementale n°139  
BUREAU D'ETUDES S.E.T.R.S SASU  
74 rue Henri Chevallier 55000 L'ISLE EN RIGAUT  
Tel 03 29 70 99 90 e-mail: setrs@orange.fr

PLAN D'AMÉNAGEMENT		02	PRO-DCE
			1/500 - 1/200 ème
			1/100 ème - 1/50 ème
			Juillet 2023
22-001	Dessiné à L'Isle en Rigault par: Ludovine Villafroy - ludovine.villafroy@setrs.fr Vérifié par: Benoît Cler - benoit.cler@setrs.fr Relevé par: Quentin Portmann - portmann.quentin@setrs.fr		
DATE	MODIFICATION		INDICE
	Diffusion initiale		0

**ARRETE D'ALIGNEMENT INDIVIDUEL -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à fixer la limite du domaine public routier départemental au droit d'une propriété riveraine,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Breux du 22 janvier 2024,

**Après en avoir délibéré,**

Fixe la délimitation du domaine public routier départemental telle que proposée en annexe, et autorise le Président du Conseil départemental à signer l'arrêté d'alignement individuel suivant, le long de :

- La RD 110, en agglomération de Breux, sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADAST-ALIGN2023-015.





## CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

Direction Routes et Aménagement  
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE STENAY

### ARRETE N° ADAST-ALIGN2023-015 portant alignement individuel

---

---

#### LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 12 octobre 2023, reçue le 16 octobre 2023 et présentée par :

**Cabinet ARPENT-CONSEILS**

✉ 2 rue de Thionville  
54 560 AUDUN LE ROMAN

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement dans l'agglomération de Breux, le long de la RD 110, entre les points de repère (PR) 35+676 et 35+688, côté droit, pour la parcelle cadastrée section AB n° 41, dont Mme PRIGNON Marie-Thérèse, demeurant 53 Grande Rue, 55 600 BREUX, est propriétaire.

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 21 mars 2024,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Vu l'avis du Maire en date du 22 janvier 2024,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'absence de plan de bornage ayant servi à la construction de la RD 110 au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'existence d'une clôture en fil ronce,

---

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1 - Alignement.**

L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit de la parcelle cadastrée section AB n° 41 est défini par la clôture en fil ronce délimitant cette parcelle.

Il est fixé par le segment de droite **[AB]** :

Les points sont matérialisés de la manière suivante :

- **A**, piquet de clôture, de coordonnées X=872670.43 et Y=6944991.13
- **B**, piquet de clôture, de coordonnées X=872679.43 et Y=6944984.04

Ces coordonnées s'entendent en système Lambert 93, projection CC49

Les points **A** et **B** sont distants de 11.45 m.

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

**ARTICLE 2 – Responsabilité**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

**ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement**

Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

**ARTICLE 5 – Recours**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

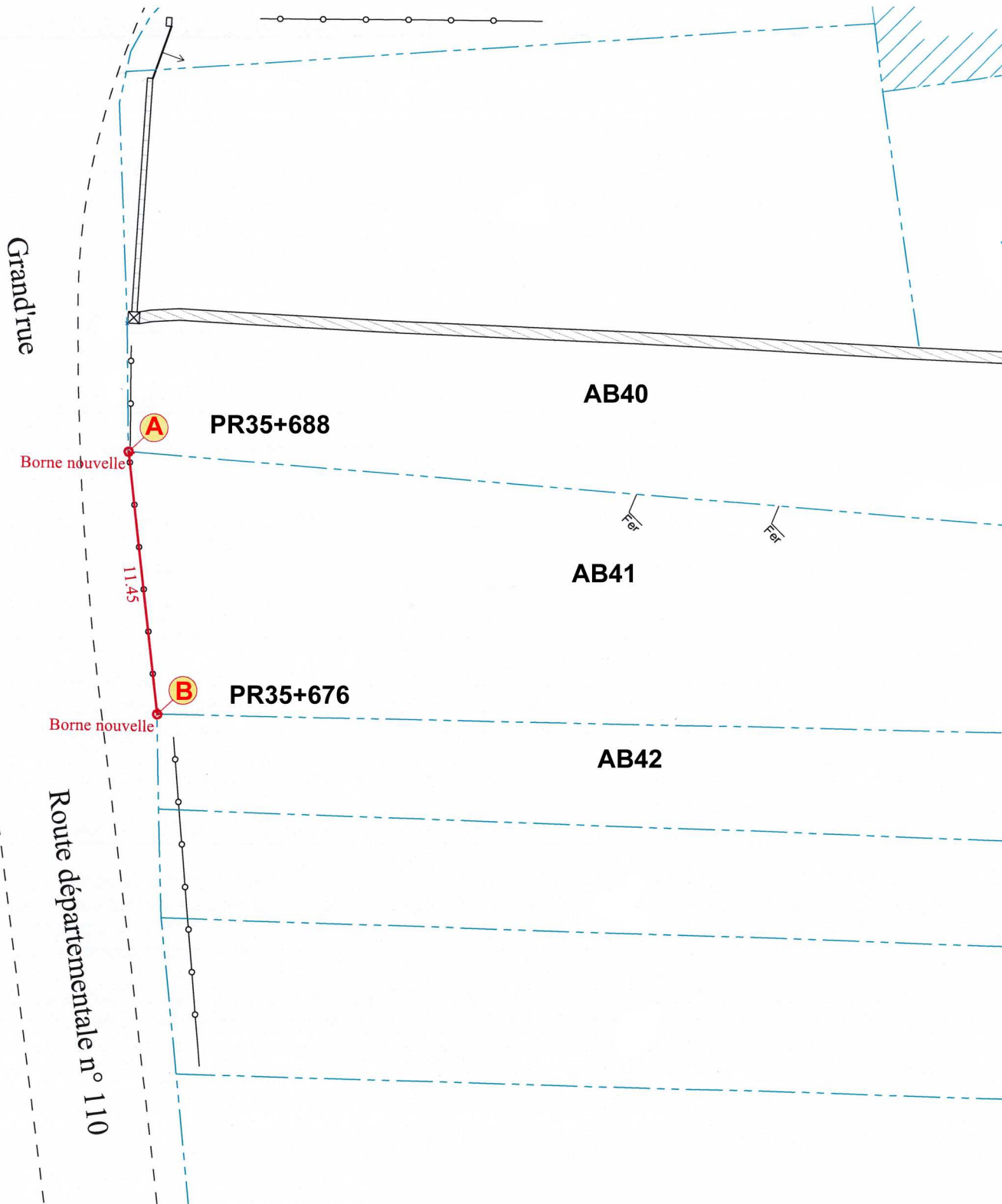
Fait à BAR-LE-DUC, le

**Jérôme DUMONT**

Président du Conseil départemental

**DIFFUSIONS**

Le pétitionnaire pour attribution ;  
Le propriétaire pour information ;  
La commune de Breux pour information ;  
L'ADA de Stenay pour information.



Système Lambert 93		
MAT	X	Y
A	872670.43	6944991.13
F	872679.43	6944984.04

**RAPPORT D'EXECUTION DE LA CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA  
PAUVRETE (CALPAE) - DELIBERATION CALPAE**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu la délibération de la Commission permanente « Rapport d'exécution CALPAE 2022-2023 et projection 2<sup>nd</sup> semestre 2023 » en date du 22 juin 2023,

Vu l'avenant n°7 signé le 29 juin 2023 entre le Président du Conseil Départemental de la Meuse et le Préfet de la Meuse prolongeant ultimement la CALPAE sur le second semestre 2023,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à au bilan d'exécution du second semestre 2023 de la Convention d'Appui à la lutte contre la Pauvreté et l'Accès à la Pauvreté et l'Accès à l'Emploi (CALPAE),

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'approuver les éléments de bilan qualitatifs et le tableau des indicateurs en annexe en vue de leur transmission aux services de l'Etat ;
- D'approuver les éléments financiers d'exécution du bilan en vue de leur transmission aux services de l'Etat ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

**RAPPORT D'EXECUTION DU SPIE (SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI) -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu l'appel à manifestation d'intérêt sur le déploiement du SPIE et de l'emploi du Ministère du Travail, de l'emploi et de l'insertion du 15 juillet 2021,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Meuse en date du 25 Novembre 2021 qui se prononce favorablement à la candidature à l'appel à Manifestation d'intérêt du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE),

Vu la signature de la convention SPIE co-signée entre le Président du Conseil Départemental de la Meuse et le Préfet du Département de la Meuse le 3 juin 2022 pour la période 2022/2023,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au rapport d'exécution du SPIE à la Commission permanente du 21 mars 2024,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- De valider le bilan de mise en œuvre du SPIE et le tableau des indicateurs en vue de leur transmission aux services de l'Etat ;
- De valider les éléments financiers d'exécution du bilan en vue de leur transmission aux services de l'Etat ;
- Et d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tout document utile à la mise en œuvre de ces décisions le cas échéant.

### **MISSIONS LOCALES - SOUTIEN DU DEPARTEMENT AUX STRUCTURES - SOUTIEN A L'INSERTION JEUNESSE PAR LE BIAIS DES MISSIONS LOCALES**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif au soutien du Département aux structures : Missions Locales,

Mesdames Dominique GRETZ, Hélène SIGOT-LEMOINE et Marie-Paule SOUBRIER et Messieurs Benoît DEJAIFFE, Pierre-Emmanuel FOCKS et Stéphane PERRIN étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier en vigueur (les actions des Missions étant déjà commencées depuis janvier 2024) ;

Décide :

- D'individualiser 50 000 € sur l'AE 2024-7 (AE INSERTION JEUNESSE 24 26), Programme Jeunesse, pour l'opération de soutien des Missions Locales ;
- D'accorder une subvention de fonctionnement à hauteur de 25 000 € à la mission locale du sud meusien ;
- D'accorder une subvention de fonctionnement à hauteur de 25 000 € à la mission locale du nord meusien ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les conventions financières 2024 ci-annexées avec chacune des Missions Locales et tout document nécessaire ;
- D'accorder une subvention forfaitaire de 5 000 € pour 2024, prélevée sur le Fonds de Solidarité Logement, à la Mission Locale du Nord Meusien pour l'animation de la plateforme Loj'Toît ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention annuelle relative à l'animation et à la coordination de la plateforme Loj'Toît, ci-annexée ;
- D'attribuer une enveloppe financière de 3 500 € à la Mission Locale du Nord Meusien et de 3 500 € à la Mission Locale du Sud Meusien, soit 7 000 € versés aux deux structures dans le cadre de la gestion déléguée du Fonds d'Aide aux Jeunes pour 2024 ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les conventions annuelles relatives à la mobilisation des crédits sur les Fonds d'Aide aux Jeunes pour l'exercice 2024, ci-annexées ;
- D'autoriser l'émission de titres de recette d'un montant de 316.76 € au profit de la collectivité pour recouvrer auprès de la Mission Locale du Sud Meusien les crédits non consommés sur l'enveloppe FAJ de 2023 ;
- D'autoriser l'émission de titres de recette d'un montant de 990.89 € au profit de la collectivité pour recouvrer auprès de la Mission Locale du Nord Meusien les crédits non consommés sur l'enveloppe FAJ de 2023.



## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2024 MISSION LOCALE DU NORD MEUSIEN

- ENTRE** le Département de la Meuse représenté par le Président du Conseil Départemental, représentée par Monsieur Jérôme DUMONT, Président
- ET** la Mission Locale du Nord Meusien, représentée par Monsieur Philippe COLAUTTI, Président
- Vu** le Code de l'action sociale et des Familles (L 221-1, L 222-2, L 22-5),
- Vu** l'Article L 311-10-2 du code du travail
- Vu** la Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,
- Vu** la Loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,
- Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, et prorogé jusqu'en 2024,
- Vu** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément au Programme Départemental d'Insertion, le Département inscrit l'insertion des jeunes comme un enjeu prioritaire. A ce titre, il souhaite que tout soit mis en œuvre pour garantir une politique dynamique permettant aux jeunes meusiens d'accéder à une situation sociale et professionnelle favorable.

En application des dispositions de l'article L 311-2-10 du code du travail, la Mission Locale du Nord Meusien a pour objet de coordonner, favoriser et promouvoir toutes actions et initiatives destinées à améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans dans les bassins d'emploi du nord meusien. Pour atteindre ces objectifs, l'association s'assure du concours des Services de l'Etat, d'organismes publics ou parapublics, d'organisations professionnelles, de partenaires sociaux, d'associations et de toutes personnes qualifiées. Afin de mener ses missions, elle étudie avec les collectivités territoriales concernées les moyens propres à promouvoir l'emploi et l'insertion sociale des jeunes.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration et les engagements respectifs entre le Département de la Meuse et la Mission Locale du Nord Meusien.

#### ARTICLE 2 : OBJECTIFS

La Mission Locale du Nord Meusien accepte les objectifs généraux fixés dans le cadre de la présente convention et détaillés ci-après :

- 1. Au regard des enjeux, garantir une présence territoriale, par une mutualisation des moyens et par la définition de sites pertinents pour tenir des permanences régulières** tenant compte de la fréquentation potentielle de jeunes sur la zone concernée et en assurant leur organisation dans des conditions matérielles nécessaires à une réponse efficace (téléphone, connexion informatique pour renseigner et instruire des dossiers...).
- 2. Renforcer les relations partenariales entre les différentes instances du Département et la Mission Locale :** maintien de la présence d'un conseiller d'insertion professionnelle en équipe pluridisciplinaire (EP), développement de la connaissance mutuelle des équipes en axant le travail sur les ayants-droit des BRSA dans un objectif de prévention de la grande pauvreté et de non-reproduction des schèmes (participation au café de l'insertion, temps d'échange conseil départemental-Mission Locale, EP, etc.)
- 3. Elaborer et mettre en œuvre une méthodologie de suivi des jeunes adaptée aux situations ainsi qu'aux différents dispositifs en vigueur favorisant l'insertion socio professionnelle et plus particulièrement à destination des bénéficiaires du RSA.** Cet accompagnement devra garantir l'évaluation de l'action conduite sur la base de données chiffrées.  
→ Une attention particulière sera apportée aux jeunes allocataires du RSA : à savoir, l'accueil, l'instruction de la demande et l'accompagnement. Cette méthodologie s'appuiera, dans la mesure du possible, sur les outils déjà existants.

Au-delà de ces objectifs généraux, la Mission Locale du Nord Meusien s'engage également dans un portage financier et opérationnel, ainsi qu'à une participation active, à la conception et au déroulement des assises territoriales de l'inclusion sociale et professionnelle des jeunes meusiens, qui se déroulera le 28 novembre prochain.

### **ARTICLE 3 : SUIVI ET EVALUATION**

L'appréciation de l'atteinte des objectifs, en conformité avec les orientations retenues par la collectivité départementale, requiert une évaluation quantitative et qualitative.

Cette démarche de suivi et d'évaluation comprend, au minimum :

- la présentation d'un rapport d'activité et financier annuel,
- la programmation d'une réunion technique annuelle ou d'un dialogue de gestion permettant d'effectuer un bilan ainsi qu'une projection sur les actions à conduire,
- dans le cadre des missions qui lui sont assignées, la Mission Locale du Nord Meusien répondra à toute interpellation ponctuelle du service en charge du suivi de l'exécution de la présente convention.

#### **Pour l'objectif 1. « Garantir une présence territoriale » :**

La structure rendra compte de :

- Lieux de permanences établis, fréquence des permanences et leur fréquentation.

#### **Pour l'objectif 2. « Renforcer les relations partenariales » :**

La structure rendra compte de :

- Sa participation aux différentes instances, rencontres/temps d'échange favorisant l'interpénétration du travail partenariale, etc.

#### **Pour l'objectif 3. « Suivis des jeunes et plus spécifiquement des bénéficiaires du RSA » :**

La structure rendra compte du :

- Nombre de suivis BRSA, mettant en lumière notamment les nouveaux accueillis, la typologie de ce public, les propositions faites aux jeunes dans le cadre de leur accompagnement, et leur situation (immersion, retour à la scolarité, formation, etc.),
- Ces données seront mises au regard de celles concernant l'ensemble des jeunes suivis par la Mission Locale.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE FINANCEMENT**

La participation financière du Département de la Meuse porte sur le soutien aux objectifs précités permettant de tendre vers une présence territoriale homogène et favorisant des accompagnements individuels et des projets en direction de l'insertion des jeunes.

Dans cette perspective, le Département de la Meuse alloue à la Mission Locale du Nord Meusien dans le cadre de son soutien aux initiatives contribuant à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, une participation, au titre de l'exercice 2024, d'un montant de **25 000 €**, destinée à favoriser l'accompagnement des publics ciblés par le Programme Départemental d'Insertion et particulièrement les bénéficiaires du RSA.

Cette participation sera créditée au compte de la Mission Locale du Nord Meusien - selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- un acompte de 10 000 € soit 40% sera versé suite à la signature de la présente convention sur les crédits 2024,
- le solde de la participation sera versé en fonction de l'analyse du bilan d'activités et financier relatif à l'exercice 2024 qui devra être transmis par la Mission Locale du Nord Meusien au Département – Direction Emploi Mobilité Habitat Logement ; service Emploi et Insertion **au plus tard au 30 juin 2025.**

S'il s'avère que la Mission Locale du Nord Meusien n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés dans les articles 2 et 3 de la présente convention, le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois, sur la période allant du 1er janvier 2024 au 30 Décembre 2024 pour la réalisation des objectifs assignés, et au 30 Septembre 2025 pour la liquidation intégrale des paiements.



## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

## **ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

*Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.*

## **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le

En deux exemplaires originaux.

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Mission Locale du Nord Meusien



## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2024 MISSION LOCALE DU SUD MEUSIEN

- ENTRE** le Département de la Meuse représenté par le Président du Conseil Départemental, représentée par Monsieur Jérôme DUMONT, Président
- ET** la Mission Locale du Sud Meusien, représentée par Monsieur Michel VIARD, Président
- Vu** le Code de l'action sociale et des Familles (L 221-1, L 222-2, L 22-5),
- Vu** l'Article L 311-10-2 du code du travail
- Vu** la Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,
- Vu** la Loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,
- Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, et prorogé jusqu'en 2024,
- Vu** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIV

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément au Programme Départemental d'Insertion, le Département inscrit l'insertion des jeunes comme un enjeu prioritaire. A ce titre, il souhaite que tout soit mis en œuvre pour garantir une politique dynamique permettant aux jeunes meusiens d'accéder à une situation sociale et professionnelle favorable.

En application des dispositions de l'article L 311-2-10 du code du travail, la Mission Locale du Sud Meusien a pour objet de coordonner, favoriser et promouvoir toutes actions et initiatives destinées à améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans dans les bassins d'emploi du sud meusien. Pour atteindre ces objectifs, l'association s'assure du concours des Services de l'Etat, d'organismes publics ou parapublics, d'organisations professionnelles, de partenaires sociaux, d'associations et de toutes personnes qualifiées. Afin de mener ses missions, elle étudie avec les collectivités territoriales concernées les moyens propres à promouvoir l'emploi et l'insertion sociale des jeunes.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration et les engagements respectifs entre le Département de la Meuse et la Mission Locale du Sud Meusien.

#### ARTICLE 2 : OBJECTIFS

La Mission Locale du Sud Meusien accepte les objectifs généraux fixés dans le cadre de la présente convention et détaillés ci-après :

- 1. Au regard des enjeux, garantir une présence territoriale, par une mutualisation des moyens et par la définition de sites pertinents pour tenir des permanences régulières** tenant compte de la fréquentation potentielle de jeunes sur la zone concernée et en assurant leur organisation dans des conditions matérielles nécessaires à une réponse efficace (téléphone, connexion informatique pour renseigner et instruire des dossiers...).
- 2. Renforcer les relations partenariales entre les différentes instances du Département et la Mission Locale :** maintien de la présence d'un conseiller d'insertion professionnelle en équipe pluridisciplinaire (EP), développement de la connaissance mutuelle des équipes en axant le travail sur les ayants-droit des BRSA dans un objectif de prévention de la grande pauvreté et de non-reproduction des schèmes (participation au café de l'insertion, temps d'échange conseil départemental-Mission Locale, EP, etc.)
- 3. Elaborer et mettre en œuvre une méthodologie de suivi des jeunes adaptée aux situations ainsi qu'aux différents dispositifs en vigueur favorisant l'insertion socio professionnelle et plus particulièrement à destination des bénéficiaires du RSA.** Cet accompagnement devra garantir l'évaluation de l'action conduite sur la base de données chiffrées.  
→ Une attention particulière sera apportée aux jeunes allocataires du RSA : à savoir, l'accueil, l'instruction de la demande et l'accompagnement. Cette méthodologie s'appuiera, dans la mesure du possible, sur les outils déjà existants.

Au-delà de ces objectifs généraux, la Mission Local du Sud Meusien s'engage également dans une participation active à la conception et au déroulement des assises territoriales de l'inclusion sociale et professionnelle des jeunes meusiens, qui se déroulera le 28 novembre prochain.

### **ARTICLE 3 : SUIVI ET EVALUATION**

L'appréciation de l'atteinte des objectifs, en conformité avec les orientations retenues par la collectivité départementale, requiert une évaluation quantitative et qualitative.

Cette démarche de suivi et d'évaluation comprend, au minimum :

- la présentation d'un rapport d'activité et financier annuel,
- la programmation d'une réunion technique annuelle ou d'un dialogue de gestion permettant d'effectuer un bilan ainsi qu'une projection sur les actions à conduire,
- dans le cadre des missions qui lui sont assignées, la Mission Locale du Sud Meusien répondra à toute interpellation ponctuelle du service en charge du suivi de l'exécution de la présente convention.

#### **Pour l'objectif 1. « Garantir une présence territoriale » :**

La structure rendra compte de :

- Lieux de permanences établis, fréquence des permanences et leur fréquentation.

#### **Pour l'objectif 2. « Renforcer les relations partenariales » :**

La structure rendra compte de :

- Sa participation aux différentes instances, rencontres/temps d'échange favorisant l'interpénétration du travail partenariale, etc.

#### **Pour l'objectif 3. « Suivis des jeunes et plus spécifiquement des bénéficiaires du RSA » :**

La structure rendra compte du :

- Nombre de suivis BRSA, mettant en lumière notamment les nouveaux accueillis, la typologie de ce public, les propositions faites aux jeunes dans le cadre de leur accompagnement, et leur situation (immersion, retour à la scolarité, formation, etc),
- Ces données seront mises au regard de celles concernant l'ensemble des jeunes suivis par la Mission Locale.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE FINANCEMENT**

La participation financière du Département de la Meuse porte sur le soutien aux objectifs précités permettant de tendre vers une présence territoriale homogène et favorisant des accompagnements individuels et des projets en direction de l'insertion des jeunes.

Dans cette perspective, le Département de la Meuse alloue à la Mission Locale du Sud Meusien, dans le cadre de son soutien aux initiatives contribuant à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, une participation, au titre de l'exercice 2024, d'un montant de 25 000 €, destinée à favoriser l'accompagnement des publics ciblés par le Programme Départemental d'Insertion et particulièrement les bénéficiaires du RSA.

La participation sera créditée au compte de la Mission Locale du Sud Meusien - selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- un acompte de 10 000 € soit 40% sera versé suite à la signature de la présente convention sur les crédits 2024,
- le solde de la participation sera versé en fonction de l'analyse du bilan d'activités et financier relatif à l'exercice 2024 qui devra être transmis par la Mission Locale du Sud Meusien au Département – Direction Emploi Mobilité Habitat Logement ; service Emploi et Insertion **au plus tard au 30 juin 2025.**

S'il s'avère que la Mission Locale du Sud Meusien n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés dans les articles 2 et 3 de la présente convention, le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, sur la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 pour la réalisation des objectifs assignés, et au 30 Septembre 2025 pour la liquidation intégrale des paiements.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

## **ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

*Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.*

## **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le

En deux exemplaires originaux.

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Mission Locale du Sud Meusien



# CONVENTION

## Animation de la plateforme Loj'Toît

### Mission Locale du Nord Meusien

**ENTRE** Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental,

**ET** La Mission Locale du Nord Meusien, représentée par Monsieur Philippe COLAUTTI, Président,

**VU** la loi n° 92.722 du 29 juillet 1992 et du décret n° 93.671 du 27 mars 1993,

**VU** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la convention relative à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté conclue entre l'Etat et le Département,

**VU** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2024,

**VU** le 6<sup>ème</sup> Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Publics Défavorisés

**VU** la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

---

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités de soutien du Département de la Meuse et de préciser les objectifs fixés à la Mission Locale du Nord Meusien dans le cadre de l'animation et de la coordination de la plateforme Loj'Toît dédiée à l'information, à l'orientation des jeunes sur les questions liées au logement et à l'hébergement, sur le secteur nord meusien.

#### ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

---

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois, sur la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 pour la réalisation des objectifs assignés, et au 30 Septembre 2025 pour la liquidation intégrale des paiements.

#### ARTICLE 3 : OBJECTIFS

---

Pour l'année 2024, la Mission Locale du Nord Meusien s'engage à prendre en charge l'animation et la coordination de la plateforme « Loj'Toît » sur le nord du Département.

L'objectif de celle-ci est de faciliter la mise en synergie des acteurs de l'hébergement et du logement, des acteurs de l'emploi et de la formation.

A ce titre, l'association a en charge :

- l'accueil et l'orientation des publics jeunes sur les différents lieux de permanence répartis sur l'arrondissement de Verdun via son équipe de conseillers et un référent Loj'Toît identifié,
- l'information sur les démarches à effectuer pour obtenir un logement,
- l'aide à la constitution des dossiers permettant l'accès ou le maintien dans un logement,
- la mise en relation et l'intermédiation entre les jeunes, les bailleurs ou les foyers
- l'animation d'ateliers collectifs en direction de jeunes sur des groupes constitués (Ecole de la 2<sup>ème</sup> Chance, Garantie Jeunes, ...).

Au-delà, un lien étroit devra être établi avec le second porteur de la plateforme sur le sud meusien, à savoir l'association Accueil des Jeunes – Habitat Jeunes afin de garantir une certaine équité sur le territoire ainsi qu'une cohérence d'intervention. A ce titre, il sera demandé aux deux porteurs d'organiser conjointement un comité de pilotage au moins une fois par an.

#### **ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES**

---

Le Département de la Meuse attribue à la Mission Locale du Nord Meusien une subvention forfaitaire d'un montant maximum de 5 000 € au titre des objectifs cités dans l'article 3 de la présente convention.

La participation sera créditée en une fois au compte de la Mission Locale du Nord Meusien selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

#### **ARTICLE 5 : SUIVI, CONTROLE ET EVALUATION**

---

L'appréciation de l'atteinte des objectifs, en conformité avec les orientations retenues par la collectivité départementale, requiert une évaluation quantitative et qualitative.

Cette démarche de suivi et d'évaluation comprend, au minimum :

- la production d'un bilan d'activité de la plateforme qui pourrait être présenté lors de la réunion annuelle du Comité de Pilotage à programmer avec le second porteur du dispositif,
- l'instruction de tableaux de bord rendant compte de l'activité de l'association sur le volet de l'orientation, de l'information et de l'accompagnement des jeunes sur le volet logement.

L'association s'engage à répondre à toute interpellation ponctuelle du Département et à l'informer de tout événement ayant une incidence sur la mise en œuvre de la présente convention.

#### **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

---

*La structure veillera à ce que ce dispositif soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.*

*En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.*

#### **ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

---

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

*Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.*

#### **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

---

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le  
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil  
départemental

Le Président de la Mission Locale  
du Nord Meusien



# CONVENTION

## Gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes

### Mission Locale du Nord Meusien

**ENTRE** Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental,

- ET** La Mission Locale du Nord Meusien, représentée par Monsieur Philippe COLAUTTI, Président,
- Vu** la loi n° 92.722 du 29 juillet 1992 et du décret n° 93.671 du 27 mars 1993,
- Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2024,
- Vu** La délibération du Conseil départemental du 21 juin 2018 décidant d'une gestion déléguée d'une sous-enveloppe du FAJ aux missions locales,
- Vu** La convention relative à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté conclue entre l'état et le Département,
- Vu** la délibération du Conseil départemental du 9 juillet 2020 actant des mesures d'adaptation des fonds d'aide départementaux,
- Vu** La délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 21 mars 2024,

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

---

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales donne compétence au « Département pour l'attribution aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, d'aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents ».

A cette fin, il est créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) placé sous l'autorité du Président du Conseil départemental. Conformément à l'article 51 de la loi précitée, le Président du Conseil départemental peut confier la gestion financière et comptable du fonds à un prestataire, organisme de sécurité sociale, association ou groupement d'intérêt public.

La présente convention fixe les conditions et les modalités spécifiques de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes déléguée à la Mission Locale du Nord Meusien.

#### ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

---

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

#### ARTICLE 3 : OBJECTIFS ET MODALITES D'EXECUTION

---

La Mission Locale du Nord Meusien accepte les objectifs fixés ci-après et s'engage à respecter les modalités d'exécution précisées dans le règlement intérieur annexé à la présente convention.

##### 3.1 Les objectifs et les principes généraux du Fonds d'Aide aux Jeunes délégué à la Mission Locale

L'objectif du Fonds d'Aide aux Jeunes géré par la Mission Locale est de favoriser une démarche d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, de les responsabiliser et de les aider à acquérir une autonomie sociale.

A ce titre, il est mobilisé pour soutenir la mise en œuvre d'un projet d'insertion individuel validé avec le référent en charge de l'accompagnement du jeune. Il peut, en outre, venir compléter d'autres fonds spécifiques dans le cas d'un projet professionnel. En aucun cas, ces fonds ne se substituent aux aides de droit commun et ne peuvent recouvrir les dettes et les amendes ou combler un découvert bancaire.

##### 3.2 Les critères d'éligibilité et les types d'aides

Tout ménage peut solliciter un fonds d'aide aux jeunes, sous réserve qu'il soit en situation régulière sur le territoire français. Les critères d'éligibilité basés sur l'âge, la nationalité, la résidence, les ressources et le statut sont fixés dans le règlement intérieur.

Les différents types d'aides mobilisables au titre du FAJ peuvent se cumuler. Elles sont versées par année civile et sont affectées à un objet précis, défini dans le règlement intérieur et la note concernant les mesures d'adaptation des Fonds d'aides départementaux, suivant les 3 catégories d'aides suivantes :



- Aide de première nécessité ou de subsistance
- Aide à la mobilité
- Aide à l'insertion sociale et professionnelle

### 3.3 L'instruction des demandes et le versement des aides

Toute demande est systématiquement instruite par un conseiller de la Mission Locale qui vérifie la cohérence du projet. Le dossier doit comporter, a minima :

- le projet d'insertion du jeune ou contrat d'engagement en cours (PACEA, RSA, CEJ, ...),
- les pièces justificatives (devis, facture, titre de séjour, avis d'imposition, ...).

Les décisions reprenant le montant des aides, leur objet, le mode de paiement sont notifiées au bénéficiaire par la Mission Locale à l'aide d'un courrier électronique, dans les 72 heures suivant la demande. Tout refus devra être motivé.

Le paiement de l'aide est assuré par la Mission Locale. Elle peut être versée au jeune lui-même ou à un tiers par chèque, par virement sur un compte ou en numéraire.

## **ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES**

---

Le Département de la Meuse confie à la Mission Locale du Nord Meusien la gestion d'une enveloppe financière d'un montant maximum de 3 500 € au titre des objectifs cités dans l'article 3 de la présente convention, à mettre en œuvre sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Dans un délai de 30 jours suite à la réception de la convention signée par l'ensemble des parties les crédits issus du Fonds d'Aide aux Jeunes sont intégralement versés au compte de la Mission Locale du Nord Meusien, selon les procédures comptables en vigueur.

Références bancaires du compte de la Mission Locale :

Au regard de la cohésion des approches conjointes liées aux démarches d'insertion et de l'objectif d'optimisation des conditions de traitement des dossiers, la Mission Locale s'engage à prendre en charge les frais de gestion à titre gratuit et ne pourra solliciter une rémunération d'aucune sorte auprès du Département dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : SUIVI, CONTROLE ET EVALUATION**

---

Les services départementaux se tiennent à disposition de la Mission Locale pour tout conseil, information, (...) utiles à la gestion de cette enveloppe. En contrepartie, l'association s'engage à répondre à toute interpellation ponctuelle du Département et à l'informer de tout événement ayant une incidence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Les services départementaux assurent le contrôle financier et technique de la présente convention par l'intermédiaire de tableaux de suivi et de pilotage transmis par la Mission Locale du Nord Meusien.

Un contrôle a posteriori pourra être réalisé de manière inopinée à partir d'un échantillon des dossiers instruits pour vérifier la validité et la complétude des pièces justificatives au regard du règlement intérieur.

Tout manquement à l'application du règlement intérieur constaté par les services départementaux sera répercuté sur la Mission Locale qui devra prendre en charge l'aide qu'elle aura octroyée par erreur. Le

Département procédera au recouvrement des sommes indûment prélevées sur l'enveloppe FAJ, dans les trois mois suivant le terme du contrôle.

Les critères pris en considération lors du contrôle sont les suivants : Non récurrence des aides attribuées ; Correspondance entre montants notifiés et montants affichés dans le tableau de bord ; Complétude des dossiers instruits ; Conformité du formulaire (éléments circonstanciés liés au parcours, signatures,...) ; Recueil des pièces justificatives ; Notification au bénéficiaire ; Contrôle des dépenses réalisées par le bénéficiaire dans le cadre des aides de première nécessité ; Respect des procédures dans le cadre des demandes dérogatoires ; Délais liés à la notification d'attribution de l'aide.

De la même manière, s'il s'avère que la Mission Locale du Nord Meusien n'a pas consommé entièrement l'enveloppe financière confiée au titre du FAJ, le Département de la Meuse récupèrera le reliquat des crédits versés au titre de l'exercice en cours. La somme totale à recouvrer sera déterminée sur la base du tableau de suivi et de pilotage arrêté au 31/12/2024, certifié par le responsable de la structure.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

---

La structure veillera à ce que ce dispositif soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

## **ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

---

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

## **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

---

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours comptés à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le

En deux exemplaires originaux,

Le Président du Conseil  
départemental

Le Président de la Mission Locale  
du Nord Meusien



# CONVENTION

## Gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes

### Mission Locale du Sud Meusien

**ENTRE** Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental,

- Et** La Mission Locale du Sud Meusien, représentée par Monsieur Michel VIARD, Président
- Vu** la loi n° 92.722 du 29 juillet 1992 et du décret n° 93.671 du 27 mars 1993,
- Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2024,
- Vu** La délibération du Conseil départemental du 21 juin 2018 décidant d'une gestion déléguée d'une sous-enveloppe du FAJ aux missions locales,
- Vu** La convention relative à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté conclue entre l'état et le Département,
- Vu** la délibération du Conseil départemental du 9 juillet 2020 actant des mesures d'adaptation des fonds d'aide départementaux,
- Vu** La délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 21 mars 2024,

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

---

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales donne compétence au « Département pour l'attribution aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, d'aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents ».

A cette fin, il est créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) placé sous l'autorité du Président du Conseil départemental. Conformément à l'article 51 de la loi précitée, le Président du Conseil départemental peut confier la gestion financière et comptable du fonds à un prestataire, organisme de sécurité sociale, association ou groupement d'intérêt public.

La présente convention fixe les conditions et les modalités spécifiques de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes déléguée à la Mission Locale du Sud Meusien.

#### ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

---

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

#### ARTICLE 3 : OBJECTIFS ET MODALITES D'EXECUTION

---

La Mission Locale du Sud Meusien accepte les objectifs fixés ci-après et s'engage à respecter les modalités d'exécution précisées dans le règlement intérieur annexé à la présente convention.

##### 3.1 Les objectifs et les principes généraux du Fonds d'Aide aux Jeunes délégué à la Mission Locale

L'objectif du Fonds d'Aide aux Jeunes géré par la Mission Locale est de favoriser une démarche d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, de les responsabiliser et de les aider à acquérir une autonomie sociale.

A ce titre, il est mobilisé pour soutenir la mise en œuvre d'un projet d'insertion individuel validé avec le référent en charge de l'accompagnement du jeune. Il peut, en outre, venir compléter d'autres fonds spécifiques dans le cas d'un projet professionnel. En aucun cas, ces fonds ne se substituent aux aides de droit commun et ne peuvent recouvrir les dettes et les amendes ou combler un découvert bancaire.

##### 3.2 Les critères d'éligibilité et les types d'aides

Tout ménage peut solliciter un fonds d'aide aux jeunes, sous réserve qu'il soit en situation régulière sur le territoire français. Les critères d'éligibilité basés sur l'âge, la nationalité, la résidence, les ressources et le statut sont fixés dans le règlement intérieur.

Les différents types d'aides mobilisables au titre du FAJ peuvent se cumuler. Elles sont versées par année civile et sont affectées à un objet précis, défini dans le règlement intérieur et la note concernant les mesures d'adaptation des Fonds d'aides départementaux, suivant les 3 catégories d'aides suivantes :

- Aide de première nécessité ou de subsistance
- Aide à la mobilité
- Aide à l'insertion sociale et professionnelle

### 3.3 L'instruction des demandes et le versement des aides

Toute demande est systématiquement instruite par un conseiller de la Mission Locale qui vérifie la cohérence du projet. Le dossier doit comporter, a minima :

- le projet d'insertion du jeune ou contrat d'engagement en cours (PACEA, RSA, CEJ, ...),
- les pièces justificatives (devis, facture, titre de séjour, avis d'imposition, ...).

Les décisions reprenant le montant des aides, leur objet, le mode de paiement sont notifiées au bénéficiaire par la Mission Locale à l'aide d'un courrier électronique, dans les 72 heures suivant la demande. Tout refus devra être motivé.

Le paiement de l'aide est assuré par la Mission Locale. Elle peut être versée au jeune lui-même ou à un tiers par chèque, par virement sur un compte ou en numéraire.

## **ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES**

---

Le Département de la Meuse confie à la Mission Locale du Sud Meusien la gestion d'une enveloppe financière d'un montant maximum de 3 500 € au titre des objectifs cités dans l'article 3 de la présente convention, à mettre en œuvre sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Dans un délai de 30 jours suite à la réception de la convention signée par l'ensemble des parties les crédits issus du Fonds d'Aide aux Jeunes sont intégralement versés au compte de la Mission Locale du Sud Meusien, selon les procédures comptables en vigueur.

Références bancaires du compte de la Mission Locale :

Au regard de la cohésion des approches conjointes liées aux démarches d'insertion et de l'objectif d'optimisation des conditions de traitement des dossiers, la Mission Locale s'engage à prendre en charge les frais de gestion à titre gratuit et ne pourra solliciter une rémunération d'aucune sorte auprès du Département dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : SUIVI, CONTROLE ET EVALUATION**

---

Les services départementaux se tiennent à disposition de la Mission Locale pour tout conseil, information, (...) utiles à la gestion de cette enveloppe. En contrepartie, l'association s'engage à répondre à toute interpellation ponctuelle du Département et à l'informer de tout événement ayant une incidence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Les services départementaux assurent le contrôle financier et technique de la présente convention par l'intermédiaire de tableaux de suivi et de pilotage transmis par la Mission Locale du Sud Meusien.

Un contrôle a posteriori pourra être réalisé de manière inopinée à partir d'un échantillon des dossiers instruits pour vérifier la validité et la complétude des pièces justificatives au regard du règlement intérieur.

Tout manquement à l'application du règlement intérieur constaté par les services départementaux sera répercuté sur la Mission Locale qui devra prendre en charge l'aide qu'elle aura octroyée par erreur. Le Département procédera au recouvrement des sommes indûment prélevées sur l'enveloppe FAJ, dans les trois mois suivant le terme du contrôle.

Les critères pris en considération lors du contrôle sont les suivants : Non récurrence des aides attribuées ; Correspondance entre montants notifiés et montants affichés dans le tableau de bord ; Complétude des dossiers instruits ; Conformité du formulaire (éléments circonstanciés liés au parcours, signatures,...) ; Recueil des pièces justificatives ; Notification au bénéficiaire ; Contrôle des dépenses réalisées par le bénéficiaire dans le cadre des aides de première nécessité ; Respect des procédures dans le cadre des demandes dérogatoires ; Délais liés à la notification d'attribution de l'aide.

De la même manière, s'il s'avère que la Mission Locale du Sud Meusien n'a pas consommé entièrement l'enveloppe financière confiée au titre du FAJ, le Département de la Meuse récupèrera le reliquat des crédits versés au titre de l'exercice en cours. La somme totale à recouvrer sera déterminée sur la base du tableau de suivi et de pilotage arrêté au 31/12/2024, certifié par le responsable de la structure.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

---

La structure veillera à ce que ce dispositif soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

## **ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES**

---

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

## **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

---

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours comptés à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le

En deux exemplaires originaux,

Le Président du Conseil  
départemental

Le Président de la Mission Locale  
du Sud Meusien

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'ECHANGES DE DONNEES ENTRE  
L'OPERATEUR FRANCE TRAVAIL ET LE DEPARTEMENT -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif au renouvellement de la convention d'échanges de données entre l'opérateur France travail et le Département,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

D'approuver le renouvellement de la convention relative aux modalités d'échange de données portant sur l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active entre le Département et France Travail de coopération entre Pôle Emploi et le Département ;

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer celle-ci selon la trame ci-annexée, ainsi que toutes pièces utiles à la mise en œuvre de cette décision.

**France Travail**  
**Direction générale**  
1, avenue du Docteur Gley  
75987 PARIS CEDEX 20

**Le Département de la Meuse**  
Place Pierre-François Gossin  
CS 50514  
55012 BAR-LE-DUC Cedex

## **CONVENTION N° 10029259**

### **Convention relative aux modalités d'échange de données portant sur l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active entre le Département et France Travail**

La présente convention est conclue entre :

- France Travail, établissement public administratif, représenté par Monsieur Thibaut GUILLUY son directeur général,  
Ci-après dénommé « France Travail », d'une part,
- Et, le Département de la Meuse, représenté par son président, Monsieur Jérôme DUMONT  
Ci-après dénommé « le Département », d'autre part,



## TABLE DES MATIERES

<b>Préambule</b>	<b>3</b>
<b>Article 1. : Objet de la convention</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 - Objectifs poursuivis par l'échange de données et liste des données</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : Modalités de transmission</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Engagement des parties</b>	<b>5</b>
<b>Article 5 : Sécurité de la transmission des données</b>	<b>5</b>
<b>Article 6 : Confidentialité</b>	<b>5</b>
<b>Article 7 : Protection des données personnelles</b>	<b>6</b>
<b>Article 8 : Responsabilité des parties</b>	<b>7</b>
<b>Article 9 : Demandes d'évolution et déploiement</b>	<b>7</b>
<b>Article 10 : Modalités financières</b>	<b>7</b>
<b>Article 11 : Durée</b>	<b>7</b>
<b>Article 12 : Résiliation</b>	<b>7</b>
<b>Article 13 - Litiges</b>	<b>7</b>
<b>Article 14 : Mise en œuvre opérationnelle</b>	<b>8</b>
<b>Annexe 1 : Sécurité des données et traçabilité des échanges</b>	<b>9</b>
<b>Annexe 2 : Modalités d'adhésion du département</b>	<b>10</b>
<b>Annexe 3 : Liste des données et structures des fichiers</b>	<b>12</b>
<b>Annexe 4 : Guide d'utilisation des données transmises par France Travail à destination du département</b>	<b>19</b>
<b>Annexe 5 : Correspondants</b>	<b>24</b>
<b>Annexe 6 : Assistance à l'utilisation</b>	<b>25</b>

Vu la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion et notamment les articles L. 262-29 à L. 262-31 ainsi que L. 262-34 à L. 262-40 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, instituant notamment France Travail,

Vu le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée,

Vu le décret n° 2011-2096 du 30 décembre 2011 portant modification et création de traitements automatisés de données à caractère personnel relatifs au revenu de solidarité active et à l'allocation aux adultes handicapés et notamment les articles R. 262-116-1 à R. 262-116-7 du code de l'action sociale et des familles.

## **Préambule**

---

### **France Travail**

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cette transformation consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement public au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail est notamment chargé d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications (article L.5312-1-I du code du travail).

France Travail assure également un certain nombre de missions pour le compte du réseau pour l'emploi. Notamment, il met à disposition des outils et services numériques, des actions de développement des compétences au bénéfice des personnels des autres membres du réseau et assure une fonction d'appui auprès de ce réseau (article L.5312-1-II du code du travail).

France Travail est composé de 17 directions régionales dont la direction régionale Grand Est.

### **Le Département de la Meuse**

Grâce à ses politiques sociales innovantes et à ses investissements, le Département constitue le premier acteur des solidarités humaines et territoriales. Il est la collectivité de proximité, pertinente et opérationnelle, principalement en milieu rural où le Département représente souvent le premier partenaire.

La loi du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a conforté les Départements dans leurs missions de solidarités humaines (prise en charge des situations de fragilité, du développement social, de l'accueil des jeunes enfants et de l'autonomie des personnes), ce qui intègre l'organisation de la prise en charge des bénéficiaires du RSA.

Le Pacte des solidarités, présenté le 18 septembre 2023 par la Première ministre, prend la suite de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté pour la période 2024 à 2027.

Ce pacte qui s'adresse notamment aux Départements, repose sur quatre axes. Le second, en lien avec la Réforme France Travail, concerne l'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous.

Parce que la mobilisation croissante des compétences des collectivités et de leurs groupements est essentielle en matière de lutte contre la pauvreté, le Pacte des solidarités ambitionne de poursuivre la démarche partenariale initiée par la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté avec les conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE), et renforcer la gouvernance contractuelle des politiques de solidarités à travers les alliances locales des solidarités et les pactes locaux des solidarités.

## Contexte

La loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) a pour objet d'encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et d'aider à l'insertion sociale des bénéficiaires. Le RSA a remplacé le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API) et les différents mécanismes d'intéressement à la reprise d'activité. La mise en œuvre du RSA relève de la responsabilité de l'Etat et des départements. France Travail y apporte son concours.

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 précise que le Département oriente de façon prioritaire vers France Travail, les bénéficiaires du RSA tenus aux obligations de recherche d'emploi. Ceux-ci doivent être pris en charge rapidement pour bénéficier d'un accompagnement personnalisé par France Travail qui doit informer le Département des actions qu'il a mises en œuvre.

## IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

### **Article 11. : Objet de la convention**

---

La présente convention décrit les modalités des échanges automatisés de données à caractère personnel relatifs à l'orientation et à l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active entre le système d'information de France Travail et celui du Département, installés aux seules fins, pour chaque partie, d'enrichir d'un certain nombre de données les dossiers des bénéficiaires du RSA.

Elle fixe les obligations des parties entre elles et vis-à-vis des personnes physiques dont les données personnelles sont traitées.

### **Article 2 - Objectifs poursuivis par l'échange de données et liste des données**

---

L'échange de données a pour finalité de permettre :

- à France Travail d'avoir connaissance des orientations effectuées par le Département pour une mise en œuvre rapide de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA ;
- au Département de prendre les décisions d'orientation en connaissance du profil des bénéficiaires du RSA demandeurs d'emploi et d'effectuer le suivi des bénéficiaires du RSA accompagnés par France Travail

La liste des données échangées figure en annexe 3 « Liste des données et structure des fichiers ».

La finalité du traitement de données à caractère personnel est de simplifier les démarches des bénéficiaires du revenu du RSA, faciliter et améliorer l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

### **Article 3 : Modalités de transmission**

---

France Travail met à disposition du Département, un fichier des bénéficiaires du RSA du département enrichi des données relatives à la demande d'emploi selon une fréquence :

- Mensuelle pour la totalité des demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA (fichier stock) pour l'ensemble des données.
- Hebdomadaire pour la totalité des demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA (fichier stock) uniquement pour les données liées à la situation au regard de l'inscription.

Le Département adresse à France Travail l'ensemble des décisions d'orientation dans un fichier mensuel (**fichier stock des bénéficiaires du RSA en cours**).

Le flux pourra devenir quotidien au cours de la convention.

## **Article 4 : Engagement des parties**

---

### **Article 4.1 : Mise à disposition des fichiers**

Les différents fichiers ci-dessus mentionnés seront déposés par les parties sur le portail partenaire mis à disposition par France Travail.

France Travail s'engage à maintenir le bon fonctionnement de ses infrastructures techniques.

### **Article 4.2 - Engagements du Département**

Au titre de la présente convention, le département s'engage à :

- Mettre à disposition de France Travail, le fichier stock des bénéficiaires du RSA en cours dès la première semaine du mois, et au plus tard le 3<sup>ème</sup> vendredi ouvré du mois avant 17h
- Récupérer le flux PECGM mis à disposition, sur le portail dédié, à partir du Lundi qui suit le 2<sup>ème</sup> vendredi ouvré du mois.

## **Article 5 : Sécurité de la transmission des données**

---

Les parties prennent toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données communiquées. Elles veillent notamment à assurer :

- La confidentialité des données, en empêchant leur divulgation à des tiers non autorisés, notamment par la mise en œuvre de procédés d'authentification adaptés ;
- L'intégrité des données, en empêchant leur modification ou destruction intentionnelle ou accidentelle en dehors de la convention ;
- La disponibilité des données, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la convention ;
- La traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Dans ce cadre, les mesures techniques et organisationnelles de sécurité mises en œuvre doivent répondre aux exigences de sécurité de chacune des parties et faire l'objet d'un accord. Chaque partie doit, au préalable, avoir évalué le niveau de sensibilité des données lui appartenant et en avoir informé l'autre partie. Chaque partie s'engage à mettre à disposition de l'autre partie les politiques et procédure de sécurité mises en œuvre pour assurer l'exécution de ces dispositions.

Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée.

Si, pour l'exécution de la convention, les parties recourent à des prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-), les contrats qu'elles concluent avec eux présentent, s'agissant des mesures de sécurité mises en œuvre, des garanties équivalentes à celles mises en place dans le cadre de la convention. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction de son co-contractant.

Les modalités particulières de sécurité pour chacune des parties sont fixées en annexe 1.

Les correspondants en charge de la sécurité des systèmes d'information pour chacune des parties sont fixés en annexe 5.

## **Article 6 : Confidentialité**

---

Les informations échangées dans le cadre de la convention, en particulier les données personnelles, sont considérées comme confidentielles par les parties. Les parties s'engagent à ne divulguer ces informations confidentielles qu'à leurs seuls préposés et, le cas échéant, prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-) ayant à en connaître.

Les parties se portent garantes du respect de cette obligation de confidentialité par leurs préposés et, le cas échéant, prestataires. Elles portent cette obligation à leur connaissance et prennent toutes mesures nécessaires à son respect.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Les parties s'engagent :

- À respecter mutuellement les obligations de discrétion ou de secret professionnel auxquelles elles sont soumises,
- À faire respecter par leurs propres utilisateurs les règles de secret professionnel, de discrétion et de confidentialité sus énoncées,
- À ce que les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente convention ne soient en aucun cas, divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées,
- À n'utiliser l'information confidentielle, qu'aux seules fins de l'exécution de la présente convention.

## **Article 7 : Protection des données personnelles**

---

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie.

Les parties traitent les données personnelles uniquement pour :

- La réalisation de l'objet de la convention ;
- Les besoins de l'exécution et du suivi de la convention.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et d'effacement.

Les parties répondent aux demandes des personnes concernées dans le délai d'un mois. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

Sauf accord préalable exprès de France Travail et à peine de résiliation, le partenaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le partenaire s'engage à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution de la convention et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de la convention.

Chaque partie informe l'autre partie de la survenance de toute violation de données personnelles susceptibles d'avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour l'autre partie, ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 36 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte.

Pour chacune des parties, le délégué à la protection des données ou correspondant en charge de la protection des données personnelles est désigné à l'annexe 5.

## **Article 8 : Responsabilité des parties**

---

Chaque partie est responsable de l'extraction et du transfert des données à partir de son propre système d'information. Les éventuels incidents survenant lors des échanges relève de la responsabilité de chaque partie.

## **Article 9 : Demandes d'évolution et déploiement**

---

France Travail assure seul l'hébergement des données échangées avec les Départements et la maintenance du serveur utilisé dans ce cadre. Les demandes d'évolution devront être formalisées pour analyse et partage entre France Travail et les Conseils départementaux.

## **Article 10 : Modalités financières**

---

La mise à disposition des données par les signataires de la présente convention est effectuée à titre gratuit.

## **Article 11 : Durée**

---

La présente convention conclue pour une durée de quatre ans, soit **du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2028**.

Elle peut être reconduite de manière expresse, à l'initiative de l'une ou de l'autre des parties, au plus tard deux mois avant son terme.

Pour ce faire, l'une des parties propose par courrier recommandé avec avis de réception, la reconduction des échanges, à l'autre partie. A réception, cette dernière dispose d'un délai de 30 jours pour accepter ou refuser la reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le silence gardé vaut refus de reconduire la convention.

## **Article 12 : Résiliation**

---

La convention peut être résiliée, à tout moment, à la demande de l'une des parties adressée à l'autre partie, par courrier recommandé avec avis de réception postale. La résiliation prend effet à la date indiquée dans le courrier et au plus tôt deux mois après la date de réception du courrier.

La convention peut être résiliée en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de l'une des obligations prévues dans la présente convention et notamment, en cas de défaut de mise à disposition des fichiers par l'un des signataires.

La partie ayant constaté le manquement met en demeure l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'y remédier dans un délai d'un mois à compter de la réception de ladite lettre.

Dans le cas où la mise en demeure reste sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la date de sa réception, la convention prend automatiquement fin, sans autre formalité. Cette résiliation ne donne pas lieu à indemnité et intervient sans préjudice des actions susceptibles d'être engagées du fait du manquement.

## **Article 13 - Litiges**

---

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction compétente. Il est expressément convenu que le tribunal territorialement compétent à l'égard d'un litige se rapportant à l'exécution de la convention est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional Grand Est de France Travail.

## **Article 14 : Mise en œuvre opérationnelle**

---

Les modalités d'adhésion et d'accès aux échanges par le Département sont décrites dans les annexes jointes à la présente convention :

1. Annexe sécurité,
2. Modalité d'adhésion du Département,
3. Structure des fichiers,
4. Guide d'utilisation des données transmises par France Travail,
5. Correspondants
6. Assistance à l'utilisation.

**Fait en deux exemplaires originaux, le 1<sup>er</sup> avril 2024**

*Pour France Travail,  
Thibaut GUILLUY, directeur général*

*Pour le Département, Jérôme DUMONT,  
président*

## **Annexe 1 : Sécurité des données et traçabilité des échanges**

---

**Sécurité physique du serveur** : Le serveur mis à disposition par France Travail pour les échanges de données est hébergé dans les locaux de France Travail. Il répond aux mesures de sécurité préconisées par la CNIL pour les directions des systèmes d'information gérant des données à caractère personnel. La sauvegarde des données présentes dans le serveur est effectuée tous les soirs et un site de secours « back up » est également mis en place et prend le relais pour maintenir le service en cas de panne ou de sinistre.

**Gestion de l'accès au serveur** : L'accès pour le téléchargement des fichiers par les techniciens des Départements est sécurisé. L'URL d'accès est une URL de type HTTPS. Pour y accéder, un user et un mot de passe sont nécessaires, chaque Département n'a accès qu'à ses propres données.

**Traçabilité** : Toutes les connexions sont tracées dans le système d'information de France Travail. Le user et le mot de passe nécessaires à l'accès au serveur par les Départements est délivré par France Travail. Cette procédure de connexion est appelée à évoluer pour garantir une sécurité accrue.

L'accès au serveur pour les techniciens de France Travail suit les mêmes règles que celles décrites ci-dessus pour les Départements. En outre, hormis la récupération des données en provenance des Départements qui se fait par un accès sécurisé sur le serveur et le dépôt de ces fichiers dans un répertoire de mise en production, toutes les autres tâches concernant le traitement de ces données sont automatisées et ne nécessitent pas d'intervention humaine.

Des tableaux de suivi sont produits mensuellement pour s'assurer de la bonne exécution des traitements.

**La durée de stockage des données sur le serveur** : La durée de stockage des données sur le serveur est limitée à 90 jours.



## **Annexe 2 : Modalités d'adhésion du département**

---

### **Étape 1 : Acte de candidature pour la mise en œuvre des échanges dématérialisés**

L'acte de candidature est formalisé par une convention signée par le Département et adressée à la direction générale de France Travail à l'attention de la Directrice des partenariats et de la territorialisation :

**Direction générale de France Travail  
Direction des partenariats et de la territorialisation  
1 avenue du docteur Gley  
75987 Paris Cedex 20**

### **Étape 2 : Préparation de la qualification**

La direction des partenariats et de la territorialisation de France Travail met en relation le Département et la direction des systèmes d'information (DSI) de France Travail :

#### **La DSI et le Département établissent :**

- ✓ L'environnement sur lequel le test de qualification pourra être exécuté et ses conditions (accès au serveur, échantillon d'individus, ...),
- ✓ Les prérequis à remplir pour accéder au serveur de test,
- ✓ Les correspondants de chaque organisme pour ce test (fonctionnel et technique),
- ✓ Le planning de mise en œuvre des qualifications,
- ✓ La finalisation d'un plan de qualification partagé.

Le premier fichier test comportant les informations relatives au stock des orientations de bénéficiaires du RSA inscrits ou non à France Travail et orientés vers France Travail ainsi qu'au stock des orientations de bénéficiaires du RSA demandeurs d'emploi non orientés vers France Travail, conformément à l'art. R. 262-116-2 du code de l'action sociale et des familles, est déposé sur le serveur d'échange par le Département.

En retour, France Travail dépose sur le même serveur, le fichier correspondant au stock des bénéficiaires du RSA du département connu à France Travail

### **Étape 3 : Qualification et bilan de qualification**

Chaque Département doit mettre en œuvre l'étape de qualification dans les conditions prévues par le plan de qualification :

- ✓ Se conformer à la planification établie et partagée,
- ✓ Confirmer à France Travail la réalisation des qualifications dans les conditions prévues,
- ✓ Exécuter les qualifications supervisées par les deux correspondants désignés auprès de France Travail et du Département.

Un bilan de qualification est réalisé et validé par les deux parties :

Un bilan de qualification est effectué. Il ouvre la voie à l'établissement d'un planning de démarrage si le bilan est positif. Dans le cas contraire, une planification d'une nouvelle étape de qualification est proposée. (Retour étape 2).

### **Étape 4 : Planification du démarrage**

Sous réserve de l'accomplissement des formalités déclaratives auprès de la CNIL, réalisées par le Département et de la signature de la convention entre les deux parties, les échanges seront mis en œuvre selon les calendriers établis par chacun.

### **Étape 5 : Opérations nécessaires au démarrage des échanges.**

Pour permettre le démarrage des échanges, plusieurs opérations doivent être réalisées au préalable par France Travail, à savoir :

- Création de comptes dans l'outil de gestion prévu à cet effet, pour les utilisateurs désignés par le Conseil Départemental
- Transmission du mode opératoire de l'utilisation de l'outil au correspondant technique désigné par le Conseil Départemental. (Comme indiqué dans l'annexe 5)

## Annexe 3 : Liste des données et structures des fichiers

Le format choisi pour l'échange des fichiers est XML. Un exemplaire sous format électronique décrivant le contenu des balises est remis au partenaire. La norme ISO8859-1 est utilisée pour éviter tous les types de caractères spéciaux.

### Description des données transmises dans le flux PECGM (Flux de France Travail vers le Département)

#### 1. Information Entête

Donnée	Longueur. / Format		Remarques
<b>entete</b>			
fichier	4	AN	PECG (valeur fixe), fichier transmis par France Travail vers le Conseil Départemental
periodicite	1	AN	Périodicité M (valeur fixe) pour mensuel
departement	min 2 max 33	AN	Code département 01, 02, ..., 971, 972, ... pour CD concerné
date-reference	8	aaaa-mm-jj	Date fonctionnelle de référence du fichier. Traitement mensuel, la référence est le mois de cette date au format aaaa-mm-01
date-fabrication	8	aaaa-mm-jj	Date technique de création du fichier au format aaaa-mm-jj
version	5	AN	001,0 (valeur fixe) version flux PECGM - Evoluera si changement de structure

#### 2. Enregistrement Détail

Donnée	Longueur /Format		Remarques
<b>dossier individu</b>	<b>Informations individu nécessaires pour le rapprochement</b>		
nir	max 13	AN	NIR sans la clé
nom-naissance	max 25	AN	Nom de naissance
nom-marital	max 25	AN	Nom d'usage
prenom	max 25	AN	Prénom
date-naissance	8	aaaa-mm-jj	Date de naissance
certification-identité	1	AN	Statut de certification de l'identité : O pour Oui ou N pour Non
commune-résidence	5	AN	Code INSEE de la commune de résidence
<b>allocataire</b>	<b>Identifiants</b>		
identifiant-caf	15	AN	Identifiant transmis par la CAF, si identifié suite au traitement CAF
identifiant-msa	13	AN	NIR sur 13 caractères, si identifié suite au traitement MSA

code-pe	3	N	Code France Travail Identifiant régional attribué par France Travail (code-PE/identifiant-PE)
identifiant-pe	8		Identifiant Régional France Travail
<b>inscription</b>	<b>Inscription à France Travail</b>		
date-debut-ide	8	aaaa-mm-jj	Date Début IDE = Dernière date connue d'inscription à France Travail.
code-categorie	1	AN	Code et libellé catégorie d'inscription
lib-categorie	max 60	AN	
code-situation	3	AN	Code et libellé situation au regard de France Travail
lib-situation	max 45	AN	
date-cessation-ide	8	aaaa-mm-jj	Date cessation IDE = Date de cessation d'inscription
motif-cessation-ide	2	AN	Code et libellé motif cessation IDE
lib-cessation-ide	max 75	AN	Zones renseignées si le DE a une date de fin renseignée et que le motif de fin de prise en charge correspond à une cessation
date-radiation-ide	8	aaaa-mm-jj	Date de radiation IDE
motif-radiation-ide	2	AN	Code et libellé motif radiation
lib-radiation-ide	max 75	AN	Zones renseignées si le DE a une date de fin renseignée et que le motif de fin de prise en charge correspond à une radiation
<b>suivi</b>	<b>Structure de suivi de l'allocataire</b>		
<b>structure-principale</b>	<b>Structure principale de suivi</b>		
nom	max 27	AN	Nom de la structure de suivi principal de PE de suivi du DE
voie	max 32	AN	Libellé voie de l'adresse
complement	max 32	AN	Complément d'adresse
code-postal	5	N	Code postal
cedex	2	N	Cedex
Bureau	max 26	AN	Libellé bureau distributeur
<b>structure-deleguee</b>	<b>Structure de suivi déléguée</b>		
nom	max 27	AN	Nom de la structure de suivi déléguée de PE de suivi du DE
voie	max 32	AN	Libellé voie de l'adresse
complement	max 32	AN	Complément d'adresse
code-postal	5	N	Code postal
cedex	2	N	Cedex
bureau	max 26	AN	Libellé bureau distributeur

<b>formation</b>	<b>Niveau de formation de l'individu</b>		
code-niveau	3	AN	Code et libellé niveau de formation
lib-niveau	max 50	AN	
code-secteur	5	AN	Code et libellé secteur de formation selon la nomenclature FORMACODE
lib-secteur	max 30	AN	
<b>Rome-v3</b>	<b>Répertoire_des métiers</b>		
code-rome	5	AN	Code et libellé ROME du métier
lib-rome	max 150	AN	
<b>ppae</b>			
conseiller-pe	max 27	AN	nom et prénom du conseiller France Travail = conseiller de suivi principal
date-signature	8	aaaa-mm-jj	Date de signature PPAE
date-notification	8	aaaa-mm-jj	Date de notification PPAE valant contrat d'engagement réciproque
<b>axe</b>	<b>Axe de travail principal</b>		
code	3	AN	Code et libellé modalité d'accompagnement en cours
libelle	max 40	AN	
Date-dernier-ent	8	aaaa-mm-jj	Date du dernier contact réalisé par France Travail ou ses partenaires co-traitants

### 3. Enregistrement Fin

<b>Donnée</b>	<b>Longueur/Format</b>	<b>Remarques</b>	
<b>fin</b>			
departement	min 2 max 3	AN	Code département 01, 02, ...,971, 972 pour CD concerné
date-reference	8	aaaa-mm-jj	Date fonctionnelle de référence du fichier. Traitement mensuel, la référence est le mois de cette date au format aaaa-mm-01
nb-dossier	max 8	AN	Nombre de dossiers (entête et fin non comptabilisés)

## Description des données transmises dans le flux PECDH (Flux de France Travail vers le Département)

### 1. Enregistrement Entête

Donnée	Longueur/Format		Remarques
<b>entete</b>			
fichier	4	AN	PECD (valeur fixe), fichier transmis par France Travail vers le Conseil Départemental
Periodicite	1	AN	Périodicité H (valeur fixe) pour hebdomadaire
Departement	min 2 max 3	AN	Code département 01, 02, ..., 971, 972, ... pour CD concerné
date-reference	8	aaaa-mm-jj	Date fonctionnelle de référence du fichier. Traitement hebdomadaire, la référence est la date du jour du traitement au format aaaa-mm-jj
date-fabrication	8	aaaa-mm-jj	Date technique de création du fichier au format aaaa-mm-jj
version	5	AN	001,0 (valeur fixe) version flux PECDH – Evoluera si changement de structure
		31	

### 2. Enregistrement Détail

Donnée	Longueur /Format		Remarques
<b>dossier individu</b>	Informations individu nécessaires pour le rapprochement		
nir	max 13	AN	NIR sans la clé
nom-naissance	max 25	AN	Nom de naissance
nom-marital	max 25	AN	Nom d'usage
prenom	max 25	AN	Prénom
date-naissance	8	aaaa-mm-jj	Date de naissance
certification-identité	1	AN	Statut de certification de l'identité : O pour Oui ou N pour Non
commune-résidence	5	AN	Code INSEE de la commune de résidence
<b>allocataire</b>	Identifiants		
code-pe	3	N	Code France Travail Code régional France Travail de rattachement du DE, lié à l'identifiant attribué par France Travail (code-pe/identifiant-pe)
identifiant-pe	8		Identifiant Régional France Travail Identifiant régional attribué par France Travail (code-pe/identifiant -pe)

<b>inscription</b>	<b>Inscription à France Travail</b>		
date-debut-ide	8	aaaa-mm-jj	Date Début IDE = Dernière date connue d'inscription à France Travail.
date-cessation-ide	8	aaaa-mm-jj	Date cessation IDE = Date de cessation d'inscription
motif-cessation-ide	2	AN	Code et libellé motif cessation IDE Zones renseignées si le DE a une date de fin renseignée et que le motif de fin de prise en charge correspond à une cessation
lib-cessation-ide	max 75	AN	
date-radiation-ide	8	aaaa-mm-jj	Date de radiation IDE
motif-radiation-ide	2	AN	Code et libellé motif radiation
lib-radiation-ide	max 75	AN	Zones renseignées si le DE a une date de fin renseignée et que le motif de fin de prise en charge correspond à une radiation

### 3. Enregistrement Fin

<b>Donnée</b>	<b>Longueur/Format</b>		<b>Remarques</b>
<b>fin</b>			
departement	min 2 max 3	AN	Code département 01, 02, ...,971, 972 pour CD concerné
date-reference	8	aaaa-mm-jj	Date fonctionnelle de référence du fichier. Traitement mensuel, la référence est le mois de cette date au format aaaa-mm-01
nb-dossier	max 8	AN	Nombre de dossiers (entête et fin non comptabilisés)

## Format du fichier portant le flux CGPEM

Fichier transmis des Conseils Départementaux vers France Travail :

### 1. Enregistrement Entête

Donnée	Longueur/Format		Remarques
<b>entete</b>			
fichier	4	AN	CGPE (valeur fixe), fichier transmis par France Travail vers le Conseil Départemental
Periodicite	1	AN	Périodicité H (valeur fixe) pour hebdomadaire
departement	min 2 max 3	AN	Code département 01, 02, ..., 971, 972, ... pour CD concerné
date-reference	8	aaaa-mm-jj	Date fonctionnelle de référence du fichier. Traitement hebdomadaire, la référence est la date du jour du traitement au format aaaa-mm-jj
date-fabrication	8	aaaa-mm-jj	Date technique de création du fichier au format aaaa-mm-jj
version	5	AN	001,0 (valeur fixe) version flux PECDH – Evoluera si changement de structure

### 2. Enregistrement Détail

Donnée	Longueur /Format		Remarques
<b>dossier individu</b>	<b>Informations individu nécessaires pour le rapprochement</b>		
nir	max 13	AN	NIR sans la clé Obligatoire si données code pe et identifiant pe (identifiant régional attribué par France Travail) non renseignés
nom-naissance	max 25	AN	Nom de naissance en majuscules non accentuées obligatoire
nom-marital	max 25	AN	Nom d'usage en majuscules non accentuées
prenom	max 25	AN	Prénom en majuscule non accentuée obligatoire
date-naissance	8	aaaa-mm-jj	Date de naissance au format aaaa-mm-jj
code-pe	3	N	Code régional PE lié à l'identifiant attribué par France Travail (code-pe/identifiant-pe) Si code-pe renseigné alors identifiant-pe obligatoirement renseigné
identifiant-pe	8		Identifiant Régional France Travail Identifiant régional attribué par France Travail (code-pe/identifiant -pe)
<b>orientation</b>	<b>Décision d'orientation</b>		
nature	2	N	Nature de l'accompagnement 01, 02, 03, 04, 05 ou 06 Obligatoire  01 Orienté vers un référent social 02 Orienté vers un autre opérateur public 03 Orienté vers un opérateur privé de l'emploi 04 Orienté vers un réseau d'appui à la création d'entreprise 05 Orienté vers PE (offre de service de droit commun) 06 Orienté vers PE (offre de service complémentaire RSA)
date-decision	aaaa-mm-jj	AN	Date de décision de l'orientation au format aaaa-mm-jj obligatoire et ne doit pas être postérieure à la date du jour



<b>correspondant</b>	<b>Organisme et Référent en charge de l'accompagnement</b>		
organisme	max 90	AN	Nom de l'organisme en charge de l'accompagnement et adresse
service	max 50	AN	Service de l'organisme Facultatif – donnée actuellement non exploitée par PE
Nom	max 30	AN	Nom du référent si prénom ou téléphone ou email correspondant renseigné(s) alors nom correspondant obligatoirement renseigné si non renseigné, les données Correspondant pour l'orientation enregistrées dans les bases France Travail (transmises précédemment ou saisies par un agent PE) sur le dossier seront supprimées
prenom	max 25	AN	Prénom du référent en charge de l'accompagnement
telephone	max 10	AN	Téléphone du référent en charge de l'accompagnement
email	max 60	AN	Email du référent en charge de l'accompagnement

### 3. Enregistrement Fin

<b>Donnée</b>	<b>Longueur/Format</b>	<b>Remarques</b>	
<b>fin</b>			
departement	min 2 max 3	AN	Code département 01, 02, ...,971, 972 pour CD concerné
date-reference	8	aaaa-mm-jj	Date fonctionnelle de référence du fichier. Traitement mensuel, la référence est le mois de cette date au format aaaa-mm-01
nb-dossier	max 8	AN	Nombre de dossiers (entête et fin non comptabilisés)

<b>inscription</b>	<b>Inscription à France Travail</b>		
date-debut-ide	8	aaaa-mm-jj	Date Début IDE = Dernière date connue d'inscription à France Travail.
date-cessation-ide	8	aaaa-mm-jj	Date cessation IDE = Date de cessation d'inscription
motif-cessation-ide	2	AN	Code et libellé motif cessation IDE Zones renseignées si le DE a une date de fin renseignée et que le motif de fin de prise en charge correspond à une cessation
lib-cessation-ide	max 75	AN	
date-radiation-ide	8	aaaa-mm-jj	Date de radiation IDE
motif-radiation-ide	2	AN	Code et libellé motif radiation
lib-radiation-ide	max 75	AN	Zones renseignées si le DE a une date de fin renseignée et que le motif de fin de prise en charge correspond à une radiation

## Annexe 4 : Guide d'utilisation des données transmises par France Travail à destination du département

Dans le cadre des échanges de données de l'orientation mis en place entre les départements et France Travail pour la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA), France Travail met à la disposition des départements qui en font la demande, un certain nombre de données qui ont été définies par un groupe de travail réunissant quatorze départements, France Travail, la CNAF et la CCMSA.

Le présent document précise la signification et l'utilisation des données transmises (hors données d'identification) dans le cadre de ces échanges.

La liste de ces données est susceptible d'évoluer ; cependant celles-ci seront toujours le reflet des informations présentes dans le SI de France Travail. Dans ce cas, France Travail s'engage à informer les correspondants opérationnels et techniques du Conseil Départemental (annexe 5)

Donnée	Signification/utilisation	Remarques
CODE PE (France Travail)	Code régional France Travail de rattachement du demandeur d'emploi, lié à l'identifiant attribué par France Travail (code PE/identifiant PE)	Le code-PE est en lien avec le département de résidence du DE. 35 zones de rattachement
IDENTIFIANT PE (France Travail)	Identifiant régional attribué par France Travail (code-pe/identifiant-pe) Numéro interne attribué aux personnes s'inscrivant en tant que DE à France Travail. Il est généralement composé de 7 chiffres et une lettre ou de 8 chiffres selon la région.	Cet identifiant change si le demandeur d'emploi change de zone de rattachement PE
DATE DEBUT IDE	Date de la dernière inscription à France Travail	Les périodes d'inscription antérieures peuvent être consultées sur le DUDE (Écran « Passé du demandeur d'emploi », onglet « Périodes d'inscription »)
CODE ET LIBELLE CATEGORIE D'INSCRIPTION	La catégorie du demandeur d'emploi renseigne sur la disponibilité de celui-ci au regard de sa recherche d'emploi. Elle dépend de plusieurs éléments : <ul style="list-style-type: none"> <li>le type de contrat cherché (contrat à durée indéterminée, contrat à durée déterminée, etc.)</li> <li>la durée de travail hebdomadaire recherchée (temps plein, temps partiel)</li> <li>la disponibilité dans la recherche d'emploi (immédiate ou différée)</li> </ul>	Les libellés sont : <b>CATEGORIE 1</b> Personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDI à plein temps <b>CATEGORIE 2</b> Personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDI à temps partiel <b>CATEGORIE 3</b> Personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDD, temporaire ou saisonnier, y compris de très courte durée. <b>CATEGORIE 4</b> Personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi. <b>CATEGORIE 5</b> Personnes pourvues d'un emploi (notamment les contrats aidés), à la recherche d'un autre emploi. Il s'agit également des personnes en arrêt maladie pour une durée supérieure à 15 jours, en formation pour une durée supérieure à 40 heures...)

Donnée	Signification/utilisation	Remarques
		Lorsque le champ « catégorie » est vide, il s'agit d'une personne bénéficiant d'une dispense de recherche d'emploi (avant le 1er janvier 2012).
CODE ET LIBELLE SITUATION AU REGARD DE L'EMPLOI	Décrit la situation d'un DE au moment de son inscription.	<p>Les libellés possibles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aide différentielle au reclassement</li> <li>▪ Action d'insertion et de formation</li> <li>▪ Action préalable au recrutement</li> <li>▪ Aide spécifique complémentaire retour emploi</li> <li>▪ Demandeur d'asile</li> <li>▪ Autres formations</li> <li>▪ Contrat d'adaptation</li> <li>▪ Contrat d'accompagnement dans l'emploi</li> <li>▪ Contrat d'avenir</li> <li>▪ Création d'entreprise</li> <li>▪ Contrat emploi-solidarité</li> <li>▪ Contrat initiative-emploi</li> <li>▪ Contrat local d'orientation</li> <li>▪ Contrat d'orientation</li> <li>▪ Contrat d'apprentissage</li> <li>▪ Contrat de qualification</li> <li>▪ Contrat de retour à l'emploi</li> <li>▪ Convention reclassement personnalisé</li> <li>▪ Contrat transitoire professionnel</li> <li>▪ Divers</li> <li>▪ Personne pourvue d'un emploi à temps partiel</li> <li>▪ Personne pourvue d'un emploi à temps plein</li> <li>▪ Stage FNE : Cadres</li> <li>▪ FNE : femmes isolées</li> <li>▪ Stage de mise à niveau</li> <li>▪ Stage modulaire</li> <li>▪ Préavis effectué</li> <li>▪ Programme local d'insertion des femmes</li> <li>▪ Préavis non effectué</li> <li>▪ DE en préavis</li> <li>▪ Contrat RMA</li> <li>▪ Stage d'accès à l'emploi</li> <li>▪ Sans objet</li> <li>▪ Stage d'initiation à la vie professionnelle</li> <li>▪ Stage jeunes : 16 -25 ans</li> <li>▪ Stage de reclassement professionnel</li> </ul> <p><i>Certains contrats n'existent plus mais peuvent encore figurer dans le dossier du DE</i></p>
DATE CESSATION IDE	Date de cessation d'inscription	Zones renseignées que si le DE est en situation de cessation d'inscription.
MOTIF CESSATION IDE	Code à 2 chiffres	Une cessation d'inscription est consécutive à une déclaration du demandeur d'emploi ou à un non renouvellement de la demande d'emploi (absence au contrôle).
LIBELLE MOTIF CESSATION IDE	<p>Libellé correspondant au code ci-dessus. Les codes et le libellé sont les suivants :</p> <p>11 reprise d'emploi par ses propres moyens sur emploi durable à temps plein</p> <p>12 reprise d'emploi par ses propres moyens sur emploi à temps partiel</p> <p>13 reprise d'emploi par ses propres moyens sur emploi temporaire de - de 3 mois</p> <p>14 reprise d'emploi par ses propres moyens sur emploi temporaire de + de 3 mois</p> <p>15 reprise d'emploi par ses propres moyens sur emploi non précisé</p> <p>16 création d'entreprise</p> <p>18 entrée en CIE</p> <p>19 entrée en contrat d'accompagnement dans l'emploi</p> <p>21 reprise d'emploi par l'agence sur emploi durable a temps plein</p> <p>22 reprise d'emploi par l'agence sur emploi à temps partiel</p> <p>23 reprise d'emploi par l'agence sur emploi temporaire de - de 3 mois</p> <p>24 reprise d'emploi par l'agence sur emploi temporaire de +de 3 mois</p>	<p>Si le DE se réinscrit après une cessation, le décompte des délais servant à faire évoluer l'offre raisonnable d'emploi est remis à zéro.</p> <p>Les mêmes informations figurent dans les listes communiquées aux présidents de conseils départementaux grâce à l'application LRSA DE.</p>

Donnée	Signification/utilisation	Remarques
	25 reprise d'emploi par l'agence sur emploi non précisé 31 entrée en stage par France Travail 32 entrée en stage par ses propres moyens 33 fin de convention de reclassement personnalisé 34 entrée en AREF 36 absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours 37 fin de contrat de transition professionnelle 38 sortie anticipée du CTP 39 entrée CLCA 41 fin de stage ou de mesure 42 abandon de stage ou de mesure 43 fin de contrat de travail temporaire ou CDD (catégorie 5 uniquement) 45 maladie, maternité, accident du travail 46 changement site France Travail 47 titre de séjour non valide 48 retraite 49 autres cas 71 autres cas d'arrêt de recherche d'emploi 72 dispense de recherche d'emploi (tout décret) 73 décès 80 obtient le statut réfugié. 90 absence au contrôle (non réponse à DAM) 95 date de péremption atteinte (catégories 4 ou 5) 98 DSM irrecevable (non signée)	<p>Le motif 46 entraîne un changement d'identifiant et de code PE du DE lorsque celui-ci change de zone France Travail (voir p1)</p> <p><i>Certains motifs ne sont plus utilisés mais peuvent encore figurer dans le dossier du DE</i></p>
DATE RADIATION		Zones renseignées que si le demandeur d'emploi est radié.
MOTIF RADIATION	Code à 2 chiffres	La radiation est une sanction prononcée par France Travail lorsqu'un manquement aux obligations du demandeur d'emploi est constaté conformément à l'art. L. 5412-1 du code du travail.
LIBELLE MOTIF RADIATION	<p>Libellé correspondant au code ci-dessus. Les libellés regroupés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ refus contrat apprentissage ou professionnalisation suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ refus action insertion suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ refus contrat aidé suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ refus visite médicale suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ refus d'élaboration ou d'actualisation du PPAE suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ refus de deux offres raisonnables d'emploi suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ non présentation à convocation CRP</li> <li>▪ non présentation à une action de reclassement</li> <li>▪ refus d'une offre d'emploi CRP</li> <li>▪ refus d'action de reclassement</li> <li>▪ abandon d'une action de reclassement</li> <li>▪ déclarations inexactes ou présentation d'attestations mensongères</li> <li>▪ avis défavorable sur motif d'absence à premier entretien France Travail</li> <li>▪ non présentation à convocation au premier entretien</li> <li>▪ refus de formation suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ déclaration inexacte suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ insuffisance de recherche d'emploi suspension de ... (durée variable)</li> <li>▪ non réponse a convocation suspension de ... (durée variable)</li> </ul>	<p>Si le DE se réinscrit à l'issue de la période de radiation, le décompte des délais servant à faire évoluer l'offre raisonnable d'emploi est remis à zéro.</p> <p>Les mêmes informations figurent dans les listes communiquées aux présidents de conseils départementaux grâce à l'application LRSA DE.</p>
STRUCTURE PRINCIPALE DE SUIVI	Nom de la structure de suivi principal de PE de suivi du DE	Agence ou équipe professionnelle ayant en charge le dossier du demandeur pour des raisons de compétence géographique ou de secteur d'activité
	Libellé voie de l'adresse	
	Complément d'adresse	
	Code postal	

Donnée	Signification/utilisation	Remarques
	Cedex	
	Libellé bureau distributeur	
STRUCTURE DE SUIVI DELEGUE	Nom de la structure de suivi délégué de PE de suivi du DE	La structure de suivi délégué correspond à la structure (partenaire cotraitant ou prestataire) à laquelle France Travail a confié l'accompagnement de certains DE. La durée du suivi délégué est en général de 3 mois renouvelable une fois maximum  Ces zones sont valorisées si la structure déléguée de suivi existe. Cette dernière peut prendre les valeurs suivantes : - France Travail - Mission locale, Cap emploi (cotraitants) - Opérateur privé de placement - Prestataire
	Libellé voie de l'adresse	
	Complément d'adresse	
	Code postal	
	Cedex	
	Libellé bureau distributeur	
NIVEAU DE FORMATION	Niveau de formation initiale déclaré par le demandeur d'emploi, validé ou non par un diplôme	
LIBELLE NIVEAU DE FORMATION	Valeurs possible : AFS aucune formation scolaire CFG CFG ou CEP CP4 primaire à 4 <sup>e</sup> achevée C12 2 <sup>e</sup> /1 <sup>ère</sup> achevée C3A BEPC / 3 <sup>e</sup> achevée NV1 certification de niveau 1 (BAC + 5 et plus) NV2 certification de niveau 2 (BAC + 3 et + 4) NV3 certification de niveau 3 (BAC + 2) NV4 certification de niveau 4 (BAC) NV5 certification de niveau 5 (CAP, BEP)	
SECTEUR DE FORMATION	Code du secteur de formation selon la nomenclature FORMACODE	<u>Exemple</u> : 21011 MACHINISME AGRICOLE
LIBELLE SECTEUR DE FORMATION	Libellé complet correspondant au code du secteur de formation tel qu'il apparaît dans la nomenclature FORMACODE	
CODE ROME	Le répertoire opérationnel des métiers et de l'emploi (ROME) est une codification répertoriant les métiers.	<u>Exemple</u> : F1101 ARCHITECTE DU BATIMENT
LIBELLE ROME	Les fiches-métier sont disponibles sur : <a href="http://www.pole-emploi.fr/candidat/les-fiches-metiers-@/index.jspz?id=681">http://www.pole-emploi.fr/candidat/les-fiches-metiers-@/index.jspz?id=681</a> et téléchargeables en version pdf.	Le libellé du métier dépend de l'appellation saisie sur le profil professionnel du DE, il définit au plus près l'emploi recherché par le DE. Code et libellé sont proposés sous forme de menu déroulant.
NOM PRENOM DU CONSEILLER PE	Nom et prénom du conseiller de suivi principal	Indique le nom et le prénom de l'agent en charge du suivi mensuel avec l'indication que ce référent est le conseiller personnel, quand c'est le cas.
DATE SIGNATURE PPAE	Date de signature de l'entretien le plus récent fait dans le cadre du PPAE	Le PPAE (projet personnalisé d'accès à l'emploi) est élaboré et actualisé périodiquement. Il est l'occasion de proposer au demandeur une offre de service spécifique dans le cadre d'un parcours.
DATE NOTIFICATION PPAE VALANT CONTRAT D'ENGAGEMENT RECIPROQUE	Le premier entretien suivant la décision d'orientation vers France Travail communiquée par le Département intègre notamment les informations sur les droits et devoirs spécifiques au RSA. Cet entretien valant contrat d'engagement réciproque est identifié dans le système d'information de France Travail.	A compter de cet entretien, le conseiller en charge de la mise en œuvre du PPAE devient le référent emploi du bénéficiaire du RSA pour le compte du Département.

Donnée	Signification/utilisation	Remarques
<p style="text-align: center;">AXE DE TRAVAIL PRINCIPAL<sup>1</sup></p>	<p>Cet axe traduit les besoins prioritaires du DE. Il est en lien avec le plan d'action sur lequel le DE s'engage à l'issue de l'entretien d'inscription et de diagnostic (EID). Cet axe peut être modifié en cours de parcours par le conseiller France Travail ou le référent du suivi délégué</p>	<p>Sept valeurs sont possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>01 Retour direct à l'emploi</b> : si l'emploi recherché est cohérent avec les possibilités du marché et que le DE maîtrise ses outils de recherche d'emploi</li> <li>▪ <b>02 Techniques de recherche d'emploi</b> : si l'emploi recherché est cohérent avec les possibilités du marché mais que le DE doit construire ou adapter ses outils de recherche d'emploi</li> <li>▪ <b>03 Stratégie de recherche d'emploi</b> : si le DE a les compétences pour l'emploi recherché mais qu'il a besoin de valoriser ses atouts, préciser ses cibles, mieux connaître le fonctionnement du marché et organiser ses démarches</li> <li>▪ <b>04 Adaptation au marché du travail</b> : si le DE a besoin de compléter ses compétences grâce à une formation, à une adaptation à un poste de travail ou à un contrat en alternance</li> <li>▪ <b>05 Elaboration du projet professionnel</b> : si le DE ne dispose pas d'un projet professionnel compatible avec les possibilités du marché du travail</li> <li>▪ <b>06 Levée des freins périphériques à l'emploi</b> : pour la prise en charge de difficultés périphériques à l'emploi préalablement ou conjointement à sa recherche d'emploi</li> <li>▪ <b>07 A approfondir</b></li> </ul>
<p style="text-align: center;">MODALITE D'ACCOMPAGNEMENT EN COURS<sup>3</sup></p>	<p>La modalité d'accompagnement détermine le niveau d'intensité de l'accompagnement, la fréquence et la régularité des contacts pour les DE immédiatement disponibles en tenant compte de sa situation spécifique, de son autonomie dans la recherche d'emploi et de l'adéquation de son profil et de son projet avec le marché du travail local. Elle peut être modifiée en cours de parcours par le conseiller France Travail ou le référent du suivi délégué.</p>	<p>Les valeurs prises sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>APR A approfondir</b></li> <li>▪ <b>GUI Accompagnement guidé</b> : pour les DE nécessitant un appui dans la recherche d'emploi</li> <li>▪ <b>REN Accompagnement renforcé</b> : pour les DE ayant besoin d'un accompagnement lourd notamment grâce à des contacts réguliers</li> <li>▪ <b>SUI Suivi</b> : pour les DE autonomes dans la recherche d'emploi et les plus proches du marché de l'emploi nécessitant une simple supervision par le conseiller référent</li> <li>▪ <b>GLO Accompagnement global</b> : pour les DE présentant un cumul de freins sociaux et professionnels nécessitant un accompagnement coordonné entre le conseiller PE et un travailleur social</li> </ul> <p>Cette donnée permet de connaître les personnes qui se sont vu proposer un accompagnement global sans distinguer celles réellement suivies en accompagnement global (évolution à venir).</p> <p>La taille des portefeuilles des conseillers est adaptée à la modalité de suivi ou d'accompagnement des DE (de 70 DE à 350 DE).</p>
<p style="text-align: center;">DATE DU DERNIER CONTACT</p>	<p>Il s'agit du dernier contact réalisé par France Travail ou ses partenaires co-traitants, si c'est le cas</p>	<p>Il peut s'agir d'entretiens professionnels ou de suivi réalisés à l'occasion d'un rendez-vous à France Travail ou d'un rendez-vous téléphonique.</p>

## Annexe 5 : Correspondants

---

### A. GOUVERNANCE DU PARTENARIAT

- A France Travail : **Nathalie PATUREAU-NIEL**, directrice territoriale 54/55
- Chez le partenaire : **Stéphanie MIELLE**, directrice emploi mobilité habitat logement

### B. SUIVI OPERATIONNEL ET TECHNIQUE DE L'ÉCHANGE DE DONNEES

A France Travail :

- Direction Générale - Direction des Partenariats et de la Territorialisation :  
[dptrersa.00162@pole-emploi.fr](mailto:dptrersa.00162@pole-emploi.fr)
- DSI France Travail : [dosd2iaspcrf.00322@pole-emploi.fr](mailto:dosd2iaspcrf.00322@pole-emploi.fr)

Chez le partenaire : **Céline HUMBERT**, assistante juridique ([celine.humbert@meuse.fr](mailto:celine.humbert@meuse.fr))

### C. SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

- A France Travail : **Nathalie PATUREAU-NIEL**, directrice territoriale 54/55
- Chez le partenaire : **Stéphanie MIELLE**, directrice emploi mobilité habitat logement

### D. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

- A France Travail : **Nathalie PATUREAU-NIEL**, directrice territoriale 54/55  
Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courriel à [courriers-cnif@pole-emploi.fr](mailto:courriers-cnif@pole-emploi.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.
- Chez le partenaire : **Stéphanie MIELLE**, directrice emploi mobilité logement, Place Pierre-François Gossin, CS 50514, 55012 BAR-LE-DUC Cedex  
Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courrier.

## **Annexe 6 : Assistance à l'utilisation**

---

Pour toutes difficultés rencontrées, il est demandé au Conseil Départemental de contacter France Travail, en utilisant l'adresse mail suivante : [dosd2iaspcrf.00322@pole-emploi.fr](mailto:dosd2iaspcrf.00322@pole-emploi.fr)



**EXPERIMENTATION BOURSE AU PERMIS - PAYS D'ETAIN -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la prorogation du conventionnement lié à l'expérimentation « bourse au permis » conduite par la Communauté de Commune du Pays d'Étain en lien avec la Mission Locale du Nord Meusien,

Mesdames Dominique GRETZ, Isabelle PERIN, Marie-Paule SOUBRIER et Valérie WOITIER et Messieurs Pierre-Emmanuel FOCKS et Stéphane PERRIN étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'approuver la prorogation jusqu'au 31 décembre 2024 du partenariat avec la Communauté de communes du Pays d'Étain pour l'expérimentation d'un dispositif cofinancé de bourse au permis de conduire au bénéfice des jeunes de moins de 26 ans ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer l'avenant visant à proroger la convention d'objectifs et de moyens relative à la mise en œuvre de l'expérimentation conclue avec la Communauté de communes du Pays d'Étain et la Mission Locale du Nord Meusien dont le règlement d'intervention a été amendé, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser la Communauté de communes du Pays d'Étain à mobiliser les crédits issus de la subvention plafonnée à 10 000 € versée suite à la délibération de la Commission permanente du 21 octobre 2022 afin de contribuer au financement du dispositif.

## Règlement d'attribution

# Bourse d'aide au permis de conduire - 2024

Les jeunes sont confrontés à de nombreux enjeux décisifs (orientation scolaire, recherche d'emploi, recherche d'un premier logement, accès aux droits, mobilité...) et connaissent souvent des situations de fragilité qui les contraignent dans leur choix de vie. La Communauté de Communes du Pays d'Etain souhaite agir pour le bien-être de tous, en contribuant à donner à chacun les moyens de construire sa propre trajectoire de vie.

Afin d'agir positivement sur l'insertion socioprofessionnelle, il a ainsi été décidé de créer une bourse d'aide au financement du permis de conduire.

Cette bourse repose sur un principe de responsabilité, nécessaire à tout travail sur l'autonomie : en échange de cette aide pour faciliter la mobilité, le bénéficiaire devra s'inscrire dans un parcours citoyen et contribuer bénévolement à l'intérêt collectif.

Ce dispositif a été créé grâce au soutien du Conseil Départemental de la Meuse.

### Article 1 - Objet :

Cette bourse est destinée aux jeunes du Pays d'Etain de moins de 26 ans.

Elle vise à prendre en charge une partie du coût de l'inscription au permis de conduire (catégorie B). Elle peut donc à la fois porter sur les heures de conduite et sur le coût de l'examen.

Elle s'inscrit dans une continuité et une complémentarité avec les autres aides financières existantes en France pour financer le permis de conduire (permis à 1€, Pôle Emploi, Mission Locale du Nord Meusien, Fonds d'Aide aux Jeunes du Conseil Départemental de Meuse, Centre de formation des apprentis...).

### Article 2 - Bénéficiaires :

Tout habitant du Pays d'Etain peut solliciter une bourse d'aide au financement du permis de conduire aux conditions suivantes :

- **Age** : La bourse s'adresse en priorité aux 17-25 ans. Le candidat doit avoir 17 ans ou plus et moins de 26 ans.
- **Résidence** : Le candidat doit être domicilié au Pays d'Etain et y résider de manière principale (soit au sein d'une de ces 26 communes : Abaucourt-Hautecourt, Blanzée, Boinville-en-Woëvre, Braquis, Buzy-Darmont, Chatillon-sous-les-Côtes, Damloup, Dieppe-sous-Douaumont, Eix, Étain, Foameix-Ornel, Fromezey, Gincrey, Grimaucourt-en-Woëvre, Gussainville, Herméville-en-Woëvre, Lanhères, Maucourt-sur-Orne, Mogeville, Moranville, Morgemoulin, Moulainville, Parfondrupt, Rouvres-en-Woëvre, Saint-Jean-lès-Buzy, Warcq).
- **Utilité** : Le candidat doit justifier de l'importance de l'obtention du permis de conduire dans son projet de vie (il doit s'agir d'une nécessité pour son évolution et non une solution de confort), comme l'accès à l'emploi ou à la formation, une réorientation, un risque de désinsertion, des besoins liés à la santé...
- **Motivation** : Le candidat doit se montrer motivé (code obtenu, volonté de passer le permis en moins d'un an, sérieux de la démarche...), en exposant les raisons de sa demande ainsi qu'en acceptant de s'engager dans un suivi avec la Mission Locale. Le candidat ne doit pas avoir fait l'objet d'une

annulation, invalidation ou suspension du permis de conduire. Le candidat devra également être dans une démarche de contractualisation avec une auto-école (avoir un devis ou un contrat signé (par exemple s'il a déjà passé le code) pour un forfait global permettant de passer le permis de conduire (au moins 20 heures de conduite et examen).

- **Responsabilité** : En échange de cette bourse, le candidat doit s'engager à réaliser un nombre d'heures de bénévolat sur le territoire (associations, mairies, Communauté de Communes...), proportionnelles à l'aide attribuée.

Afin de garantir une équité des candidatures, il faut noter que :

- Le candidat ne pourra pas avoir réalisé plus de 8 heures de conduite pour prétendre à l'obtention de la bourse.
- Le nombre de bourses attribué devra respecter l'enveloppe budgétaire prévue par la Communauté de Communes (20 000 € pour 2022-2024).
- L'attribution des bourses suivra une répartition trimestrielle (1/4 attribuable à chaque trimestre). Par ailleurs, en cas de réception d'un nombre de candidatures dépassant ce seuil, les critères d'utilité et de motivation pourront être renforcés. Ainsi, les candidats les plus éloignés de l'emploi et avec les ressources financières les plus faibles (à partir de la détermination d'un seuil maximal de ressources financières (quotient familial)) pourront être privilégiés.

Une commission dérogatoire, composée de la Mission Locale et de la Vice-Présidente en charge de la jeunesse pourra également être sollicitée lorsque la situation exceptionnelle d'un jeune (difficultés sociales) nécessiterait une adaptation de certains processus prévus par ce règlement : réalisation du bénévolat en plus de 3 mois, autorisation pour faire la totalité des heures de conduite en parallèle du bénévolat, possibilité de candidater si plus de 8h de conduite ont déjà été réalisées...

### Article 3 - Montant de la bourse :

La bourse s'adresse à l'ensemble des jeunes de 17-25 ans qui en prouvent l'utilité pour leur insertion socioprofessionnelle.

La bourse peut s'élever à 2 montants différents. Le choix du montant dépendra de la volonté du jeune de réaliser du bénévolat :

Nombre d'heures de bénévolat	Montant de la bourse
17h	250 €
35h	500 €

La bourse au permis peut être cumulée avec d'autres aides publiques. Pour bénéficier de cette bourse, la part d'aides publiques (bourse au permis incluse) ne pourra toutefois pas dépasser les 1 000 € ou 80 % du coût total du forfait de base choisi. Dans le cas où ce seuil serait dépassé, le montant de la bourse au permis pourrait être baissé.

### Article 4 - Processus et conditions d'attribution :

Cette bourse repose sur un partenariat avec la Mission Locale qui se charge d'accompagner et de suivre les jeunes dans la sollicitation de la bourse au permis.

Pour les candidats, la démarche à suivre est la suivante :

1. Prise de contact : Le jeune qui souhaite bénéficier de l'aide financière prend rendez-vous avec la Mission Locale (25 rue des Ecoles, 55400 Etain – 06.89.91.35.70), qui lui présentera le dispositif et les modalités pour candidater. Si le jeune est intéressé, le dossier de candidature lui est remis et un 2<sup>e</sup> rendez-vous est prévu pour évaluer sa situation et l'aider à compléter le dossier.  
La Mission Locale pourra aussi aider les jeunes volontaires à solliciter d'autres aides publiques pour financer le permis de conduire.

2. Évaluation du dossier : Le service Cohésion Sociale de la Communauté de Communes et la Vice-Présidente en charge de la Jeunesse et de la Citoyenneté prendront connaissance du dossier de candidature complété puis évalueront la concordance du projet exclusivement en fonction des critères évoqués ci-dessus.
3. Résultat : La Mission Locale recontactera le candidat pour lui apporter réponse. Si elle est positive, une partie du coût du permis sera pris en charge par la collectivité et sera directement versée à l'auto-école, en 2 fois. Le jeune s'engagera à financer directement le reste du coût du permis et à en justifier auprès de la Communauté de Communes.  
Une convention tripartite bénéficiaire/Mission Locale/Communauté de Commune sera signée pour récapituler les engagements de chacun. Une convention sera également signée avec l'auto-école.
4. Mise en œuvre (si réponse positive) : En parallèle de l'inscription à l'auto-école, le bénéficiaire s'engagera dans un parcours citoyen. Pour cela, il devra choisir une (ou plusieurs) mission de bénévolat utile à l'intérêt général et y consacrer au moins 17 heures dans les 3 mois suivant la notification d'attribution de la bourse. Une attestation d'engagement devra être signée avec la structure l'accueillant.  
Il devra également suivre les recommandations et/ou dispositifs conseillés par la Mission Locale pour la réussite de son parcours d'insertion. Il devra avoir au minimum un échange tous les 3 mois avec la Mission Locale, qui suivra son parcours.  
Afin de préparer au mieux « l'après-permis » et de mieux comprendre les tenants et aboutissants de la gestion d'une automobile, une session d'information sera aussi prévue.

#### **Article 5 – Modalités de financement :**

La Communauté de Communes verse le montant de la bourse à l'auto-école avec laquelle le bénéficiaire contractualise, dans le respect de l'enveloppe budgétaire dédiée et plafonnée à 20 000 € pour 2022-2024.

Si le jeune respecte ses engagements et que des justificatifs attestant de son engagement auprès de l'auto-école sont fournis, le versement de la bourse sera fait en 2 fois (à la fin de la réalisation des heures de bénévolat et à la fin des heures de conduite). Exceptionnellement, et en cas d'accord avec l'auto-école, le versement pourra être fait en une fois ou à une période différente (début de la formation et milieu de la formation).

#### **Article 6 – Obligations des parties :**

La Mission Locale s'engage à :

- Informer les jeunes au sujet de la bourse au permis
- Accueillir les jeunes souhaitant candidater, leur expliquer dans le détail le dispositif, les accompagner dans les démarches, évaluer leur situation et la validité de leur demande (en fonction des critères listés ci-dessus)
- Transmettre les dossiers de candidature à la Communauté de Communes
- Accompagner les jeunes dans leur parcours socioprofessionnel (conseils, orientation, ateliers, PACEA, CEJ...), si elle l'estime nécessaire
- Suivre le jeune dans l'obtention de son permis et la réalisation du bénévolat, avec a minima :
  - une 1<sup>ère</sup> réunion pour signer la convention d'engagement et acter le début du bénévolat
  - une 2<sup>ème</sup> réunion après 3 mois pour faire le point sur le bénévolat et les premières heures de conduite
  - une 3<sup>ème</sup> réunion pour faire le point sur la réalisation des heures de conduite et pour préparer l'« après-permis B » (atelier, en lien avec l'AMIE Verdun)
- Valoriser l'engagement de la CCPE dans toute démarche de communication au sujet de la bourse au permis

Le bénéficiaire de la bourse au permis s'engage à :

- Être suivi par la Mission Locale dans le cadre de son parcours socioprofessionnel (si la Mission Locale estime que cela est nécessaire)
- S'inscrire à l'auto-école de son choix dans les 30 jours suivant la notification d'attribution (si ce n'est pas encore fait)
- Réaliser les heures de conduite et passer l'examen du permis de conduire moins de 12 mois après l'obtention de la bourse au permis
- Réaliser les heures de bénévolat proportionnelles à la bourse dont il bénéficiera dans les 3 mois suivant l'obtention de la bourse, au service d'une association ou d'un acteur public du Pays d'Etain
- Participer à une session d'information de la Mission Locale sur « l'après permis » (achat de véhicule, réparation, assurance, budget, sécurité routière, contrôle technique...)
- Informer régulièrement la Mission Locale de l'avancée de son parcours
- Justifier de la réalisation des différentes étapes : réalisation des heures de conduite, réalisation du bénévolat, paiement de l'auto-école, etc.
- Respecter les règles de fonctionnement des structures qui l'accueillent tout au long de cette démarche, adopter un comportement correct
- Accepter que la Communauté de Communes se réserve le droit de communiquer sur la bourse au permis et le parcours suivi par chaque bénéficiaire

La Communauté de Communes s'engage à :

- Prendre en charge une partie du coût du permis de conduire pour les bénéficiaires choisis
- Travailler en lien avec les partenaires locaux pour le bon fonctionnement de la bourse au permis
- Créer une base de missions de bénévolat possibles, en lien avec les mairies et les associations du territoire

A noter : la CCPE ne pourrait être tenue pour responsable en cas de problématiques survenant durant les heures de conduite ou les missions de bénévolat. L'accueil du bénéficiaire relève de l'entière responsabilité de la structure qui le reçoit.

La structure accueillant le jeune pour du bénévolat s'engage à :

- Respecter la réglementation et accompagner le jeune dans un climat de bienveillance
- Signer une attestation d'engagement avec le jeune en amont du démarrage de son bénévolat
- Remplir une fiche de suivi indiquant notamment le nombre d'heures de bénévolat réalisées par le jeune et la transmettre à la Mission Locale
- Se rendre disponible si la Mission Locale souhaite prendre un rendez-vous pour faire un bilan de la participation du jeune et de son comportement

### **Article 7 - Evaluation du dispositif :**

La bourse au permis est expérimentale et sera évaluée après un an de fonctionnement, par un rapport d'activité incluant un bilan financier et récapitulatif de l'ensemble des opérations financées.

Cette évaluation pourra permettre d'aboutir à la proposition d'une nouvelle enveloppe budgétaire, qui sera nécessairement soumise au vote du Conseil Communautaire.



## AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

### Expérimentation d'une bourse au permis de conduire au bénéfice des jeunes du Pays d'Etain

- ENTRE** le Département de la Meuse, représenté par le Président du Conseil Départemental,  
**ET** la Communauté de communes du Pays d'Etain représentée par son Président Philippe GERARDY,  
**ET** la Mission Locale du Nord Meusien, représentée par son Président Philippe COLAUTTI.
- Vu** Le règlement d'intervention de l'initiative départementale pour la Jeunesse adopté le 15 décembre 2019, modifié le 14 décembre 2023,
- Vu** La délibération du Conseil départemental en date du 6 juillet 2022
- Vu** La délibération du Conseil communautaire du Pays d'Etain du 29 septembre 2022
- Vu** La délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 21 octobre 2022
- Vu** La convention d'objectifs et de moyens conclue entre le Département de la Meuse, la Communauté de Communes du Pays d'Etain et la Mission Locale du Nord Meusien signée le 9 janvier 2023
- Vu** La délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 21 mars 2024

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### Article 1 : Objet

---

Le présent avenant a pour objet de proroger la convention d'objectifs et de moyens fixant les modalités de coopération entre la Communauté de communes du Pays d'Etain, la Mission Locale du Nord Meusien et le Département de la Meuse pour la mise en œuvre, dans un cadre expérimental, d'une bourse au permis de conduire, intitulée « Bénévol'o'volant », destinée aux jeunes de moins de 26 ans.

Cette prorogation permettra d'étendre l'utilisation de la subvention départementale accordée initialement en 2023 pour une seule année à une année supplémentaire, et d'accompagner ainsi d'autres jeunes bénéficiaires en 2024.

#### Article 2 : Objectifs et modifications du règlement d'intervention liés au dispositif

---

Le dispositif d'aide au permis intitulé « Bénévol'o'volant » repose sur un principe de responsabilité, le bénéficiaire s'inscrivant dans un parcours citoyen afin de contribuer bénévolement à l'intérêt collectif.

La gestion et l'animation sont assurées conjointement par les services de la Communauté de communes du Pays d'Etain et la Mission Locale du Nord Meusien.

Suite à l'évaluation réalisée, conformément à l'article 8 de la convention d'objectifs et de moyens, des ajustements ont été apportés au règlement d'intervention, annexé à la présente convention.

Le dispositif « Bénévol'o'volant » poursuit les mêmes objectifs sur lesquels, les trois parties cosignataires de la présente convention sont amenés à poursuivre leur collaboration, à savoir :

- permettre aux jeunes âgés de 17 à 26 ans résidants sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Etain de bénéficier d'une aide au permis de conduire de 250 ou 500 € en contrepartie d'un engagement bénévole de 17h à 35h auprès des structures locales ;
- offrir la possibilité à ces mêmes jeunes de découvrir l'engagement bénévole auprès d'acteurs locaux en étant accompagnés dans la construction d'un parcours citoyen ;
- faire bénéficier de l'engagement des jeunes aux acteurs locaux (associations, collectivités) sur des missions courtes ;
- accompagner les jeunes selon leur profil dans un parcours d'insertion adapté à leurs besoins en couplant l'accès au dispositif à un suivi par le conseiller de la Mission Locale du Nord Meusien.

Dans le cadre de la gestion du dispositif, une commission dérogatoire composée de la Mission Locale et de la Vice-Présidente en charge de la jeunesse de la Communauté de Communes du Pays d'Etain est constituée.

Celle-ci sera sollicitée lorsque la situation exceptionnelle d'un jeune (difficultés sociales) nécessite une adaptation de certains processus prévus par ce règlement (ex : réalisation du bénévolat en plus de 3 mois, autorisation pour faire la totalité des heures de conduite en parallèle du bénévolat, possibilité de candidater si plus de 8h de conduite ont déjà été réalisées, ...).

### **Article 3 : Durée de la convention**

---

Le présent avenant est conclu pour une durée de 12 (douze) mois, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Il prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties et proroge les engagements pris par l'ensemble des parties au titre de la convention d'objectifs et de moyens conclue le 9 janvier 2023, conformément aux dispositions précisées à l'article 6.2 de ladite convention.

### **Article 4 : Résiliation**

---

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une des parties, dans un délai maximum de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

### **Article 5 : Règlement des litiges**

---

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à ....., le

En trois exemplaires originaux.

**Le Président du Conseil  
départemental de la Meuse**

**Le Président de la Communauté de  
communes du Pays d'Etain**

**Le Président de la Mission  
Locale du Nord Meusien**

**SECTIONS SPORTIVES SCOLAIRES 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif aux subventions, au titre du Budget 2024, au profit des Sections Sportives Scolaires des collèges pour l'année scolaire 2023-2024,

**Après en avoir délibéré,**

- Décide approuve l'attribution des subventions forfaitaires en faveur des Sections Sportives Scolaires, au titre de l'exercice 2024, selon le tableau annexé à la présente délibération, pour un montant global de 50 000 € ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents à ces décisions.



<b>Bénéficiaires (intervenants) : Regroupement suivant le Statut Comptable Codecom, Enseignement, Associatif</b>	<b>Disciplines</b>	<b>Collèges et lieux d'implantations</b>	<b>Subvention Allouée 2022 - 2023</b>	<b>Subvention Allouée 2023 - 2024</b>
Pays de Stenay (Codecom)	JUDO	Collège A. KASTLER STENAY	494 €	600 €
		<b>TOTAL 1</b>	<b>494 €</b>	<b>600 €</b>
Collège BUVIGNIER	FOOTBALL	Collège BUVIGNIER VERDUN	- €	- €
Collège BUVIGNIER	AVIRON	Collège BUVIGNIER VERDUN	812 €	1 115 €
Collège M. BARRES	AVIRON	Collège M. BARRES VERDUN	1 066 €	1 347 €
Collège THEURIET	FOOTBALL	Collège THEURIET BAR LE DUC	- €	- €
Collège Jacques PREVERT	ESCRIME	Collège J. PREVERT BAR LE DUC	133 €	133 €
Collège Jacques PREVERT	JUDO	Collège J. PREVERT BAR LE DUC	1 910 €	1 128 €
Collège Jacques PREVERT	TENNIS	Collège J. PREVERT BAR LE DUC	133 €	134 €
Collège Louise MICHEL	FOOTBALL	Collège L. MICHEL ETAIN	400 €	400 €
Collège Louis PERGAUD	FOOTBALL	Collège L. PERGAUD FRESNES EN WOEVRE	1 492 €	1 613 €
Collège Jean d'ALLAMONT	FOOTBALL	Collège J. d'ALLAMONT MONTMEDY	200 €	200 €
Collège Jean d'ALLAMONT	ESCALADE	Collège J. d'ALLAMONT MONTMEDY	2 405 €	1 418 €
Collège Pierre & Marie Curie	FOOTBALL	Collège PIERRE & MARIE CURIE BOULIGNY	400 €	<b>pas de dossier 2024</b>
Collège Jean MOULIN	FOOTBALL	Collège J. MOULIN REVIGNY SUR ORNAIN	400 €	400 €
Collège Alfred KASTLER	JUDO	Collège A. KASTLER STENAY	894 €	999 €
Collège SAINT EXUPERY	BASKET BALL	Collège Saint EXUPERY THIERVILLE SUR MEUSE	1 963 €	2 003 €
Collège LES TILLEULS	FOOTBALL	Collège Les TILLEULS COMMERCY	400 €	400 €
Collège LES AVRILS	FOOTBALL	Collège Les AVRILS SAINT MIHIEL	133 €	133 €
Collège LES AVRILS	CANOE KAYAK	Collège Les AVRILS SAINT MIHIEL	133 €	133 €
Collège LES AVRILS	HANDBALL Féminin	Collège Les AVRILS SAINT MIHIEL	133 €	134 €
Collège POINCARE	HANDBALL	Collège R. POINCARE BAR LE DUC	- €	- €
Collège Emilie CARLES	CANOE KAYAK	Collège E. CARLES ANCERVILLE	1 169 €	1 472 €
Collège Robert AUBRY	FOOTBALL	Collège R. AUBRY LIGNY EN BARROIS	- €	- €
Collège L. de BROGLIE	FOOTBALL	Collège L. de BROGLIE ANCEMONT	400 €	<b>Ferm. section sport scol.</b>
Collège de l'ARGONNE	HANDBALL	Collège de l'ARGONNE CLERMONT EN ARGONNE	200 €	200 €
Collège de l'ARGONNE	BADMINTON	Collège de l'ARGONNE CLERMONT EN ARGONNE	1 127 €	779 €
		<b>TOTAL 2</b>	<b>15 903 €</b>	<b>14 141 €</b>
Collège Jean Paul II	GOLF	Collège Jean Paul II BAR LE DUC	1 633 €	<b>pas de dossier 2024</b>
Collège SAINTE ANNE	TENNIS DE TABLE	Collège Sainte Anne VERDUN	1 010 €	472 €
Collège SAINTE ANNE	NATATION	Collège Sainte Anne VERDUN	430 €	251 €
Collège SAINTE ANNE	VTT	Collège Sainte Anne VERDUN	1 067 €	880 €
SA Verdun Natation	NATATION	Collège Sainte Anne VERDUN	430 €	251 €
Football Club Verdun Grand Verdun	FOOTBALL	Collège BUVIGNIER VERDUN	1 894 €	1 772 €
Cercle Nautique Verdunois	AVIRON	Collège BUVIGNIER VERDUN	1 625 €	2 229 €
Cercle Nautique Verdunois	AVIRON	Collège M. BARRES VERDUN	1 332 €	1 893 €
BFC Bar Football Club	FOOTBALL	Collège THEURIET BAR LE DUC	2 433 €	3 026 €
UJB Escrime Saint-Dizier	ESCRIME	Collège J. PREVERT BAR LE DUC	1 366 €	1 009 €
Fête le Mur	TENNIS	Collège J. PREVERT BAR LE DUC	961 €	943 €
US Etain Buzy	FOOTBALL	Collège L. MICHEL ETAIN	1 355 €	2 252 €
VHF Vigneulles Hattonchatel Fresnes	FOOTBALL	Collège L. PERGAUD FRESNES EN WOEVRE	1 092 €	1 213 €
Othe Montmédy Football Club	FOOTBALL	Collège J. d'ALLAMONT MONTMEDY	1 105 €	1 478 €
FC Bassin Piennois	FOOTBALL	Collège PIERRE & MARIE CURIE BOULIGNY	1 305 €	<b>pas de dossier 2024</b>
FC Revigny	FOOTBALL	Collège J. MOULIN REVIGNY SUR ORNAIN	1 894 €	1 772 €
Comité Meuse Basket Ball	BASKET BALL	Collège St EXUPERY THIERVILLE SUR MEUSE	1 563 €	1 603 €
Entente Sorcy Void Vacon	FOOTBALL	Collège Les TILLEULS COMMERCY	1 180 €	1 448 €
ES Lérrouville	FOOTBALL	Collège Les TILLEULS COMMERCY	664 €	724 €
FC Saint Mihiel	FOOTBALL	Collège Les AVRILS SAINT MIHIEL	1 827 €	2 005 €
Canoe Kayak Club St Mihiel	CANOE KAYAK	Collège Les AVRILS SAINT MIHIEL	827 €	1 155 €
HBC Saint-Mihiel	HANDBALL féminin	Collège Les AVRILS SAINT MIHIEL	939 €	1 252 €
ASPTT Bar le Duc Handball	HANDBALL	Collège R. POINCARE BAR LE DUC	1 687 €	1 994 €
Ancerville Bar-le-Duc Canoe Kayak	CANOE KAYAK	Collège E. CARLES ANCERVILLE	769 €	1 072 €
Entente Centre Ornain	FOOTBALL	Collège R. AUBRY LIGNY EN BARROIS	1 555 €	2 118 €
Groupement Empl. Sport Animation Meuse	FOOTBALL	Collège L. DE BROGLIE ANCEMONT	1 355 €	<b>Ferm. section sport scol.</b>
Union Sportive Argonne Meuse	HANDBALL	Collège de l'ARGONNE CLERMONT EN ARGONNE	1 305 €	1 868 €
Union Sportive Argonne Meuse	BADMINTON	Collège de l'ARGONNE CLERMONT EN ARGONNE	- €	579 €
		<b>TOTAL 3</b>	<b>34 603 €</b>	<b>35 259 €</b>
Légende		Etab. scol. hors QPV ou ZRR = pas de forfait	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>51 000 €</b>
		Fermeture de Section Sportive Scolaire 2023 - 2024		
		Etab. scol. privés = associatif		

**AVIS SUR LE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES DU GRAND-EST -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu l'article L 515-3 du code de l'environnement modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014,

Vu le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets du Grand Est,

Vu le Schéma Départemental révisé des Carrières de la Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 4 février 2014,

Vu le projet de Schéma Régional des Carrières,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'avis du Département sur le Schéma Régional des Carrières,

**Après en avoir délibéré,**

- Donne un avis favorable au projet de Schéma Régional des Carrières soumis à son approbation ;
- Demande qu'une information continue quant à son application, son évaluation et son évolution lui soit transmise tout au long de sa mise en œuvre, notamment par rapport au projet CIGEO.

**FORETS DEPARTEMENTALES - PROROGATION AVEC MODIFICATION  
D'AMENAGEMENT DE "L'ECOLE DESCOMTES" POUR LA PERIODE 2024 - 2028 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la prorogation de l'actuel aménagement de la forêt départementale de l'école Descomtes sur la période 2024-2028,

**Après en avoir délibéré,**

Emet un avis favorable au projet de prorogation avec modification de l'aménagement de la forêt de « l'école Descomtes ».

**ENS « MASSIF FORESTIER DE JEAND'HEURS ET SES SOURCES KARSTIQUES » -  
CONVENTION AVEC LA COMMUNE DE ROBERT-ESPAGNE -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif au projet de signature de la convention d'occupation pour la mise en place de panneaux pour le sentier pédagogique du « Massif forestier Jeand'heurs et ses sources karstiques » sur les emprises communales de Robert-Espagne,

**Après en avoir délibéré,**

- Décide de valider le projet de convention pour la mise en place de panneaux appartenant au sentier pédagogique du « Massif forestier de Jeand'Heurs et ses sources karstiques » entre le Département et la commune de Robert-Espagne ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer cette convention, jointe en annexe à la présente délibération, et toutes autres pièces nécessaires à l'exécution de la présente décision.



# Convention d'occupation pour la mise en place de panneaux appartenant au sentier pédagogique du « Massif forestier Jeand'Heurs et ses sources karstiques »



## Entre

La **commune de Robert-Espagne**, 12, place de Verdun, 55 000 ROBERT-ESPAGNE, représentée par son Maire, Luc FLEURANT,

Ci-après désigné « la commune »

d'une part

## et

Le **Département de la Meuse**, Place Pierre-François GOSSIN, BP50514, 55012 BAR-LE-DUC CEDEX, représenté par son Président, Jérôme DUMONT,

Ci-après désigné « le Département »

d'autre part

## Contexte :

Le Département aménage un sentier pédagogique sur les communes de Beurey-sur-Saulx et Robert-Espagne afin de mettre en valeur le site du « massif forestier de Jeand'Heurs et ses sources karstiques ». Ce sentier possède trois circuits, le circuit de la Prêle, le circuit karstique et le circuit de la Saulx.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

La commune est propriétaire des parcelles OA724, OA752 et OA795 à Robert-Espagne.

Le Département de la Meuse installe deux panneaux type Relai-Info-Service (RIS) et cinq nouvelles bornes de balisage utilisant cette emprise communale (cf. annexe 1). L'installation de ces panneaux s'inscrit dans le cadre de l'aménagement d'un sentier pédagogique valorisant les Espaces Naturels Sensibles de la Forêt de Jeand'Heurs, la résurgence du Rupt du Puits et la rivière de la Saulx.

Ces panneaux et ces nouvelles bornes permettront de guider le public concernant l'itinéraire à suivre et les consignes de sécurité à respecter.

La commune accepte de mettre les parcelles OA724, OA752 et OA795 à la disposition du Département pour que ce projet se réalise.

La présente convention a pour objectif de fixer les conditions de la mise à disposition des terrains consentie au Département. Elle n'est soumise à d'autre réglementation que celle édictée, de façon générale, par le Code Civil.

#### **Article 1 : OBJET**

La commune accepte de mettre à disposition du Département de la Meuse les emprises représentées en annexe 2 de la présente convention pour installer les panneaux de type RIS.

#### **Article 2 : REDEVANCE**

La mise à disposition étant d'intérêt public, elle s'effectue à titre gratuit.

#### **Article 3 : CONDITIONS GENERALES D'ENTRETIEN ET D'OCCUPATION**

La commune s'engage à mettre à disposition du Département les emprises pour installer les panneaux RIS et les bornes de balisage (cf. annexes 1 et 2).

Le mobilier qui sera posé sur cette emprise restera propriété du Département.

A ce titre, Le Département s'engage à en assurer l'entretien courant (nettoyage, désherbage autour des poteaux...) et le remplacement en cas de dégradation.

L'entretien courant des parcelles OA724, OA752 et OA795 reste à la charge de la commune.

#### **Article 4 : RESPONSABILITES – ASSURANCE**

Le Département atteste être couvert en responsabilité civile pour l'installation et l'utilisation des panneaux et des bornes. Il devra justifier de cette assurance à la commune, chaque année, à la première demande de celle-ci.

Les bornes, les panneaux et leur support restent la propriété du Département.

Le Département répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir sur les panneaux pendant la durée du contrat à moins qu'il ne prouve qu'elles aient eu lieu par cas de force majeure.

La commune sera dégagée de toute responsabilité pour les dommages qui pourraient être causés aux panneaux du fait de tiers.

Les parties se réfèrent à la législation en vigueur (articles 1382 et suivants du code civil et au code des assurances).

#### **Article 5 : RÉALISATION DE TRAVAUX**

La commune accepte d'accueillir sur sa parcelle OA752, aux coordonnées : longitude = 5,0224° et latitude = 48,7462° et sur sa parcelle OA795 aux coordonnées : longitude = 5,0227° et latitude = 48,7452° (cf. annexe 2), du mobilier d'information (panneau type RIS).

La commune accepte d'accueillir les nouvelles bornes de balisage sur le sentier qui chemine à travers la parcelle OA724.

Un piquetage du lieu d'implantation des panneaux sera réalisé de manière contradictoire par les deux parties.

A la fin de la présente convention, le Département ne pourra solliciter de la part de la commune aucune indemnité à quelque titre que ce soit et notamment en ce qui concerne les frais qu'il aura engagés pour l'aménagement de l'emprise.

Les plans des panneaux et bornes installées sont présentées en annexe 3.

#### **Article 6 : DURÉE – RENOUVELLEMENT - RESILIATION**

La commune s'engage à mettre le terrain à disposition du Département de la Meuse dès la date de signature de cette convention.

Cette convention est valable pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, à moins que la commune ne manifeste l'intention contraire, par lettre recommandée adressée à l'autre partie avec demande d'avis de réception au moins deux mois avant l'échéance du contrat. En tout état de cause, la durée de la convention ne peut pas excéder 12 ans, reconduction incluse.

En cas de non-respect par le Département de la Meuse de l'un des engagements pris aux termes de la présente convention la commune pourra résilier sans préavis et sans indemnité ladite convention par lettre recommandée avec accusé réception.

Le Département pourra résilier la convention à tout moment moyennant un préavis de deux mois par lettre recommandée avec accusé réception.

#### **Article 7 : CONTESTATION**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

À peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar-le-Duc en deux exemplaires originaux (\*), le

La commune,

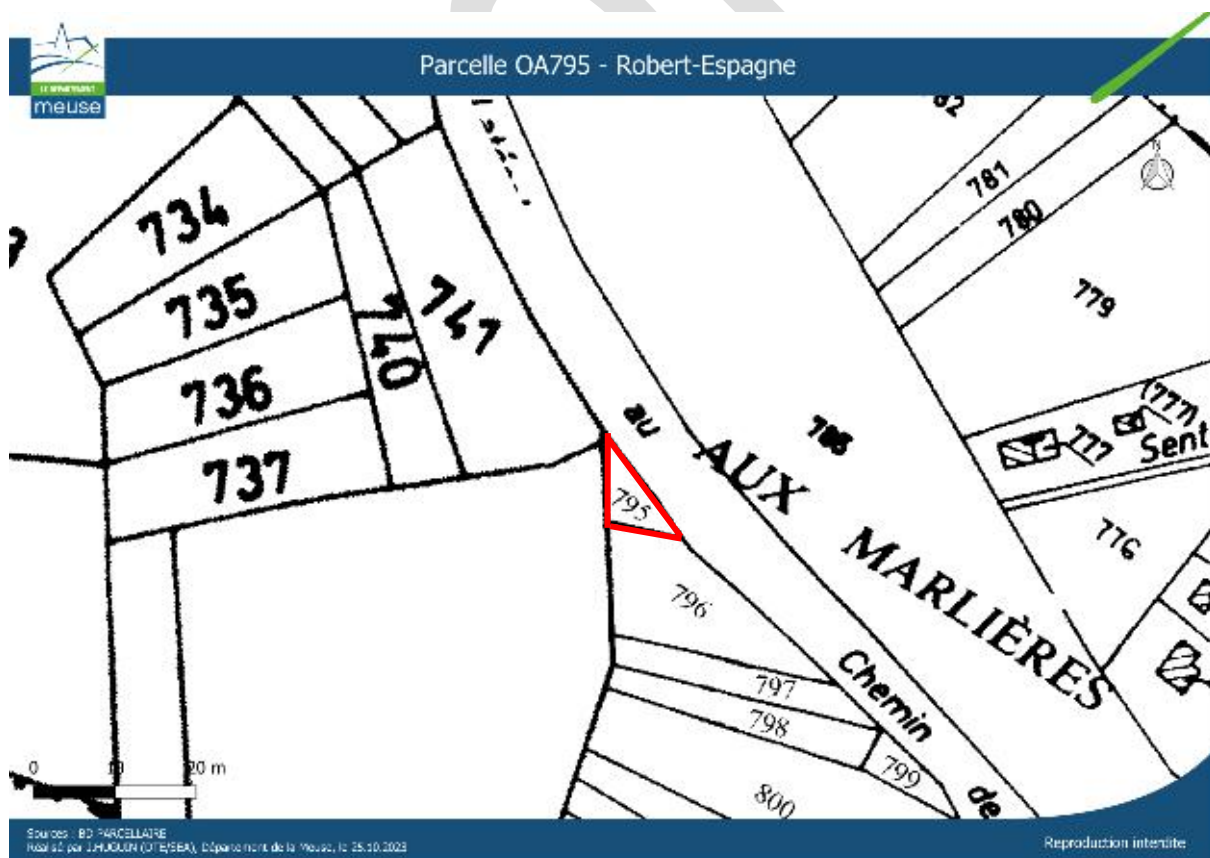
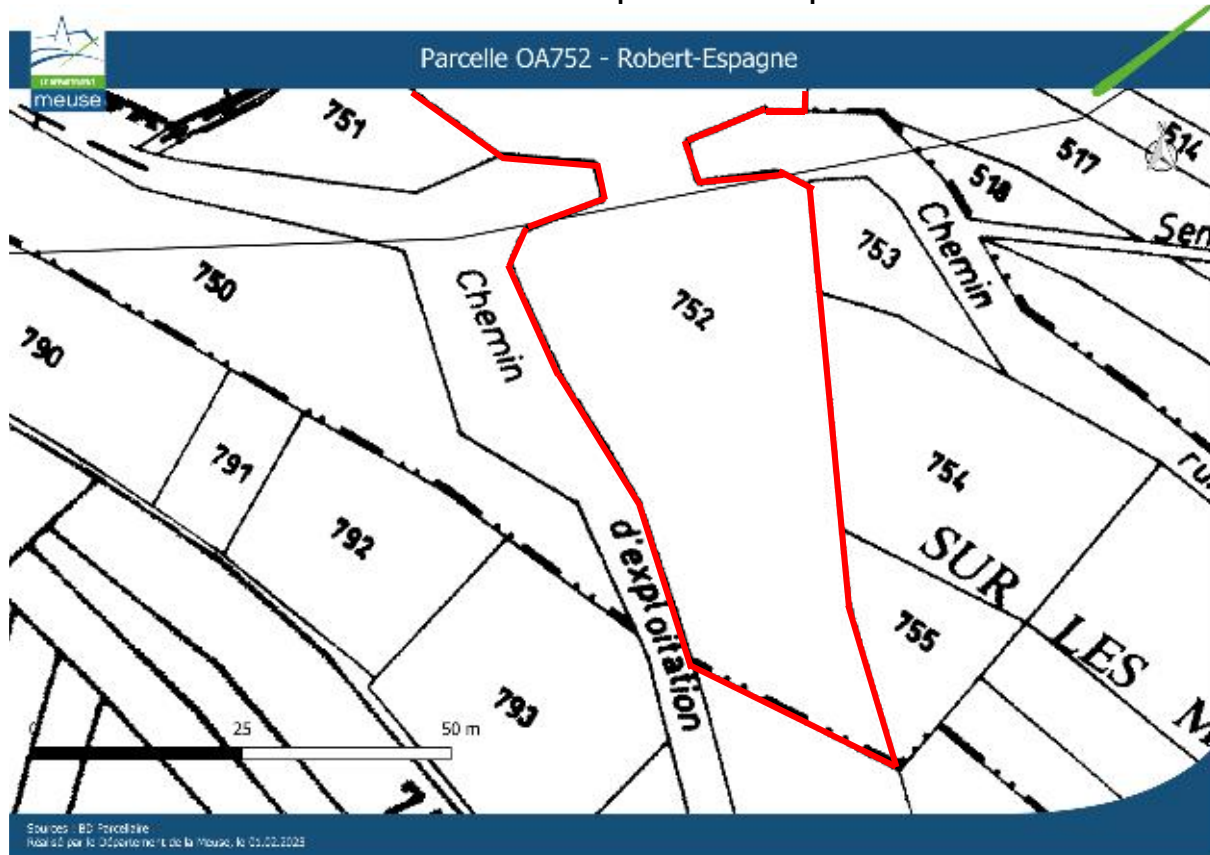
Le Département

**Luc FLEURANT**  
Maire de Robert-Espagne

**Jérôme DUMONT**  
Président du Conseil départemental  
de la Meuse

(\*) Un exemplaire pour la commune  
Un exemplaire pour le Département

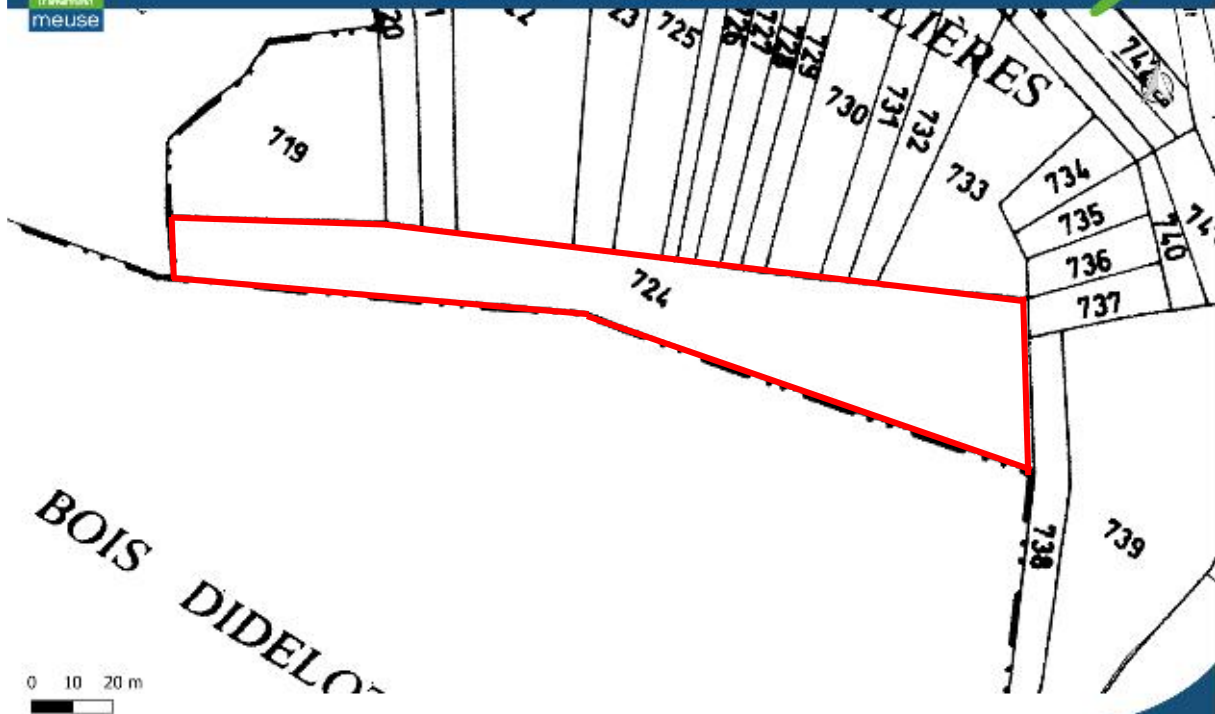
# Annexe 1 – Parcelles d'implantation des panneaux







Parcelle OA724 - Robert-Espagne

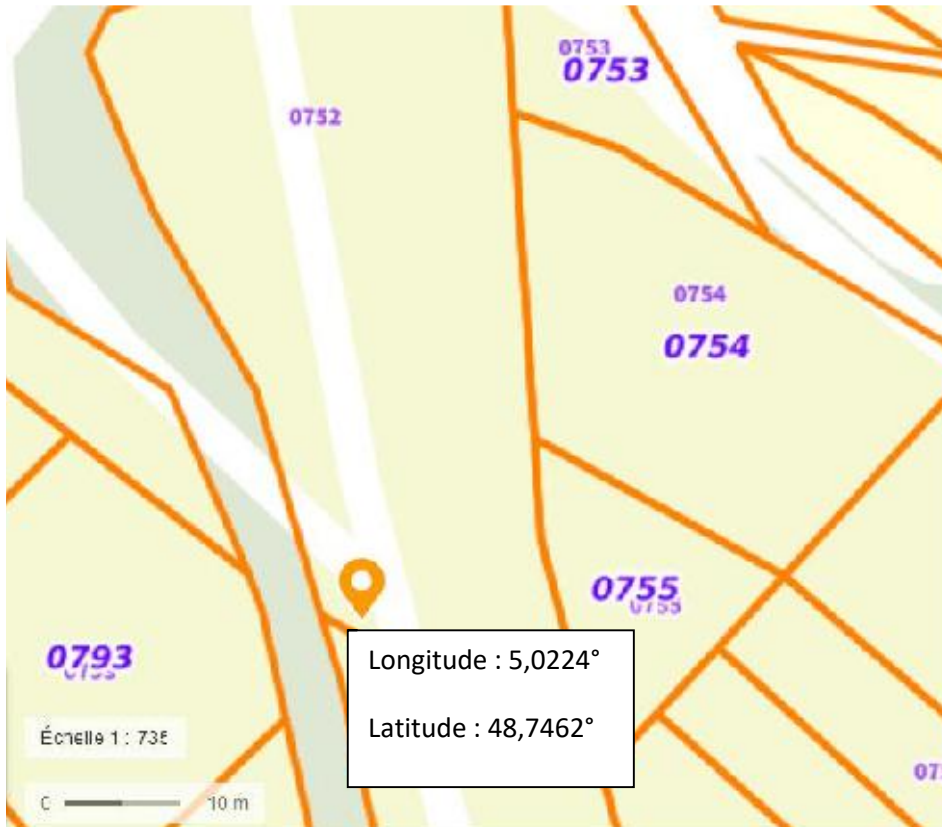


Source : BD PARCELLAIRE  
révisé par S.HAGUON (D'ESBA), Département de la Meuse, le 25.10.2023

Reproduction interdite

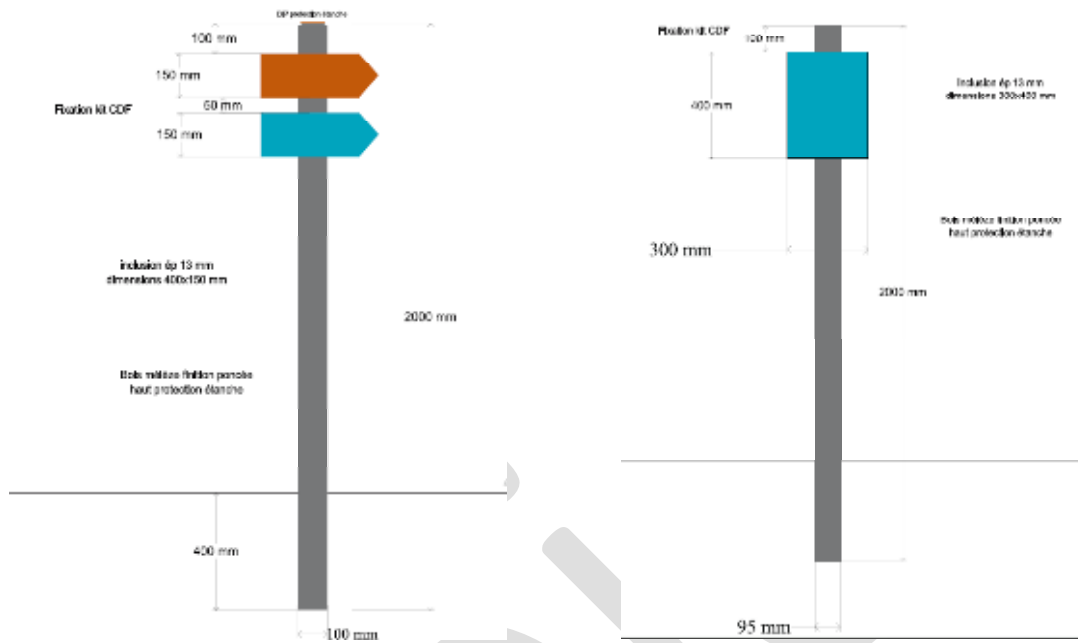
PROJ

## Annexe 2 – Coordonnées géographiques d'installation des panneaux

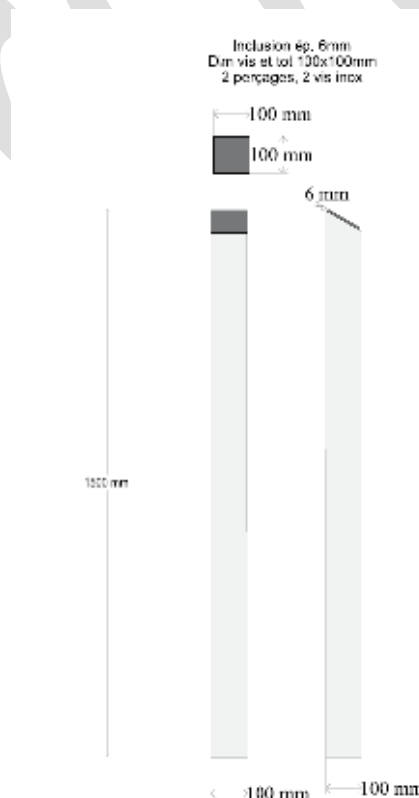


### Annexe 3 – plan des Panneaux et des bornes de balisage installés

Panneaux de type RIS installés :



Borne de balisage installés



**ENS « MASSIF FORESTIER DE JEAND'HEURS ET SES SOURCES KARSTIQUES » -  
CONVENTION AVEC L'ONF -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif au projet de signature de la convention de partenariat de développement territorial et touristique entre le Département et l'Office National des Forêts dans le cadre de l'aménagement sentier pédagogique du « Massif forestier de Jeand'Heurs et ses sources karstiques »,

**Après en avoir délibéré,**

- Décide de valider le projet de convention de partenariat de développement territorial et touristique dans le cadre de l'aménagement du sentier pédagogique du « Massif forestier de Jeand'Heurs et ses sources karstiques » entre le Département et l'Office National des Forêts ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la convention de partenariat de développement territorial et touristique dans le cadre de l'aménagement du sentier pédagogique du « Massif forestier de Jeand'Heurs et ses sources karstiques », jointe en annexe à la présente délibération, et toutes autres pièces nécessaires à l'exécution de la présente décision.



# CONVENTION DE PARTENARIAT DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET TOURISTIQUE

en forêt domaniale de :

**JEAND'HEURS**

Réf. Dossier : CSS\_8615\_D\_JEAND'HEURS\_010

Entre l'**Office national des forêts**,

Etablissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 2bis avenue du Général Leclerc, 94 704 Maisons-Alfort, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662043116 RCS PARIS, agissant selon les dispositions des articles D 221-3 du Code Forestier, R 2222-36 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Représenté par **Madame Florence ÉDOUARD** – Directrice de l'Agence Territoriale de Bar-le-Duc – DT Grand Est, Agissant au nom de Madame la Directrice Générale de l'Office National des Forêts en vertu de la décision n° 0224 du 27 septembre 2022

Adresse 60, boulevard Raymond Poincaré CS 20018  
55001 BAR-LE-DUC Cedex

ci-après dénommé « l'ONF », d'une part,

Et le **Bénéficiaire**

Nom Département de la Meuse  
statut Administration publique générale  
domiciliée à Place Pierre-François Gossin - 55012 Bar-le-Duc  
Représenté par **Monsieur Jérôme DUMONT**  
en sa qualité de [fonction] Président  
SIRET 22550001600152

Dûment habilité aux fins des présentes,  
ci-après dénommée « le Département », d'autre part

## Préambule

Considérant d'une part les compétences du Département en matière de tourisme :

- L'Etat, la région, les départements et les communes sont compétents dans le domaine du tourisme et exercent ces compétences en coopération et de façon coordonnée (art. L111-1 du Code du tourisme).
- Les collectivités territoriales sont associées à la mise en œuvre de la politique nationale du tourisme. Elles conduisent, dans le cadre de leurs compétences propres et de façon coordonnée, des politiques dans le domaine du tourisme (art L111-2 du Code du tourisme).
- Le Département dans le cadre de ses compétences obligatoires en matière d'actions de développement économique (art. L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales) organise l'accueil du public sur son territoire en aménageant ou en réhabilitant les sites d'accueil touristique (art. L.134-1 du Code du tourisme).

C'est dans ce cadre que le Département souhaite contribuer à la création et à la mise en valeur d'un sentier karstique situé en forêt domaniale de Jeand'Heurs domaine privé forestier de l'Etat, en partenariat avec le gestionnaire de cet espace.

Considérant d'autre part les compétences de l'ONF et les missions qui lui sont confiées par l'Etat :

- Conformément à l'article L.121-1 du Code forestier, la politique forestière qui est une compétence de l'Etat, promeut la gestion multifonctionnelle des forêts.
- L'Etat assure la cohérence de la politique forestière avec les autres politiques publiques relatives notamment au développement rural, à l'aménagement du territoire, à la protection des sols et des eaux et à la prévention des risques naturels (article L.121-2 du Code forestier).
- La gestion multifonctionnelle des forêts prend en compte les fonctions économiques (production du bois matériau et énergie renouvelable, valorisation des produits de la forêt), environnementales (préservation des équilibres biologiques de la forêt et du milieu dunaire) sociales (promotion de l'accueil du public) en participant à l'aménagement et au développement du territoire.
- Pour garantir cette approche multifonctionnelle, l'Etat a confié à l'ONF la mission légale d'assurer la gestion et l'équipement des forêts domaniales (article L. 221-2 du Code forestier). L'ONF exerce sur ces terrains tous pouvoirs techniques et financiers d'administration et peut, avec ou sans l'aide de l'Etat et des collectivités publiques, exécuter ou faire exécuter tous travaux d'entretien, d'équipement et de restauration (article D. 221-2 du Code forestier). A ce titre, il assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de ces travaux.
- Les bois et forêts relevant du régime forestier satisfont de manière spécifique à des besoins d'intérêt général tels que l'accueil du public, la conservation des milieux ou la prise en compte de la biodiversité (art. L.121-3 du Code forestier).
- En particulier, l'article L.122-10 du Code forestier encourage l'ouverture au public des forêts domaniales à condition de concilier cette exigence avec le souci de préservation du milieu naturel et de sécurité du public.
- De fait, le patrimoine naturel forestier fait face à une demande sociale croissante. Dans ce contexte, l'intégration des grands principes de gestion durable vise à assurer, au travers des actes de gestion, la pérennité d'un patrimoine naturel exceptionnel, à garantir l'aptitude de la forêt à remplir au mieux l'ensemble de ses fonctions écologiques, économiques et sociales. L'objectif est de satisfaire de façon raisonnée dans le temps à l'évolution des besoins de la société, d'intégrer la politique d'accueil dans un cadre général d'aménagement du territoire et de maintenir l'unicité de gestion.

Le Département et l'ONF décident de conjuguer leurs compétences en vue de satisfaire à un besoin d'intérêt général qu'ils partagent, l'accueil du public en milieu naturel avec le souci de la sécurité du public et la préservation de la biodiversité forestière.

A cette fin, ils conviennent de mettre en place une coopération visant à organiser de façon coordonnée l'accueil en forêt domaniale de Jeand'Heurs sur les territoires communaux de Beurey-sur-Saulx et de Robert-Espagne, en aménageant le sentier karstique situé dans la parcelle forestière n° 29 de la forêt domaniale, complémentaire des sites d'accueil communaux.

Cet accord s'inscrit dans le cadre législatif de l'article L.2511-6 du Code de la commande publique qui autorise une coopération horizontale entre pouvoirs adjudicateurs pour réaliser conjointement une mission répondant à un intérêt général.

S'agissant de la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages au sens de l'article L.1111-2 du Code de la commande publique, les partenaires se réfèrent également à l'article L.2412-1 du Code de la commande publique relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée pour déterminer les modalités de transfert de maîtrise d'ouvrage.

Concernant l'entretien et les travaux sur le parcours, il est entendu que la portion empruntée sur le GR14, ne rentre pas dans le champ des missions assurées par le département.

## Nature du partenariat

§1. La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Département et l'ONF établissent une coopération et organisent les modalités d'un transfert de maîtrise d'ouvrage, pour la réalisation des travaux d'aménagement et de mise en valeur du site, lieuxdits Bois Saint-Pierre et Bois Didelot sur les territoires de Beurey-sur-Saulx et Robert-Espagne.

§2. Les partenaires conviennent de mettre en commun les compétences et les talents qui leur sont propres en vue de la réalisation de l'opération.

§3. La présente convention comprend également un volet concernant l'entretien des équipements ainsi existants ou créés en forêt domaniale.

§4. Les partenaires conviennent que le Département est la collectivité la mieux placée pour porter le projet et en garantir la cohérence à l'échelle de son territoire. C'est pourquoi, le Département, en sa qualité de chef de file de l'opération, est chargée d'exercer les compétences relevant de la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement et la mise en valeur de cet aménagement situé en forêt domaniale.

§5. En tant que maître d'ouvrage, elle fixe l'enveloppe financière des opérations (article L.2421-1 du Code de la commande publique); à ce titre, elle est légitime à percevoir les financements extérieurs. L'ONF autorise le Département à intervenir en forêt domaniale pour réaliser ces opérations, à titre de droit de jouissance temporaire conformément aux articles 543 et 553 du Code Civil.

§6. De son côté, l'ONF apporte au Département son expertise en matière de conception et de gestion d'équipements adaptés au contexte des forêts domaniales (notamment prise en compte des contraintes liées à l'exploitation et aux travaux forestiers, aux usages traditionnels dont la chasse, aux enjeux paysagers et de biodiversité), d'ingénierie administrative et de suivi des travaux. Au titre de sa mission légale de gestion des forêts domaniales, il s'assure de la compatibilité des travaux avec l'aménagement forestier et veille à prévenir les conflits d'usage.

§7. La présente convention précise en particulier :

- Les missions qu'assurera chacun des partenaires
- Les modalités de financement des opérations
- Les modalités de réception et de remise des ouvrages
- Les modalités d'entretien ultérieur, indispensable pour assurer la pérennité de l'ouvrage
- Les responsabilités de chacun des partenaires

§8. Cet accord s'inscrit dans le cadre législatif de l'article L.2511-6 du Code de la commande publique qui autorise une coopération horizontale entre pouvoirs adjudicateurs pour réaliser conjointement une mission répondant à un intérêt général.

S'agissant de la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages au sens de l'article L.1111-2 du Code de la commande publique, les partenaires se réfèrent également à l'article L.2412-1 du Code de la commande publique relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée pour déterminer les modalités de transfert de maîtrise d'ouvrage.

## Article 1 - Eléments constitutifs de la convention

Les éléments constitutifs de la convention sont :

- **La convention de partenariat**
- **Annexe 1 – Description du site – plan des aménagements**
- **Annexe 2 - Etat des lieux**
- **Annexe 3 – Autorisations administratives**
- **Annexe 4 – Travaux autorisés**

## Article 2 - Désignation du site<sup>1</sup>

### 2.1. Références ONF

Forêt domaniale	JEAND'HEURS	
Parcelle(s) forestière(s) / aménagement forestier	29	Aménagement (2021-2040)
N° REFX /SAP du bâtiment / désignation	Sans objet	Sans objet
Surface bâtie (m <sup>2</sup> )	Sans objet	
Superficie terrain (ha)	Sans objet	

### 2.2. Références communales et cadastrales

Communes de situation	BEUREY-SUR-SAULX et ROBERT-ESPAGNE	
Code postal et département	55000	MEUSE
Références cadastrales	55049A n° 493 et 55435A n° 717	

### 2.3. Références des sites

Désignation lieu- dit	BOIS SAINT-PIERRE et BOIS DIDELOT
--------------------------	-----------------------------------

### 2.4. Autres références<sup>2</sup>

Zone de risque /	Il appartient au bénéficiaire de vérifier la réglementation applicable au site
Zone naturelle	Il appartient au bénéficiaire de vérifier la réglementation applicable au site
Autre zonage réglementaire	Il appartient au bénéficiaire de vérifier la réglementation applicable au site

## Article 3 - Description des équipements et travaux autorisés

L'ONF autorise le Département, sous réserve d'obtention des autorisations administratives requises par les textes légaux et réglementaires, à installer et entretenir les dispositifs et installations suivants (détail en Annexe 1) :

Aménagements du sol	Création d'un sentier karstique balisé sur une longueur de 0,9 km en forêt domaniale de JEAND'HEURS (y compris mobilier de sécurisation du gouffre de la laie)
Signalisation	Fléchage du parcours par balises et installation de 3 panneaux de type « Relai-Info-Service (RIS) » (cf Annexe 1)
Equipement	Structure de protection autour du gouffre de la laie (cf Annexe 1)

L'installation ultérieure de nouveaux panneaux signalétiques pourra être envisagée, dans le cadre d'une réflexion globale de schéma d'accueil du public sur l'ensemble du massif.

Le contenu de l'information et sa présentation (modèles de panneaux, matériaux) devront être conformes à la charte graphique adoptée en forêt domaniale.

<sup>1</sup> L'identification des sites est précisée en Annexe 1 du contrat.

<sup>2</sup> Les informations relatives à l'urbanisme et notamment aux zones à risque sont données à titre informatives. Il appartient donc au Département de vérifier la réglementation applicable au site.



## Article 4 - Durée de la convention

### 4.1. Dates de début et de fin de la convention

La convention est conclue à compter de la date de signature du contrat par les parties et prendra fin à l'expiration de la date sus-indiquée.

Durée	12 ans
Date d'effet / début	Date de signature de la présente convention
Date de fin	2036

## Article 5 - Modalités financières et techniques de la convention

### 5.1. S'agissant des missions assumées par le Département

§1. Le Département assume les missions de la maîtrise d'ouvrage, en qualité de délégataire, avec l'appui de l'ONF, mandataire légal pour la gestion des forêts domaniales :

- Définition du programme annuel d'investissement et d'entretien touristique, à soumettre à l'accord de l'ONF dans le courant du 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année N-1. L'entretien du site à la charge du Département se fera dans le cadre des programmes annuels d'entretien touristique financés par le Département et arrêtés chaque année en concertation entre l'ONF et les services communautaires (à formaliser tous les ans au courant du premier trimestre). Les travaux mis en œuvre feront l'objet d'un compte rendu chiffré en fin d'année quel que soit le mode de mise en œuvre.
- Fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle.
- Financement de l'opération.
- Montage et dépôt du (des) dossier(s) de subventions éventuelle(s) et obtention des autorisations administratives préalables nécessaires.
- Lancement des marchés de travaux.
- Choix des entreprises en concertation avec l'ONF.
- Exécution des marchés de travaux et d'entretien du chemin forestier.
- Paiement des entreprises et des prestations relatives à l'opération.
- Gestion comptable de l'ensemble des prestations de l'opération.
- Réception contradictoire des travaux avec participation de l'ONF.
- Elaboration et présentation des justificatifs nécessaires à la mobilisation des fonds publics, lesquels fonds seront exclusivement perçus par le Département.
- Préalablement à l'ouverture du chemin, élagage des arbres situés en bordure de voie, afin d'assurer la sécurité du site au regard de sa nouvelle destination, conformément à un plan préalablement soumis et approuvé par l'ONF.
- Entretien courants des aménagements avec notamment :
  - Entretien de la bande de roulement,
  - Lorsque le Département l'estime nécessaire et en sus du fauchage réalisé par l'ONF, le fauchage des abords sur environ 1 mètre et jusqu'à 2 mètres du bord de chaussée (4 mètres dans les virages et dans les carrefours) après le 15 août pour préserver les lépidoptères et évacuation de tout type de déchets (verts, autres...),
  - Lorsque le Département en constatera la nécessité, coupe des branchages dangereux sur validation préalable ONF.
  - En cas d'urgence, coupe et mise en sécurité nécessaires à la préservation de la sécurité publique. L'ONF sera rapidement informé des actions entreprises.
- Organisation d'un contrôle visuel annuel au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année N visant à vérifier l'état d'entretien du chemin forestier et de ses abords ainsi que des panneaux et des balises et de la structure de protection autour du gouffre de la laie. Les partenaires désignés au sein de l'ONF seront conviés à cette réunion et un compte-rendu sera rédigé par le Département. Sur sollicitation

de l'un ou l'autre des parties, un contrôle visuel intermédiaire pourra être fait suivant les conditions et situations rencontrées.

§2. Pour l'application du précédent alinéa, l'ONF déclare accepter, de manière rétroactive, le programme d'investissement arrêté par le Département au titre de l'année 2023, les marchés de travaux conclus ainsi que les prestataires sélectionnés par le Département. Le procédé technique d'aménagement du chemin forestier sera soumis à l'approbation préalable de l'ONF.

§3. En tant que maître d'ouvrage, le Département supportera l'ensemble des dépenses afférentes à la mise en œuvre des opérations entrant dans le périmètre de la convention et définies au § 1 du présent article, quel que soit le mode de réalisation et l'opérateur retenus.

§4. Sur demande de l'ONF, le Département fournira un état annuel détaillé des dépenses engagées, mandatées et liquidées ainsi que les titres de recettes émis et liquidés.

§5. Les partenaires à la présente convention se tiendront mutuellement informés de toute intervention, travaux ou exploitation qui impacteraient l'ouvrage et son usage.

## 5.2. S'agissant des missions assumées par l'ONF

§1. Au titre de ses missions légales et de ses compétences en matière d'ingénierie administrative et technique, l'ONF assume les missions suivantes :

- Contribution à la définition du programme annuel (prise en compte des contraintes techniques et de gestion forestière, signalement des travaux nécessaires pour garantir le bon état d'usage et de sécurité du site).
- Vérification de la compatibilité des travaux proposés annuellement ou ponctuellement avec l'aménagement forestier, ainsi qu'avec les différents règlements et statuts de protection.
- Réalisation d'études préalables, de demandes d'autorisation, de travaux relevant de la compétence habituelle de l'ONF (abattage, élagage, fourniture et pose de mobiliers bois et de signalétique, travaux de canalisation du public, travaux de requalification paysagère) ou de prestations de maîtrise d'œuvre dans un cadre concurrentiel pour le compte du Département, maître d'ouvrage délégué.
- Surveillance générale de l'ouvrage situé en forêt domaniale.
- Gestion au quotidien des interfaces avec les travaux forestiers, d'exploitation, de maintenance du domaine, dans un souci de préservation de l'intégrité de l'ouvrage. À ce titre, l'ONF précisera la co-destination de la voie forestière dans ses contrats d'exploitation et de travaux forestiers.
- Mise en œuvre, le cas échéant, de procédures judiciaires à l'encontre des usagers responsables de dégradations.

§2. L'ONF dispose seul au titre du régime forestier et de sa qualité de gestionnaire légal, du pouvoir d'intervenir sur les peuplements (arbres, arbustes, morts-bois, buissons) composant le milieu naturel forestier. Ainsi, la conservation des peuplements forestiers et leur renouvellement constituant un des objectifs essentiels de la gestion forestière durable dont l'ONF est le garant, le Département s'interdit impérativement toute intervention dans les peuplements.

§3. Dans le cadre d'un abattage demandé par le Département, toutes études préalables nécessaires et les coupes d'arbres sont à la charge du Département.

§4. **En cas de danger imminent**, pour les personnes et les biens, le Département peut réaliser les travaux de mise en sécurité en prenant toutes les précautions qui s'imposent pendant les travaux. Le Département en informe sans délai l'ONF.

## 5.3. Modalités de réception et de remise des ouvrages

§1. La décision de réceptionner les travaux incombera au Département, maître d'ouvrage. L'ONF y sera systématiquement associé.

§2. Le Département peut décider à tout moment de mettre fin à la convention. Dans ce cas, il informe l'ONF de cette intention au moins 6 mois avant la date prévue de prise d'effet de la résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

§3. Le Département étant à l'initiative de la résiliation, il ne peut réclamer aucune indemnité quand bien même il prétendrait avoir réalisé récemment des investissements non encore amortis.

§4. A l'expiration de la convention ou en cas de résiliation de la convention, le Département mettra à disposition de l'ONF les installations et aménagements réalisés. La mise à disposition emportera le transfert de la garde de l'ouvrage à l'ONF. L'ONF pourra choisir de les conserver gratuitement sur le site ou de demander la remise en

état des lieux aux frais du Département en détruisant les équipements, infrastructures établis durant la convention.

§5. Dans le cas où le Département n'aurait pas réalisé les travaux nécessaires à la remise en état du site, l'ONF réalisera les travaux d'office après présentation d'une facture prévisionnelle des travaux adressée au Département.

§6. A la fin du contrat, l'ONF ne maintiendra pas l'usage du chemin karstique. De même, le Département n'assumera plus de charges d'entretien à la fin du contrat, sauf accord trouvé entre les deux parties. Aussi, en l'absence d'accord maintenant l'usage et une obligation d'entretien à la charge du Département, la responsabilité de cette dernière ne pourra plus être recherchée par l'ONF, ses prestataires ou un quelconque tiers au titre de l'entretien ou des travaux exécutés pour la réalisation du chemin karstique visé par la présente convention.

## Article 6 - Conditions d'utilisation des routes forestières

### 6.1. Usages

§1. Il est ici rappelé que le Département ne peut pas prétendre à un usage exclusif du chemin karstique. Le Département reconnaît que ce chemin sert à la desserte, à la gestion et à l'exploitation de la forêt domaniale de JEAND'HEURS permettant aux véhicules forestiers et agricoles de l'utiliser.

§2. Le Département s'engage à

- Ne pas entraver la gestion forestière, ni à gêner la libre circulation dans les allées forestières,
- Respecter les différents usagers de la forêt auxquels aucune gêne ne devra être causée,
- Nonobstant les éventuelles demandes indemnitaires formulées au titre de dégradations survenues sur la voie, ne formuler, à l'encontre de l'État ou de l'ONF, aucune réclamation résultant du passage sur les routes forestières ou à proximité, tant du personnel de l'ONF ou de ses ayants droits, que des usagers divers de la forêt, la vocation forestière du chemin, dans toutes ses composantes, étant ici réaffirmée.

§3. Ainsi, aucune restriction d'usage ne peut réciproquement être apportée en conditions normales d'utilisation, sauf pour des impératifs liés à la gestion forestière et seulement sur accord express avec le Département.

§4. En cas de gel, de danger pour les usagers (éboulements, incendies...), ou sur demande des services de secours, l'utilisation de la route peut être temporairement limitée, voire interdite, soit de la volonté unanime des partenaires, soit par arrêté du maire ou du préfet au titre de ses pouvoirs de police.

§5. Le Département s'engage à se conformer aux prescriptions de la signalisation routière en place et à respecter les règles particulières édictées par l'ONF en matière de circulation automobile :

- La vitesse est limitée à 30 Km/h pour tenir compte des caractéristiques du chemin forestier.
- Tout stationnement sur les accotements ou en forêt domaniale est interdit, à l'exception de ceux nécessaires à l'exécution des travaux et entretiens prévus au titre de la présente convention.

Il est rappelé ici pour mémoire que tout dépôt d'ordures ou de matériaux est prohibé, sur ou aux abords de la voie. Ce fait est constitutif d'une infraction pénale.

§6. L'ONF gardien des ouvrages implantés en forêt domaniale, peut, en tant que de besoin et notamment pour garantir la sécurité du public ou des divers usagers de la forêt, procéder à la fermeture temporaire ou définitive de tout ou partie des infrastructures concernées en particulier en cas de défaillance de financement ne permettant pas de garantir un niveau minimal de travaux suffisant à assurer la sécurité des usagers fréquentant le site. En cas de mise en œuvre de la présente clause, l'ONF informe sur-le-champ le Département des dispositions prises.

### 6.2. Eau

§1. Il est signalé la présence à proximité d'un cours d'eau jusqu'à la source, devant être pris en compte dans la phase travaux et les demandes d'autorisation administrative.

§2. Les travaux qui pourraient être rendus nécessaires pour le respect de la réglementation seront réalisés après information préalable et autorisation écrite de l'ONF, par le titulaire et à ses frais.

### 6.3. Sécurité incendie / Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI)

§1. L'allumage ou l'apport de feu **est rigoureusement interdit.**

## Article 7 - Communication

§1. Des réunions, cérémonies ou manifestations publiques, sur la parcelle objet de la présente convention, pourront avoir lieu pour une durée maximale de 48 heures. Au-delà de cette durée, l'accord préalable de l'ONF en son Agence territoriale de Bar-le-Duc devra être sollicité au moins 21 jours à l'avance **(NB : certaines manifestations doivent désormais transiter par un site internet géré par la préfecture. Les délais d'instructions sont donc considérablement étendus. Il est donc nécessaire de se prémunir de ses particularités bien en amont au risque de voir l'évènement annulé).**

A défaut de réponse de l'ONF, 8 jours avant le début de la manifestation, l'accord sera réputé acquis.

§2. Toutes les actions de communication ou manifestations publiques se dérouleront dans un but désintéressé et exclurons tout but lucratif, économique et commercial. L'exploitation de restaurants, bars ou buvettes par des tiers est interdite.

§3. Ces activités devront se conformer à la réglementation générale édictée en la matière ; Le Département veille au respect des conditions d'hygiène et de sécurité qui s'imposent au regard de la fréquentation du site.

Le Département s'engage à promouvoir les actions menées par l'ONF pour une gestion durable de la forêt dans un contexte d'adaptation au changement climatique :

§3. **Exploitation des arbres** : permettre le renouvellement de la forêt, valoriser la matière première bois, conserver le bon état sanitaire de la forêt,

§4. **Chasse** : permettre le renouvellement de la forêt et conserver la biodiversité des milieux,

§5. **Préservation des milieux forestiers** : Limitation de la pénétration dans les espaces boisés pour préserver la qualité des sols et la quiétude des lieux, apport et allumage de feux interdits.

## Article 8 - Références administratives et financières de l'ONF

Service de gestion

Direction territoriale Grand-Est  
Service Foncier/Valorisation du patrimoine OUEST  
[foncier.ge-ouest@onf.fr](mailto:foncier.ge-ouest@onf.fr)

Gestionnaire de contrat

**Sabrina SAGNIER** [sabrina.sagnier@onf.fr](mailto:sabrina.sagnier@onf.fr) ☎ 06.34.67.52.74

Responsable terrain

Florien PETIN (par intérim) [florien.petin@onf.fr](mailto:florien.petin@onf.fr) ☎ 06 20 30 33 38

Les paiements sont à adresser à

Office National des Forêts  
Direction Territoriale Grand Est  
Mandataire Agence Comptable Secondaire Groupe Ouest  
5, rue Girardet – CS 65219 – 54052 NANCY Cedex

Coordonnées bancaires

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE				
<small>Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc.). This statement is intended to be delivered to those of your creditors or debtors who have transactions posted to your account (credit transfers, invoice payments, etc.).</small>				
IDENTIFICATION NATIONALE / DOMESTIC IDENTIFICATION				
Code Banque	Indicatif	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30002	04864	0000117137E	13	BDI SDC PARIS LOUVRE N40
IDENTIFICATION INTERNATIONALE / INTERNATIONAL IDENTIFICATION				
IBAN			BIC / Adresse Swift	
FR40 3000 2048 6400 0011 7137 E13			CRLYFRPPXXX	
TITULAIRE DU COMPTE : OFFICE NATIONAL DES FORETS				

Libellé complémentaire: ACS GRAND-EST

## Article 9 - Références administratives et financières du Bénéficiaire

Service de gestion	Place Pierre-François Gossin – BP 50514 – 55012 Bar-le-Duc
Adresse de facturation	Place Pierre-François Gossin – BP 50514 – 55012 Bar-le-Duc
Coordonnées de l'interlocuteur principal pour l'ONF	Monsieur JérémY HUGUIN Adresse : Place Pierre-François Gossin - 55012 Bar-le-Duc Messagerie électronique : <a href="mailto:contact@meuse.fr">contact@meuse.fr</a> ☎ 03 29 45 77 55
Pour les Bénéficiaires dématérialisés	Code service : 22550001600152 Code d'engagement : 22550001600152

## Article 10 - Assurances

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période des travaux qu'après l'achèvement des travaux.

## Article 11 - Responsabilités

### 11.1. Responsabilités communes

§1. Les partenaires sont responsables des accidents ou dommages qui pourraient survenir dans l'exercice de la présente convention par suite d'une faute qui résulterait de leurs prérogatives et de leurs obligations respectives, notamment la dégradation de la voirie forestière.

§2. Dans l'hypothèse où un cocontractant de l'ONF dégraderait les routes entretenues par le Département et que cette dégradation interviendrait dans le cadre de l'utilisation conventionnelle de son droit par ledit cocontractant, l'ONF s'engage à mettre tout en œuvre pour être indemnisé de cette dégradation à hauteur des travaux de réparation nécessaires et mis en œuvre par le Département. L'ONF reversera cette indemnisation dans sa totalité au Département.

§3. A l'issue d'un délai de trois mois à compter du constat de la dégradation, le Département aura la faculté d'exercer les droits contractuels tenus par l'ONF au titre du contrat conclu avec le responsable de la dégradation. Le droit contractuel de l'ONF sera à ce titre, et dans la limite du droit de l'ONF à indemnisation du fait de ladite dégradation, transmis au Département dès notification d'un courrier en ce sens par la collectivité. Le Département sera également libre d'engager une action délictuelle à l'encontre du responsable de la dégradation.

### 11.2. Responsabilités du Département

§1. Le Département reconnaît être responsable en qualité de gardien, au sens de l'article 1242 (1er alinéa) du code civil, de l'ouvrage, jusqu'à la remise complète à l'ONF de l'ouvrage qui interviendra à la fin du présent contrat.

§2. Le Département reconnaît être pareillement responsable de tous dommages causés à l'Etat, à l'ONF ou aux tiers, de son fait ou du fait de ses préposés et salariés, à l'occasion de l'exercice des droits que le Département tient de la présente convention jusqu'à la remise complète à l'ONF de l'ouvrage qui interviendra à la fin du présent contrat.

§3. Le Département conserve la responsabilité de l'entretien du site comme défini à l'article 5, sans que la responsabilité de l'ONF puisse être recherchée au titre du défaut d'entretien. L'ONF peut proposer le cas échéant à tout moment, les aménagements ou travaux d'urgence nécessaires à la sécurité des usagers.

§4. Le Département s'engage à prendre fait et cause pour l'ONF au cas où sa responsabilité serait recherchée à quelque titre que ce soit, par des tiers en raison de la garde ou de l'utilisation de l'ouvrage, objet de la présente, sauf en cas de faute avérée.

### 11.3. Responsabilités ONF

§1. L'ONF reste gardien des peuplements forestiers, végétaux, ainsi que des rochers et pierres qui participent naturellement de la propriété forestière. En cas de préjudices causés au Département et à ses biens, à raison de chute d'arbre, de branche, pierre ou rocher etc., faisant naturellement partie de la propriété forestière domaniale, il est admis que, par dérogation au 1er alinéa de l'article 1242 du Code civil, l'ONF ne peut voir sa responsabilité engagée qu'en cas de faute manifeste.

Fait et passé, en 2 exemplaires originaux signés et paraphés, à..... le .....

Pour la Collectivité,

**Monsieur Jérôme DUMONT**

*Président du Département de la Meuse  
Signature*

Pour l'ONF

**Madame Florence ÉDOUARD**

*Directrice de l'Agence Territoriale de Bar-le-Duc  
Signature*

# Annexe 1

## Description du site

### Documents présentés

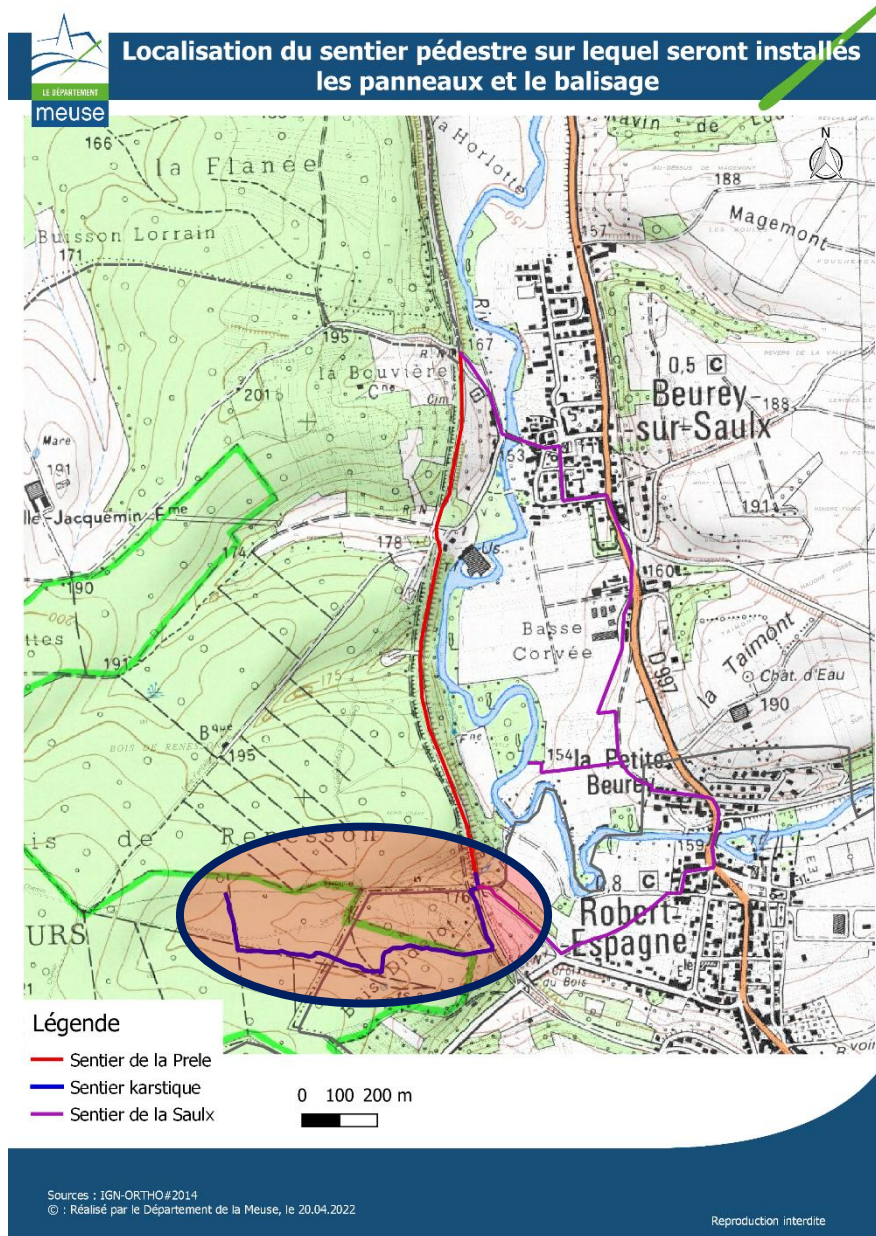
### Date

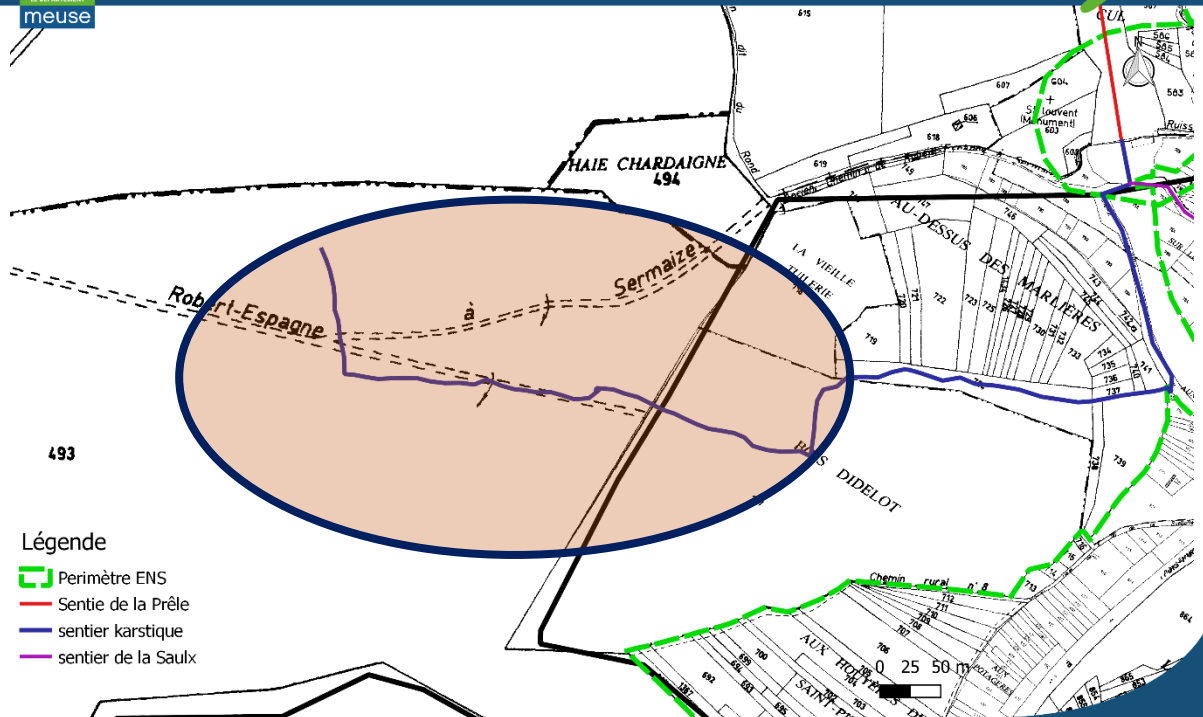
Plan du tracé du sentier karstique en forêt domaniale de Jeand'Heurs à Beurey-sur-Saulx et Robert-Espagne réalisé par le Département de la Meuse

09/06/2022

Dessin des supports de balisage

Plan technique de l'aménagement en bois pour sécuriser le gouffre de la laie

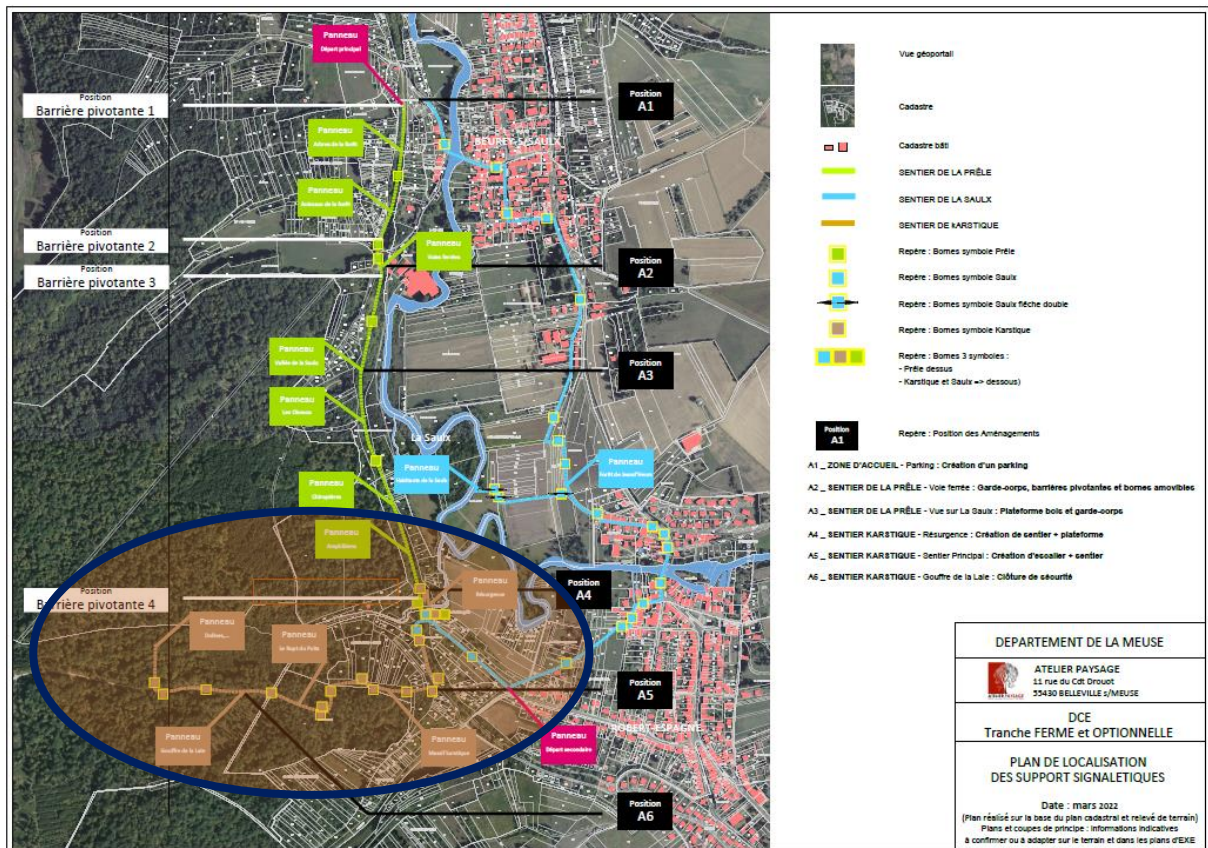




Sources : IGN-BDPARCELLAIRE#2017  
Réalisé par le Département de la Meuse, le 20.10.2022

Reproduction interdite

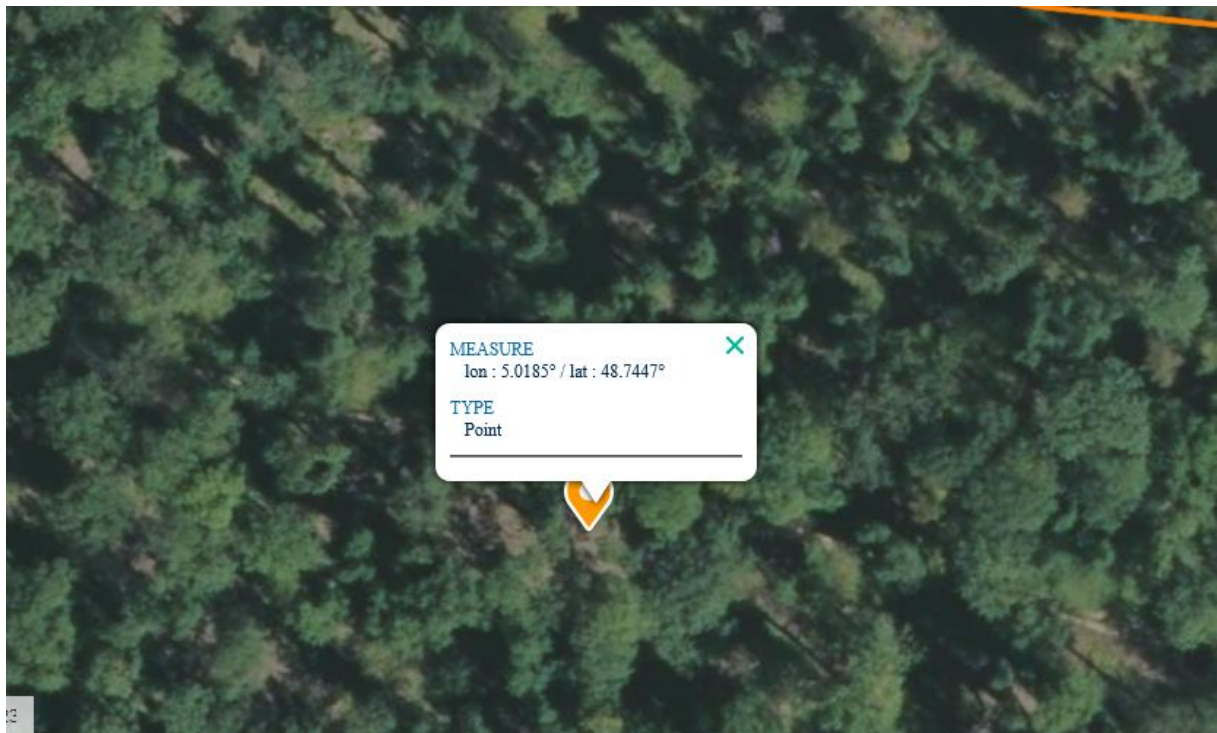
Zone du projet concernée  
par la Forêt Domaniale



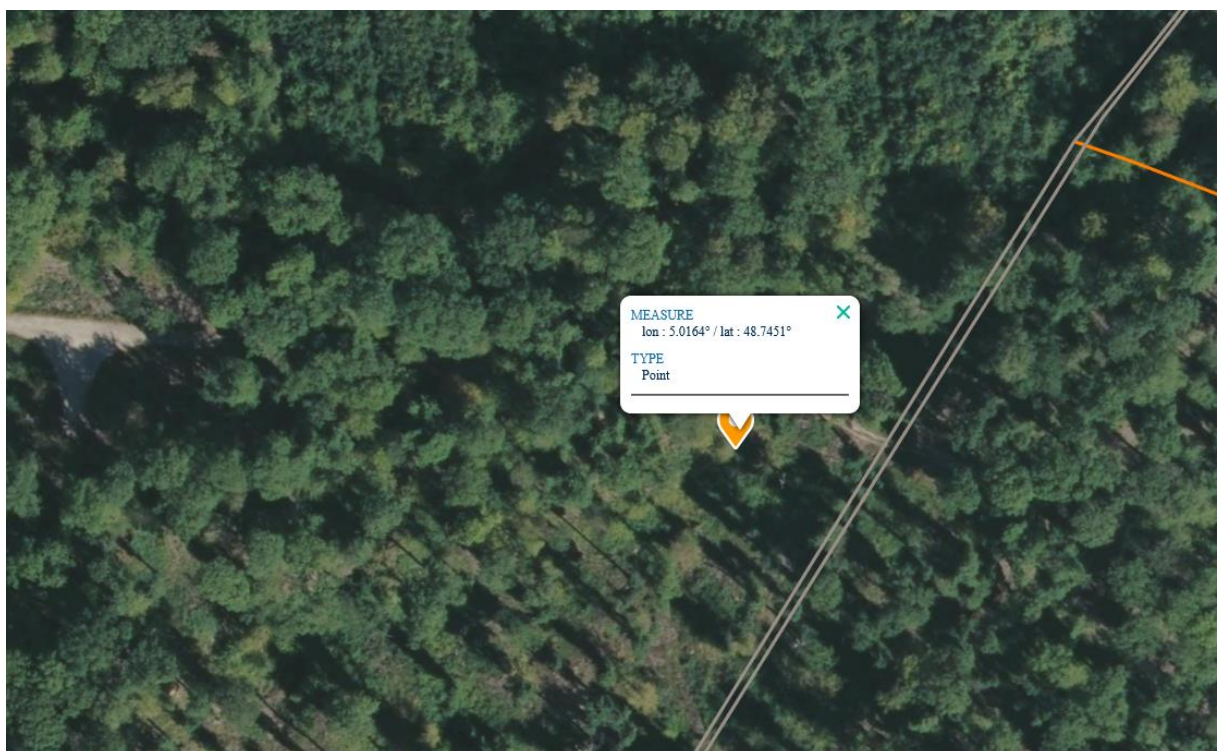


## Géolocalisation des panneaux

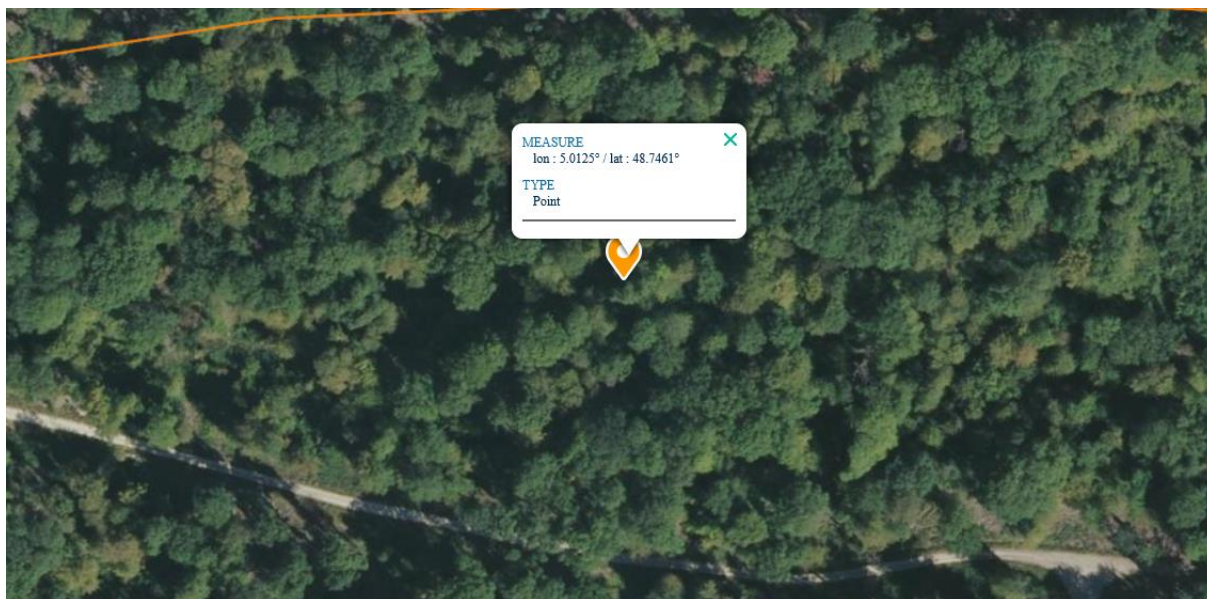
- Sur la parcelle OA717 de Robert-Espagne :



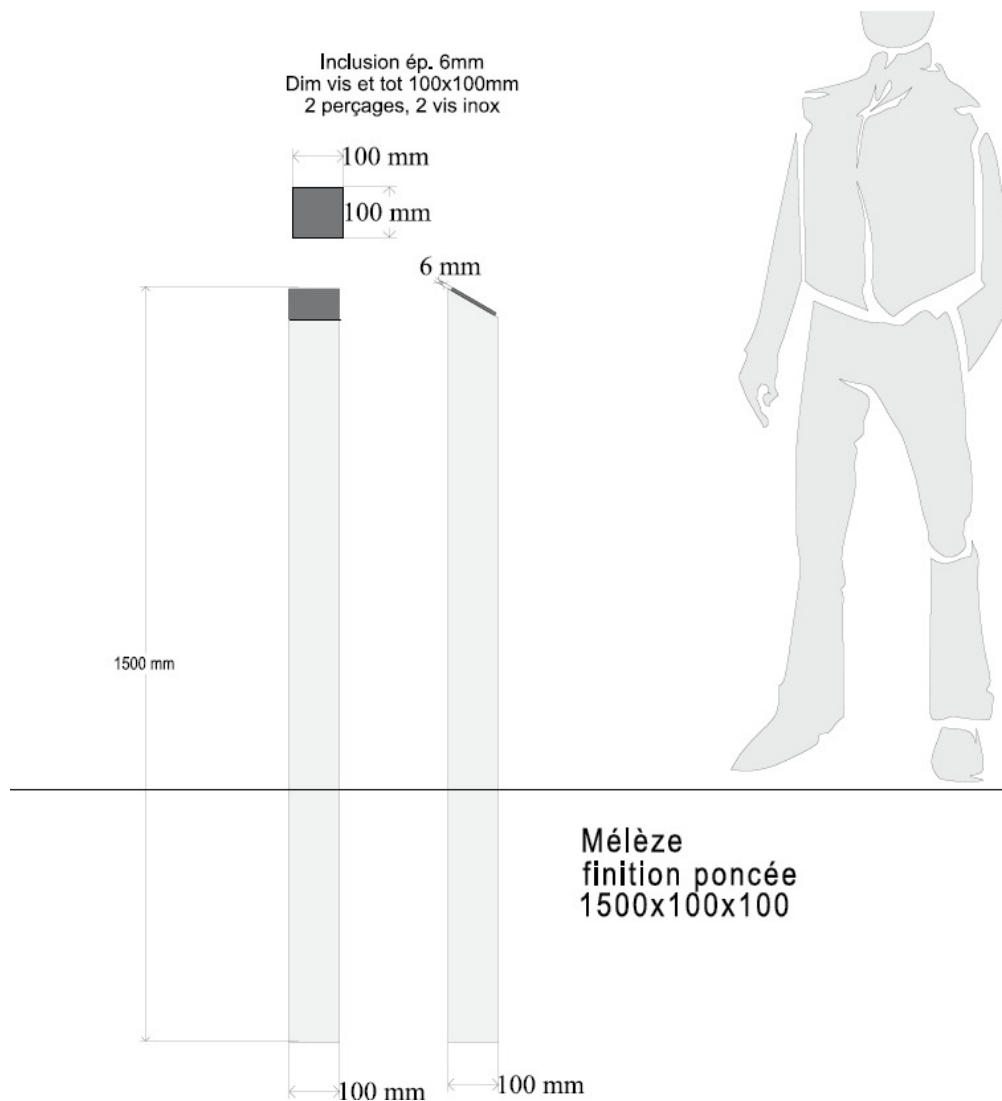
- Sur la parcelle OA493 de Beurey-sur-Saulx :



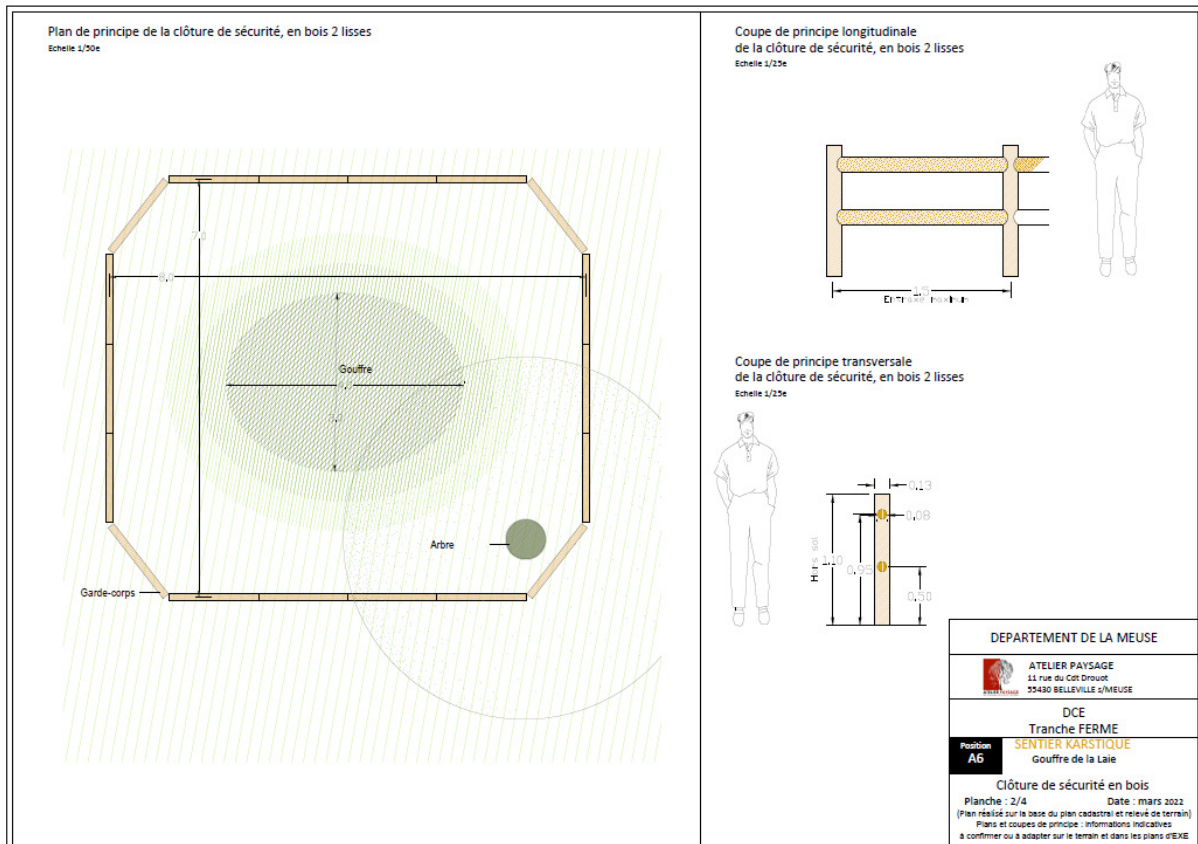
- Sur la parcelle OA493 de Beurey-sur-Saulx :



### Dessin des supports de balisage



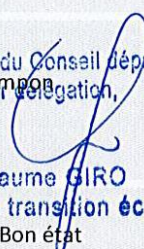
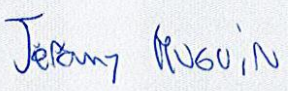
## Plan technique de l'aménagement en bois pour sécuriser le gouffre de la Laie



# Annexe 2

## Etats des lieux

### Etat des lieux d'ENTREE

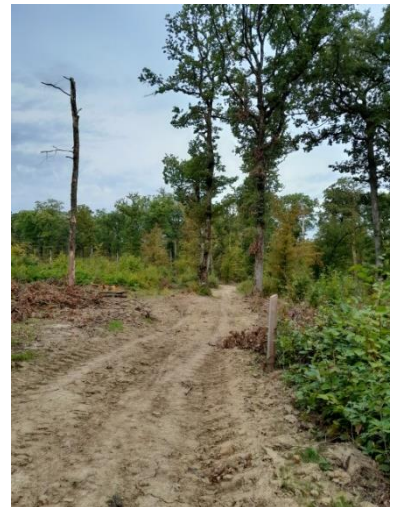
Date	21 septembre 2023		
Présent pour l'ONF	Nicolas FABBIAN		Pour le Président du Conseil départemental Signature / tampon et par délégation,  Guillaume GIRO Directeur de la transition écologique
Présent pour le bénéficiaire			
Note sur la qualité du site	<input type="checkbox"/> Ruine	<input type="checkbox"/> Mauvais état	<input checked="" type="checkbox"/> Bon état
Remarque	<p>Les parcelles 29 et 30 de la Forêt Domaniale sont classées en régénération et font de facto l'objet de coupes et travaux.</p> <p>7 bornes de guidage et 2 panneaux ont été installés dans la domaniale. Le long du tracé et en alternance rive droite/rive gauche pour les premières ; au niveau du « Rupt du puits », « Gouffre de la laie » et des « Dolines, pertes et mardelles » en fin de parcours pour ces derniers.</p> <p>Le chemin est praticable malgré l'exploitation en cours. (voir reportage photographique pages suivantes)</p>		

### Etat des lieux de SORTIE

Date			
Présent pour l'ONF		Signature / tampon	
Présent pour le bénéficiaire		Signature / tampon	
Correspondance avec l'état initial	<input type="checkbox"/> Dégradation	<input type="checkbox"/> Etat identique	<input type="checkbox"/> Amélioration
Travaux à prévoir			

# Annexe 2 (suite)

## Reportage photographique





# Annexe 4

## Travaux autorisés

Description des aménagements et travaux prévus :

Opération prévue	Superficie	Date prévisionnelle
* Ajout de 3 panneaux supplémentaires (cf courriel du 21 VI 2023)	Sans objet	Automne 2023

\* les 3 panneaux supplémentaires sont :

- un panneau vertical à côté du panneau présentant le Rupt du puits avec une carte d'orientation ;
- un panneau vertical à côté de la protection du gouffre de la laie, présentant le GR14
- un panneau vertical à côté du dernier panneau présentant les « Dolines, pertes et mardelles » pour informer le promeneur de la fin du parcours et de faire demi-tour.

## Préservation de l'Eau

### POLITIQUE D'AIDE FINANCIERE EN MATIERE D'EAU: RIVIERES ET MILIEUX AQUATIQUES-PROGRAMMATION N°1, ANNEE 2024 -

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

#### La Commission permanente,

Vu la demande de subvention des collectivités suivantes :

- Communauté de Communes du Pays d'Etain,
- Communauté de Communes de Côtes de Meuse – Woëvre,

Vu le règlement budgétaire et financier départemental,

Vu le règlement de la politique départementale d'aide en matière d'eau du 17 décembre 2015 révisée le 19 octobre 2017, le 11 juillet 2019, le 21 octobre 2022, puis le 31 mars 2023,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à la programmation départementale N°1 de l'année 2024 concernant la Politique Départementale de l'Eau – Rivières et milieux aquatiques,

#### Après en avoir délibéré,

- Décide d'affecter :
  - 5 300 € sur l'Autorisation de programme (AP) « Aménagement canaux rivières 2023 /1 » pour la programmation N°1 de l'année 2024 concernant la Politique départementale de l'eau – Rivières et milieux aquatiques ;
- Attribue aux collectivités intéressées la subvention correspondante exposée dans le tableau ci-dessous pour un montant global de **5 300 €** :

Collectivité bénéficiaire	Nature de l'opération	Date de l'accusé de réception	Dépense subventionnable	Subvention du Département (*)	
				Taux	Montant
Communauté de Communes du Pays d'Etain	Maîtrise d'œuvre du programme de restauration de l'Orne et de ses affluents - Volets diagnostic et concertation locale	04/09/2023	40 000 € HT	10%	4 000 €
Communauté de Communes de Côtes de Meuse - Woëvre	Maîtrise d'œuvre pour le programme d'entretien et de renaturation des cours d'eau du bassin versant de la Meuse	25/10/2023	13 000 € HT	10%	1 300 €

(\*) : Subvention proratisée et plafonnée

La validité de cette subvention est conditionnée à la justification de l'intégralité de la dépense, dans le délai maximum de deux années qui suit la date du présent vote.

Conformément au règlement budgétaire et financier départemental, les factures seront prises en considération à compter de la date de l'accusé de réception du dossier complet et les pièces justificatives (factures) seront déposées au plus tard dans les deux mois qui suivent la fin du délai de validité.

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.



## Préservation de l'Eau

### EAU - PROTECTION DES RESSOURCES- ETUDES D'AIDES A LA DECISION - PROGRAMMATION N°2, ANNEE 2024 -

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

#### La Commission permanente,

Vu la demande de subvention des collectivités suivantes :

- Commune de Laneuville-au-Rupt,
- Commune de Azannes-et-Soumazannes,
- Commune de Thonne-le-Thil,
- Commune de Montblainville,

Vu le règlement budgétaire et financier départemental,

Vu les règlements de la politique départementale d'aide en matière d'eau du 13 décembre 2012 et du 17 décembre 2015 révisée le 19 octobre 2017, le 11 juillet 2019, le 21 octobre 2022, puis le 31 mars 2023,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à la programmation départementale N°2 de l'année 2024 concernant le programme d'Etudes et d'Aides à la Décision,

#### Après en avoir délibéré,

- Décide d'affecter :
  - 7 150 € sur l'Autorisation de programme (AP) « Protect. Ressources eaux 2021 /1» pour la programmation N°2 de l'année 2024 sur les études d'aides à la décision en matière d'eau potable et d'assainissement ;
  - 11 550 € sur l'Autorisation de programme (AP) « Protect. Ressources eaux 2022/1 » pour la programmation N°2 de l'année 2024 sur les études d'aides à la décision en matière d'eau potable et d'assainissement ;
  - 4 290 € sur l'Autorisation de programme (AP) « Protect. Ressources eaux 2023/1 » pour la programmation N°2 de l'année 2024 sur les études d'aides à la décision en matière d'eau potable et d'assainissement ;
- Attribue aux collectivités intéressées la subvention maximale correspondante exposée dans le tableau ci-dessous pour un montant global de **22 990 €** :

#### Etudes d'aides a la decision

Collectivité bénéficiaire	Nature de l'opération	Date de l'accusé de réception	Dépense subventionnable	Subvention du Département (*)	
				Taux	Montant
Commune de Laneuville-au-Rupt	Phase administrative DUP	18/06/2021	14 300 € HT	50%	7 150 €

Collectivité bénéficiaire	Nature de l'opération	Date de l'accusé de réception	Dépense subventionnable	Subvention du Département (*)	
				Taux	Montant
Commune de Azannes-et-Soumazannes	Phase technique DUP	25/01/2022	11 600€ HT	50%	5 800 €
Commune de Thonne-le-Thil	Phase technique DUP	20/07/2022	11 500 € HT	50%	5 750 €
Commune de Montblainville	Phase administrative DUP de la source des Bois	18/04/2023	11 000 € HT	39%	4 290 €

(\*) : *Subvention proratisée et plafonnée*

La validité de ces subventions est conditionnée à la justification de l'intégralité de la dépense, dans le délai maximum de deux années qui suit la date du présent vote.

Conformément au règlement budgétaire et financier départemental, les pièces justificatives de dépenses seront prises en considération à compter de la date de l'accusé de réception du dossier complet et celles-ci (factures et tableau récapitulatif) seront déposées au plus tard dans les deux mois qui suivent la fin du délai de validité.

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

**PROGRAMME SARE - SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT A LA RENOVATION  
ENERGETIQUE : SUBVENTION POUR L'EXERCICE 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu la demande de financement du PETR du Pays Barrois pour la mise en place d'un programme SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique) sur le « Sud-Meuse » en lien avec le PETR Cœur de Lorraine,

Vu la demande de financement du PETR du Pays de Verdun pour la mise en place d'un programme SARE sur son territoire,

Vu le rapport soumis à son examen et relatif l'octroi d'aides pour la mise en œuvre du programme SARE,

Monsieur Julien DIDRY étant sorti à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Décide

- D'affecter 20 000 € pour le déploiement du programme SARE sur le PETR du Pays Barrois et le PETR du Pays de Verdun pour l'année 2024 ;
- D'approuver le projet de convention de financement 2024 avec le PETR du Pays Barrois pour la mise en œuvre du programme SARE sur le territoire « Sud-Meuse » en partenariat avec le PETR Cœur de Lorraine (ci-jointe en annexe) ;
- D'approuver le projet de convention de financement 2024 avec le PETR du Pays de Verdun pour la mise en œuvre du programme SARE sur son territoire (ci-jointe en annexe) ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ces conventions et tous les documents s'y rattachant.



## **PROGRAMME SARE « SUD-MEUSE » Service d'accompagnement à la rénovation énergétique**

### **CONVENTION DE FINANCEMENT 2024**

Entre les soussignés :

Le Département de la Meuse, représenté par **Monsieur Jérôme DUMONT**, Président du Conseil départemental, dénommée « le Département »,

Et

Le PETR du Pays Barrois, représenté par son Président, **Monsieur Benoît HACQUIN**, dénommé « le PETR »

Il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du soutien du Département en faveur du programme SARE « Sud-Meuse » pour la période 2024 sur le territoire :

- du PETR du Pays Barrois
- du PETR Cœur de Lorraine

#### **ARTICLE 2 – Objectifs du programme**

Le programme SARE vise à aider les particuliers et professionnels à se repérer et à se faire conseiller pour la rénovation énergétique, et ainsi savoir quels travaux effectuer pour améliorer leur confort tout en réduisant leurs factures de chauffage.

Ce programme est composé des 3 missions suivantes :

##### **1. Soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers**

Le programme contribue aux missions d'information, de conseil et d'accompagnement des ménages, y compris par le développement ou le renforcement d'outils permettant de systématiser l'accompagnement des ménages et de communiquer massivement vers les citoyens. Dans ce cadre, des audits énergétiques pourront notamment être réalisés pour poser les bons diagnostics avant d'engager les travaux de rénovation des logements.

## 2. Créer une dynamique territoriale autour de la rénovation

Des actions de sensibilisation, de mobilisation des professionnels et acteurs concernés par la rénovation énergétique des logements sur les territoires peuvent être cofinancées, afin d'accompagner la montée en compétence des professionnels.

## 3. Soutenir le déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés

Le programme accompagnera également la rénovation des bâtiments du « petit tertiaire privé » (commerces, bureaux, restaurants...), afin que les propriétaires de tels locaux disposent du même guichet d'information et de conseil de proximité.

### ARTICLE 3 – Budget prévisionnel 2024 et subvention départementale

Le budget prévisionnel du programme SARE « Sud-Meuse » est le suivant :

Dépenses		Recettes	
Ingénierie	40 000 €	Subvention CEE SARE	33 600 €
Convention prestataires externes	10 000 €	Subvention directe Région	12 722 €
Frais de mission	2 000 €	Subvention directe Département	11 650 €
Equipements et prestations	4 000 €	Participation territoire	9 228 €
Charges connexes – frais de structures	11 200 €		
<b>Total :</b>	<b>67 200 €</b>	<b>Total :</b>	<b>67 200 €</b>

#### ► Subvention du Département :

Aide forfaitaire annuelle de 11 650 € pour 2024.

### ARTICLE 4 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

### ARTICLE 5 - Montant de la subvention et conditions de paiement

Le paiement (acomptes et solde) sera effectué sur présentation des livrables détaillés dans l'article 6.

Sous réserve du vote des crédits budgétaires, le Département attribuera **une subvention maximale de 11 650 € € au** PETR pour le programme SARE.

Le versement se fera selon les modalités :

- Un acompte de 5 825 €, à la signature de la convention,
- Un solde de 5 825 €, à la fourniture du rapport annuel d'activités 2024 définitif du programme SARE

### ARTICLE 6 - Engagements et obligations

Le PETR s'engage à transmettre au Département :

- **au 31 décembre 2024**, un rapport d'activités pour l'année 2024

Par la présente, le PETR s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de la présente convention.

Pour sa part, le Département s'engage à soutenir financièrement les actions mises en œuvre pour atteindre les objectifs décrits dans l'article 2.

## **ARTICLE 7 – Livrables et indicateur de suivi**

Le PETR, à travers la rédaction des rapports annuels d'activités intermédiaires et définitifs, apportera tous les éléments techniques, financiers et budgétaires nécessaires à la bonne compréhension et au suivi de son programme SARE.

Ces rapports intégreront notamment les indicateurs de suivi suivants :

### **1. Soutien du déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers**

- Information de premier niveau : juridique, technique, financière et sociale
- Conseil personnalisé
- Audits énergétiques
- Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale (amont chantier)
- Accompagnement des ménages dans l'avancement de leur chantier de rénovation globale
- Accompagnement complet des ménages pour une rénovation globale (Maîtrise d'œuvre)

### **2. Créer une dynamique territoriale autour de la rénovation**

- Sensibilisation, communication, animation des ménages
- Sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé
- Sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux

### **3. Soutien du déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés**

- Information de premier niveau : juridique, technique, financière et sociale
- Conseil personnalisé aux entreprises

## **ARTICLE 8 - Autres engagements**

Le PETR s'engage à :

- Associer le Département à toutes les réunions de suivi du programme SARE « SUD-MEUSE »,
- S'inscrire dans une réflexion départementale coordonnée avec la démarche SARE du PETR Pays de Verdun et les actions existantes en la matière du type OPAH.
- Signaler toute modification dans l'organisation des missions SARE sur le périmètre « Sud meusien » proposé en partenariat avec le PETR du Cœur de Lorraine
- Informer au plus tôt le Département de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des actions subventionnées et des modifications proposées,
- Faire mention de la participation du Département sur tous ses supports de communication et dans ses rapports avec les médias, et à participer aux actions de communication menées par le Département dans les domaines concernés
- Faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.
- Signaler tout changement de domiciliation bancaire,

## **ARTICLE 9 - Contrôle du Département**

Le PETR s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

## **ARTICLE 10 - Sanctions**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par le PETR, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 11 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 - Litiges**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente, d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours, compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires originaux,

à BAR-LE-DUC, le

**Benoît HACQUIN**  
Président du PETR Pays Barrois

**Jérôme DUMONT**  
Président du Conseil départemental  
de la Meuse



## **PROGRAMME SARE « PAYS DE VERDUN » Service d'accompagnement à la rénovation énergétique**

### **CONVENTION DE FINANCEMENT 2024**

Entre les soussignés :

Le Département de la Meuse, représenté par **Monsieur Jérôme DUMONT**, Président du Conseil départemental, dénommée « le Département »,

Et

Le PETR du Pays de Verdun, représenté par son Président, **Monsieur Julien DIDRY**, dénommé « le PETR »

Il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du soutien du Département en faveur du programme SARE de PETR du Pays de Verdun pour la période 2024.

#### **ARTICLE 2 – Objectifs du programme**

Le programme SARE vise à aider les particuliers et professionnels à se repérer et à se faire conseiller pour la rénovation énergétique, et ainsi savoir quels travaux effectuer pour améliorer leur confort tout en réduisant leurs factures de chauffage.

Ce programme est composé des 3 missions suivantes :

##### **1. Soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers**

Le programme contribue aux missions d'information, de conseil et d'accompagnement des ménages, y compris par le développement ou le renforcement d'outils permettant de systématiser l'accompagnement des ménages et de communiquer massivement vers les citoyens. Dans ce cadre, des audits énergétiques pourront notamment être réalisés pour poser les bons diagnostics avant d'engager les travaux de rénovation des logements.

##### **2. Créer une dynamique territoriale autour de la rénovation**



Des actions de sensibilisation, de mobilisation des professionnels et acteurs concernés par la rénovation énergétique des logements sur les territoires peuvent être cofinancées, afin d'accompagner la montée en compétence des professionnels.

### 3. Soutenir le déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés

Le programme accompagnera également la rénovation des bâtiments du « petit tertiaire privé » (commerces, bureaux, restaurants...), afin que les propriétaires de tels locaux disposent du même guichet d'information et de conseil de proximité.

### ARTICLE 3 – Budget prévisionnel 2024 et subvention départementale

Le budget prévisionnel du programme SARE du PETR du Pays de Verdun est le suivant :

Dépenses		Recettes	
Ingénierie	40 000 €	Subvention CEE SARE	30 996.57 €
Frais de déplacement	3 500 €	Subvention directe Région	11 591.40 €
Formations	2 000 €	Subvention directe Département	8 350 €
Fonction support (interne)	10 000 €	Participation territoire	11 062.03 €
Communication	4 500 €		
<b>Total :</b>	<b>62 000 €</b>	<b>Total :</b>	<b>62 000 €</b>

#### ► Subvention du Département :

Aide forfaitaire annuelle de 8 350 € pour 2024.

### ARTICLE 4 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

### ARTICLE 5 - Montant de la subvention et conditions de paiement

Le paiement (acomptes et solde) sera effectué sur présentation des livrables détaillés dans l'article 6.

Sous réserve du vote des crédits budgétaires, le Département attribuera **une subvention maximale de 8 350 € € au** PETR pour le programme SARE.

Le versement se fera selon les modalités :

- Un acompte de 4 175 €, à la signature de la convention,
- Un solde de 4 175 €, à la fourniture du rapport annuel d'activités 2024 définitif du programme SARE

### ARTICLE 6 - Engagements et obligations

Le PETR s'engage à transmettre au Département :

- **Au 31 décembre 2024**, un rapport d'activités pour l'année 2024

Par la présente, le PETR s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de la présente convention.

Pour sa part, le Département s'engage à soutenir financièrement les actions mises en œuvre pour atteindre les objectifs décrits dans l'article 2.

## **ARTICLE 7 – Livrables et indicateur de suivi**

Le PETR, à travers la rédaction des rapports annuels d'activités intermédiaires et définitifs, apportera tous les éléments techniques, financiers et budgétaires nécessaires à la bonne compréhension et au suivi de son programme SARE.

Ces rapports intégreront notamment les indicateurs de suivi suivants :

### **1. Soutien du déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers**

- Information de premier niveau : juridique, technique, financière et sociale
- Conseil personnalisé
- Audits énergétiques
- Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale (amont chantier)
- Accompagnement des ménages dans l'avancement de leur chantier de rénovation globale
- Accompagnement complet des ménages pour une rénovation globale (Maîtrise d'œuvre)

### **2. Créer une dynamique territoriale autour de la rénovation**

- Sensibilisation, communication, animation des ménages
- Sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé
- Sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux

### **3. Soutien du déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés**

- Information de premier niveau : juridique, technique, financière et sociale
- Conseil personnalisé aux entreprises

## **ARTICLE 8 - Autres engagements**

Le PETR s'engage à :

- Associer le Département à toutes les réunions de suivi du programme SARE du PETR Pays de Verdun,
- S'inscrire dans une réflexion départementale coordonnée avec la démarche SARE du PETR Pays de Verdun et les actions existantes en la matière du type OPAH.
- Signaler toute modification dans l'organisation des missions SARE sur le périmètre « du Pays de Verdun »
- Informer au plus tôt le Département de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des actions subventionnées et des modifications proposées,
- Faire mention de la participation du Département sur tous ses supports de communication et dans ses rapports avec les médias, et à participer aux actions de communication menées par le Département dans les domaines concernés
- Faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.
- Signaler tout changement de domiciliation bancaire,

## **ARTICLE 9 - Contrôle du Département**

Le PETR s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

## **ARTICLE 10 - Sanctions**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par le PETR, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 11 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 - Litiges**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente, d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours, compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires originaux,

à BAR-LE-DUC, le

**Julien DIDRY**  
Président du PETR du Pays de Verdun

**Jérôme DUMONT**  
Président du Conseil départemental  
de la Meuse

**FINANCEMENT DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL : PROGRAMMATION 2024 AU TITRE DES FONDS PROPRES -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen tendant à la réalisation d'opérations de Logements Locatifs Sociaux,

Madame Martine JOLY et Messieurs Jérôme DUMONT, Samuel HAZARD, Jean-François LAMORLETTE et Serge NAHANT étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'individualiser la somme de 500 000 € sur l'Autorisation de programme « 2021/3 SAC OPH » ;
- Le financement d'une opération de Logement Locatif Social dans le cadre des fonds propres du Département et ce sous maîtrise d'ouvrage de l'OPH de la Meuse :

<b>Nature et Adresse du Projet</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Montant de la subvention Département « Fonds propres »</b>
Restructuration de l'îlot de la Halle Quartier renaissance de Bar-le-Duc Coût : 13 538 493,53 €TTC	25	500 000 €
		<b>500 000 €</b>

**OCTROI DE GARANTIES D'EMPRUNT A L'OPH DE LA MEUSE - CONTRAT DE PRET  
N° 154183**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**DELIBERATION DE GARANTIE AVEC CONTRAT EN ANNEXE**

DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Séance de la Commission Permanente du 21 mars 2024

**Vu le rapport soumis à son examen,**

Vu les articles L. 3231-4 et L. 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2305 du Code civil,

Vu le Contrat de Prêt N° 154183 en annexe signé entre l'OPH de Meuse ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,

Madame Martine JOLY et Messieurs Jérôme DUMONT, Samuel HAZARD et Serge NAHANT étant sortis à l'appel du rapport,

**DELIBERE**

Article 1 : L'assemblée délibérante du Département de la Meuse accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 306 304,00 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 154183, constitué de deux Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 153 152,00 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Département de la Meuse s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**OCTROI DE GARANTIES D'EMPRUNT A L'OPH DE LA MEUSE - CONTRAT DE PRET  
N° 154181**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**DELIBERATION DE GARANTIE AVEC CONTRAT EN ANNEXE**

DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Séance de la Commission Permanente du 21 mars 2024

**Vu le rapport soumis à son examen,**

Vu les articles L. 3231-4 et L. 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2305 du Code civil,

Vu le Contrat de Prêt N° 154181 en annexe signé entre l'OPH de Meuse ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,

Madame Martine JOLY et Messieurs Jérôme DUMONT, Samuel HAZARD et Serge NAHANT étant sortis à l'appel du rapport,

**DELIBERE**

Article 1 : L'assemblée délibérante du Département de la Meuse accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 446 314,00 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 154181, constitué de deux lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 223 157,00 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Département de la Meuse s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

## Collèges

### **CONVENTION DE FONCTIONNEMENT COLLEGES/DEPARTEMENT AU TITRE DE L'ANNEE 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la convention de fonctionnement 2024 à conclure avec les collèges meusiens,

**Après en avoir délibéré,**

- Adopte la convention cadre de fonctionnement 2024 ci-annexée, convention ayant pour objet de définir les termes du partenariat entre le Département de la Meuse et les collèges publics, généré par l'application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, et de préciser les modalités d'exercice de leurs compétences respectives également en application de la loi 3DS du 21 février 2022 ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les conventions particulières découlant de ce document cadre avec l'ensemble des collèges publics meusiens.



**CONVENTION DE FONCTIONNEMENT  
2024**

**Entre le DEPARTEMENT de la MEUSE**

**Et**

**Le COLLEGE**

**---**

**issue de la loi N°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et  
responsabilités locales**



## SOMMAIRE

Textes d'application  
Préambule

### TITRE I – CHAMP D'APPLICATION

**Article 1 : Objet de la convention**

Durée, résiliation, modifications...

**Article 2 : Compétences du Conseil départemental**

Article R 421-12 L 213-2 Code de l'Education : travaux... (procédures...)

Gestion des agents (hygiène, sécurité, visites médicales)

**Article 3 : Compétences du Chef d'établissement**

Autorité fonctionnelle/agents

**Article 4 : Compétences de l'Adjoint-gestionnaire**

Autorité fonctionnelle

**Article 5 : Relations établissements/Services du Conseil départemental**

Compétences service Education

### TITRE II – DISPOSITIONS GENERALES DE MISE EN ŒUVRE

**Article 1 : Accueil / conditions d'accès aux bâtiments**

Planning présences vacances – programme travaux conseil départemental  
– service permanences

**Article 2 : Administration/fonctionnement de l'établissement**

Capacité d'accueil - Heures ouverture/fermeture – utilisation locaux

**Article 3 : Agents Techniques Territoriaux des Etablissements d'Enseignement (ATTEE)**

⇒ La gestion des ATTEE

⇒ Le remplacement des ATTEE

⇒ La fiche de fonctions des ATTEE

⇒ L'intervention des agents, à titre exceptionnel, dans des missions touchant l'encadrement ou la surveillance des élèves

⇒ La santé et la sécurité des agents des collèges : principes de prévention – organisation et acteurs de l'hygiène et sécurité – évaluation des risques professionnels – objectifs fixés

**Article 4 : Service de restauration et d'hébergement**

⇒ Agents travaillant pour le service de demi-pension : respect procédures/normes – emplois du temps - formation

⇒ Organisation du service de demi-pension : commensaux de droit/tarifs appliqués – personnes accueillies – réception/autorisation conseil départemental – Conventions

⇒ Hébergement élèves en internat : fonctionnement

**Article 5 : Entretien général et technique – La maintenance des bâtiments - Travaux**

⇒ Des contrats et vérifications en application de la réglementation

⇒ Les travaux d'entretien courant des bâtiments effectués par les agents départementaux

⇒ En cas de panne, dysfonctionnement, réparations urgentes

⇒ Mise à disposition d'agents de maintenance des bâtiments de la collectivité

**Article 6 : Infrastructure informatique – la maintenance des bâtiments – Travaux**

⇒ Les missions du Département de la Meuse

⇒ Les missions de l'établissement

⇒ L'assistance informatique

**Article 7 : Dotation de fonctionnement et subvention dédiée aux équipements**

Dotation de fonctionnement – enveloppe petits équipements

**Article 8 : Conseils d'administration**

Transmission des actes - présence du représentant du conseil départemental au conseil d'administration du collège – envoi documents au représentant suppléant

## **Article 9 : Logements de fonction**

Logement de fonction - procédure à adopter dans le cas d'attribution de concessions de logement sous conventions NAS/COP ou AOP

Vu le Code de l'Education,

Vu la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 et notamment ses articles 81 à 84 et 104 relatifs aux transferts de compétences en matière d'enseignement du second degré,

Vu le Code général de la fonction publique, relatif aux logements de fonction au sein de la fonction publique territoriale, dans ses articles L721-1 à L721-3,

Vu l'article 67 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 concernant l'attribution de logements de fonction aux personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant dans un EPLE,

Vu le décret n° 2008.263 du 14 mars 2008 relatif aux dispositions réglementaires du livre IV du code de l'éducation, des concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement, dans ses articles R216-4 à R216-19,

Vu la loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010,

Vu le Décret n° 2011-1227 du 30 septembre 2011 et l'arrêté du 30 septembre 2011 relatifs à la qualité des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire,

Vu l'arrêté du 8 octobre 2013 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social abrogeant l'Arrêté du 29 septembre 1997,

Vu la Loi EGALIM n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous

Vu le Décret n°2019-351 du 23 avril 2019 relatif à la composition des repas servis dans les restaurants collectifs en application de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 17 novembre 2005 relative à l'organisation du service de restauration dans les collèges au bénéfice des collégiens,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 21 octobre 2022 relative aux tarifs de la restauration applicables dans les collèges,

Vu la Circulaire n° 2002-007 du 21 janvier 2002 (obligation de services des personnels IATOSS et encadrement, exerçant dans les services déconcentrés ou établissements relevant du MEN),

Vu la Circulaire n° 2004-166 du 5 octobre 2004 relative à la simplification du régime d'entrée en vigueur, de transmission et de contrôle des actes des EPLE, en application du décret n° 2004-885 du 27 août 2004,

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République.

Vu l'article 145 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 dite 3DS relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale

Vu les articles R4227-28 à R4227-41 du code du travail relatifs aux moyens de prévention et de lutte contre l'incendie,

Il est convenu

Entre

Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental, dûment habilité à signer par délibération du Conseil départemental, Place Pierre-François GOSSIN à Bar-le-Duc (55000),

Et

Le Collège -----, sis --- - 55000 ----, représenté par M(me) -----, principal(e), dûment habilité(e) à signer la présente convention par délibération du Conseil d'Administration réuni le .....

## **PREAMBULE**

Les signataires de la présente convention rappellent que l'objectif d'un Etablissement Public Local d'Enseignement (EPL) est d'assurer le service public de l'éducation tel que défini à l'article L 211-1 du Code de l'Education et à l'article 145 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 de la loi 3DS :

*« L'éducation est un service public national, dont l'organisation et le fonctionnement sont assurés par l'Etat, sous réserve des compétences attribuées par le présent Code aux Collectivités Territoriales pour les associer au développement de ce service public.*

*L'Etat assume, dans le cadre de ses compétences, des missions qui comprennent :*

- 1. La définition des voies de formation, la fixation des programmes nationaux, l'organisation et le contenu des enseignements,*
- 2. La définition et la délivrance des diplômes nationaux et la collation des grades et titres universitaires,*
- 3. Le recrutement et la gestion des personnels qui relèvent de sa responsabilité,*
- 4. La répartition des moyens qu'il consacre à l'éducation afin d'assurer en particulier l'égalité d'accès au service public,*
- 5. Le contrôle et l'évaluation des politiques éducatives en vue d'assurer la cohérence d'ensemble du système éducatif ».*

Le Conseil départemental de la Meuse souscrit à cet objectif et met en œuvre, dans le cadre de ses compétences, les moyens matériels et financiers permettant à l'EPL de remplir au mieux cette mission.

La loi 3DS vient compléter le cadre juridique existant afin d'assurer une meilleure articulation entre les établissements et les collectivités territoriales.

Celle-ci prévoit que les conditions d'exercice de l'autorité fonctionnelle font l'objet de dispositions dans une convention conclue entre l'EPL et la collectivité de rattachement prévue à l'article L. 421-23 du Code de l'éducation.

A compter de l'année 2023, la convention de fonctionnement existante, instrument de dialogue et d'outil partagé entre la Collectivité et les établissements publics de second degré de la Meuse, est ainsi adaptée en intégrant les dispositions relatives à l'autorité fonctionnelle de la Collectivité sur l'Adjoint-gestionnaire de l'EPL, conformément à la Loi 3DS.

# TITRE I

## CHAMP D'APPLICATION

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément au Code de l'Education :

**La présente convention définit les termes du partenariat entre le Département de la Meuse et les collèges publics** représentés par leur principal, généré par la mise en application de la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004, notamment de son article 82 alinéa X et précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives.

**Conformément à la loi 3DS - article 145 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 :**

*« Afin d'assurer une **meilleure articulation** entre les responsables des établissements d'enseignement du second degré [...] et les collectivités territoriales auxquelles ces établissements sont rattachés, la **convention** mentionnée à l'article L. 421-23 du Code de l'éducation prévoit les conditions dans lesquelles l'organe exécutif de la collectivité territoriale exerce, au titre des compétences qui lui incombent en matière **de restauration, d'entretien général et de maintenance des infrastructures et des équipements, une autorité fonctionnelle sur l'adjoint du chef d'établissement chargé des fonctions de gestion matérielle, financière et administrative**, dans le respect de **l'autonomie de l'établissement** définie à l'article L. 421-4 du même code. »*

La loi 3DS vient compléter le cadre juridique existant afin d'assurer une meilleure articulation entre les établissements et les collectivités territoriales. Ainsi, l'exercice de l'autorité fonctionnelle ne modifie ni les attributions respectives de la collectivité de rattachement et des organes de l'EPLE (conseil d'administration, chef d'établissement) telles qu'elles sont notamment définies dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et le Code de l'éducation, ni les missions des adjoints gestionnaires, lesquels sont membres de l'équipe de direction des EPLE.

L'autorité fonctionnelle s'inscrit ainsi dans le cadre institutionnel établi et doit être conciliée, d'une part, avec les responsabilités propres du chef d'établissement et du conseil d'administration, d'autre part, avec la répartition des compétences entre l'État, les collectivités territoriales et l'établissement. Elle s'ajoute aux dispositions prévues par le II de l'article L. 421-23 qui permettent à l'exécutif de la collectivité de rattachement de s'adresser directement au chef d'établissement, chargé de mettre en œuvre les objectifs fixés par la collectivité et de rendre compte de l'utilisation des moyens alloués par cette dernière.

Il est précisé qu'il s'agit d'une **convention cadre** applicable dans les mêmes termes à l'ensemble des collèges de la Meuse. Elle rappelle les principes généraux des procédures et relations entre ces établissements scolaires et la collectivité de rattachement.

En tant que de besoin, le cadre général défini par la présente pourra être précisé :

- Soit par la signature de conventions spécifiques ou d'avenants afin d'intégrer des particularismes locaux,
- Soit par l'envoi de lettres circulaires, de guides de procédures ou de tout autre support,
- Soit à travers les orientations départementales telles que notifiées annuellement en même temps que la dotation de fonctionnement.

**La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

En cours de sa validité, toute modification au cadre général défini par la présente convention doit faire l'objet d'un avenant, sauf en ce qui concerne les points pour lesquels il est expressément prévu un autre dispositif (lettres circulaires, orientations départementales notifiées avec la dotation de fonctionnement, ...).

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties. Dans cette hypothèse, cette dernière en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six mois avant la date anniversaire de la convention, en indiquant les motifs de cette résiliation. En tout état de cause, quels que soient les motifs de la résiliation, les obligations mises à la charge des parties par la loi et par la présente demeureront applicables jusqu'à l'intervention d'une nouvelle convention.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

## **ARTICLE 2 : COMPETENCES DU DEPARTEMENT**

Conformément au Code de l'Education (article L 213-2) et de la loi 3DS (article 145), le Département a la charge des collèges. À ce titre, il en assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement. Aussi l'acquisition et la maintenance des infrastructures et des équipements, dont les matériels informatiques et les logiciels prévus pour leur mise en service, nécessaires à l'enseignement, hors tout équipement ne relevant pas de la compétence du Département, et aux échanges entre les membres de la communauté éducative sont à la charge du Département.

Par ailleurs, le Département exerce la responsabilité de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général et technique au sein des collèges, à l'exception des missions d'encadrement, de surveillance ou d'accueil des élèves ou de leurs familles (article L213-2 du Code de l'Education).

À ce titre, le Département assure le recrutement et la gestion des agents départementaux des collèges. Ces personnels sont membres de la communauté éducative et concourent directement aux missions de service public de l'éducation nationale dans les conditions fixées à l'article L 421-23 et à l'article L 913-1 du Code de l'Education (article L 213-2-1 du Code de l'Education).

Dans ce cadre, le chef d'établissement informe par écrit le Président du Conseil départemental des problèmes pouvant être rencontrés dans le management des agents.

S'agissant de leur santé et de leur sécurité, le Département doit, conjointement avec le Chef d'établissement, veiller à la bonne application des règles d'hygiène et de sécurité tendant à préserver la santé physique et mentale des agents départementaux des collèges, conformément aux règles définies en la matière dans le code du travail et dans le décret n°85-603 en date du 10 juin 1985 relatif à l'Hygiène et à la Sécurité dans la Fonction Publique Territoriale.

Le Département organise une visite médicale annuelle pour chaque agent départemental travaillant au sein d'un EPLE, dans la mesure des moyens à sa disposition en matière de personnel médical.

Pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité, le Président du Conseil départemental s'adresse directement au chef d'établissement. Il lui fait connaître les objectifs fixés par la collectivité de rattachement et les moyens que celle-ci alloue à cet effet à l'établissement (article L 421-23-II du Code de l'Education).

### **ARTICLE 3 : COMPETENCES DU CHEF D'ETABLISSEMENT DE L'EPL**

Il convient de rappeler que la Loi du 13 août 2004 n'a pas modifié l'autonomie des EPLE, ni le rôle et la responsabilité des chefs d'établissement et gestionnaires.

Conformément à l'article R421-12 du Code de l'Education et de la loi 3DS (article 145), **le chef d'établissement est garant de la continuité du service public**. À ce titre et en cas de difficultés graves dans le fonctionnement de l'établissement, il peut prendre toute disposition nécessaire pour garantir le fonctionnement du service public.

Dans la présente convention, le terme « chef d'établissement » vise le principal du collège ou toute personne qui est habilitée à prendre une décision concernant le fonctionnement de l'établissement (gestionnaire principalement, conformément au Décret n° 2005-1145 du 9 septembre 2005 relatif à ses missions, repris par le Code de l'Education), dans le respect du partage des responsabilités au sein de l'équipe de direction, tel que défini par la réglementation.

#### **Le Chef d'établissement :**

- Est chargé de la mise en œuvre et rend compte de l'utilisation des moyens alloués par la collectivité de rattachement. Conformément à la circulaire du 27 décembre 1985 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences en matière d'enseignement public, et à la lettre ministérielle du 25 juin 2007 relative à l'élaboration des budgets des E.P.L.E., il intégrera les recommandations et orientations que le Président du Conseil départemental pourra lui adresser en la matière.
- Encadre et organise le travail des agents des collèges placés sous son autorité dans le respect des dispositions du règlement intérieur de la collectivité notamment en matière de temps de travail, d'autorisations d'absences, d'hygiène et sécurité.
- Peut demander à son gestionnaire de se charger des relations avec le Département pour les questions techniques et l'organisation du travail des agents des collèges
- Assure et est responsable du service de restauration scolaire conformément aux modalités d'exploitation définies par le Département
- Assure également les missions de sécurité des biens et des personnes, ainsi que l'hygiène et la salubrité, au sein de son établissement dans la continuité du service public.

Pour cela :

- Il s'engage à respecter ses obligations en matière de sécurité conformément aux textes en vigueur et à former les personnels à la sécurité incendie (consignes de sécurité, manipulation des systèmes d'alerte, des matériels d'extinction et de secours etc ..)
- Il lui appartient d'alerter le Département de tout dysfonctionnement, risque ou menace affectant la sécurité des personnes et des biens, en cas de désordre, de défectuosité ou de manquement à la sécurité des biens meubles ou immeubles
- Il avertit le Département des sinistres dans les meilleurs délais et confirme l'information par écrit
- Il prend les mesures protectrices et conservatrices adéquates avec toute la diligence requise pour remédier, atténuer ou éviter l'aggravation de ces manquements. Il informe, sans délai, le Département des dispositions prises.

## **ARTICLE 4 : COMPETENCES DE L'ADJOINT-GESTIONNAIRE DE L'EPL**

Le Chef d'établissement est secondé par un Adjoint-gestionnaire, dans ses **fonctions de gestion matérielle, financière et administrative**. Ce dernier est également **chargé des relations avec les collectivités territoriales** (art. R. 421-13).

Outre la gestion des compétences propres de l'établissement public ou pour le compte de l'Etat (domaines budgétaires et comptables, relations élèves-familles, fonctionnement général de l'établissement), l'adjoint gestionnaire supervise, également :

- l'organisation de l'accueil du public,
- la gestion matérielle,
- la maintenance quotidienne des bâtiments,
- la gestion du service de restauration et d'hébergement conformément aux modalités d'exploitation définies par la collectivité de rattachement.

Il organise, dans ce cadre, le travail des personnels techniques territoriaux affectés dans l'établissement, en conformité avec les règles définies par la collectivité de rattachement dont dépendent ces personnels.

## **ARTICLE 5 : LES RELATIONS ENTRE L'ETABLISSEMENT ET LE DEPARTEMENT**

Pour ce qui touche au fonctionnement de l'établissement, **le service Collèges du Département est le référent de chaque collègue** et, le cas échéant assure la coordination ou l'information avec les autres services concernés.

Pour ce qui relève de la gestion de tous les aspects de la vie professionnelle des agents des collèges, **la Direction des Ressources Humaines du Département** est compétente en lien fonctionnel avec la Direction Education et Culture.

Pour ce qui relève de la construction, reconstruction, l'extension, les grosses réparations, ainsi que la viabilisation des locaux de l'EPL et des logements de fonction, **la Direction du Patrimoine bâti** est compétente en lien avec la Direction Education et Culture.

Pour ce qui relève de l'autorité fonctionnelle de la Collectivité sur l'Adjoint-gestionnaire de l'EPL (missions relevant de la restauration scolaire, l'entretien général et la maintenance des infrastructures et des équipements, y compris informatiques), les modalités de mise en œuvre définies en concertation avec les établissements sont les suivantes :

- **communication des objectifs, définition d'orientations de travail, fixation des délais et des modalités de réalisation** : la fixation des objectifs appartient au seul chef d'établissement. La collectivité précise des orientations de travail vis-à-vis des agents et des compétences qui lui sont propres, à savoir : la restauration scolaire, l'entretien général, la maintenance des infrastructures et des équipements, y compris informatiques,
- **évaluation professionnelle** : la collectivité n'intervient pas au titre de l'évaluation annuelle de l'adjoint gestionnaire. Des alertes sont réalisées au fil de l'eau si nécessaire auprès du chef d'établissement,
- **suivi de la mise en œuvre des instructions et des objectifs** : des échanges au quotidien, des rendez-vous spécifiques thématiques ainsi que la programmation d'un dialogue de gestion annuel permettent d'échanger et de se concerter sur l'année en cours et celle à venir,
- **formation professionnelle** : la collectivité peut, le cas échéant, convier les adjoints gestionnaires à certaines formations dispensées par le CNFPT,

- **utilisation des outils et applicatifs** : la collectivité met à disposition des établissements plusieurs outils tels que : l'applicatif @GDEO s'agissant de l'évaluation des agents départementaux, la plateforme Deepki pour connaître et suivre les consommations en termes de viabilisation, la plateforme Agrilocal concernant l'approvisionnement de proximité en denrées alimentaires, le logiciel Webgerest pour le suivi et la gestion de la restauration ; ainsi que des notes diverses de communication et d'information (pour les emplois du temps, les évaluations...),
- **association à des instances départementales** : des journées annuelles, des groupes de travail, des échanges thématiques, des tests matériels peuvent être proposés aux adjoints gestionnaires afin de mener des concertations avec les établissements.

## **TITRE II**

### **DISPOSITIONS GENERALES DE MISE EN OEUVRE**

#### **PREAMBULE**

La qualité du service rendu à la communauté éducative et aux usagers des collèges constitue le principal objectif des collèges et du Département dans un esprit de partenariat. Les personnels ATTEE concourent à cet objectif dans le cadre des missions qui leur sont dévolues.

Les objectifs généraux définis dans la présente convention ne font pas obstacle à la définition par le Département d'actions particulières établies après concertation.

#### **ARTICLE 1 : CONDITIONS D'ACCES AUX BATIMENTS**

##### **Le chef d'établissement veille :**

- À la sécurité des personnes et à la qualité du confort matériel des élèves et des personnels travaillant ou séjournant dans l'établissement
- À l'organisation des modalités de renseignement et d'orientation des usagers ou des tiers (visiteurs, entreprises réalisant des travaux, parents d'élèves, ...).
- Aux conditions d'accès aux bâtiments pendant et hors des heures de cours. En particulier, le chef d'établissement prendra toute mesure utile permettant aux personnes déléguées par le Département (agents de la collectivité, entreprises mandatées par lui, ...) de pénétrer dans les locaux pendant les périodes de fermeture de l'établissement pour permettre les travaux ou toute vérification qui paraîtrait opportune.
- A la sécurité des bâtiments en dehors des heures ouvrées, en veillant à la bonne mise en marche des systèmes anti-intrusion. A ce titre, le chef d'établissement détermine les personnels susceptibles de recevoir les alertes. En cas de déclenchement d'une alarme, il pourra s'appuyer sur les prestations de levée de doute proposées par le Département et permettre l'accès aux bâtiments.

Par ailleurs, lors des interventions des entreprises, l'établissement veillera à la mise en sécurité des biens sensibles (ordinateurs, équipements multimédias).

L'ouverture et la fermeture de l'établissement se feront par le personnel du collège. Cependant, en dehors des heures et jours d'ouverture de l'établissement, le chef d'établissement pourra exceptionnellement, sous sa responsabilité, confier cette mission à un tiers.



**Pendant les congés scolaires, le chef d'établissement organise un service de permanence en communiquant avant chaque période de vacances :**

- Au service collèges du Département les coordonnées des personnes et les périodes durant lesquelles elles peuvent être contactées.
- Si nécessaire, aux services de police ou de gendarmerie, les modalités d'accès en urgence aux bâtiments.

## **ARTICLE 2 : ADMINISTRATION / FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

De manière générale, le Département est tenu informé des heures d'ouverture et de fonctionnement des établissements précisées dans son règlement intérieur.

### **O La capacité d'accueil de l'établissement**

Chaque établissement dispose d'une capacité d'accueil qui se définit par catégorie en application du règlement de sécurité incendie ; dans le cadre de l'inscription des élèves à la rentrée scolaire, le chef d'établissement veille à respecter la limite de capacité d'accueil propre à son collège.

**L'établissement est classé en catégorie ----** qui correspond à un effectif admissible de ---- personnes (basé sur le chiffre extrait du procès-verbal de la dernière commission de sécurité)

### **O L'occupation des locaux départementaux**

En ce qui concerne **la mise à disposition de locaux en dehors des heures de cours pour des activités extra-scolaires, le collège transmettra au Département** – service collèges –, après avis du Conseil d'Administration, le projet de convention. Le responsable de l'établissement devra informer le secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité incendie, sous couvert du maire de la commune, si l'occupation temporaire de l'établissement venait à en modifier les critères par rapport à la réglementation incendie.

Seules les activités de nature culturelle, sportive, sociale ou socio-économique à caractère pédagogique sont autorisées. Ces activités doivent respecter les principes fondamentaux de l'école publique, notamment la laïcité et la neutralité. Les activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires des enseignements relèvent de la responsabilité du chef d'établissement dans les mêmes conditions que les activités d'enseignement. L'utilisation extra-scolaire des locaux peut être autorisée à une personne physique ou morale, publique ou privée.

Toutefois, si les locaux sont utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue et **pendant les heures de cours**, la mise à disposition relève de la responsabilité du chef d'établissement, et ne nécessite pas l'accord du Département.

## **ARTICLE 3 : LES AGENTS TECHNIQUES TERRITORIAUX DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT (ATTEE)**

Actuellement, **le collège dispose de XXX E.T.P.** affectés budgétairement (dernier chiffre issu de la grille d'affectation au moment de la signature de la convention de fonctionnement). En matière de gestion des agents départementaux des collèges, **le Président du Conseil départemental est l'autorité hiérarchique, le chef d'établissement est l'autorité fonctionnelle.**

### **O La gestion des ATTEE**

Les principales modalités de gestion courante des agents des collèges sont rappelées dans le règlement intérieur de la collectivité. Il convient de se référer au « **Règlement Intérieur applicable aux agents départementaux** » et notamment à sa 2<sup>ème</sup> partie, titre III concernant les agents des collèges. Celui-ci sera transmis chaque année dans le cadre de la réunion annuelle des équipes de direction des établissements.

Au plus tard, pour le jour de la rentrée des vacances de la Toussaint, le chef d'établissement devra transmettre au Département – service collègues, pour chaque agent départemental, **un emploi du temps individuel** couvrant l'année scolaire, soit du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante. Pour l'élaboration de cet emploi du temps, il convient de se référer à la note de cadrage envoyée chaque année et qui précise les éléments pour l'élaboration de ces emplois du temps. En cas de modification de l'un ou l'autre de ces emplois du temps, en cours d'année, le chef d'établissement devra en informer le Service Collèges.

Le Département informera les agents des collègues, par l'intermédiaire du chef d'établissement, de tout ce qui touche à leur gestion courante, par le biais de notes d'information, de courriers individuels ou d'arrêtés. Toute information individuelle et personnelle pourra être transmise directement à l'agent concerné positionné sur un poste permanent.

Cela concerne en particulier les domaines suivants :

- Le recrutement et la mobilité
- La carrière des agents titulaires et stagiaires
- Les absences :
  - *La gestion des absences – procédure*
  - *La maladie*
  - *Les autorisations d'absence*
  - *Les congés*
- La durée du temps de travail
- La médecine du travail
- La santé et la sécurité au travail
- La discipline
- L'évaluation individuelle et l'entretien professionnel
- Les frais de déplacement
- La formation professionnelle
- L'action sociale
- La rémunération et droits associés
- Le cumul d'activité
- La retraite
- Les logements de fonction
- L'organisation générale de la collectivité.

### **O Les différents congés (maladie, maternité, formation...)**

S'ils interviennent au cours d'une période travaillée, ils sont comptabilisés comme du temps de travail effectif, conformément à l'article 114 de la loi de finances 2011, qui précise les modalités de récupération des congés non pris.

Aussi les jours de congés non pris à récupérer seront comptabilisés sur la base de la durée légale du travail (soit 7 heures par jour pour un agent à temps complet) et non plus en référence au temps de travail effectivement prévu dans l'emploi du temps.

Toutefois, lorsqu'un agent est en congé maladie pour une courte durée pendant une période de vacances scolaires, les modalités de récupération sont différentes. Les droits à congés des agents se répartissent sur l'année sans pour autant coïncider avec les périodes de fermetures des établissements. En effet, le nombre de jours non travaillés sur une année scolaire est supérieur au nombre de droit à congés des agents (en règle générale, une fourchette de jours non travaillés dans l'année se situe entre 54 et 60 jours selon les établissements, en fonction de l'organisation des emplois du temps et des services vacances).

L'emploi du temps de chaque agent indique ce nombre de jours non travaillés dans l'année scolaire.

Ainsi pour que sur une année scolaire, les jours de congés non pris pour cause de maladie de courte durée ne puissent être récupérés que dans la limite des droits à congés de l'agent soit 45 jours annuels, **un décompte annuel permettra, à partir du nombre de jours non travaillés dans l'année tels qu'inscrits sur les emplois du temps, de calculer le nombre de jours de congés dont l'agent a effectivement bénéficié au cours de l'année scolaire.**

De manière générale, l'avis du chef d'établissement sera requis sur **les évolutions de carrière**, en cas de procédure disciplinaire, pour la mise en œuvre des différentes positions dans lesquelles le fonctionnaire peut être placé (temps partiel, stage, titularisation, activité, détachement, disponibilité, congé parental, position hors cadres, ...), sur les demandes de formation.

**En cas de manquement**, de dysfonctionnement ou de faute, il est demandé au Chef d'établissement de faire remonter sans délai toutes les informations nécessaires au Département sous forme de **rapport hiérarchique signé**, afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle d'autorité hiérarchique.

### **O Le remplacement des ATTEE**

Pour toute demande de remplacement d'un agent absent pour maladie, **l'imprimé type de remplacement doit** être envoyé par mail au service collèges, **accompagné de l'avis d'arrêt de travail de l'agent concerné**. En l'absence de cet avis, la demande ne pourra pas être instruite par le service collèges sauf dans certaines situations particulières comme en cas d'hospitalisation de l'agent à remplacer.

Les agents en formation ne sont pas remplacés puisque leur absence a été validée au préalable par le Chef d'établissement au regard des nécessités de service sur la période considérée. Aussi, l'équipe sera organisée en fonction des formations sollicitées et validées.

**Un délai de carence de 7 jours calendaires est appliqué, sauf pour les Chefs de cuisine qui sont remplacés dès le premier jour d'absence.**

La décision de remplacer, ou non, l'agent absent est prise par le Département seul qui tient compte des critères suivants :

- Dernier résultat connu de la grille d'affectation des agents.
- Activité sur laquelle il faut remplacer : Restauration (prioritaire), propreté (selon le volume de l'équipe) ou maintenance (demande généralement refusée sauf situation particulière)
- Nombre d'agents absents pour maladie.

Dans la mise en œuvre du remplacement, le service Collèges décidera

- de faire intervenir l'agent mobile s'il est disponible et que l'établissement est couvert par son périmètre d'intervention,
- ou de solliciter la Direction des Ressources Humaines pour identifier un remplacement et formaliser, après application du délai de carence un contrat selon les conditions suivantes :

⇒ **Si remplacement inférieur ou égal à 5 jours travaillés : VACATION**

En adéquation avec les horaires de l'agent concerné en limitant à 7 h 30 maximum

- À 100 % : 7 h 30 maxi / jour
- À 50 % : 3 h 45 maxi / jour

⇒ **Si remplacement supérieur à 5 jours travaillés et inférieur à 3 mois : CONTRAT**

- À 100 % : 7 h 00 maxi / jour
- À 50 % : 3 h 30 maxi / jour

⇒ **Si remplacement supérieur à 5 jours travaillés et supérieur à 3 mois : CONTRAT**

- À 100 % : 6 h 08 maxi / jour
- À 50 % : 3 h 04 maxi / jour

- Pour les contrats courts inférieurs à 3 mois : les agents remplaçants bénéficieront du paiement de leurs congés annuels, qui ne seront donc plus déduits de leur temps de travail effectif. Ils effectueront ainsi 35h de travail hebdomadaire pour un recrutement à temps complet. Le contrat de ces agents ne comprendra pas les périodes de congé scolaire où l'établissement est fermé.

Pour ce type de contrat, les congés annuels des agents feront l'objet d'un paiement à hauteur de 10% de la rémunération brute prévue par la réglementation.

- Pour les contrats longs supérieurs à 3 mois et qui incluent une ou plusieurs périodes de congés scolaires : les heures de travail seront lissées sur la durée du contrat afin de permettre aux agents d'acquiescer assez de congés pour en bénéficier lors de la fermeture des collèges pendant les vacances scolaires

### **O La fiche de fonction des ATTEE**

Le Service collègues, en lien avec les chefs d'établissement, est chargé d'assurer le descriptif des missions confiées aux agents des collèges, selon le formalisme établi par la collectivité (applicatif Fiches de fonction). Le chef d'établissement peut spécifier, en liaison avec le Département, le descriptif des missions pour tenir compte de situations particulières (restrictions d'aptitudes, organisation particulière...).

Il assure le suivi de la mise à jour de ces documents. Une fois par an, il peut demander une mise à jour en positionnant un agent départemental sur une autre fiche de fonction.

### **O L'intervention des agents, à titre exceptionnel, dans des missions touchant l'encadrement ou la surveillance des élèves**

Les agents des collèges départementaux n'ont pas à intervenir pour tout ce qui concerne l'encadrement ou la surveillance des élèves, domaines réservés aux personnels d'Etat au sein de l'établissement.

Toutefois et après accord préalable du Département, un ou plusieurs agents des collèges peut (peuvent) participer aux projets d'établissement se déroulant dans l'enceinte du collège, dès lors que les activités s'inscrivent dans la prolongation normale des missions confiées à cet (ces) agent(s) conformément à son (leur) cadre d'emploi et à sa (leur) fiche de fonction. À cet effet, le chef d'établissement adressera au Département – service Collèges un descriptif complet de l'action, le taux d'encadrement affecté au projet et la description précise des tâches susceptibles d'être confiées au(x) agent(s) départemental (aux) des collèges.

Sur accord express du Service collègues, et à titre exceptionnel, la participation d'un agent à un projet d'établissement se déroulant en dehors de l'enceinte du collège est possible, dans la mesure où elle contribue à une valorisation professionnelle de l'agent. Préalablement, il est nécessaire que le Service collègues lui remette un ordre de mission. De plus, l'encadrement d'un ou plusieurs élèves peut être confié à un agent, dès lors que la mission qui lui est confiée fait partie d'une démarche éducative et du projet d'établissement, notamment dans le cadre de travaux responsabilisant les élèves (exemple : nettoyage de la cour au titre d'une sanction éducative).

### **O La santé et la sécurité des agents des collèges**

#### **Les principes de prévention**

Par délégation du Président du Conseil départemental, le Chef d'établissement prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé « physique et mentale » des agents départementaux des collèges, sur la base des principes généraux de prévention suivants, issus du Code du Travail :

- Éviter les risques,
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 du Code du Travail,
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

### **L'organisation et les acteurs de la santé et la sécurité**

La démarche de santé et Sécurité du Département est animée par le Service Qualité de vie au travail, en collaboration avec le Service collèges pour ce qui concerne les collèges.

Le Service Qualité de vie au travail est composé notamment :

- d'un responsable de service,
- d'un conseiller en prévention,
- d'un assistant de prévention,
- d'une gestionnaire médico-sociale (50 %),
- d'une assistante sociale du personnel.

De plus, des correspondants Hygiène et Sécurité sont nommés parmi les agents départementaux des collèges. Les professionnels du Service QVT ainsi que les correspondants Hygiène et Sécurité sont chargés de relayer la démarche de prévention, pour les secteurs et sites les concernant. Les agents du Service QVT, ayant compétence sur plusieurs sites du Département, ont accès aux locaux de travail des agents départementaux des collèges ; ils préviennent le chef d'établissement de leur visite. Ces visites doivent être faites, dans toute la mesure du possible, en présence, d'un correspondant Hygiène et Sécurité et du Chef d'établissement, ou de son représentant.

Les agents départementaux des Collèges sont représentés, pour ce qui concerne leurs conditions de travail d'un point de vue « Hygiène et Sécurité », par des représentants du personnel.

### **L'évaluation des risques professionnels**

L'évaluation des risques professionnels est assurée par le Département pour ce qui concerne les agents dont il a la responsabilité, en appliquant sa propre méthode.

Celle concernant les agents relevant de l'État est de la responsabilité du Chef d'Établissement.

Les agents du Service QVT sont chargés de recenser et d'évaluer les risques professionnels concernant les agents départementaux des collèges, et de mettre à jour le document unique du Département, en s'appuyant le cas échéant, sur les documents uniques produits par les chefs d'établissements, pour ce qui les concernent.

La présence des correspondants Hygiène et Sécurité lors de l'évaluation des agents du Service QVT est recommandée, dans la mesure où elle permet de faciliter la tâche de recensement exhaustif des risques professionnels.

Le chef d'établissement est chargé de valider le contenu des risques évalués par les agents du Service QVT du Département, en collaboration avec les correspondants Hygiène et Sécurité.

### **Les objectifs « Hygiène et Sécurité » fixés**

Dans le respect des principes de prévention énoncés ci-dessus, il est particulièrement demandé aux chefs d'établissements de :

- signaler au Département tout incident ou accident survenu au sein du collège et impliquant un ou plusieurs agents ;
- organiser le rangement des ateliers de maintenance utilisés par les agents, afin d'éviter la survenue d'accident du travail ;
- supprimer les machines non-conformes des ateliers, ou le cas échéant établir le plan de mise en conformité des machines, en sollicitant le recours à une prestation de contrôle par un organisme agréé ;
- veiller aux obligations de formation des agents (habilitations électriques, travail sur échafaudage.).
- maîtriser les risques liés aux produits chimiques (toxiques, inflammables, irritant, nocif, comburant...), notamment en demandant systématiquement aux fournisseurs les Fiches de Données de Sécurité, en stockant convenablement ceux-ci ;
- fournir les Équipements de Protection Individuels aux agents en fonction des activités réalisées en s'appuyant sur le guide des E.P.I. ;
- contribuer à la mise à jour du document unique du Département via la mise en œuvre des actions de réduction ou de suppression des risques qui y sont prévues.

### **ARTICLE 4 : SERVICE DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT**

Ce service concerne l'organisation de la prestation restauration et demi-pension dans les collèges publics de la Meuse. L'établissement doit garantir le bon fonctionnement du service en utilisant de façon efficiente les matériels, les moyens humains et financiers, mis à disposition par le département de la Meuse.

Le rôle du collège consiste à assurer l'élaboration et le service des menus, en garantissant, l'hygiène, la sécurité et la qualité des préparations servies pour les convives.

Cette mission n'englobe pas la surveillance et l'encadrement des élèves. L'équipe pédagogique conserve cette compétence de l'Etat.

D'une manière générale, le chef d'établissement :

- Assure la gestion du service de demi-pension conformément aux modalités d'exploitation définies en tant que de besoin par la collectivité compétente. Il est garant de l'organisation du service. Il encadre et organise le travail des agents des collèges placés sous son autorité.
- Assure la mise en application du règlement départemental des services de restauration adopté par l'Assemblée départementale le 18 octobre 2018 (voir annexe n°3).
- Met en place l'organisation du temps de repas afin d'assurer le service dans les meilleures conditions de durée et de sécurité.
- S'assure quotidiennement de prestations de qualité, en veillant tout particulièrement au respect des normes tant en ce qui concerne les règles d'hygiène et de sécurité, qu'en matière d'équilibre nutritionnel, conformément à la loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010, et du décret d'application n° 2011-1227 du 30 septembre 2011 relatif à la qualité des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire. Il veille à ce que les menus soient attractifs et servis dans un environnement de qualité. Il communique les menus au service Collèges du département par mail ou via la zone collaborative après leur élaboration et leur validation.

- Fait respecter dans le restaurant, les consignes sanitaires en cas d'épidémie ou de contraintes sanitaires spécifiques.
- Assure l'entretien et la maintenance du matériel de restauration, et le respect des obligations légales en termes de sécurité. Il fait respecter les procédures et protocoles d'utilisation des matériels mis à sa disposition. Il communique auprès du service Collèges l'entretien de matériel réalisé en interne par les agents de maintenance. Et dès que nécessaire, il met en place un contrat de maintenance, d'assistance et d'entretien pour les matériels, qui le nécessitent et en transmet une copie au service collèges. Les contrats de maintenance tels que la lutte contre les nuisibles, l'entretien de monte-charge, vérification annuelle des groupes froids, contrats avec le laboratoire indépendant effectuant les divers contrôles d'hygiène annuels, les suivis des collectes des huiles alimentaires doivent être portés à la connaissance du service collèges par mail ou via la zone collaborative.
- Veille à garantir et à inciter les agents dont il est en charge au niveau du service de restauration, à suivre toutes formations en lien avec l'amélioration du service et les compétences des personnels.
- Informe le Département, en copie, dans le cadre de l'article R421-10 du code de l'éducation, de toute correspondance avec les services d'inspection à la suite des dispositions prises pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement

Par application du Code de l'Education – article R421-10, le chef d'établissement est garant des conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire de l'exploitation du service de restauration dans les conditions prévues par l'arrêté du 29 septembre 1997 en liaison avec les autorités administratives et les corps d'inspection.

Il veille à ce que le Plan de Maitrise Sanitaire, outil permettant d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire, soit connu, respecté et actualisé, et notamment les règlements CE n° 852/2004, n° 853/2004 et n° 178/2002.

L'arrêté du 29 septembre 1997 (articles 27 et 28) précise que tout membre du personnel appelé à manipuler des denrées alimentaires doit avoir été déclaré apte à effectuer ces manipulations. L'aptitude au poste de travail, délivrée chaque année par le médecin de prévention vaut aptitude à manipuler les denrées alimentaires.

Le Conseil départemental prend en charge les visites médicales pour tous les agents départementaux des collèges ; le coût des examens complémentaires éventuels recommandés par le médecin de prévention, est supporté par le budget du service annexe d'hébergement.

Le chef d'établissement veille à la mise en place d'un protocole se rapportant aux analyses bactériologiques ; ce protocole inclura au minimum :

- une analyse bactériologique sur préparation par mois,
- une analyse bactériologique de surface par mois,
- une analyse de listeria une fois par trimestre sur préparation et surface,

En cas de résultat insatisfaisant, une analyse supplémentaire est demandée lors de la visite suivante,

- un audit hygiène complet par an,

Les prélèvements de denrées privilégieront les préparations à fortes manipulations : salades composées, charcuteries sensibles, viande hachée, féculents...

Les prélèvements de surface seront réalisés en priorité sur les surfaces propres susceptibles d'être en contact avec les denrées ou les préparations (après nettoyage ou lavage).

Par ailleurs, le chef d'établissement adresse de façon systématique au Département – Service collèges, une copie des résultats d'analyses par mail ou via la zone collaborative.

Les rapports faisant suite à des contrôles sanitaires devront être systématiquement transmis au Département – Service collèges – et tout incident sanitaire devra être communiqué sans délai à ce même service qui se chargera d'en informer les autres services concernés de la collectivité.

Le chef d'établissement doit rechercher le meilleur rapport satisfaction / prix et tendre vers un coût moyen denrées fixé par le Département par repas.

Par application de la loi du 13 août 2004 qui confie au Département une compétence générale sur les services de restauration et d'internat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Département fixe le prix de la restauration. C'est pourquoi, le collège applique l'ensemble des « forfaits » et « tickets » votés par l'Assemblée départementale.

Le chef d'établissement veille à l'application d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI), qui vise à intégrer, dans la mesure du possible, tous les enfants atteints de troubles de santé, mais compatibles avec une scolarité ordinaire, et pour lesquels des mesures particulières ont été prises.

Le PAI définit les adaptations à apporter à la vie de l'élève durant l'ensemble de son temps de présence au collège. Il indique le traitement médical, le régime alimentaire, la dispense à certaines activités, les soins d'urgence...

Le chef d'établissement veille à l'application du Décret n° 2015-447, du 17 avril 2015, relatif à l'information des consommateurs sur les allergènes et les denrées alimentaires non préemballées servies.

Le chef d'établissement assure également la mise en œuvre d'une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire conformément à la loi du 17 août 2017 relative à la transition écologique pour la croissance verte, en accord avec la politique départementale menée en ce sens.

(pour mémoire l'article 11 de la Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite Loi AGECE, fixe l'objectif de réduction du gaspillage alimentaire, d'ici 2025, à 50 % dans le domaine de la restauration collective).

### **Focus sur la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGALIM)**

Des obligations réglementaires s'imposent à la restauration collective au travers de la loi EGALIM :

- La proposition au moins une fois par semaine, d'un menu végétarien. Ce menu peut être composé de protéines animales ou végétales. (Article L230-5-6) Ce menu végétarien peut être servi en parallèle d'un menu avec de la viande à partir du moment où le convive peut choisir au moins un élément de chaque composante (entrée, plat protidique + garniture, fromage et dessert) sans viande ni poisson.
- La non utilisation de bouteilles d'eau plate en plastique dans les restaurants scolaires (hors restriction de l'eau destinée à la consommation humaine décrétées par l'Etat).
- L'interdiction de la mise à disposition d'ustensiles en matière plastique à usage unique. (Exemple : En cas de panne de lave-vaisselle, la vaisselle jetable sera constituée pour tout ou partie de matières biosourcées).
- L'information, une fois par an, des usagers des restaurations collectives, de la part des produits « durables\* », entrant dans la composition des repas servis et des démarches que les restaurations collectives ont entreprises pour développer l'acquisition de produits issus du commerce équitables



A noter :

-obligation de servir au moins 50% de produits durables et de qualité : %age calculé en valeur d'achats hors taxes de produits alimentaire par année civile, sur l'ensemble des repas, boissons et collations comprises, qui répondent à au moins un des critères, rapportée en valeur d'achats hors taxes de l'ensemble des produits alimentaires entrant dans la composition des repas,  
-part de produits biologiques d'au moins 20% : calculée sur le total des achats hors taxes, conformément aux articles L.230-5, L230-5-1, L.230-5-2 du CRPM.

\*Produits durables :

- produits issus de l'agriculture biologiques
- produits bénéficiant de signes de qualité (labels rouges, AOC, AOP, IGP, STG, spécialité traditionnelle garantie, produit fermier) ou mentions « issu d'une exploitation de haute valeur environnementale »
- produits bénéficiant de l'écolabel pêche durable
- produits bénéficiant du symbole graphique portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques.
- produits acquis selon des modalités prenant en compte les coûts imputés aux externalités environnementales liées au produit pendant son cycle de vie.

S'agissant de la communication : l'arrêté du 14 septembre 2022 fixant les modalités de transmission par les gestionnaires de restaurants collectifs des données nécessaires, l'établissement doit utiliser la plateforme « macantine » étant précisé qu'une passerelle sera établie entre le logiciel Webgerest et la plateforme afin de simplifier les télédéclarations courant de l'année scolaire 2023 - 2024.

Dans le cadre de l'automatisation des nouvelles obligations légales liées au service restauration des collèges, l'outil Webgerest est désormais le seul à pouvoir être utilisé. Une version mobile sera déployée sur plusieurs années afin de compiler et quantifier de façon pratique la nature des approvisionnements.

Sur le volet des achats : pour mémoire tout organisme public est soumis aux principes de la commande publique, dès le premier euro dépensé, pour tous ses achats y compris les fournitures telle que les denrées alimentaires.

La plateforme Agrilocal55, entre autres, permet de promouvoir et développer les productions locales, valoriser le savoir-faire des équipes de cuisine et participer à l'atteinte des obligations de la loi Egalim.

Aussi, le Département incite les établissements à :

- maintenir le compte acheteurs d'AGRILocal55 opérationnel,
- s'engager, autant que possible dans les semaines Agrilocal (3 par an),
- favoriser l'achat de denrées en circuit de proximité, de produits durables de proximité et de produits en circuit de proximité via Agrilocal.

A noter que ces achats peuvent être valorisés afin de bénéficier de la subvention « coup de pouce ». (Définition de la proximité : denrée en provenance des départements de proximité suivants : Meuse, Ardennes, Marne, Haute-Marne, Vosges, Meurthe et Moselle, Moselle).

### ⇒ Les agents travaillant pour le service de demi-pension

Sous la responsabilité directe du gestionnaire et avec le concours des agents des collègues, le ou les cuisinier(s) assure(nt) la confection des repas, et veille(nt) au respect des procédures et des normes. Ils ont en charge l'entretien courant des matériels et assurent une maintenance préventive. Ils respectent les protocoles d'utilisation des matériels et participent à leur bon fonctionnement.

En relation avec le gestionnaire il(s) collabore(nt) à l'élaboration des menus, à la gestion des stocks, assure(nt) les commandes et la réception des denrées et fournitures spécifiques.

Tous les autres agents peuvent être affectés aux tâches d'aide à la confection des repas, de service, de nettoyage, sous réserve qu'ils soient en règle avec les normes HACCP (notamment les visites médicales obligatoires).

Le Département a prévu un second de cuisine dans chaque collège afin de pallier une absence de courte durée du chef cuisinier.

Le chef de cuisine est le responsable HACCP du plan de maîtrise sanitaire, il doit veiller à sa mise en œuvre, son suivi et son application par l'ensemble du personnel intervenant au service de restauration

### ⇒ **L'organisation du service de demi-pension**

Le Conseil départemental fixe :

- Les catégories d'usagers autres que les collégiens qui peuvent être admis au service restauration dès lors que les capacités d'hébergement le permettent,
- Chaque année les tarifs appliqués à toutes les catégories d'usager définies précédemment,
- Le montant des denrées par repas,
- Le montant des charges de fonctionnement,
- Le montant des versements au Département.

Les chefs d'établissement :

- En accord avec les agences comptables devront proposer aux familles le paiement mensuel des factures trimestrielles de restauration
- Informent les familles des collégiens, du montant pris en charge par le Département de la Meuse par repas selon le tarif payé.

En cas d'élaboration exceptionnelle de repas servis à d'autres rationnaires que ceux appartenant aux catégories définies précédemment, le chef d'établissement doit solliciter l'autorisation au Conseil départemental, par mail.

Le service de restauration du collège dispose d'une capacité d'accueil définie, d'une part, en termes de production de repas calculée selon les locaux et le matériel mis à disposition et d'autre part, en tenant compte du personnel départemental affecté à ce service ; ces limites sont fixées respectivement à :

- XXX repas selon les locaux et le matériel mis à disposition,
- XXX repas en fonction du personnel départemental affecté à ce service (chiffre issu des grilles de répartition des tâches 2022/2023).

Dès lors que sa capacité d'accueil le permet, et sans modification des E.T.P. qui lui sont affectés, le service de restauration peut accueillir ou assurer de façon régulière une prestation de repas pour un tiers (portage de repas, ...); une convention soumise à l'approbation du Conseil d'Administration du collège règle les différentes modalités de l'hébergement. Il est recommandé que cette convention définisse précisément les conditions de la prestation (modalités d'accès aux locaux du collège, modalités de portage, surveillance des personnes accueillies, mise à disposition de personnel pour assurer la fabrication des repas supplémentaires (le nombre d'ETP nécessaire sera calculé à la demande du collège par le Service collèges et modalités de remplacement en cas d'absences) le nombre maximum de repas à préparer, les conditions de paiement, les conditions de réservation des repas, les conditions tarifaires.

Cette convention sera co-signée par le Département. Sur demande du collège, le Département – Service collèges enverra un modèle de convention.

### ⇒ **L'hébergement des élèves en internat**

La mission d'hébergement consiste dans l'accueil des élèves inscrits comme internes afin de leur permettre de poursuivre normalement leur scolarité.

Le chef d'établissement assure la gestion et le fonctionnement du service d'hébergement, conformément aux objectifs et aux modalités d'exploitation assignés par le Département.

Les assistants d'éducation remplissant les fonctions de maîtres d'internat restent logés dans les conditions définies par leur statut et leurs obligations de service.

Le chef d'établissement est garant de la constatation des recettes à percevoir des pensions des élèves.

En cas de nécessité constatée par le chef d'établissement, un service de veille de nuit est mis en place, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 5 : ENTRETIEN GENERAL ET TECHNIQUE / MAINTENANCE DES BATIMENTS / TRAVAUX**

Par application de l'article L213-2 du Code de l'Education modifié par LOI n°2019-791 du 26 juillet 2019 – art. 26, le Département assure la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement. Lorsque la construction ou la réhabilitation d'un collège d'enseignement public est décidée, le Conseil départemental tient compte, pour le projet de construction ou de réhabilitation, des recommandations pour une école inclusive de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement mentionné à l'article L. 239-2., conformément aux textes en vigueur.

Les travaux à la charge du Département sont ceux fixés chaque année par la Commission Permanente du Conseil départemental, dans le cadre de la programmation votée chaque année (lors du BP et des différentes étapes budgétaires) pour l'ensemble du patrimoine bâtiminaire et dans la limite du budget alloué. Pour ce qui est des travaux de l'exploitant, normalement à la charge du budget de l'établissement, le Conseil départemental définit annuellement les conditions de son intervention exceptionnelle en la matière.

Les travaux réalisés s'effectuent en concertation Département / Etablissement dans le cadre :

- Des travaux programmés par le Conseil départemental,
- D'interventions d'urgence et de maintenance non programmées : le collège sollicite le service exploitation du bâtiment de la Direction du Patrimoine bâti (hotline bâtiment (urgence) [hotlinecq@meuse.fr](mailto:hotlinecq@meuse.fr) – 03.29.45.78.08),
- Des travaux réalisés par les agents de maintenance envisagés par le collège sur son budget ; le collège informe, le plus en amont possible le service Collèges afin que le lien avec la Direction du Patrimoine Bâti soit réalisé et que les travaux programmés soient anticipés et validés par le Département. Une procédure concertée entre les Directions de l'Education et de la Culture et Patrimoine Bâti, ajustée pour 2021 est transmise en parallèle aux établissements.

### **O Des contrats et vérifications en application de la réglementation relative à la sécurité des établissements recevant du public.**

Il est de la responsabilité du Chef d'Etablissement de souscrire, sur son budget, les contrats de maintenance et de faire réaliser les contrôles réglementaires suivants, selon la répartition suivante :

## A LA CHARGE DU DEPARTEMENT

Domaine	Périodicité	Intervenant	Détail	Documents à compléter
<b>INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE</b>	1 an	Entreprise qualifiée		<b>Livret d'entretien et registre de sécurité</b>
<b>PORTAILS</b>	6 mois	Entreprise qualifiée	Code du travail	<b>Livret d'entretien et registre de sécurité</b>
<b>CHAUDIERE DE + DE 400KWh</b>	2 ans	Bureau de contrôle	Un contrôle périodique de la performance énergétique et un contrôle des émissions atmosphériques doit être réalisé uniquement par un organisme accrédité (COFRAC). Pour les chaudières dont la puissance est comprise entre 2Mw et 20Mw, la fréquence des contrôles passe à 3 ans.	<b>Registre de sécurité</b>
<b>CLIMATISATION ET PAC &gt; 12KG</b>	5 ans	Bureau de contrôle	Contrôle réalisé par des inspecteurs certifiés	<b>Registre de sécurité</b>
<b>FLUIDES FRIGORIGENES pour les climatisations</b>	3 mois 6 mois 1 an	Entreprise qualifiée	- 3 mois si la charge des fluides frigorigènes de l'équipement est supérieure à 300 Kg - 6 mois si la charge des fluides frigorigènes de l'équipement est supérieure à 30 Kg - 1 an si la charge en fluide frigorigène de l'équipement à 2 Kg  - pour une charge > à 30 Kg et si le contrôle d'ambiance est réalisé à l'aide de détecteurs alors la fréquence des contrôles est réduite de moitié	<b>Document Cerfa n°15497 et registre de sécurité</b>
<b>ANALYSE LEGIONELLE</b> Réseau d'eau chaude sanitaire sur les points suivants : départ, retour, point(s) d'usage à risque	1 mois  1 an	Entreprise qualifiée  Laboratoire agréé	Surveillance des températures  Analyse légionella	<b>Carnet sanitaire</b> (suivi des prélèvements)
<b>AMIANTE</b> : mise à jour du dossier technique d'amiante	3 ans	Bureau de contrôle		<b>Dossier technique amiante</b> (annexer les rapports de vérifications)

## A LA CHARGE DE L'ETABLISSEMENT

Domaine	Périodicité	Intervenant	Détail	Documents à compléter
<b>INSTALLATIONS GAZ :</b> Alimentation/équipements pour installation de gaz : chauffage ; éléments de cuisson	<b>1 an</b>	Bureau de contrôle	ERP et Code du Travail	<b>Livret d'entretien et registre de sécurité</b>
<b>ELECTRICITE :</b> Equipements électriques permanents/protections contre la foudre	<b>1 an/4 ans (1)</b>	Bureau de contrôle	<p><u>ERP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les ERP di 1<sup>er</sup> groupe (1<sup>ère</sup> et 4<sup>ème</sup> catégorie), la périodicité est de 1 an</li> <li>- pour les ERP du 2<sup>ème</sup> groupe (5<sup>ème</sup> catégorie), la périodicité est de 1 an au titre du code du travail, s'il est applicable</li> <li>- la vérification périodique annuelle est réalisée obligatoirement une fois sur deux par un organisme agréé</li> </ul> <p><u>Code du travail :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- obligatoire à la mise en service ou sinon périodicité de 1 an</li> <li>- la périodicité peut être portée à 2 ans si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification.</li> </ul> <p>L'inspecteur du travail doit être tenu informé de cette procédure par lettre recommandée avec accusé de réception.</p> <p>(1) Une mise à jour complète de l'ensemble des renseignements descriptifs sera effectuée tous les quatre ans ; elle donnera lieu à un rapport, dit « quadriennal » rédigé</p>	<b>Registre de sécurité</b> (annexer les rapports de vérification)
<b>ASCENSEURS :</b> ascenseurs/montes charges/élévateurs de personnes	<b>6 semaines</b> <b>1 an</b> (vérifications périodiques)	Entreprise qualifiée	<p><u>Tous les établissements (Code du Travail) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 semaines (visite d'entretien)</li> <li>- 1 an (vérification périodique) = responsabilité</li> </ul>	

			de l'employeur si code du travail s'applique  ERP : - 1 an (vérification périodique)	
	<b>5 ans</b>	Bureau de contrôle	- code du travail et ERP de 1 <sup>ère</sup> à 4 <sup>ème</sup> catégorie (contrôle technique)	<b>Registre de sécurité</b>
<b>Ligne de vie/points encrage</b>	<b>1 an</b>	Entreprise qualifiée	/	<b>Registre de sécurité</b>
<b>EXTINCTEURS</b>	<b>1 an (10 ans pour ré-épreuve)</b>	Entreprise qualifiée	ERP et code du travail	<b>Registre de sécurité</b>
<b>DESENFUMAGE</b> : systèmes et trappes de désenfumages	<b>3 ans</b>	Bureau de contrôle	Pour les ERP du 1 <sup>er</sup> groupe qui disposent d'une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, la périodicité est de 3 ans	<b>Registre de sécurité</b>
<b>SSI</b> : Système Sécurité Incendie	<b>1 an</b>	Entreprise qualifiée	Pour les ERP du 1 <sup>er</sup> groupe (1 <sup>ère</sup> et 4 <sup>ème</sup> catégorie) et 2 <sup>ème</sup> groupe (5 <sup>ème</sup> catégorie)	<b>Livret d'entretien</b> (entretien et visites préventives) et <b>Registre de sécurité</b> (contrôles réglementaires)
	<b>3 ans</b>	Bureau de contrôle	Pour les ERP du 1 <sup>er</sup> groupe dont le SSI est de catégorie A ou B, la vérification est à faire tous les 3 ans par un organisme agréé	
<b>FLUIDES FRIGORIGENES</b> : pour les équipements de restauration (chambres froides)	<b>3 mois 6 mois 1 an</b>	Entreprise qualifiée	- 3 mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à 300 Kg - 6 mois si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à 30 Kg - 1 an si la charge en fluide frigorigène de l'équipement est supérieure à 2 Kg  - pour une charge > à 30 Kg et si le contrôle d'ambiance est réalisé à l'aide de détecteurs alors la fréquence des contrôles est réduite de moitié	<b>Document cerfa n°15497</b> (suite à intervention) à annexer au registre de sécurité
<b>EQUIPEMENTS SPORTIFS</b> : Equipements et aires de jeux/buts sportifs/autres équipements	<b>1 an</b>	Bureau de contrôle	<u>Equipements et aires de jeux</u> : - à la mise en service -périodicité définie par l'exploitant  <u>Buts sportifs</u> : - à la mise en service  - périodicité définie par le propriétaire	<b>Registre des équipements sportifs</b>

			<u>Autres équipements sportifs (murs d'escalade, parcours acrobatiques...)</u>	
<b>BAES :</b> Équipement lié à l'éclairage de sécurité	<b>1 mois</b> <b>6 mois</b>	Agent de maintenance	- 1 mois (bon fonctionnement) - 6 mois (autonomie)	<b>Registre de sécurité</b> (annexer les rapports de vérification)
<b>QUALITE DE L'AIR :</b> Vérification des ouvrants et grilles de ventilation	<b>1 an</b>	Agent de maintenance		<b>Rapport de vérification</b>

Le chef d'établissement prend toute disposition et notamment budgétaire pour remplir ces obligations.

Il convient également de faire procéder aux **opérations suivantes, soit par un prestataire extérieur, soit par l'établissement :**

- Vérification et entretien des appareils de cuisson des restaurations scolaires
- Nettoyage des systèmes et conduits d'évacuation des buées et des graisses
- Nettoyage des chéneaux (selon les cas) et contrat d'entretien des toitures, particulièrement des toitures « terrasse » qui doivent faire l'objet d'une vérification annuelle.

**Le Département (Service Exploitation Bâtiments) doit être destinataire :**

- *Au moins une fois par an des comptes rendus des exercices d'évacuation et/ou de confinement*
- *Concernant les contrats de maintenance souscrits par l'établissement, des rapports de contrôle/visite*
- *Des rapports de vérifications périodiques réglementaires des installations techniques.*
- 

A réception de ces rapports, le Département prendra en charge la levée des prescriptions s'il y a lieu.

En dehors des visites périodiques d'entretien effectuées par des entreprises extérieures, l'établissement assure la surveillance quotidienne, voire hebdomadaire des installations techniques, et devra alerter le service Exploitation des bâtiments de tous dysfonctionnements constatés.

Une attention particulière doit être apportée par les établissements, d'une part à l'entretien régulier des installations (locaux, espaces extérieurs, mobilier et matériels, ...), d'autre part à la mise en place des contrôles techniques obligatoires.

Il est rappelé en ce qui concerne les logements de fonction, que le petit entretien demeure à la charge de l'occupant qu'il soit locataire payant ou à titre gratuit. De même, les jardins et espaces privés seront entretenus par lui.

**O Les agents des collèges assurent les travaux d'entretien courant des bâtiments, des mobiliers et des espaces non bâtis (nettoyage, petite maintenance, ...) dans la limite de leurs compétences et de leurs habilitations.**

a) Maintenance courante :

Les agents de maintenance des collèges vérifient régulièrement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et d'alerte en concertation avec les entreprises chargées de leur maintenance. Le cas échéant, ils vérifient régulièrement les équipements sportifs installés au collège en complément des contrôles réglementaires effectués par des organismes agréés.

Les agents de maintenance des collèges procèderont annuellement à la vérification des ouvrants et grilles de ventilation. La fiche d'évaluation devra être transmise au Département – Service Exploitation bâtiments.

Ils signalent tous les dysfonctionnements qu'ils ne peuvent résoudre au chef d'établissement, qui les transmet au Département – Service Exploitation Bâtiments. En dehors des informations habituellement communiquées dans le cadre des enquêtes générales ou du compte financier, le Département pourra demander à l'établissement de lui fournir tous les renseignements nécessaires destinés à optimiser les dépenses de viabilisation.

Les actions et/ou contrôles réalisés par les agents ainsi que les constats de dysfonctionnements liés à la sécurité font l'objet d'une inscription au registre de sécurité de l'ERP. Il est important que le registre de sécurité soit attentivement renseigné. Par ailleurs, le chef d'établissement informera les services départementaux des mesures de sécurité conservatoires qu'il aura à prendre en urgence.

b) Travaux réalisés par les agents départementaux :

Lors du dialogue de gestion ou le plus en amont possible, les projets de travaux à faire réaliser par les agents départementaux devront être transmis au service Exploitation des Bâtiments. Ces projets de travaux devront être suffisamment précis (pièces impactées, description des travaux souhaités) et éventuellement accompagnés de plan(s) afin de permettre au Département de qualifier si ces travaux sont soumis à une demande d'autorisation d'aménager un ERP dont le délai d'instruction est de quatre mois et si un repérage amiante avant travaux doit être réalisé ou encore soumis à Déclaration Préalable dans le cas de travaux d'entretien sur des aménagements extérieurs ou éléments de façade. Si tel est le cas, ces prestations seront assurées par le Département.

Si accord, le collègue complètera sa demande par 2 ou 3 devis qu'il adressera au service Exploitation des Bâtiments.

Le service Exploitation des Bâtiments transmettra la demande validée au service collègues. Aucune commande ne doit être engagée par l'établissement à défaut de validation par le Service collègues faute de quoi le remboursement des sommes correspondantes ne pourra être pris en charge.

Lorsque les projets sont validés par le Département au regard de leur pertinence et de la compétence des agents, la Commission Permanente du Conseil départemental arrête la liste des travaux à retenir, ainsi que l'achat des fournitures permettant leur réalisation et accorde le financement nécessaire, sous forme de subvention.

Ces actions entrent dans le cadre du dispositif de gestion des agents des collègues ; elles sont évaluées lors de l'entretien individuel de fin d'année des agents.

**○ En cas de panne, dysfonctionnement, réparations urgentes**

**Le collègue contacte la hotline du service Exploitation bâtiment :**

- **Par mail à :** [hotlinecg@meuse.fr](mailto:hotlinecg@meuse.fr)
- **En cas d'urgence, par téléphone :** 03.29.45.78.08
- **En cas d'urgence hors jours et heures ouvrés, l'astreinte du Département au 03.29.77.37.06**

Une évolution est attendue par l'usage du centre de service de la collectivité, déjà en place. Les modalités d'accès seront communiquées ultérieurement.

Le cas échéant le service Exploitation bâtiments pourra valider le fait pour le collègue de faire réaliser les réparations au titre des « travaux urgents » donnant lieu à remboursement des frais par le Département. **Ces travaux doivent être réalisés par une entreprise.**



Après éventuellement consultation de plusieurs entreprises, le collège procède alors lui-même à la commande des travaux auprès d'une entreprise et règle l'entreprise après exécution. Une copie des factures concernées, certifiées payées, avec le fil des échanges mail, est envoyée au service Exploitation Bâtiments qui centralise les demandes et procède aux remboursements au fur et à mesure.

### **O Mise à disposition d'agents de maintenance des bâtiments de la collectivité.**

Des agents de maintenance de la collectivité sont disponibles pour réaliser des travaux programmés, principalement dans les domaines :

- de l'aménagement intérieur (réfection de salles, couloirs, isolation phonique, escaliers...),
- des aménagements d'espaces extérieurs,

Ils peuvent prendre en charge également des interventions ponctuelles ne pouvant être assurées par les agents des collèges

Les agents de maintenance des collèges ayant accepté de participer volontairement et ponctuellement à un chantier hors de leur établissement, pourront être « prélevés » pour permettre la réalisation de travaux, après accord préalable de leur chef d'établissement.

Préalablement à la réalisation des travaux programmés (aménagement des espaces intérieurs et extérieurs), le chef d'établissement adressera une demande pour validation – au service collèges, qui ensuite assurera le lien avec la Direction du Patrimoine Bâti.

Pour les interventions ponctuelles, le chef d'établissement adressera une demande à la hotline du Service Exploitation Bâtiment (hotlinecg@meuse.fr).

Les travaux pouvant être réalisés par les agents de maintenance des collèges et les agents de maintenance du service exploitation des bâtiments sont de type :

- Rénovation plafonds/murs/sols : peinture/toile de verre/faïence
- Revêtement de sol (carrelage, sol souple sans joint soudé ou joints soudés à froid, parquet flottant, ...)
- Travaux de plâtrerie (cloisons/plafonds/isolation)
- Travaux électriques légers en fonction des compétences reconnues et des habilitations requises (remplacement d'accessoires de luminaires...)
- Menuiserie (plinthes, petits meubles, étagères, remplacement de portes et accessoires de sécurité : anti panique...)
- Petits travaux de maçonnerie
- Travaux de plomberie de base
- Pose de grillage, clôture
- ...

## **ARTICLE 6 : INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE – MAINTENANCE ET MATERIEL INFORMATIQUE.**

Dans le cadre des compétences partagées posées par la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 dite « loi pour la refondation de l'Ecole ou loi Peillon », le Département de la Meuse, à travers ses services collèges et Infrastructures Informatiques ont souhaité coordonner leurs actions et décident en conséquence de définir une nouvelle organisation globale de fonctionnement concernant le numérique.

Depuis 2018, le Département de la Meuse est propriétaire du matériel acheté à partir de cette date. Ainsi, il prend en charge l'ensemble du cycle de vie du matériel. Les matériels concernés doivent donc être rétrocédés au Département à la fin de leur exploitation. Le collège pourra aussi remettre au Département tout le matériel (avant 2018) qu'il souhaite recycler.

## ⇒ Les Missions du Département :

La loi précise que le Département assure l'acquisition et la maintenance des infrastructures et des équipements informatiques et les logiciels nécessaires à l'enseignement et aux échanges entre les membres de la communauté éducative.

Les interventions informatiques s'effectuent en concertation entre le Département et l'établissement dans le cadre :

- Des projets programmés par le Conseil départemental,
- De la maintenance informatique,
- De la gestion du matériel du Département

### ➤ Niveau de service proposé par le Département

Le Département assure :

- Le déploiement et la maintenance des matériels départementaux (en concertation avec le rectorat pour les postes administratifs).
- L'installation de logiciels prévus pour le socle pédagogique et validés par l'Académie.
- L'achat et la gestion des éléments actifs nécessaires pour le maintien en conditions opérationnelles des réseaux informatiques (filaire et wifi).
- L'achat et la gestion des pièces nécessaires pour le maintien en conditions opérationnelles des serveurs pédagogiques ou des serveurs Edutice (selon le plan de déploiement).
- Le déploiement et la maintenance des matériels acquis par l'établissement sous réserve d'une validation préalable de la commande par le département (ordinateurs, tablettes, téléphones fixes).
- Les abonnements et la gestion des liens d'interconnexions (liens internet)
- Les abonnements et la gestion de la téléphonie (pour certains établissements passés en centrex)

### ➤ La sécurité des systèmes d'information

Le Département s'engage à respecter les préconisations de sécurité des systèmes d'information mises en place par l'académie et s'engage à les faire respecter par ses intervenants.

Sa responsabilité ne pourra pas être engagée si des initiatives émanant, sans son accord, des chefs d'établissement fragilisent la sécurité informatique des établissements (virus, réseaux, réseau wifi, ouverture de ports, connexion de matériels personnels, ...).

## ⇒ Les Missions de l'établissement

### ➤ Les engagements de l'établissement

- Rendre le matériel en fin de vie selon l'inventaire,
- Avertir sans délai le département sur des défauts susceptibles de causer des interruptions de service,
- Maintenir la localisation des équipements informatiques départementaux. Si ceux-ci doivent obligatoirement être déplacés, avertir en amont le service collèges pour validation
- Le matériel doit être conservé dans sa configuration initiale (même disque, même mémoire, ...),
- Garantir la sécurité, gérer et limiter les accès aux locaux identifiés où sont installés les serveurs et les baies de brassage.

### ➤ La sécurité des systèmes d'information

- L'établissement reste soumis aux préconisations académiques de sécurité des systèmes d'information, en particulier en ce qui concerne le raccordement de matériels personnels, l'ouverture de ports et l'ajout de bornes Wifi.

- L'établissement s'engage à faire adopter, par chaque utilisateur (élève, professeur, agents...) une charte informatique de sécurité et d'usages du système d'information proposé par le Rectorat Nancy-Metz.
- Le matériel acquis par l'établissement et intégré au réseau  
A partir de l'exercice 2023, les achats de matériels informatiques par les établissements en fonds propres sont prohibés. En effet, plusieurs enjeux animent cette mesure : cohérence du système d'information, simplification de la maintenance, sécurisation optimale du réseau de l'établissement. Les familles de matériel listées dans le matériel cible standard du Plan Numérique Educatif sont concernées par cette interdiction.
- Les logiciels pédagogiques acquis par l'établissement qui sont intégrés au réseau
  - L'établissement assure l'installation de ces logiciels après validation par le chef d'établissement. La maintenance de ces logiciels n'est pas assurée par le département et ils pourront éventuellement être effacés lors d'opérations de maintenance. L'établissement peut néanmoins faire appel à l'assistance départementale en cas de difficulté technique d'installation de ces logiciels.
- Les accès au poste informatique pour les agents ATTEE
  - Le département a mis à disposition un poste de travail et une imprimante dans chaque collège afin que les agents ATTEE puissent accéder au portail du département. L'établissement doit permettre un accès facile à ce matériel aux agents ATTEE dans un local qui leur est dédié. Si un déplacement du matériel est nécessaire, il doit être validé par le département.
- La maintenance du matériel informatique
  - L'établissement s'engage à signaler au plus tôt à l'assistance départementale les dysfonctionnements des matériels et installations mises à sa disposition.

⇒ L'assistance informatique

- Assistance Environnement Numérique de Travail (MON BUREAU NUMERIQUE) :  
Lors d'un éventuel besoin, le correspondant ENT du collège nommé dans chaque établissement sera sollicité dans un premier temps. En cas de difficultés rencontrées avec l'ENT ou l'outil de vie scolaire K-d'école, le correspondant ENT peut solliciter le niveau N1 de l'assistance en contactant le guichet unique du rectorat. Seul le chef d'établissement et/ou le correspondant ENT sont en mesure de pouvoir contacter le guichet unique.  
Le guichet unique se chargera si besoin, de solliciter l'éditeur KOSMOS qui prendra en charge l'assistance au niveau N2 et N3, pour l'environnement numérique de travail monbureau numerique et pour le logiciel de vie scolaire K-d'ecole. Si le problème provient d'une autre source, le guichet unique se chargera d'escalader le problème vers le support concerné : DANE, Département, autres prestataires requis...

Les correspondants ENT de l'établissement et/ou les chefs d'établissements ont possibilités de signaler un problème au guichet unique du rectorat :

- Sur la plateforme web : <http://assistance.ac-nancy-metz.fr>
- Assistance DRANE :  
En cas de besoin, en recherches de solutions pédagogiques, tutoriels, informations pratiques, utilisations courantes : consulter l'ensemble des documents référencés sur le site de « La Kommunauté » : <https://www.skolengo-academy.org/> ou contacter la page web dédiée à l'ENT mise en ligne par la DRANE : <https://bit.ly/2zq8aN5> ou déposer un mail dans la boîte de la DANE : [ce.dane@ac-nancy-metz.fr](mailto:ce.dane@ac-nancy-metz.fr)
- Assistance informatique Départementale sur le réseau pédagogique :  
En cas de besoin, de déclaration d'incident ou de demande relative à la maintenance informatique sur le **réseau pédagogique et administratif ou l'infrastructure réseau** (serveur pare-feu, switches, accès internet), les administrateurs, chefs d'établissements, les gestionnaires et les professeurs référents TIC doivent de déposer un ticket sur la plate-forme web « Centre de services » du département accessible à l'adresse suivante :

<https://centredeservices.meuse.fr/HEAT/?NoDefaultProvider=True>

Un identifiant est affecté à chaque établissement.

Cette plate-forme est également accessible depuis les smartphones en cas de panne du réseau de l'établissement.

En cas d'urgence uniquement, vous pouvez joindre le 03.29.45.77.45 de 8h15 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 du lundi au jeudi et jusque 16h30 le vendredi. Il est également possible de laisser un message vocal en dehors des heures d'ouverture.

## **ARTICLE 7 : DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT**

Chaque année, le Conseil départemental vote et notifie **la dotation de fonctionnement** au collège **calculée sur la base des critères arrêtés par le Département** communiqués à l'ensemble des établissements.

Un des critères étant le forfait/élève, ce dernier est calculé sur les effectifs réellement constatés à la rentrée n-1 de la dotation (pour dotation 2024, effectifs rentrée 2023).

Au titre de la dotation 2024, l'Assemblée départementale a décidé de poursuivre la prise en compte du niveau des fonds de roulement disponibles de chacun des collèges ; ainsi, à l'issue des dialogues de gestion menés, seul les collèges concernés par un reliquat de l'écêtement de l'année passée ont vu, un ajustement opéré, en déduction de leur dotation.

Ces dialogues de gestion seront poursuivis cette année 2024 avec l'ensemble des collèges départementaux afin d'évoquer leur situation financière, leurs projets et leurs difficultés éventuelles et perdureront pour la dotation 2025.

A noter que les fonds pris en compte intègrent les prélèvements réalisés en année n jusqu'au 30 juin.

## **ARTICLE 8 : CONSEILS D'ADMINISTRATION**

Le chef d'établissement veille à adresser au Service Collèges par le biais de l'application **Dém'Act** :

- L'ensemble des actes du Conseil d'Administration dont la transmission est prévue par la législation en vigueur

A noter : outre les procès-verbaux des Conseils d'administration du collège rattachés à un acte budgétaire et financier visibles via l'application Dem'Act par le service Collèges, le chef d'établissement veillera à faire parvenir par mail à [education@meuse.fr](mailto:education@meuse.fr) les autres procès-verbaux pour lesquels le service Collèges n'a pas de visibilité via Dém 'Act,

- les actes du Conseil d'administration dits « non transmissibles » dont la liste a été arrêtée par la collectivité et, également, le procès-verbal du Conseil d'Administration accompagné de l'ordre du jour et de la liste d'émargement, ainsi que tout acte nécessaire au suivi de certains dossiers tels que l'affectation des logements de fonction, les tarifs du service annexe d'hébergement...  
L'article R421-56 du Code de l'Education précise que la collectivité territoriale de rattachement a accès, sur sa demande, à l'ensemble des actes et documents relatifs au fonctionnement de l'établissement.
- le rapport de présentation du budget mentionné dans la circulaire du 27 décembre 1985 ; ce rapport peut être celui présenté au conseil d'administration, à l'appui du document budgétaire.

Par ailleurs, compte tenu de l'engagement financier du Département dans le fonctionnement des collèges, il semble indispensable que les Conseillers départementaux, membres titulaires du Conseil d'Administration de l'établissement soient présents au sein de cette instance ; pour ce faire, le chef d'établissement fixe, dans la mesure du possible, les dates de Conseil d'Administration en accord avec les élus départementaux titulaires.

Une fois la date du Conseil d'Administration fixée, le chef d'établissement peut adresser, pour information, au Conseil départemental - Service collèges, une copie de la lettre de convocation adressée aux membres ainsi que les ordres du jour. De plus, pour répondre à l'intérêt que portent les conseillers départementaux suppléants au fonctionnement des collèges meusiens et dans le cas où le membre titulaire ne peut se rendre à cette instance, il veillera à transmettre aux conseillers départementaux suppléants la lettre de convocation et l'ordre de jour reçus.

Ces deux dispositions n'étant pas réglementairement cadrées, il ne s'agit pas d'une obligation.

## **ARTICLE 9 : LOGEMENTS DE FONCTION**

### **Les logements de fonction sont fermés pour cet établissement**

Le Code général de la propriété des personnes publiques\*, dispose dans le cadre des logements de fonction au sein des EPLE, que :

*« Les conditions d'attribution de concessions de logement par les régions, les départements et, le cas échéant, les communes et les groupements de communes aux personnels de l'Etat employés dans les établissements publics locaux d'enseignement sont fixées par les dispositions des articles R. 216-4 à R. 216-19 du code de l'éducation. »*

Chaque année, le Département de la Meuse fait le point avec les établissements publics du second degré sur la situation des logements de fonction afin de connaître les modifications à venir pour la prochaine rentrée scolaire.

Dans ce cadre, des dossiers de rentrée sont envoyés courant juillet-août de l'année précédant la nouvelle année scolaire, à chaque établissement.

Afin de respecter des délais raisonnables en vue d'élaborer de nouveaux arrêtés ou conventions, il est demandé aux collèges de retourner ce dossier dûment complété et accompagné des justificatifs requis dès début septembre et avant le 30 septembre de l'année scolaire en cours, ou sans délai après la tenue du Conseil d'administration du collège s'il est organisé après cette date.

#### a) Rappel de la procédure

- **En cas de nouveaux bénéficiaires**, différentes conventions doivent être rédigées :
  - NAS : Nécessité absolue de service
  - COP : Convention d'occupation précaire
  - AOP : Autorisation d'occupation précaire

Dans ce cadre, il est nécessaire de prendre l'attache du service Collèges pour validation du dossier présenté au Conseil d'administration et, de retourner les éléments suivants :

- L'état des lieux d'entrée réalisé par l'établissement,
- La fiche de présentation du logement,
- La déclaration du chef d'établissement certifiant qu'aucun personnel de l'établissement n'est intéressé par l'occupation du logement de fonction (AOP concerné),
- La notification du PED\* permettant de déterminer la valeur locative du logement de fonction concerné (COP / AOP concernés), sachant que 15 % d'abattement seront appliqués pour cause de précarité

\* Pôle d'évaluation domaniale de Nancy – Ressor territorial : Meurthe et Moselle (54) – Meuse (55) : [ddfip54.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip54.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Il est impératif de recourir à l'outil DEMARCHES SIMPLIFIEES pour adresser des demandes d'avis domaniale au pôle d'évaluation.

L'accès à la plateforme « demarches-simplifiees.fr » pour la consultation du Domaine s'effectue à partir de l'URL suivante :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/consultation-du-domaine>

Les documents explicatifs et tutoriels sont directement accessibles sur la plateforme DS « Consultation du Domaine », ainsi que sur le site internet de la politique immobilière de l'État « immobilier-etat.gouv.fr », déployé par la DIE à l'adresse :

<https://www.portail-immo.gouv.fr/documentations/d/fe50ca9e6b43490fa615/>

- L'acte du Conseil d'administration correspondant,
- L'attestation d'assurance.

\* Article R2124-78 du Décret n°2011-1612 du 22 novembre 2011 du CG3P – sous-section 2 : Concessions de logement dans les immeubles appartenant aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics

- **En cas de changement dans l'ordre d'attribution ou dans la nature des logements**  
Cette situation entraîne l'élaboration par le Département d'un nouvel arrêté collectif de répartition des logements de l'établissement et sera soumis à délibération de la Collectivité.

Dans ce cadre, il est nécessaire de prendre l'attache du service Collèges pour validation du dossier qui sera présenté au Conseil d'administration et, de fournir en retour la délibération du Conseil d'administration sur laquelle devront figurer sous forme de tableau les éléments suivants :

- Le numéro d'ordre d'attribution du logement
- Le type de logement (F4, etc..) et sa superficie,
- La fonction du bénéficiaire,
- Le type d'attribution (NAS / COP ou AOP)
- L'adresse exacte des locaux concédés

- **En cas de cessation de l'occupation du logement**

Dans ce cadre, il est nécessaire de prendre l'attache du service Collèges pour information et, de transmettre les éléments suivants :

- Un courrier demandant la cessation de la convention par le demandeur (COP/AOP concernés)  
*A noter : le bail est consenti à titre précaire ; le locataire pourra demander la résiliation du bail à tout moment. Toutefois, le locataire désirant quitter le logement devra prévenir le bailleur sous préavis d'un mois.*
- L'état des lieux de sortie  
*A noter : si des dégradations ne relevant pas d'un usage courant du logement sont constatées, le Département se réserve le droit de refacturer à l'occupant.*

b) Les types d'attributions possibles sous couvert d'arrêtés nominatifs accordés par le Département

- **Les conventions NAS** (Nécessité absolue de service)

Comme stipulé ci-dessus, seuls les personnels de l'éducation nationale énumérés dans l'article R.216-5 du Code de l'Education, de même que des agents de la collectivité peuvent bénéficier de logements par NAS.

Toutefois, dans le cas où un personnel de l'Education ne souhaite pas loger, il doit se rapprocher de la DSDEN afin d'établir une demande de dérogation à l'obligation de loger. La DSDEN retournera ensuite courant septembre au Département la liste correspondante.

A noter : dans le cas d'une dérogation à l'obligation de loger validée par la DSDEN d'un personnel de l'Education nationale pour un logement attribué par NAS, le logement concerné peut faire l'objet d'une COP ou AOP jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. Eventuellement, cette convention pourra être reconduite l'année scolaire suivante sous réserve qu'une dérogation à l'obligation de loger soit à nouveau validée. Dans ce cas, une convention sera alors à nouveau rédigée.

### Les conventions à titre précaire :

- **Les COP** (Convention d'occupation précaire)  
Conformément à l'article R216-15 du Code de l'Education :  
« Lorsque tous les besoins résultant de la nécessité ou de l'utilité de service ont été satisfaits, le conseil d'administration, sur le rapport du chef d'établissement, émet des propositions sur l'attribution des logements demeurés vacants. La collectivité de rattachement peut accorder à des personnels de l'Etat, en raison de leurs fonctions, des conventions d'occupation précaire de ces logements. »

Le Département peut également accorder des COP aux personnels de la collectivité sous réserve d'acceptation de l'établissement.

Les logements sous COP seront occupés par des personnes exerçant au sein de l'établissement.

- **Les AOP** (Autorisation d'occupation précaire)  
Sur sollicitation de l'établissement ou de la collectivité territoriale, il peut être proposé également la conclusion de conventions AOP.  
Il peut s'agir de personnels de l'Education ou de la collectivité, rattachés à un autre collège, parfois même extérieur au collège, sous réserve de l'acceptation des contreparties.

Il est à noter que pour ces deux types de conventions à titre précaire, le bailleur, ici, le collège agissant en qualité d'usufruitier, doit fournir à l'occupant des diagnostics immobiliers suivants :

Diagnostic immobiliers	Conditions	Durée validité
Performance énergétique	Tous logements pour une durée d'occupation supérieure à 4 mois par an	10 ans
Constat de risque d'exposition au plomb	Bâtiment construit avant 1949	6 ans si présence de plomb Sinon illimité
Diagnostic amiante (*)	Permis de construire délivré avant juillet 1997	3 ans si présence amiante Sinon illimité
Installation intérieure gaz	Installation a plus de 15 ans	3 ans
Installation intérieure électrique	Installation a plus de 15 ans	6 ans
Etat des risques et pollutions	Selon arrêté préfectoral qui fixe la liste des communes concernées	6 mois

(\*) Les diagnostic amiante des logements étant d'ores et déjà disponible dans la zone collaborative 'Collèges\_CD55'.

Ces diagnostics sont à la charge de l'établissement et devront être transmis à la direction du Patrimoine bâti.

### **Remarque : en dehors de ces différentes conventions, il est proscrit de procéder à toutes locations à la nuitée.**

En effet, il résulte des dispositions du décret du 14 mars 1986 relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement que seules trois catégories de personnel peuvent être logées dans les EPLE, les agents logés par nécessité absolue de service, les agents logés par utilité de service et des agents de l'Etat qui en raison de leurs fonctions, bénéficient d'une convention précaire.

Le Département applique le cadre règlementaire et fait le choix de privilégier les types de conventions comme susmentionnées.

Aucun cadre juridique ne permet à la collectivité de se substituer au marché de l'hôtellerie.

c) Prestations accessoires – charges

Dans son article R216-11 du Code de l'Éducation, il est stipulé que :

*« Seules les concessions de logement accordées par nécessité absolue de service comportent la gratuité du logement nu. Les charges locatives sont remboursées à l'établissement, sous réserve des prestations accessoires accordées gratuitement aux personnels concessionnaires dans les conditions fixées à l'article R. 216-12. Les concessions par utilité de service ne comportent aucune prestation gratuite. »*

L'évolution du montant de des prestations étant basée sur l'évolution de la Dotation Générale de Décentralisation, il convient au regard de la stabilité de cette dotation depuis plusieurs années, d'appliquer les valeurs qui ont été arrêtées par la Commission permanente du Conseil départemental le 27 septembre 2012.

Par ailleurs, chaque année, le Département interroge le service local du Domaine – CDPIE, de la Direction des Finances Publiques de la Meuse, qui transmet la note dédiée au remboursement des prestations accessoires payées sur des bases forfaitaires en indiquant la date de prise en compte de ces tarifs.

**Reprise des contrats énergie par le Département : Direction du Patrimoine bâti :**

Conformément au courrier envoyé à chaque collègue en date du 11 décembre 2018 par le service Exploitation des bâtiments de la Direction du Patrimoine bâti, il est rappelé qu'à ce jour, le Département a à sa charge l'ensemble des contrats de fourniture d'énergie, sauf pour le collège de Ligny en Barrois compte tenu du chauffage au bois avec centrale neutralisée, contrat qui sera repris courant 2023.

Pour les logements de fonction, deux cas de figure apparaissent :

- Les compteurs sont individualisés et,
  - Le logement est occupé dans le cadre d'une nécessité absolue de service : le contrat est pris par le Département, ou,
  - Le logement est occupé dans le cadre d'une convention d'occupation précaire : le contrat est à la charge de l'occupant qui doit souscrire un abonnement auprès du fournisseur d'énergie de son choix, ou,
  - Le logement est vacant, l'abonnement au service de fourniture d'énergie est arrêté.
  
- Les compteurs ne sont pas individualisés et,
  - Le logement est occupé dans le cadre d'une nécessité absolue de service : le contrat est pris en charge par le Département.  
A noter : S'agissant des prestations accessoires, l'évolution de leur montant étant basée sur l'évolution de la Dotation Générale de Décentralisation, il convient au regard de la stabilité de cette dotation depuis plusieurs années, d'appliquer les valeurs qui ont été arrêtées par la Commission permanente du Conseil départemental le 27 septembre 2012.
  - Le logement est occupé dans le cadre d'une convention d'occupation précaire : le contrat est pris en charge par le Département, les charges sont refacturées à l'occupant par le collègue. Le montant correspond à la refacturation est déduit de la dotation de fonctionnement sur l'année n+2.  
A noter : le Service Local du Domaine – CDPIE, de la Direction des Finances Publiques de la Meuse, transmet à la collectivité départementale la note dédiée au remboursement des prestations accessoires payées sur des bases forfaitaires. Ces montants, communiqués annuellement par France Domaine, sont définis à partir de l'indice du prix à la consommation du gaz publié par l'INSEE. Ces informations sont ensuite communiquées au collègue par le service Collèges.

Remarque : les dépenses de viabilisation exclusivement liées à l'eau ne sont pas concernées.



Uniquement dans le cas de compteurs individualisés : il est important de souligner que les personnes logeant sous convention COP ou AOP doivent souscrire à un contrat énergie, y compris lorsqu'elles logent dans un logement normalement attribué par NAS et laissé vacant suite à une dérogation à l'obligation de loger. La gratuité des prestations accessoires ne s'applique qu'aux personnes logées par NAS.

Fait à Bar-le-Duc en 2 originaux, le

Pour le Département de la Meuse  
Le Président

Pour le Collège  
Le Principal

Annexe :

- Tableau des éléments à transmettre
- Liste des prérequis techniques du matériel informatique

**ANNEXE 1 A LA CONVENTION DE FONCTIONNEMENT 2023**

**LISTE DES PIECES ET INFORMATIONS A FOURNIR**  
**CONFORMEMENT A LA CONVENTION DE FONCTIONNEMENT**  
**(TITRE III – DISPOSITIONS GENERALES DE MISE EN ŒUVRE)**

TYPE DE DOCUMENT OU D'INFORMATION	REFERENCES DU CONTRAT	DATE DE TRANSMISSION	OBSERVATIONS
- Coordonnées de la personne à contacter en période de vacances scolaires	Titre III I- l'accueil	Avant les vacances	
- Convention de mise à disposition des locaux scolaires	Titre III II- Administration/ Fonctionnement	Un mois avant la date d'effet	
- Restauration : résultats d'analyses bactériologiques visites médicales des agents	Titre III IV- Le service de Restauration et d'Hébergement	Sans délai	Zone collaborative
- Projet d'Accueil Individualisé anonymisé (afin de les identifier en cas de contrôle en application de la réglementation)	Titre III IV- Le service de Restauration et d'Hébergement	Sans délai	
- Emploi du temps individuel des agents	Titre III III –Les agents départementaux des collèges	Au plus tard, le jour de la rentrée des vacances de la Toussaint	Toute modification doit également faire l'objet d'une transmission
- Elaboration exceptionnelle de repas	Titre III IV- Le service de Restauration et d'Hébergement	Avant la réception	Par mail
- Convention pour repas fournis à des élèves du 1 <sup>er</sup> degré	Titre III IV- Le service de Restauration et d'Hébergement	Avant la date de mise en œuvre	Co-signature du Département
- Rapports d'analyses sur aliments, surfaces et eau (bactério, listeria ...)	Titre III IV- Le service de Restauration et d'Hébergement	Sans délai	Par mail
- Audits de fonctionnement, signalements et résolutions des incidents	Titre III IV- Le service de Restauration et d'Hébergement	Sans délai	Par mail Zone collaborative

TYPE DE DOCUMENT OU D'INFORMATION	REFERENCES DU CONTRAT	DATE DE TRANSMISSION	OBSERVATIONS
- Rapports faisant suite à inspections sanitaires	Titre III IV- Le service de Restauration et d'Hébergement	Sans délai	
- Inventaire chiffré des petits travaux à faire réaliser par les agents	Titre III V – l'entretien général et technique La maintenance des bâtiments	Le plus en amont possible et lors du dialogue de gestion	
- Signalement des dysfonctionnements des dispositifs de sécurité et d'alerte	Titre III V – l'entretien général et technique La maintenance des bâtiments	Sans délai	
- Rapport des exercices d'évacuation et de confinement	Titre III V – l'entretien général et technique La maintenance des bâtiments	Au moins une fois par an	
- Comptes rendus de visite de la commission de sécurité - Rapports de vérifications périodiques des installations techniques	Titre III V – l'entretien général et technique La maintenance des bâtiments	Sans délai	
- Liste tenue à jour des contrats de maintenance souscrits par le collège	Titre III V – l'entretien général et technique La maintenance des bâtiments	Sans délai	Par le biais du Guide de Maintenance
- Procès-verbaux des conseils d'administration et actes s'y rattachant - Rapport de présentation du budget	Titre III VII- Conseils d'Administration	Dans un délai de 5 jours à compter de la réunion du Conseil d'Administration	
- Copie de la convocation aux séances de Conseils d'Administration - Documents relatifs aux réunions du C.A	Titre III VII - Conseils d'Administration	Envoi facultatif	
- Liste des délégations au gestionnaire et/ou adjoint	Titre III VII - Conseils d'Administration	A la signature De la convention	

## **ANNEXE 2 : LISTE DES PREREQUIS TECHNIQUES DU MATERIEL INFORMATIQUE ACHETE DE FACON AUTONOME PAR L'EPL**

- **Ordinateur :**

- Système d'exploitation : Windows 11 pro 64 bits
- Interface graphique : sortie VGA disponible
- Processeur : compatible Windows 11
- Mémoire : 16 Go RAM minimum
- Disque dur : SSD recommandé

- **Tablette de type Ipad :**

- Système d'exploitation : IOS version 17 minimum

- **Ecran :**

- Technologie LED (réduction énergie et meilleure qualité)
- Double sortie (Matériel plus facilement adaptable sur divers matériels : VGA/DVI/display port/HDMI)
- Réglable en hauteur

- **Vidéo projecteur :**

- Interactif
- Technologie recommandée sans lampe

## ANNEXE 3

### **REGLEMENT DEPARTEMENTAL DES SERVICES DE RESTAURATION (Pour les collèges en gestion Départementale)**

**Règlement adopté par l'Assemblée départementale le 18 octobre 2018  
Date d'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 2019**

#### Préambule :

Vu le code de l'éducation, et notamment l'article L.213-2  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la convention de fonctionnement signée entre l'établissement et le Département.

En application de ces textes, le Département de la Meuse a depuis 2007 la charge de la restauration scolaire des collèges. Le choix a été fait de maintenir les services de restauration dans les collèges avec délégation de la gestion aux établissements.

Par ailleurs, afin de garantir une équité entre tous les usagers sur l'ensemble du territoire, les tarifs sont fixés par le Conseil départemental qui a également arrêté un coût des denrées par assiette pour garantir une restauration de qualité.

#### **Article 1 : Définition du service**

Le service de restauration des collèges a pour objet d'assurer sur place le déjeuner des élèves inscrits au service et secondairement d'autres usagers appelés ici commensaux. Le temps du déjeuner est un moment qui contribue à la qualité de vie de l'établissement et à la santé de tous, particulièrement des élèves, à qui la priorité d'accueil est donnée.

Le chef d'établissement met en place l'organisation du temps de repas afin d'assurer le service dans les meilleures conditions de durée et de sécurité. Ce service fonctionne durant la présence des élèves (il ne fonctionne pas pendant les vacances scolaires, le weekend et les jours fériés).

Les repas sont préparés par les agents techniques employés par le Département, et le cas échéant par les personnels mis à disposition et affectés au collège par d'autres collectivités.

#### **Article 2 – règles de fréquentation**

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, il est interdit aux usagers d'introduire des aliments dans l'enceinte du service de restauration.

La seule exception à cette règle concerne les élèves qui doivent suivre un régime alimentaire particulier. Dans ce cas, à la demande des parents, un Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I.) sera établi conjointement avec le chef d'établissement, le chef de cuisine, le gestionnaire et le médecin scolaire. Néanmoins le collège se réserve le droit de refuser l'admission de l'élève au service de restauration s'il estime ne pas pouvoir assurer sa sécurité alimentaire.

D'autre part aucun aliment ne devra sortir du service de restauration et de l'enceinte de l'établissement, sauf cas exceptionnels liés à la fourniture de repas à une collectivité dans le cadre d'une convention tripartite.

Le collège n'assure pas de menus adaptés aux élèves qui, pour des raisons personnelles, culturelles ou religieuses, souhaitent un régime alimentaire spécifique.

Toute infraction aux règles de bonne tenue et de discipline générale commise par les usagers sera réglée sous la responsabilité du chef d'établissement.

### **Article 3 – accès au service de restauration**

La capacité d'accueil du service de restauration s'apprécie en fonction des règles d'hygiène et de sécurité, de la capacité de production, des moyens en personnel, du mode de distribution, du nombre de places assises, du taux de rotation et de la gestion de l'accès.

Ont accès prioritairement au service de restauration :

- 1°) Les collégiens régulièrement inscrits dans l'établissement,
- 2°) Les élèves d'autres établissements dans le cadre d'un stage ou voyage,
- 3°) Les personnels participant directement au service de restauration (Adjoints techniques, assistants d'éducation, contrats aidés et apprentis).

Sont ensuite accueillis, sous réserve des capacités d'accueil et de production (notifiées dans la convention de fonctionnement EPLE / Département) :

- 4°) Tous les autres personnels de l'établissement,
- 5°) Les élèves et les personnels d'autres établissements accueillis dans le cadre d'une convention tripartite signée entre l'établissement, le Département et les collectivités d'origine.
- 6°) Les personnes extérieures au collège pour lesquelles le chef d'établissement a donné son accord.

### **Article 4 – restauration des élèves**

#### 4.1 – Modalités d'inscription

L'inscription est faite par le chef d'établissement au début de l'année scolaire. Les représentants légaux des élèves peuvent demander l'inscription selon les forfaits suivants :

- Forfait 1 jour (DP1) : signifie que l'élève demi-pensionnaire mange au service de restauration une fois par semaine selon le jour choisi préalablement.
- Forfait 2 jours (DP2) : signifie que l'élève demi-pensionnaire mange au service de restauration deux fois par semaine selon les jours choisis préalablement.
- Forfait 3 jours (DP3) : signifie que l'élève demi-pensionnaire mange au service de restauration trois fois par semaine selon les jours choisis préalablement.
- Forfait 4 jours (DP4) : signifie que l'élève demi-pensionnaire mange au service de restauration quatre fois par semaine selon les jours choisis préalablement.

Et le cas échéant pour les collèves qui proposent ce service :

- Forfait 5 jours (DP5) : signifie que l'élève demi-pensionnaire mange au service de restauration tous les jours de la semaine.

Les demandes de changement de régime formulées par les représentants légaux des élèves seront soumises à l'approbation du chef d'établissement avant la fin de chacune des trois périodes prévues au point 4.2

Par ailleurs, les élèves externes soumis à des contraintes ou pour des motifs particuliers, ont la possibilité de prendre leur repas au tarif du ticket unitaire, sous réserve de l'appréciation de ces contraintes et motifs par le chef d'établissement.

Concernant les forfaits, DP1, DP2, DP3, DP4 jours, les élèves demi-pensionnaires souhaitant déjeuner au restaurant scolaire en dehors du ou des jours choisis préalablement, ont aussi la possibilité de prendre leur repas au tarif du ticket unitaire.

Cas particulier : internat du collège de Ligny en Barrois

- Interne semaine complète : signifie que l'élève interne reste à l'internat toute la semaine
- Interne semaine incomplète 1 : départ mardi après les cours et retour jeudi matin
- Interne semaine incomplète 2 : départ mercredi après les cours et retour jeudi matin

## 4.2 – Modalités de facturation

Le Conseil départemental fixe chaque année le tarif des repas :

- Tarif identique pour forfaits 5 et 4 jours
- Tarif identique pour forfaits 3, 2 et 1 jour
- Tarif d'un repas au ticket unitaire

Le montant annuel de chaque forfait est fonction du nombre réel de jours de fonctionnement du service de restauration et peut varier chaque année au vu du nombre de jours scolaires effectifs du calendrier.

Le nombre de jours de l'année n+1, ainsi que le découpage en trimestre seront transmis au collège avec la notification des tarifs.

Chaque forfait est découpé trimestriellement selon le découpage suivant :

- 1<sup>er</sup> trimestre : de la rentrée de septembre à fin décembre
- 2<sup>ème</sup> trimestre : de la rentrée de janvier au 31 mars
- 3<sup>ème</sup> trimestre : du 1<sup>er</sup> avril aux vacances d'été

Le nombre de jours de chaque trimestre est calculé au nombre de jours réels de fonctionnement pour les forfaits 4 et 5 jours.

## 4.3 – Modalités de règlement des frais d'hébergement

Le forfait est payable en cours de période à réception de l'avis (par les représentants légaux) qui précise les modalités de règlement.

Toutes les familles, qui en font expressément la demande, pourront obtenir de la part de l'agence comptable un paiement échelonné des factures trimestrielles.

Après un dialogue accru avec les familles concernées et une mise en relation avec une assistance sociale, le chef d'établissement peut refuser l'inscription au forfait d'un élève dont la famille ne se serait pas acquittée du règlement intégral des frais scolaires des années antérieures. Cet élève sera alors placé sous le statut d'externe et pour être admis au restaurant scolaire, il devra s'acquitter du montant du tarif au ticket auprès du service de gestion de l'établissement.

## 4.4 – Les remises d'ordres

Tout trimestre commencé en qualité de demi pensionnaire au titre d'un forfait 1, 2, 3, 4 ou 5 jours est dû en entier en cette qualité, cependant des remises d'ordre peuvent être accordées pour le nombre de jours réels d'absence.

### 4.4.1 Remise d'ordre accordée de plein droit et automatiquement dans les cas suivants :

- Fermeture du service de restauration sur décision du chef d'établissement après information préalable du Conseil départemental pour cas de force majeure (épidémie, grève du personnel...),
- Dès le premier jour d'exclusion d'un élève par mesure disciplinaire ou de retrait de l'établissement sur décision de l'administration,
- Participation d'un élève à un voyage ou une sortie scolaire organisée par l'établissement pendant le temps scolaire, lorsque l'établissement ne prend pas en charge la restauration durant tout ou partie du voyage,
- Dès le premier jour, pour la durée d'un stage en entreprise si l'élève ne peut déjeuner au collège durant ce stage et s'il n'est pas accueilli dans un autre établissement scolaire,
- Tout départ définitif d'un élève en cours de période.

### 4.4.2 Remise d'ordre accordée sous condition et sur demande écrite de la famille :

- Pour un élève absent durant une semaine d'ouverture du service de restauration (4 à 5 jours consécutifs selon les collèges) justifiés par un certificat médical,
- Pour un élève absent pour raisons majeures appréciées par le chef d'établissement,

- Pour un élève changeant de catégorie en cours de période pour raison de force majeure dûment justifiée et appréciée par le chef d'établissement,
- Pour un élève demandant à pratiquer un jeûne prolongé lié à la pratique et aux usages d'un culte,
- Rentrées décalées des élèves en l'absence d'accueil des élèves de 5<sup>ème</sup> de 4<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> selon modalités de la rentrée scolaire propre à chaque établissement.

La demande est adressée à l'intendance du Collège pour instruction au vu des justificatifs. La décision est prise par le chef d'établissement qui apprécie les motifs invoqués. La remise d'ordre doit être présentée par demande écrite de la famille dans les 30 jours suivant le retour de l'élève dans l'établissement.

#### 4.5 – Les bourses et les aides sociales

Il existe des dispositifs destinés à réduire le coût des frais supportés par les familles :

- Bourses de collèges
- Fonds social collégiens, fonds social des cantines

Ces aides doivent faciliter l'accès au service de restauration en permettant de moduler le coût de la restauration supporté par les familles. Il est nécessaire pour y prétendre, de contacter l'assistant social du collège.

En vertu du principe de compensation, entre les différentes aides pouvant être attribuées aux familles et les frais scolaires, les aides (bourses, primes déductibles) sont en priorité affectées au règlement des frais de restauration.

Par ailleurs, les équipes des maisons départementales de la solidarité peuvent, le cas échéant, accompagner les familles qui en feraient la demande au regard de difficultés financières dans le paiement d'un abonnement de transport scolaire ou dans celui des frais de cantine. Ces demandes sont étudiées en commission territoriale d'attribution des aides en fonction des ressources des familles

### **Article 5 – Personnels et autres usagers de la restauration**

La capacité du service de restauration peut permettre l'accueil selon l'ordre établi dans l'article 4 du présent règlement :

#### 5.1 – Des personnels de l'établissement

Tous les commensaux, dont la demande d'admission aura été acceptée par le chef d'établissement, sont accueillis sous le régime du paiement à la prestation selon les tarifs fixés par le département.

#### 5.2 – Des élèves des écoles

La prestation de restauration pour les élèves des écoles et leurs accompagnateurs est définie dans le cadre d'une convention tripartite signée entre l'établissement, le Département et les collectivités d'origine.

#### 5.3 – Des autres usagers

La règle est que tout repas d'un usager exceptionnel doit être réglé auprès des services d'intendance, soit :

- Par paiement direct
- Par facturation auprès de l'autorité hiérarchique (Conseil départemental, Education nationale...)
- Par imputation sur les frais de réception de l'établissement



## **Article 6 - Budget du service de restauration**

La restauration scolaire constitue un service budgétaire spécial qui est retracé au service SRH du budget des collèges.

Le budget du service de restauration est établi de manière autonome par rapport aux autres services budgétaires de l'établissement.

Il comporte en recettes :

- Les produits des familles
- Les produits des commensaux
- Les produits des repas vendus à d'autres collectivités
- Les subventions diverses

Il comporte en dépenses :

- Un crédit nourriture, sur la base d'un coût des denrées notifié chaque année par le Conseil départemental
- Le montant des charges de fonctionnement, déterminé par le Conseil départemental
- Le reversement fixé par le Conseil départemental pour la prise en compte des autres charges liées à la restauration mais non supportées par l'établissement

La gratuité du repas peut être accordée au chef de cuisine (ou à son remplaçant effectif) à condition que l'établissement déclare le nombre de repas pris mensuellement au département, dans ce cas ces repas se traduisent par un avantage en nature intégré dans le salaire.

**CONVENTION D'EMPRUNT D'OBJETS DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION "ZOOS HUMAINS" AU MUSEE RAYMOND POINCARÉ A SAMPIGNY -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen tendant à la signature de conventions d'emprunt d'objets dans le cadre de l'exposition « Zoos Humains. L'invention du sauvage » au musée Raymond Poincaré à Sampigny,

**Après en avoir délibéré,**

Autorise le Président du Conseil départemental à signer ces conventions et actes afférents pour l'emprunt des objets figurant dans les 2 listes ci-annexées.

# Convention de demande de prêt

**TITRE DE L'EXPOSITION** : ZOOS HUMAINS

**EMPRUNTEUR** : Département de la Meuse - Musée départemental Raymond Poincaré, 55300 SAMPIGNY

**DATES** : 6 avril au 3 novembre 2024

**NOM ET COORDONNEES DU RESPONSABLE DE L'EXPOSITION** : Marie LECASSEUR, conservatrice  
[marie.lecasseur@meuse.fr](mailto:marie.lecasseur@meuse.fr) 03.29.90.70.50

ENTRE le prêteur

.....

Ci-après désigné par le terme prêteur, d'une part

ET l'emprunteur,

- LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE,

**représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental**, agissant au nom et pour le compte du Département en vertu de la délibération en date du 21 mars 2024

Ci-après désigné par le terme l'emprunteur, d'autre part

## ARTICLE 1 - GENERALITES :

### - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de formaliser la demande de prêt d'objets par le Département pour l'exposition citée en amont.

### - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par l'emprunteur et le prêteur, pour toute la durée du prêt et jusqu'au retour des œuvres.



## ARTICLE 2 – ASSURANCE

L'emprunteur se doit de contracter une assurance à ses frais pour les transports aller et retour de l'œuvre ainsi que pour toute la durée du prêt, séjours et éventuellement transports intermédiaires. L'assurance est fixée par le prêteur.

Pour les présentes œuvres, le montant est de :

Cette assurance doit être contractée selon les conditions suivantes :

- De « clou à clou »
- Contre tous risques de dommages matériels ou perte y compris risque de tremblement de terre, catastrophes naturelles et/ou de phénomènes climatiques, d'émeute, de grève et de terrorisme pendant le transport et l'exposition
- En valeur agréée
- Dans la monnaie du prêteur, c'est-à-dire en euro
- Sans franchise
- Avec des clauses de non-recours

L'emprunteur devra fournir un certificat d'assurance au prêteur au moins une semaine avant le départ de l'œuvre et en cas de prolongation, une attestation d'assurance sera à fournir après accord du prêteur.

En cas de dommage survenant sur l'œuvre, l'emprunteur est tenu d'avertir le prêteur par écrit dans les plus brefs délais.

## ARTICLE 3 : TRANSPORT

L'emballage et le transport des œuvres prêtées doivent être confiés à un transporteur spécialisé dans le transport d'œuvres d'art, sauf accord particulier avec le prêteur.

Il peut être exigé que le transporteur utilise un camion avec deux chauffeurs et équipé d'une climatisation, d'une suspension hydropneumatique, d'une alarme et d'un extincteur.

Dans le cas d'une tournée de plusieurs jours, le véhicule doit stationner la nuit dans un endroit sécurisé et sous alarme.

Le prêteur doit être informé du choix de la société qui procédera au transport des œuvres prêtées au moins un mois avant le départ des œuvres.

Le type d'emballage est choisi par le prêteur et réalisé par la société de transport spécialisée sauf accord particulier avec le prêteur.

Le même emballage doit être réutilisé pour le retour des œuvres prêtées ou pour leur transport intermédiaire en cas d'exposition itinérante.

Pendant la durée de l'exposition, les emballages sont stockés par l'emprunteur dans des locaux adéquats.

#### **ARTICLE 4 – DEBALLAGE ET INSTALLATION**

L'ouverture des emballages ainsi que la mise en place des œuvres est effectuée en présence du convoyeur ou du prêteur.

Les œuvres prêtées doivent toujours être manipulées par du personnel compétent et formé à cette tâche.

Les locaux ainsi que les installations muséographiques (scénographie, vitrine, socle...) doivent être prêts pour l'installation des œuvres au moment du déballage.

Les objets du prêt sont accompagnés d'un constat d'état établi par le prêteur au départ.

Le constat est vérifié, approuvé et signé par l'emprunteur et par le convoyeur du prêteur à l'arrivée sur le lieu d'exposition, au départ de l'œuvre après exposition ainsi qu'à toutes les étapes du prêt s'il s'agit d'une exposition itinérante.

En l'absence de convoyeur, une copie du constat signé par l'emprunteur doit être adressé au prêteur.

Les œuvres ne peuvent être décrochées, déplacées ou manipulées durant la durée de l'exposition sans autorisation préalable du prêteur.

Le prêteur se réserve le droit d'exiger une présentation spécifique pour les œuvres jugées fragiles, telle que vitrine, mise à distance, plexiglass de protection etc...

Le prêteur peut demander le retrait immédiat des œuvres prêtées si les conditions de sécurité sont jugées insuffisantes.

#### **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE CONSERVATION**

L'emprunteur s'engage à prendre toutes les précautions requises pour conserver les œuvres du prêt dans un état inchangé.

Les locaux d'exposition doivent être équipés d'un système d'alarme la nuit et surveillés la journée.

L'emprunteur veillera à ce que les locaux accueillant les œuvres avant, pendant et après l'exposition répondent aux normes de conservation suivantes :

- Température : 20° Celsius (+2° / -2°)
- Hygrométrie : 50% d'humidité relative (+5% / -5%)
- Intensité lumineuse contrôlée, 50 lux maximum pour les œuvres d'art graphique, les photographies et les tissus.

Pour certains matériaux particulièrement sensibles, les conditions de conservation peuvent être convenues très précisément entre les parties

Les œuvres ne devront pas être exposées à la lumière naturelle directe, ni positionnées près d'une arrivée d'air ou à proximité d'installation de chauffage / de climatisation

#### **ARTICLE 6 – CATALOGUE, PHOTOGRAPHIES ET MENTIONS**

Des photographies des œuvres prêtées peuvent être mises à disposition de l'emprunteur pour le catalogue ou pour d'autres supports selon les modalités fixées d'un commun accord.

Sur les cartels des œuvres prêtées, dans le catalogue de l'exposition et sur les autres supports, le prêteur doit figurer sous le nom suivant : Collection particulière/collections groupe ACHAC.

L'emprunteur doit adresser au prêteur, à titre gratuit, un exemplaire du catalogue ou de la publication éditée à l'occasion de l'emprunt de l'œuvre.



## ARTICLE 7 - LITIGES

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours comptés à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation

Fait à Bar-le-Duc, le

Le prêteur

L'emprunteur

**Jérôme DUMONT**  
Président du Conseil départemental



**DEVELOPPEMENT CULTUREL - RESIDENCES PERMANENTES D'ARTISTES SUR UN TERRITOIRE -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif au soutien à des compagnies artistiques en résidence permanente sur le territoire départemental,

Vu le règlement culturel du Département de la Meuse adopté par l'Assemblée départementale le 31 mars 2023,

Vu les demandes de subventions formulées par l'association Rue de la Casse et par l'association Caramel Music – Cie Azimuts, au titre du programme 2024,

Vu la décision de l'Assemblée départementale du 25 mars 2023 relatif aux engagements pluriannuels d'objectifs des deux compagnies artistiques installées en résidence permanente en Meuse,

**Après en avoir délibéré,**

- Attribue :
  - Une subvention forfaitaire de fonctionnement 2024 (AE 2022-3 / AE RESIDENCE PERMANENTE 22 27) à l'association Rue de la Casse à Nettancourt pour un montant de 21 600 €, dont les modalités de versement sont prévues dans la convention financière ;
  - Une subvention forfaitaire de fonctionnement 2024 (AE 2022-3 / AE RESIDENCE PERMANENTE 22 27) à l'association Caramel Music – Cie Azimuts à Ecurey pour un montant 28 800€, dont les modalités de versement sont prévues dans la convention financière ;
- Déroge au règlement financier sur le principe suivant : le versement de subvention forfaitaire s'effectue en une seule fois, à hauteur de son attribution quel que soit le montant de la dépense réellement engagée ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les conventions financières, jointes en annexes, précisant les modalités de versement des subventions au titre de l'exercice budgétaire 2024, ainsi que toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.



## CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre

**Le Département de la Meuse,**

représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental, agissant en cette qualité en vertu de la délibération en date du 21 mars 2024,

Désigné sous le terme « le Département »,

D'une part,

ET

**L'association Caramel music (gérante de la cie Azimuts)**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège social est situé 1 rue de l'Abbaye 55290 Montiers-sur-Saulx,

Représentée par Anne ARNOULD, Présidente de l'association, dûment mandatée,

N° SIRET : 40906837600048

Désigné sous le terme « Caramel music / Cie Azimuts »

D'autre part,

Vu le règlement départemental des aides adopté par délibération du Conseil départemental le 23 mars 2023,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023 – 2026 établie entre la Région Grand Est, le Département de la Meuse, la Communauté de Communes des Portes de Meuse et l'association Caramel music / Cie Azimuts,

Vu la demande de subvention de l'association Caramel music / Cie Azimuts, effectuée sur la plateforme « Démarches en ligne », au titre de l'année 2024,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 21 mars 2024,

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de préciser les modalités de versement de la subvention de fonctionnement consentie au titre de l'année 2024, à l'association Caramel music gérante de la Compagnie Azimuts, compagnie artistique de création, en résidence permanente sur le territoire de la Communauté de Communes des Portes de Meuse, pour la mise en œuvre de son projet artistique et culturel.

### **ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le Département de la Meuse accorde à Caramel music / Cie Azimuts, pour l'exercice budgétaire 2024, une subvention forfaitaire d'un montant de **28 800€**, au titre du soutien aux résidences permanentes d'artistes de création et de diffusion culturelle sur un territoire.



### **ARTICLE 3 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE**

La subvention départementale accordée au titre de cette convention est versée en 2 fractions selon les modalités suivantes :

- 70 % du montant de la subvention votée au titre de l'année en cours, dès réception de la présente convention signée des 2 parties,
- Le solde versé sur présentation et analyse d'un bilan d'activités et d'un bilan financier provisoires conformes aux objectifs présentés dans le projet initial. Ces pièces justificatives, signées et datées par le Président seront fournies avant le 30 Novembre de l'exercice concerné. Toutes les pièces justificatives de dépenses devront être certifiées par le comptable ou trésorier de l'association.

En cas de non-exécution du projet et actions présentées dans le programme prévisionnel annuel, le Département pourra réviser la subvention et le cas échéant exiger le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :

- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention pluriannuelle d'objectifs, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

### **ARTICLE 4 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est signée pour une durée d'un an.

### **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

- Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné ;
- Fournir les comptes rendus financiers et de réalisation définitifs conformes à l'objet de la subvention départementale, certifiés par le président de l'association ou toute personne habilitée lors du premier trimestre de l'année N+1 ;
- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné ;
- Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique.

### **ARTICLE 6 - SUIVI DE LA CONVENTION - EVALUATION**

L'association tiendra périodiquement informé le Département de l'état d'avancement des actions conformément aux obligations mentionnées à l'article 10 – Evaluation et contrôle, de la convention pluriannuelle d'objectif 2023 - 2026.

L'exécution de la présente convention donnera lieu à une évaluation du projet et des actions conduites dans le cadre de ce partenariat.

### **ARTICLE 7 - CONTROLES**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation de son programme, de l'utilisation des contributions financières et, d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention financière.

Au terme de la convention, un contrôle sur place pourra être effectué par le Département de la Meuse, en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus transmis.

## **ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 9 - RESPONSABILITES**

La responsabilité du Département de la Meuse ne saurait être recherchée à raison d'une exécution non conforme des missions de l'association faisant l'objet de la présente convention. Le Département se réserve la possibilité d'appeler en garantie la structure bénéficiaire à raison d'un éventuel litige juridictionnel.

L'association s'engage par ailleurs à disposer d'une assurance, notamment en responsabilité civile, couvrant ses activités et celles de ses membres et apportant les garanties nécessaires à la couverture des risques inhérents à leurs activités.

## **ARTICLE 10 - LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

Fait à Bar-le-Duc, le

Pour l'association  
La Présidente,

Pour le Département  
Le Président du Conseil départemental



## CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre

**Le Département de la Meuse,**

représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental, agissant en cette qualité en vertu de la délibération en date du 21 mars 2024,

Désigné sous le terme « le Département »,

D'une part,

ET

**L'Association RUE DE LA CASSE,** sise au 5 bis rue de Leurande, à 55 800 Nettancourt

représentée par Sylvie PICARD, Présidente de l'association désignée « Rue de la Casse »

N° SIRET : 53106427700027

D'autre part,

Vu le règlement départemental des aides adopté par délibération du Conseil départemental le 23 mars 2023,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023 – 2025 établie entre la Région Grand Est, le Département de la Meuse, la Communauté de Communes du Pays de Revigny et l'association Rue de la Casse,

Vu la demande de subvention de l'association Rue de la Casse, effectuée sur la plate-forme « Démarches en ligne », au titre de l'année 2024

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 21 mars 2024

### **Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de préciser les modalités de versement de la subvention de fonctionnement consentie au titre de l'année 2024, à l'association Rue de la Casse, compagnie artistique de création, en résidence permanente sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Revigny, pour la mise en œuvre de son projet artistique et culturel.

#### **ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le Département de la Meuse accorde à Rue de la Casse, pour l'exercice budgétaire 2024, une subvention forfaitaire d'un montant de **21 600€**, au titre du soutien aux résidences permanentes d'artistes de création et de diffusion culturelle sur un territoire.

### **ARTICLE 3 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE**

La subvention départementale accordée au titre de cette convention est versée en 2 fractions selon les modalités suivantes :

- 70 % du montant de la subvention votée au titre de l'année en cours, dès réception de la présente convention signée des 2 parties,
- Le solde versé sur présentation et analyse d'un bilan d'activités et d'un bilan financier provisoires conformes aux objectifs présentés dans le projet initial. Ces pièces justificatives, signées et datées par le Président seront fournies avant le 30 Novembre de l'exercice concerné. Toutes les pièces justificatives de dépenses devront être certifiées par le comptable ou trésorier de l'association.

En cas de non-exécution du projet et actions présentées dans le programme prévisionnel annuel, le Département pourra réviser la subvention et le cas échéant exiger le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :

- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention pluriannuelle d'objectifs, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

### **ARTICLE 4 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est signée pour une durée d'un an.

### **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

- Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné ;
- Fournir les comptes rendus financiers et de réalisation définitifs conformes à l'objet de la subvention départementale, certifiés par le président de l'association ou toute personne habilitée lors du premier trimestre de l'année N+1 ;
- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné ;
- Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique.

### **ARTICLE 6 - SUIVI DE LA CONVENTION - EVALUATION**

L'association tiendra périodiquement informé le Département de l'état d'avancement des actions conformément aux obligations mentionnées à l'article 9 – Evaluation et contrôle, de la convention pluriannuelle d'objectif 2023 - 2025.

L'exécution de la présente convention donnera lieu à une évaluation du projet et des actions conduites dans le cadre de ce partenariat.

### **ARTICLE 7 - CONTROLES**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation de son programme, de l'utilisation des contributions financières et, d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention financière.

Au terme de la convention, un contrôle sur place pourra être effectué par le Département de la Meuse, en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus transmis.

## **ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 9 - RESPONSABILITES**

La responsabilité du Département de la Meuse ne saurait être recherchée à raison d'une exécution non conforme des missions de l'association faisant l'objet de la présente convention. Le Département se réserve la possibilité d'appeler en garantie la structure bénéficiaire à raison d'un éventuel litige juridictionnel.

L'association s'engage par ailleurs à disposer d'une assurance, notamment en responsabilité civile, couvrant ses activités et celles de ses membres et apportant les garanties nécessaires à la couverture des risques inhérents à leurs activités.

## **ARTICLE 10 - LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

Fait à Bar-le-Duc, le

Pour l'association  
La Présidente,

Pour le Département  
Le Président du Conseil départemental

**EPCC MEMORIAL DE VERDUN – CHAMP DE BATAILLE : SUBVENTION  
EVENEMENT HISTOIRE -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution d'une subvention forfaitaire à l'EPCC Mémorial de Verdun - champ de bataille ;

Vu le règlement départemental des aides adopté par délibération du Conseil départemental le 31 mars 2023,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 06 juillet 2023,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023 – 2026 établie entre le Département de la Meuse, et l'EPCC Mémorial de Verdun – Champ de Bataille,

Vu la demande présentée par l'EPCC Mémorial de Verdun – Champ de Bataille au titre de l'exercice 2024,

Vu le règlement budgétaire et financier en vigueur,

Mesdames Hélène SIGOT-LEMOINE, Marie-Paule SOUBRIER et Marie-Astrid STRAUSS et Messieurs Jérôme DUMONT et Samuel HAZARD étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

- Attribue une subvention forfaitaire à l'EPCC Mémorial de Verdun – champ de bataille, pour un montant de 130 000 € dont les modalités de versement sont prévues par convention ci-annexée ;
- Déroge au règlement financier sur le principe suivant : le versement de subvention forfaitaire s'effectue en une seule fois, à hauteur de son attribution quel que soit le montant de la dépense réellement engagée ;
- Autorise la signature de toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.



## CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre

**Le Département de la Meuse,**

Représenté par Madame Hélène SIGOT-LEMOINE, 1<sup>ère</sup> vice-présidente du Conseil départemental, agissant en cette qualité en vertu de la délibération en date du 21 mars 2024,

Désigné sous le terme « le Département »,

D'une part,

ET

**L'Etablissement Public de Coopération Culturelle – Mémorial de Verdun – Champ de Bataille**

Représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président

Sise, 1 avenue du Corps Européen – BP 60048 – Fleury-devant-Douaumont – 55100 VERDUN

Désigné sous le terme « EPCC » ; ou « le bénéficiaire »,

D'autre part,

Vu le règlement départemental des aides adopté par délibération du Conseil départemental le 31 mars 2023,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023 – 2026 établie entre le Département de la Meuse, et l'EPCC Mémorial de Verdun – Champ de Bataille,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 06 juillet 2023,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 21 mars 2024

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de préciser les modalités de versement de la subvention de fonctionnement consentie au titre de l'année 2024, à l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Mémorial de Verdun - champ de bataille, pour la création et la mise en œuvre d'un événement dédié à l'Histoire.

**ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le Département de la Meuse accorde à l'EPCC Mémorial – Champ de Bataille, pour l'exercice budgétaire 2024, une subvention forfaitaire d'un montant de **130 000€**, au titre de ses politiques de mémoire.

### **ARTICLE 3 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE**

La subvention départementale accordée au titre de cette convention est versée en 2 fractions selon les modalités suivantes :

- 70 % du montant de la subvention votée au titre de l'année en cours, dès réception de la présente convention signée des 2 parties,
- Le solde versé sur présentation et analyse d'un bilan d'activités et d'un bilan financier anticipés conformes aux objectifs présentés dans le projet initial. Ces pièces justificatives, signées et datées par le Président seront fournies avant le 15 décembre de l'exercice concerné. Toutes les pièces justificatives de dépenses devront être certifiées par le comptable ou trésorier de la structure.

En cas de non-exécution du projet et actions présentées, le Département pourra réviser la subvention et le cas échéant exiger le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :

- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention pluriannuelle d'objectifs, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

### **ARTICLE 4 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est signée pour une durée d'un an.

### **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'EPCC MEMORIAL DE VERDUN – CHAMP DE BATAILLE**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné ;
- Fournir les comptes rendus financiers et de réalisation, définitifs, conformes à l'objet de la subvention départementale, et certifiés par le président ou toute personne habilitée lors du premier trimestre de l'année N+1 ;
- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné ;
- Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique.

### **ARTICLE 6 - SUIVI DE LA CONVENTION - EVALUATION**

Le bénéficiaire tiendra périodiquement informé le Département de l'état d'avancement des actions conformément aux obligations mentionnées à l'article – Evaluation et contrôle, de la convention pluriannuelle d'objectif 2023 - 2026.

L'exécution de la présente convention donnera lieu à une évaluation du projet et des actions conduites dans le cadre de ce partenariat.

### **ARTICLE 7 - CONTROLES**

Le bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation de son programme, de l'utilisation des contributions financières et, d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention financière.

Au terme de la convention, un contrôle sur place pourra être effectué par le Département de la Meuse, en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus transmis.



## **ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 9 - RESPONSABILITES**

La responsabilité du Département de la Meuse ne saurait être recherchée à raison d'une exécution non conforme des missions du bénéficiaire faisant l'objet de la présente convention. Le Département se réserve la possibilité d'appeler en garantie la structure bénéficiaire à raison d'un éventuel litige juridictionnel.

L'association s'engage par ailleurs à disposer d'une assurance, notamment en responsabilité civile, couvrant ses activités et celles de ses membres et apportant les garanties nécessaires à la couverture des risques inhérents à leurs activités.

## **ARTICLE 10 - LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires, dont un est remis à chaque signataire.

Fait à Bar-le-Duc, le

Pour l'EPCC  
Mémorial de Verdun – Champ de bataille

Pour le Président du Conseil départemental  
*et par délégation*

Jérôme DUMONT  
Président,

Hélène SIGOT-LEMOINE  
1<sup>ère</sup> Vice-présidente Education et Culture

**POLITIQUE CULTURELLE - COMITE DE LA VOIE SACREE NATIONALE ET DE LA VOIE DE LA LIBERTE : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT -**

***-Adoptée le 21 mars 2024-***

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement, au titre des politiques mémorielles, au Comité de la Voie Sacrée Nationale et de la Voie de la Liberté,

Vu le règlement départemental d'aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale le 31 mars 2023,

Vu la demande présentée par l'association Comité de la Voie Sacrée Nationale et de la Voie de la Liberté,

Vu le règlement budgétaire et financier en vigueur,

**Après en avoir délibéré,**

- Attribue une subvention forfaitaire de fonctionnement à l'association « Comité de la Voie Sacrée Nationale et de la Voie de la Liberté » pour un montant de 3 600 € ;
- Déroge au règlement financier sur le principe suivant : le versement de subvention forfaitaire s'effectue en une seule fois, à hauteur de son attribution quel que soit le montant de la dépense réellement engagée ;
- Adopte les modalités de versement de la subvention forfaitaire suivantes :

*Conformément au règlement financier, les subventions seront arrondies à l'euro supérieur. Cette disposition sera également applicable pour les paiements d'acompte.*

- **DUREE DES SUBVENTIONS**

*La présente décision est valable jusqu'au 31 décembre 2024.*

- **MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS DEPARTEMENTALES**

*La subvention départementale accordée est forfaitaire et versée en 2 fractions selon les modalités suivantes :*

- *70 % du montant de la subvention totale allouée ci-dessus dès que la décision est rendue exécutoire,*
- *30% versé sur présentation d'un état d'avancement conformes aux prévisions et d'un bilan financier provisoire certifié par le trésorier de la structure communiqués au plus tard le 30 novembre de l'année en cours.*

- **OBLIGATIONS**

*Le bénéficiaire s'engage à :*

- *Informé par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné,*
- *Fournir les comptes rendus financiers et de réalisations définitives conformes à l'objet de la subvention départementale, certifiés par le trésorier de la structure lors du premier trimestre de l'année N+1,*
- *Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné,*
- *Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique.*

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

## Emploi et Insertion

### **IAE : SOUTIEN DU DEPARTEMENT AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION ET ENTREPRISES D'INSERTION - CONVENTIONS 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif au soutien du Département aux Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) et aux Entreprises d'Insertion (EI),

Madame Martine JOLY et Messieurs Pierre-Emmanuel FOCKS, Samuel HAZARD, Serge NAHANT et Stéphane PERRIN étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'individualiser 1 305 691€ (soit 1 235 688,00 € pour les ACI et 70 003,00€ pour les EI) sur l'AE FONCT IAE 24\_25 Programme Insertion pour le soutien financier aux ACI et EI relatif au conventionnement 2024 ;
- D'attribuer 1 135 232€ aux structures privées, 110 619 € aux 2 structures portées par les Communautés de Communes et 59 838 € aux 2 structures portées par les CIAS ;
- D'octroyer les subventions départementales, plafonnées proratisées (TTC), proposées pour les ACI et EI, pour un montant total d'1 305 691 €, sachant que les montants variables seront versés en 2025 en fonction de l'évaluation des moyens mis en œuvre pour l'accompagnement des salariés réalisée lors du dialogue de gestion et validée par le Service Emploi et Insertion, et selon la répartition suivante :

ACI	Nombre d'ETP conventionnés	Enveloppe tronc commun ACI			Enveloppe contraintes spécifiques	TOTAL
		Socle 75% du total	Variable 25% du total	Total		
Centre Social et Culturel de Stenay (Etoffe Meuse)	15	36 388,00 €	12 130,00 €	48 517,00 €	9 704,00 €	58 221,00 €
Association du Chantier Stainois d'Insertion (ACSI)	25	60 646,00 €	20 216,00 €	80 861,00 €	16 173,00 €	97 034,00 €
Aire Argonne Barrois Action Environnement (3ABE)	16	38 814,00 €	12 938,00 €	51 751,00 €	10 351,00 €	62 102,00 €
ACI Suzanne	7	16 981,00 €	5 661,00 €	22 641,00 €	0,00 €	22 641,00 €
OGEC Jean Paul II	8,5	20 620,00 €	6 874,00 €	27 493,00 €	0,00 €	27 493,00 €
Association d'Insertion du Pays de Vigneulles (AIPV)	13	31 536,00 €	10 512,00 €	42 048,00 €	8 410,00 €	50 458,00 €
Monchantier.org	18	43 665,00 €	14 555,00 €	58 220,00 €	0,00 €	58 220,00 €

ACI	Nombre d'ETP conventionnés	Enveloppe tronc commun ACI			Enveloppe contraintes spécifiques	TOTAL
		FSE (= 133 905,04€)				
Verdun Chantiers (FSE)	55,2	FSE (= 133 905,04€)	44 636,00 €	44 636,00 €	0,00 €	44 636 € (Total avec FSE = 178 541,04 €)
Association Val de Biesme Insertion (VDBI)	23	55 794,00 €	18 598,00 €	74 392,00 €	14 879,00 €	89 271,00 €
Les Chantiers des Côtes et de la Woivre	19	46 091,00 €	15 364,00 €	61 455,00 €	12 291,00 €	73 746,00 €
Stenay Environnement	15	36 388,00 €	12 130,00 €	48 517,00 €	9 704,00 €	58 221,00 €
Les Compagnons du Chemin de Vie (FSE)	60,5	FSE (= 146 761,87 €)	48 921,00 €	48 921,00 €	39 137,00 €	88 058 € (Total avec FSE = 234 819,87 €)
AMIE (FSE)	53	FSE (= 128 568,25 €)	42 857,00 €	42 857,00 €	0,00 €	42 857 € (Total avec FSE = 171 425,24€)
Association pour le Développement du Pays de Montmédy (ADPM)	17	41 239,00 €	13 747,00 €	54 986,00 €	10 998,00 €	65 984,00 €
Association pour la Sauvegarde du Champ de Bataille (ASCB)	17,9	43 423,00 €	14 475,00 €	57 897,00 €	0,00 €	57 897,00 €
AMSEAA (FSE)	22,5	FSE (= 54 580,86 €)	18 194,00 €	18 194,00 €	17 455 € (Total avec FSE = 53 638,78 €)	35 649 € (Total avec FSE = 126 413,64 €)
Centre Social et Culturel Cité Verte (Carton Mobil)	9	21 833,00 €	7 278,00 €	29 110,00 €	0,00 €	29 110,00 €
Les Jardins d'Ecurey	9,2	22 318,00 €	7 440,00 €	29 757,00 €	5 952,00 €	35 709,00 €
Les Brigades Nature Meuse	15	36 388,00 €	12 130,00 €	48 517,00 €	0,00 €	48 517,00 €
GESSM	6	14 555,00 €	4 852,00 €	19 407,00 €	0,00 €	19 407,00 €
CC du Pays de Stenay et du Val Dunois	13	31 536,00 €	10 512,00 €	42 048,00 €	8 410,00 €	50 458,00 €
CC du Val de Meuse et Voie Sacrée	15,5	37 601,00 €	12 534,00 €	50 134,00 €	10 027,00 €	60 161,00 €
CIAS de la CA du Grand Verdun	8	19 407,00 €	6 469,00 €	25 876,00 €	0,00 €	25 876,00 €
CIAS de la CA Barle-Duc Sud Meuse	10,5	25 472,00 €	8 491,00 €	33 962,00 €	0,00 €	33 962,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>471,8</b>	<b>680 695,00 €</b>	<b>381 514,00 €</b>	<b>1 062 197,00 €</b>	<b>173 491,00 €</b>	<b>1 235 688,00 €</b>

EI	Nombre d'ETP conventionnés	Subvention 2024		
		Socle 75% du total	Variable 25% du total	TOTAL Nombre ETP x 2280,22€
CHANTIERS DU BARROIS	17	29 072,00 €	9 691,00 €	38 763,00 €
EIMA	10	17 101,00 €	5 701,00 €	22 802,00 €
FAUVE VERDUN	3,7	6 328,00 €	2 110,00 €	8 438,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>30,70</b>	<b>52 501,00 €</b>	<b>17 502,00 €</b>	<b>70 003,00 €</b>



# CONVENTION CADRE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024

## ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION

(ACI AVEC FSE SANS ENVELOPPE « CONTRAINTES »)

- ENTRE** le Département de la Meuse, représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental,  
**Et** [NOM DE LA STRUCTURE] représentée par [NOM DU PRESIDENT], Président,
- Vu** la circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique,  
**Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogé en 2022, 2023 et 2024,  
**Vu** l'accord cadre régional de l'Insertion par l'Activité Economique signé le 15 mai 2017,  
**Vu** la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2023,  
**Vu** la délibération de la Commission Permanente du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### **Préambule**

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département, conformément aux orientations du Programme Départemental d'Insertion (PDI), construit sa politique d'insertion par le développement d'actions visant notamment à la promotion de l'insertion des publics dans l'emploi et au développement de l'accompagnement vers l'emploi.

Le Département appuie les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Le soutien financier apporté aux structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est précisé dans le règlement d'intervention adopté par l'Assemblée départementale le 14 décembre 2023.

[NOM DE LA STRUCTURE] s'engage à apporter sa contribution à la politique d'insertion impulsée par le Département de la Meuse par le suivi de parcours des salariés pour favoriser leur insertion professionnelle, en les accueillant et les accompagnant tout au long de leur parcours.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les attendus des structures dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement de salariés en insertion.

En contrepartie de la subvention accordée, la structure s'engage à inscrire son action pour répondre aux attentes prioritaires du Département.

Ce dernier porte, dans sa politique générale d'accompagnement de l'IAE, une attention particulière aux sujets suivants :

- Le public : les bénéficiaires du RSA en premier lieu, mais également les femmes et les jeunes ;
- Les résultats en termes de sortie : ils constituent l'essence même d'une structure de l'IAE, à savoir permettre aux personnes accueillies de (re)trouver un emploi pérenne ;
- La nature des structures elles-mêmes, très hétérogènes, avec des problématiques communes et d'autres spécifiques à certaines d'entre elles.

Cette convention précise les modalités de soutien et le montant maximum de la subvention allouée à [NOM DE LA STRUCTURE] pour l'année 2024, relative à l'enveloppe « tronc commun », telle que définie dans le Règlement d'Intervention en vigueur.

#### **ARTICLE 2 : DUREE, MODALITES D'EXECUTION ET CONDITION DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les actions réalisées jusqu'au 31 décembre en 2024, et jusqu'au 31 juillet 2025 pour le paiement de la part variable, après réception du bilan

des actions réalisées en 2024 et de l'analyse de l'accompagnement réalisé ainsi que des moyens mis en œuvre par la structure.

Elle s'appuie, notamment pour l'enveloppe tronc commun, sur le cahier des charges de l'accompagnement attendu (la grille d'objectifs) et sur les instances de pilotage que sont le dialogue de gestion annuel et les comités de suivis.

### **ARTICLE 3 : OBJECTIFS PARTAGES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA STRUCTURE**

L'enjeu général de l'accompagnement attendu est défini comme suit : « mobiliser les moyens nécessaires à l'efficience des parcours d'insertion : accompagnement, montée en compétences et professionnalisation des salariés ».

Sur cette base, le Département de la Meuse a mis en place une nouvelle grille d'analyse, simplifiée mais surtout recentrée sur les priorités départementales. Elle est constituée de 2 grandes parties :

- Des objectifs communs : ces derniers sont les mêmes pour chaque ACI. Ils concernent l'accueil de minimum 40% de bénéficiaires du RSA, une progression de 5% dans l'accueil des femmes, les expériences en milieu professionnel (au minimum, 1 par salarié présent depuis plus de 6 mois), les 4 comités de suivis, la participation aux dynamiques départementales et la réalisation d'au moins un entretien individuel par mois et par salarié.
- Des objectifs spécifiques : ils sont par définition fixés de manière individuelle et en concertation avec chaque structure, en fonction des spécificités de chacune. Ils concernent le taux de sorties dynamiques, la mise en place d'actions collectives favorisant la levée des freins, le lien avec le secteur économique, la mise en place d'actions plus individuelles avec les partenaires sociaux et les actions de professionnalisation des permanents.

En outre, il est demandé à la structure de faire le nécessaire afin de faciliter le recours aux clauses sociales, en travaillant notamment avec les opérateurs compétents en la matière.

A ce titre, la structure s'engage à déployer progressivement les moyens à mettre en œuvre afin que les modalités de réalisation de ces objectifs et les cibles définies soient atteintes au plus tard au 31 décembre 2024.

### **ARTICLE 4 : MONTANTS ALLOUES A LA STRUCTURE AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 ET MODALITES DE VERSEMENT**

Le Département de la Meuse alloue à [NOM DE LA STRUCTURE] une subvention déterminée comme suit :

Le nombre d'ETP retenu par la structure est de [.....].

Le montant retenu par ETP est de 3 234,42 €.

Ainsi, la subvention allouée au titre du tronc commun est de [.....].

Le socle, représentant 75% du tronc commun, soit [.....] €, est pris en charge par le biais du Fonds Social Européen (FSE) et fera l'objet d'une convention spécifique.

Le montant variable, de maximum 25% de la subvention totale, soit [.....] €, sera versé en année n+1, en fonction de l'analyse de l'accompagnement réalisé (précisé notamment dans le cahier des charges), des moyens mis en œuvre par la structure et du bilan qualitatif et financier, étudiés au moment du dialogue de gestion. Selon les résultats observés et partagés, son versement pourra être total ou partiel.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI, DE CONTROLE ET D'EVALUATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**

Les services du Département assureront le contrôle financier et technique de la présente convention. S'il s'avère que la structure n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

Pour ce faire, une rencontre individuelle est organisée chaque année, en amont des dialogues de gestion afin d'engager une analyse fine des possibilités en termes de moyens dédiés à l'accompagnement (humains, techniques, financiers...).

La rencontre, organisée sur la base de la grille d'objectifs annuelle, permet à la structure de s'évaluer et de décliner les objectifs annuels à atteindre au regard de sa situation et de ses moyens, la marge de progression attendue tenant logiquement compte des réalités.

Ces objectifs sont ensuite présentés par la structure lors du dialogue de gestion partenarial et évalués lors de cette même instance en année n+1.

Cette évaluation permettra de proposer une note sur 100 et de déterminer le montant variable attribué.

La note sur 100 sera calculée par pondération des objectifs évalués dans la grille, sur les bases des enjeux définis dans le cahier des charges.

La validation de la note finale sera réalisée à l'issue du dialogue de gestion et notifiée à la structure par le Service Emploi et Insertion, accompagné de la grille d'évaluation annuelle.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

## **ARTICLE 7 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Meuse et la structure.

Tout avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>, précisés à l'article 3 et dans le cahier des charges.

## **ARTICLE 8 : CLAUSES RESOLUTOIRES ET REGLEMENT DES LITIGES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.



Fait à Bar le Duc, le  
En deux exemplaires originaux.

Le Président de [NOM DE LA STRUCTURE], [NOM DU PRESIDENT]	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT



# CONVENTION CADRE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024

## ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION

(AVEC FSE ET AVEC ENVELOPPE « CONTRAINTES »)

- ENTRE** le Département de la Meuse, représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental,  
**Et** [NOM DE LA STRUCTURE] représentée par [NOM DU PRESIDENT], Président,
- Vu** la circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique,  
**Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogé en 2022, 2023 et 2024,  
**Vu** l'accord cadre régional de l'Insertion par l'Activité Economique signé le 15 mai 2017,  
**Vu** la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2023,  
**Vu** la délibération de la Commission Permanente du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### **Préambule**

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département, conformément aux orientations du Programme Départemental d'Insertion (PDI), construit sa politique d'insertion par le développement d'actions visant notamment à la promotion de l'insertion des publics dans l'emploi et au développement de l'accompagnement vers l'emploi.

Le Département appuie les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Le soutien financier apporté aux structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est précisé dans le règlement d'intervention adopté par l'Assemblée départementale le 14 décembre 2023.

[NOM DE LA STRUCTURE] s'engage à apporter sa contribution à la politique d'insertion impulsée par le Département de la Meuse par le suivi de parcours des salariés pour favoriser leur insertion professionnelle, en les accueillant et les accompagnant tout au long de leur parcours.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les attendus des structures dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement de salariés en insertion.

En contrepartie de la subvention accordée, la structure s'engage à inscrire son action pour répondre aux attentes prioritaires du Département.

Ce dernier porte, dans sa politique générale d'accompagnement de l'IAE, une attention particulière aux sujets suivants :

- Le public : les bénéficiaires du RSA en premier lieu, mais également les femmes et les jeunes ;
- Les résultats en termes de sortie : ils constituent l'essence même d'une structure de l'IAE, à savoir permettre aux personnes accueillies de (re)trouver un emploi pérenne ;
- La nature des structures elles-mêmes, très hétérogènes, avec des problématiques communes et d'autres spécifiques à certaines d'entre elles.

Cette convention précise les modalités de soutien et le montant maximum de la subvention allouée à [NOM DE LA STRUCTURE] pour l'année 2024, relative aux enveloppes :

- Tronc commun,
- Contraintes spécifiques,

telles que définies dans le Règlement d'Intervention en vigueur.

## **ARTICLE 2 : DUREE, MODALITES D'EXECUTION ET CONDITION DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les actions réalisées jusqu'au 31 décembre en 2024, et jusqu'au 31 juillet 2025 pour le paiement de la part variable, après réception du bilan des actions réalisées en 2024 et de l'analyse de l'accompagnement réalisé ainsi que des moyens mis en œuvre par la structure.

Elle s'appuie, notamment pour l'enveloppe tronc commun, sur le cahier des charges de l'accompagnement attendu (la grille d'objectifs) et sur les instances de pilotage que sont le dialogue de gestion annuel et les comités de suivis.

## **ARTICLE 3 : OBJECTIFS PARTAGES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA STRUCTURE**

L'enjeu général de l'accompagnement attendu est défini comme suit : « mobiliser les moyens nécessaires à l'efficacité des parcours d'insertion : accompagnement, montée en compétences et professionnalisation des salariés ».

Sur cette base, le Département de la Meuse a mis en place une nouvelle grille d'analyse, simplifiée mais surtout recentrée sur les priorités départementales. Elle est constituée de 2 grandes parties :

- Des objectifs communs : ces derniers sont les mêmes pour chaque ACI. Ils concernent l'accueil de minimum 40% de bénéficiaires du RSA, une progression de 5% dans l'accueil des femmes, les expériences en milieu professionnel (au minimum, 1 par salarié présent depuis plus de 6 mois), les 4 comités de suivis, la participation aux dynamiques départementales et la réalisation d'au moins un entretien individuel par mois et par salarié.
- Des objectifs spécifiques : ils sont par définition fixés de manière individuelle et en concertation avec chaque structure, en fonction des spécificités de chacune. Ils concernent le taux de sorties dynamiques, la mise en place d'actions collectives favorisant la levée des freins, le lien avec le secteur économique, la mise en place d'actions plus individuelles avec les partenaires sociaux et les actions de professionnalisation des permanents.

En outre, il est demandé à la structure de faire le nécessaire afin de faciliter le recours aux clauses sociales, en travaillant notamment avec les opérateurs compétents en la matière.

A ce titre, la structure s'engage à déployer progressivement les moyens à mettre en œuvre afin que les modalités de réalisation de ces objectifs et les cibles définies soient atteintes au plus tard au 31 décembre 2024.

## **ARTICLE 4 : MONTANTS ALLOUES A LA STRUCTURE AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 ET MODALITES DE VERSEMENT**

Le Département de la Meuse alloue à [NOM DE LA STRUCTURE] une subvention déterminée comme suit :

1/ Concernant l'enveloppe tronc commun :

Le nombre d'ETP retenu par la structure est de [.....].

Le montant retenu par ETP est de 3 234,42 €.

Ainsi, la subvention allouée au titre du tronc commun est de [.....].

Le socle, représentant 75% du tronc commun, soit [.....] €, est pris en charge par le biais du Fonds Social Européen (FSE) et fera l'objet d'une convention spécifique.

*Le montant variable, de maximum 25% de la subvention totale, soit [.....] €, sera versé en année n+1, en fonction de l'analyse de l'accompagnement réalisé (précisé notamment dans le cahier des charges), des moyens mis en œuvre par la structure et du bilan qualitatif et financier, étudiés au moment du dialogue de gestion. Selon les résultats observés et partagés, son versement pourra être total ou partiel.*

2/ Concernant l'enveloppe contraintes spécifiques :

Compte tenu de la localisation [de X équipes] de la structure en zone rurale, un bonus de x% du montant de l'enveloppe tronc commun est accordé, soit [.....] €.

*Cette somme sera versée en une fois après signature de la présente convention.*

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI, DE CONTROLE ET D'ÉVALUATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**

Les services du Département assureront le contrôle financier et technique de la présente convention. S'il s'avère que la structure n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

Pour ce faire, une rencontre individuelle est organisée chaque année, en amont des dialogues de gestion afin d'engager une analyse fine des possibilités en termes de moyens dédiés à l'accompagnement (humains, techniques, financiers...).

La rencontre, organisée sur la base de la grille d'objectifs annuelle, permet à la structure de s'évaluer et de décliner les objectifs annuels à atteindre au regard de sa situation et de ses moyens, la marge de progression attendue tenant logiquement compte des réalités.

Ces objectifs sont ensuite présentés par la structure lors du dialogue de gestion partenarial et évalués lors de cette même instance en année n+1.

Cette évaluation permettra de proposer une note sur 100 et de déterminer le montant variable attribué.

La note sur 100 sera calculée par pondération des objectifs évalués dans la grille, sur les bases des enjeux définis dans le cahier des charges.

La validation de la note finale sera réalisée à l'issue du dialogue de gestion et notifiée à la structure par le Service Emploi et Insertion, accompagné de la grille d'évaluation annuelle.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

## **ARTICLE 7 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Meuse et la structure.

Tout avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>, précisés à l'article 3 et dans le cahier des charges.

## **ARTICLE 8 : CLAUSES RESOLUTOIRES ET REGLEMENT DES LITIGES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le  
En deux exemplaires originaux.

Le Président de [NOM DE LA STRUCTURE], [NOM DU PRESIDENT]	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT



# CONVENTION CADRE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024 ENTREPRISE D'INSERTION

- ENTRE** le Département de la Meuse, représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental,  
**Et** [NOM DE LA STRUCTURE] représentée par [NOM DU PRESIDENT], Président,
- Vu** la circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique,  
**Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogé en 2022, 2023 et 2024,  
**Vu** l'accord cadre régional de l'Insertion par l'Activité Economique signé le 15 mai 2017,  
**Vu** la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2023,  
**Vu** la délibération de la Commission Permanente du 21 mars 2024.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### **Préambule**

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département, conformément aux orientations du Programme Départemental d'Insertion (PDI), construit sa politique d'insertion par le développement d'actions visant notamment à la promotion de l'insertion des publics dans l'emploi et au développement de l'accompagnement vers l'emploi.

Le Département appuie les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Le soutien financier apporté aux structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est précisé dans le règlement d'intervention adopté par l'Assemblée départementale le 14 décembre 2023.

[NOM DE LA STRUCTURE] s'engage à apporter sa contribution à la politique d'insertion impulsée par le Département de la Meuse par le suivi de parcours des salariés pour favoriser leur insertion professionnelle, en les accueillant et les accompagnant tout au long de leur parcours.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les attendus des structures dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement de salariés en insertion.

En contrepartie de la subvention accordée, la structure s'engage à inscrire son action pour répondre aux attentes prioritaires du Département.

Ce dernier porte, dans sa politique générale d'accompagnement de l'IAE, une attention particulière aux sujets suivants :

- Le public : les bénéficiaires du RSA en premier lieu, mais également les femmes et les jeunes ;
- Les résultats en termes de sortie : ils constituent l'essence même d'une structure de l'IAE, à savoir permettre aux personnes accueillies de (re)trouver un emploi pérenne ;
- La nature des structures elles-mêmes, très hétérogènes, avec des problématiques communes et d'autres spécifiques à certaines d'entre elles.

Cette convention précise les modalités de soutien et le montant maximum de la subvention allouée à [NOM DE LA STRUCTURE] pour l'année 2024, telle que définie dans le Règlement d'Intervention en vigueur.

### **ARTICLE 2 : DUREE, MODALITES D'EXECUTION ET CONDITION DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les actions réalisées jusqu'au 31 décembre en 2024, et jusqu'au 31 juillet 2025 pour le paiement de la part variable, après réception du bilan

des actions réalisées en 2024 et de l'analyse de l'accompagnement réalisé ainsi que des moyens mis en œuvre par la structure.

Elle s'appuie sur le cahier des charges de l'accompagnement attendu (la grille d'objectifs) et sur les instances partenariales annuelles que sont le dialogue de gestion et les comités de suivis.

### **ARTICLE 3 : OBJECTIFS PARTAGES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA STRUCTURE**

L'enjeu général de l'accompagnement attendu est défini comme suit : « mobiliser les moyens nécessaires à l'efficacité des parcours d'insertion : accompagnement, montée en compétences et professionnalisation des salariés ».

Sur cette base, le Département de la Meuse a mis en place une nouvelle grille d'analyse, simplifiée mais surtout recentrée sur les priorités. Elle est constituée de 2 grandes parties :

- Des objectifs communs : ces derniers sont comme leur nom l'indique les mêmes pour chaque EI. Ils concernent l'accueil de minimum 30% de bénéficiaires du RSA, une progression de 5% dans l'accueil des femmes, les expériences en milieu professionnel (au minimum, 1 par salarié présent depuis plus de 6 mois), les 4 comités de suivis, la participation aux dynamiques départementales et la réalisation d'au moins un entretien individuel par mois et par salarié.
- Des objectifs spécifiques : ils sont par définition fixés de manière individuelle et en concertation avec chaque structure, en fonction des spécificités de chacune. Ils concernent le taux de sorties dynamiques, la mise en place d'actions collectives favorisant la levée des freins, le lien avec le secteur économique, la mise en place d'actions plus individuelles avec les partenaires sociaux et les actions de professionnalisation des permanents.

En outre, il est demandé à la structure de faire le nécessaire afin de faciliter le recours aux clauses sociales, en travaillant notamment avec les opérateurs compétents en la matière.

A ce titre, la structure s'engage à déployer progressivement les moyens à mettre en œuvre afin que les modalités de réalisation de ces objectifs et les cibles définies soient atteintes au plus tard au 31 décembre 2024.

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS DE DETERMINATION DU MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le Département de la Meuse alloue à [NOM DE LA STRUCTURE] une subvention déterminée comme suit :

Le nombre d'ETP retenu par la structure est de [.....].

Le montant retenu par ETP est de 2 280,22 €.

Ainsi, la subvention allouée au titre du tronc commun est de [.....].

Le montant socle, représentant 75% du tronc commun, soit [.....] €, sera versé en une fois après signature de la convention.

Le montant variable, de maximum 25% de la subvention totale, soit [.....] €, sera versé en année n+1, en fonction de l'analyse de l'accompagnement réalisé (précisé notamment dans le cahier des charges), des moyens mis en œuvre par la structure et du bilan qualitatif et financier, étudiés au moment du dialogue de gestion. Selon les résultats observés et partagés, son versement pourra être total ou partiel.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI, DE CONTROLE ET D'EVALUATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**

Les services du Département assureront le contrôle financier et technique de la présente convention. S'il s'avère que la structure n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

Pour ce faire, une rencontre individuelle est organisée chaque année, en amont des dialogues de gestion afin d'engager une analyse fine des possibilités en termes de moyens dédiés à l'accompagnement (humains, techniques, financiers...).

La rencontre, organisée sur la base de la grille d'objectifs annuelle, permet à la structure de s'évaluer et de décliner les objectifs annuels à atteindre au regard de sa situation et de ses moyens, la marge de progression attendue tenant logiquement compte des réalités.

Ces objectifs sont ensuite présentés par la structure lors du dialogue de gestion partenarial et évalués lors de cette même instance en année n+1.

Cette évaluation permettra de proposer une note sur 100 et de déterminer le montant variable attribué.

La note sur 100 sera calculée par pondération des objectifs évalués dans la grille, sur les bases des enjeux définis dans le cahier des charges.

La validation de la note finale sera réalisée à l'issue du dialogue de gestion et notifiée à la structure par le Service Emploi et Insertion, accompagné de la grille d'évaluation annuelle.

#### **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

#### **ARTICLE 7 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Meuse et la structure.

Tout avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>, précisés à l'article 3 et dans le cahier des charges.

#### **ARTICLE 8 : CLAUSES RESOLUTOIRES ET REGLEMENT DES LITIGES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.



Fait à Bar le Duc, le  
En deux exemplaires originaux.

Le Président de [NOM DE LA STRUCTURE], [NOM DU PRESIDENT]	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT



# CONVENTION CADRE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024

## ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION

(HORS FSE ET HORS ENVELOPPE « CONTRAINTES »)

2

**ENTRE** le Département de la Meuse, représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental,  
**Et** [NOM DE LA STRUCTURE] représentée par [NOM DU PRESIDENT], Président,

**Vu** la circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique,

**Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogé en 2022, 2023 et 2024,

**Vu** l'accord cadre régional de l'Insertion par l'Activité Economique signé le 15 mai 2017,

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2023,

**Vu** la délibération de la Commission Permanente du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### **Préambule**

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département, conformément aux orientations du Programme Départemental d'Insertion (PDI), construit sa politique d'insertion par le développement d'actions visant notamment à la promotion de l'insertion des publics dans l'emploi et au développement de l'accompagnement vers l'emploi.

Le Département appuie les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Le soutien financier apporté aux structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique est précisé dans le règlement d'intervention adopté par l'Assemblée départementale le 14 décembre 2023.

[NOM DE LA STRUCTURE] s'engage à apporter sa contribution à la politique d'insertion impulsée par le Département de la Meuse par le suivi de parcours des salariés pour favoriser leur insertion professionnelle, en les accueillant et les accompagnant tout au long de leur parcours.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les attendus des structures dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement de salariés en insertion.

En contrepartie de la subvention accordée, la structure s'engage à inscrire son action pour répondre aux attentes prioritaires du Département.

Ce dernier porte, dans sa politique générale d'accompagnement de l'IAE, une attention particulière aux sujets suivants :

- Le public : les bénéficiaires du RSA en premier lieu, mais également les femmes et les jeunes ;
- Les résultats en termes de sortie : ils constituent l'essence même d'une structure de l'IAE, à savoir permettre aux personnes accueillies de (re)trouver un emploi pérenne ;
- La nature des structures elles-mêmes, très hétérogènes, avec des problématiques communes et d'autres spécifiques à certaines d'entre elles.

Cette convention précise les modalités de soutien et le montant maximum de la subvention allouée à [NOM DE LA STRUCTURE] pour l'année 2024, relative à l'enveloppe « tronc commun », telle que définie dans le Règlement d'Intervention en vigueur.

## **ARTICLE 2 : DUREE, MODALITES D'EXECUTION ET CONDITION DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les actions réalisées jusqu'au 31 décembre en 2024, et jusqu'au 31 juillet 2025 pour le paiement de la part variable, après réception du bilan des actions réalisées en 2024 et de l'analyse de l'accompagnement réalisé ainsi que des moyens mis en œuvre par la structure.

Elle s'appuie, notamment pour l'enveloppe tronc commun, sur le cahier des charges de l'accompagnement attendu (la grille d'objectifs) et sur les instances de pilotage que sont le dialogue de gestion annuel et les comités de suivis.

## **ARTICLE 3 : OBJECTIFS PARTAGES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA STRUCTURE**

L'enjeu général de l'accompagnement attendu est défini comme suit : « mobiliser les moyens nécessaires à l'efficacité des parcours d'insertion : accompagnement, montée en compétences et professionnalisation des salariés ».

Sur cette base, le Département de la Meuse a mis en place une nouvelle grille d'analyse, simplifiée mais surtout recentrée sur les priorités départementales. Elle est constituée de 2 grandes parties :

- Des objectifs communs : ces derniers sont les mêmes pour chaque ACI. Ils concernent l'accueil de minimum 40% de bénéficiaires du RSA, une progression de 5% dans l'accueil des femmes, les expériences en milieu professionnel (au minimum, 1 par salarié présent depuis plus de 6 mois), les 4 comités de suivis, la participation aux dynamiques départementales et la réalisation d'au moins un entretien individuel par mois et par salarié.
- Des objectifs spécifiques : ils sont par définition fixés de manière individuelle et en concertation avec chaque structure, en fonction des spécificités de chacune. Ils concernent le taux de sorties dynamiques, la mise en place d'actions collectives favorisant la levée des freins, le lien avec le secteur économique, la mise en place d'actions plus individuelles avec les partenaires sociaux et les actions de professionnalisation des permanents.

En outre, il est demandé à la structure de faire le nécessaire afin de faciliter le recours aux clauses sociales, en travaillant notamment avec les opérateurs compétents en la matière.

A ce titre, la structure s'engage à déployer progressivement les moyens à mettre en œuvre afin que les modalités de réalisation de ces objectifs et les cibles définies soient atteintes au plus tard au 31 décembre 2024.

## **ARTICLE 4 : MONTANTS ALLOUES A LA STRUCTURE AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 ET MODALITES DE VERSEMENT**

Le Département de la Meuse alloue à [NOM DE LA STRUCTURE] une subvention déterminée comme suit :

Le nombre d'ETP retenu par la structure est de [.....].

Le montant retenu par ETP est de 3 234,42 €.

Ainsi, la subvention allouée au titre du tronc commun est de [.....].

Le montant socle, représentant 75% du tronc commun, soit [.....] €, sera versé en une fois après signature de la convention.

*Le montant variable, de maximum 25% de la subvention totale, soit [.....] €, sera versé en année n+1, en fonction de l'analyse de l'accompagnement réalisé (précisé notamment dans le cahier des charges), des moyens mis en œuvre par la structure et du bilan qualitatif et financier, étudiés au moment du dialogue de gestion. Selon les résultats observés et partagés, son versement pourra être total ou partiel.*

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI, DE CONTROLE ET D'EVALUATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**

Les services du Département assureront le contrôle financier et technique de la présente convention. S'il s'avère que la structure n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

Pour ce faire, une rencontre individuelle est organisée chaque année, en amont des dialogues de gestion afin d'engager une analyse fine des possibilités en termes de moyens dédiés à l'accompagnement (humains, techniques, financiers...).

La rencontre, organisée sur la base de la grille d'objectifs annuelle, permet à la structure de s'évaluer et de décliner les objectifs annuels à atteindre au regard de sa situation et de ses moyens, la marge de progression attendue tenant logiquement compte des réalités.

Ces objectifs sont ensuite présentés par la structure lors du dialogue de gestion partenarial et évalués lors de cette même instance en année n+1.

Cette évaluation permettra de proposer une note sur 100 et de déterminer le montant variable attribué.

La note sur 100 sera calculée par pondération des objectifs évalués dans la grille, sur les bases des enjeux définis dans le cahier des charges.

La validation de la note finale sera réalisée à l'issue du dialogue de gestion et notifiée à la structure par le Service Emploi et Insertion, accompagné de la grille d'évaluation annuelle.

#### **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

#### **ARTICLE 7 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Meuse et la structure.

Tout avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>, précisés à l'article 3 et dans le cahier des charges.

#### **ARTICLE 8 : CLAUSES RESOLUTOIRES ET REGLEMENT DES LITIGES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le  
En deux exemplaires originaux.

Le Président de [NOM DE LA STRUCTURE], [NOM DU PRESIDENT]	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT



# CONVENTION CADRE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024

## ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION

(HORS FSE ET AVEC ENVELOPPE « CONTRAINTES »)

- ENTRE** le Département de la Meuse, représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental,  
**Et** [NOM DE LA STRUCTURE] représentée par [NOM DU PRESIDENT], Président,
- Vu** la circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique,  
**Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogé en 2022, 2023 et 2024,  
**Vu** l'accord cadre régional de l'Insertion par l'Activité Economique signé le 15 mai 2017,  
**Vu** la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2023,  
**Vu** la délibération de la Commission Permanente du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### Préambule

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département, conformément aux orientations du Programme Départemental d'Insertion (PDI), construit sa politique d'insertion par le développement d'actions visant notamment à la promotion de l'insertion des publics dans l'emploi et au développement de l'accompagnement vers l'emploi.

Le Département appuie les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Le soutien financier apporté aux structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est précisé dans le règlement d'intervention adopté par l'Assemblée départementale le 14 décembre 2023.

[NOM DE LA STRUCTURE] s'engage à apporter sa contribution à la politique d'insertion impulsée par le Département de la Meuse par le suivi de parcours des salariés pour favoriser leur insertion professionnelle, en les accueillant et les accompagnant tout au long de leur parcours.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les attendus des structures dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement de salariés en insertion.

En contrepartie de la subvention accordée, la structure s'engage à inscrire son action pour répondre aux attentes prioritaires du Département.

Ce dernier porte, dans sa politique générale d'accompagnement de l'IAE, une attention particulière aux sujets suivants :

- Le public : les bénéficiaires du RSA en premier lieu, mais également les femmes et les jeunes ;
- Les résultats en termes de sortie : ils constituent l'essence même d'une structure de l'IAE, à savoir permettre aux personnes accueillies de (re)trouver un emploi pérenne ;
- La nature des structures elles-mêmes, très hétérogènes, avec des problématiques communes et d'autres spécifiques à certaines d'entre elles.

Cette convention précise les modalités de soutien et le montant maximum de la subvention allouée à [NOM DE LA STRUCTURE] pour l'année 2024, relative aux enveloppes :

- Tronc commun,
- Contraintes spécifiques,

telles que définies dans le Règlement d'Intervention en vigueur.

## **ARTICLE 2 : DUREE, MODALITES D'EXECUTION ET CONDITION DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les actions réalisées jusqu'au 31 décembre en 2024, et jusqu'au 31 juillet 2025 pour le paiement de la part variable, après réception du bilan des actions réalisées en 2024 et de l'analyse de l'accompagnement réalisé ainsi que des moyens mis en œuvre par la structure.

Elle s'appuie, notamment pour l'enveloppe tronc commun, sur le cahier des charges de l'accompagnement attendu (la grille d'objectifs) et sur les instances de pilotage que sont le dialogue de gestion annuel et les comités de suivis.

## **ARTICLE 3 : OBJECTIFS PARTAGES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA STRUCTURE**

L'enjeu général de l'accompagnement attendu est défini comme suit : « mobiliser les moyens nécessaires à l'efficacité des parcours d'insertion : accompagnement, montée en compétences et professionnalisation des salariés ».

Sur cette base, le Département de la Meuse a mis en place une nouvelle grille d'analyse, simplifiée mais surtout recentrée sur les priorités départementales. Elle est constituée de 2 grandes parties :

- Des objectifs communs : ces derniers sont les mêmes pour chaque ACI. Ils concernent l'accueil de minimum 40% de bénéficiaires du RSA, une progression de 5% dans l'accueil des femmes, les expériences en milieu professionnel (au minimum, 1 par salarié présent depuis plus de 6 mois), les 4 comités de suivis, la participation aux dynamiques départementales et la réalisation d'au moins un entretien individuel par mois et par salarié.
- Des objectifs spécifiques : ils sont par définition fixés de manière individuelle et en concertation avec chaque structure, en fonction des spécificités de chacune. Ils concernent le taux de sorties dynamiques, la mise en place d'actions collectives favorisant la levée des freins, le lien avec le secteur économique, la mise en place d'actions plus individuelles avec les partenaires sociaux et les actions de professionnalisation des permanents.

En outre, il est demandé à la structure de faire le nécessaire afin de faciliter le recours aux clauses sociales, en travaillant notamment avec les opérateurs compétents en la matière.

A ce titre, la structure s'engage à déployer progressivement les moyens à mettre en œuvre afin que les modalités de réalisation de ces objectifs et les cibles définies soient atteintes au plus tard au 31 décembre 2024.

## **ARTICLE 4 : MONTANTS ALLOUES A LA STRUCTURE AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 ET MODALITES DE VERSEMENT**

Le Département de la Meuse alloue à [NOM DE LA STRUCTURE] une subvention déterminée comme suit :

### 1/ Concernant l'enveloppe tronc commun :

Le nombre d'ETP retenu par la structure est de [.....].

Le montant retenu par ETP est de 3 234,42 €.

Ainsi, la subvention allouée au titre du tronc commun est de [.....].

Le montant socle, représentant 75% du tronc commun, soit [.....] €, sera versé en une fois après signature de la convention.

Le montant variable, de maximum 25% de la subvention totale, soit [.....] €, sera versé en année n+1, en fonction de l'analyse de l'accompagnement réalisé (précisé notamment dans le cahier des charges), des moyens mis en œuvre par la structure et du bilan qualitatif et financier, étudiés au moment du dialogue de gestion. Selon les résultats observés et partagés, son versement pourra être total ou partiel.

### 2/ Concernant l'enveloppe contraintes spécifiques :

Compte tenu de la localisation [de X équipes] de la structure en zone rurale, un bonus de x% du montant de l'enveloppe tronc commun est accordé, soit [.....] €.

*Cette somme sera versée en une fois après signature de la présente convention.*

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI, DE CONTROLE ET D'ÉVALUATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**

Les services du Département assureront le contrôle financier et technique de la présente convention. S'il s'avère que la structure n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

Pour ce faire, une rencontre individuelle est organisée chaque année, en amont des dialogues de gestion afin d'engager une analyse fine des possibilités en termes de moyens dédiés à l'accompagnement (humains, techniques, financiers...).

La rencontre, organisée sur la base de la grille d'objectifs annuelle, permet à la structure de s'évaluer et de décliner les objectifs annuels à atteindre au regard de sa situation et de ses moyens, la marge de progression attendue tenant logiquement compte des réalités.

Ces objectifs sont ensuite présentés par la structure lors du dialogue de gestion partenarial et évalués lors de cette même instance en année n+1.

Cette évaluation permettra de proposer une note sur 100 et de déterminer le montant variable attribué.

La note sur 100 sera calculée par pondération des objectifs évalués dans la grille, sur les bases des enjeux définis dans le cahier des charges.

La validation de la note finale sera réalisée à l'issue du dialogue de gestion et notifiée à la structure par le Service Emploi et Insertion, accompagné de la grille d'évaluation annuelle.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

## **ARTICLE 7 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Meuse et la structure.

Tout avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>, précisés à l'article 3 et dans le cahier des charges.

## **ARTICLE 8 : CLAUSES RESOLUTOIRES ET REGLEMENT DES LITIGES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.



La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le  
En deux exemplaires originaux.

Le Président de [NOM DE LA STRUCTURE], [NOM DU PRESIDENT]	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT



# CONVENTION CADRE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024

## ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION

(AVEC FSE ET AVEC ENVELOPPE « CONTRAINTES DONT JEUNES »)

- ENTRE** le Département de la Meuse, représenté par Jérôme DUMONT, Président du Conseil Départemental,  
**Et** [NOM DE LA STRUCTURE] représentée par [NOM DU PRESIDENT], Président,
- Vu** la circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique,  
**Vu** le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogé en 2022, 2023 et 2024,  
**Vu** l'accord cadre régional de l'Insertion par l'Activité Economique signé le 15 mai 2017,  
**Vu** la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2023,  
**Vu** la délibération de la Commission Permanente du 21 mars 2024.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### **Préambule**

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département, conformément aux orientations du Programme Départemental d'Insertion (PDI), construit sa politique d'insertion par le développement d'actions visant notamment à la promotion de l'insertion des publics dans l'emploi et au développement de l'accompagnement vers l'emploi.

Le Département appuie les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Le soutien financier apporté aux structures relevant de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est précisé dans le règlement d'intervention adopté par l'Assemblée départementale le 14 décembre 2023.

[NOM DE LA STRUCTURE] s'engage à apporter sa contribution à la politique d'insertion impulsée par le Département de la Meuse par le suivi de parcours des salariés pour favoriser leur insertion professionnelle, en les accueillant et les accompagnant tout au long de leur parcours.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les attendus des structures dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement de salariés en insertion.

En contrepartie de la subvention accordée, la structure s'engage à inscrire son action pour répondre aux attentes prioritaires du Département.

Ce dernier porte, dans sa politique générale d'accompagnement de l'IAE, une attention particulière aux sujets suivants :

- Le public : les bénéficiaires du RSA en premier lieu, mais également les femmes et les jeunes ;
- Les résultats en termes de sortie : ils constituent l'essence même d'une structure de l'IAE, à savoir permettre aux personnes accueillies de (re)trouver un emploi pérenne ;
- La nature des structures elles-mêmes, très hétérogènes, avec des problématiques communes et d'autres spécifiques à certaines d'entre elles.

Cette convention précise les modalités de soutien et le montant maximum de la subvention allouée à [NOM DE LA STRUCTURE] pour l'année 2024, relative aux enveloppes :

- Tronc commun,
- Contraintes spécifiques,

telles que définies dans le Règlement d'Intervention en vigueur.

## **ARTICLE 2 : DUREE, MODALITES D'EXECUTION ET CONDITION DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les actions réalisées jusqu'au 31 décembre en 2024, et jusqu'au 31 juillet 2025 pour le paiement de la part variable, après réception du bilan des actions réalisées en 2024 et de l'analyse de l'accompagnement réalisé ainsi que des moyens mis en œuvre par la structure.

Elle s'appuie, notamment pour l'enveloppe tronc commun, sur le cahier des charges de l'accompagnement attendu (la grille d'objectifs) et sur les instances de pilotage que sont le dialogue de gestion annuel et les comités de suivis.

## **ARTICLE 3 : OBJECTIFS PARTAGES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA STRUCTURE**

L'enjeu général de l'accompagnement attendu est défini comme suit : « mobiliser les moyens nécessaires à l'efficacité des parcours d'insertion : accompagnement, montée en compétences et professionnalisation des salariés ».

Sur cette base, le Département de la Meuse a mis en place une nouvelle grille d'analyse, simplifiée mais surtout recentrée sur les priorités départementales. Elle est constituée de 2 grandes parties :

- Des objectifs communs : ces derniers sont les mêmes pour chaque ACI. Ils concernent l'accueil de minimum 40% de bénéficiaires du RSA, une progression de 5% dans l'accueil des femmes, les expériences en milieu professionnel (au minimum, 1 par salarié présent depuis plus de 6 mois), les 4 comités de suivis, la participation aux dynamiques départementales et la réalisation d'au moins un entretien individuel par mois et par salarié.
- Des objectifs spécifiques : ils sont par définition fixés de manière individuelle et en concertation avec chaque structure, en fonction des spécificités de chacune. Ils concernent le taux de sorties dynamiques, la mise en place d'actions collectives favorisant la levée des freins, le lien avec le secteur économique, la mise en place d'actions plus individuelles avec les partenaires sociaux et les actions de professionnalisation des permanents.

En outre, il est demandé à la structure de faire le nécessaire afin de faciliter le recours aux clauses sociales, en travaillant notamment avec les opérateurs compétents en la matière.

A ce titre, la structure s'engage à déployer progressivement les moyens à mettre en œuvre afin que les modalités de réalisation de ces objectifs et les cibles définies soient atteintes au plus tard au 31 décembre 2024.

## **ARTICLE 4 : MONTANTS ALLOUES A LA STRUCTURE AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 ET MODALITES DE VERSEMENT**

Le Département de la Meuse alloue à [NOM DE LA STRUCTURE] une subvention déterminée comme suit :

1/ Concernant l'enveloppe tronc commun :

Le nombre d'ETP retenu par la structure est de [.....].

Le montant retenu par ETP est de 3 234,42 €.

Ainsi, la subvention allouée au titre du tronc commun est de [.....].

Le socle, représentant 75% du tronc commun, soit [.....] €, est pris en charge par le biais du Fonds Social Européen (FSE) et fera l'objet d'une convention spécifique.

Le montant variable, de maximum 25% de la subvention totale, soit [.....] €, sera versé en année n+1, en fonction de l'analyse de l'accompagnement réalisé (précisé notamment dans le cahier des charges), des moyens mis en œuvre par la structure et du bilan qualitatif et financier, étudiés au moment du dialogue de gestion. Selon les résultats observés et partagés, son versement pourra être total ou partiel.

2/ Concernant l'enveloppe contraintes spécifiques :

Compte tenu de la localisation [de X équipes] de la structure en zone rurale, un bonus de x% du montant de l'enveloppe tronc commun est accordé, soit [.....] €.

De plus, compte tenu du nombre de jeunes de moins de 26 ans accueillis au sein de la structure, un bonus de [.....] € est accordé.

L'aide au titre des contraintes spécifiques est ainsi de [.....]. Cette aide pourra être pris en charge partiellement par le FSE à hauteur de [.....] et fera l'objet d'une convention spécifique.

Le solde, d'un montant de [ ] €, sera quant à lui versé en une fois après signature de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI, DE CONTROLE ET D'EVALUATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**

Les services du Département assureront le contrôle financier et technique de la présente convention. S'il s'avère que la structure n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours, totalement ou au prorata des actions non réalisées.

Pour ce faire, une rencontre individuelle est organisée chaque année, en amont des dialogues de gestion afin d'engager une analyse fine des possibilités en termes de moyens dédiés à l'accompagnement (humains, techniques, financiers...).

La rencontre, organisée sur la base de la grille d'objectifs annuelle, permet à la structure de s'évaluer et de décliner les objectifs annuels à atteindre au regard de sa situation et de ses moyens, la marge de progression attendue tenant logiquement compte des réalités.

Ces objectifs sont ensuite présentés par la structure lors du dialogue de gestion partenarial et évalués lors de cette même instance en année n+1.

Cette évaluation permettra de proposer une note sur 100 et de déterminer le montant variable attribué.

La note sur 100 sera calculée par pondération des objectifs évalués dans la grille, sur les bases des enjeux définis dans le cahier des charges.

La validation de la note finale sera réalisée à l'issue du dialogue de gestion et notifiée à la structure par le Service Emploi et Insertion, accompagné de la grille d'évaluation annuelle.

#### **ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION**

La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national <https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/> et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.

En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

#### **ARTICLE 7 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Meuse et la structure.

Tout avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>, précisés à l'article 3 et dans le cahier des charges.

#### **ARTICLE 8 : CLAUSES RESOLUTOIRES ET REGLEMENT DES LITIGES**

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le  
En deux exemplaires originaux.

Le Président de [NOM DE LA STRUCTURE], [NOM DU PRESIDENT]	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT

**PARTENARIAT AVEC LE CENTRE EUROPE DIRECT - CRISTEEL : SUBVENTION 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la demande de subvention départementale présentée par l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL » labellisée Centre Europe Direct par la Commission européenne,

**Après en avoir délibéré,**

- Décide de l'octroi d'une subvention départementale forfaitaire de 5 400 € à l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL » pour accompagner son programme d'actions 2024 ;
- Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à signer avec l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL » la convention annuelle de partenariat 2024 jointe au rapport ;
- Autorise le versement de cette subvention départementale de 5 400 € à l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL », dès que la décision sera rendue exécutoire.



**EUROPE DIRECT**  
Lorraine Grand Est

## CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT 2024

Entre le **Département de la Meuse**, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, désigné sous le terme « le Département », d'une part,

et

l'association dénommée **Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine (CRISTEEL)**, association régie par la loi de 1901, dont le siège social est situé 58bis rue Raymond Poincaré à 54000 NANCY, représentée par son Président, Monsieur Jacques SPIGOLON, désignée sous le terme « CRISTEEL », d'autre part,

### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de préciser les relations entre les deux parties sur leurs engagements respectifs et les modalités d'exécution.

Par la présente convention, l'association CRISTEEL, labellisée par la Commission européenne comme centre d'information officiel de la Commission européenne « Centre Europe Direct - EUROPE DIRECT Lorraine Grand Est », s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser un programme d'actions 2024 conforme à son objet social pour assurer en Meuse ses missions d'information sur le fonctionnement et sur les politiques de l'Union Européenne, notamment sur la citoyenneté et la mobilité européennes.

A cette fin, l'association CRISTEEL s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, le Département décide d'apporter son soutien financier au fonctionnement de l'association CRISTEEL.

## **Article 2 : Programme d'actions prévisionnel 2024**

Dans le cadre du partenariat noué avec le Département de la Meuse, l'association CRISTEEL s'engage à développer un programme d'actions prévisionnel 2024 autour de l'Union Européenne orientée tout particulièrement sur le développement de la citoyenneté et de la mobilité européennes des jeunes meusiens et à l'accueil de jeunes européens en Meuse :

- **Sensibilisation et information sur l'Union européenne et promotion de la citoyenneté européenne auprès :**
  - des élus et du grand public : centre d'information et de documentation, site internet et réseaux sociaux, événements dans le cadre du « Mois de l'Europe » ;
  - du public jeune : appui « à la carte » au programme d'actions du Collectif « Jeunes en Meuse » : actions dans le cadre de l'année européenne des compétences et des talents des jeunes... ;
  - du public scolaire : diffusion du catalogue des ressources pédagogiques, animations pédagogiques dans les établissements scolaires meusiens, interventions sur les élections européennes notamment autour du jeu de plateau « Quartier général » ou simulations du Parlement Européen.
- **Information sur les programmes européens Jeunesse et promotion de la mobilité européenne :**
  - Réunions d'information et formations sur la mobilité européenne : présentation des dispositifs européens de mobilité (Erasmus+, Corps Européen de Solidarité, Service Volontaire transfrontalier en Grande Région), séminaires action-formation pour les professionnels des structures Jeunesse, formations civiques et citoyennes ;
  - Conception, soutien technique et participation aux actions de mobilité européenne Erasmus+ et Corps Européen de Solidarité : envoi de jeunes volontaires, coordination de nouveaux projets de mobilité européenne, prospection et accompagnement d'acteurs meusiens candidats à l'accueil de jeunes volontaires de la Grande Région.

## **Article 3 : Montant de la subvention et conditions de paiement**

Conformément à la décision de l'Assemblée départementale, une subvention forfaitaire de fonctionnement de 5 400 € est accordée à l'association CRISTEEL pour la réalisation de son programme d'actions 2024.

La subvention départementale forfaitaire de 5 400 € sera créditée au compte de l'association CRISTEEL selon les procédures comptables en vigueur, soit en une seule fois, dès que la décision d'attribution sera rendue exécutoire.

## **Article 4 : Obligations de l'association**

L'association CRISTEEL s'engage à :

- organiser l'Assemblée Générale ordinaire courant du 1<sup>er</sup> semestre de chaque année,
- signaler toute modification des statuts de l'association, tout changement dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau, tout changement de domiciliation bancaire,
- adresser au Département, au fur et à mesure, les comptes-rendus du Conseil d'Administration et les bulletins d'information qu'elle adresse à ses membres, sous réserve du respect de la clause de confidentialité acceptée par le Département,
- informer au plus tôt le Département de toutes difficultés rencontrées dans l'exécution des actions subventionnées et des modifications proposées,
- faire mention de la participation du Département sur tous ses supports de communication et dans ses rapports avec les médias, et à participer aux actions de communication menées par le Département dans les domaines concernés.



### **Article 5 : Sanctions**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par l'association CRISTEEL, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention versée au titre de la présente convention.

### **Article 6 : Contrôle du Département**

L'association CRISTEEL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par le Département, en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

### **Article 7 : Evaluation**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles le Département a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée chaque année et adressée au Département avant la fin de l'année 2024.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, sur l'utilité sociale ou l'intérêt général des actions réalisées, et sur les prolongements susceptibles de leur être apportés dans le cadre d'une nouvelle convention.

Cette évaluation sera présentée lors d'une réunion entre les parties au plus tard avant le 31 mars 2025 pour pouvoir en discuter de vive voix et ébaucher les perspectives de partenariat pour l'année 2025.

### **Article 8 : Durée de validité de la convention et conditions de renouvellement**

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt d'un dossier complet de demande de renouvellement du partenariat **avant le 31 mars 2025, date-butoir impérative** et aux conclusions de l'évaluation précitée.

Le dossier devra comprendre les pièces suivantes :

- Demande de renouvellement du partenariat ;
- Statuts (en cas de modification) et liste des membres du Conseil d'Administration et du Bureau ;
- Relevé d'Identité Bancaire (en cas de modification) ;
- Compte d'exploitation, bilan des 2 derniers exercices clos connus, budget de l'exercice en cours ;
- Rapport d'activités 2024 et bilan financier 2024 certifié par le Président et le Trésorier ou le Commissaire aux comptes ;
- Programme d'actions prévisionnel 2025, son échéancier prévisionnel de réalisation et son budget et plan de financement prévisionnels.

Au vu de ce dossier complet, le Département décidera de l'opportunité et des modalités du renouvellement du partenariat.

### **Article 9 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure de respecter ses engagements.

### **Article 10 : Litiges**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires à Bar-le-Duc, le

Le Président de l'association CRISTEEL,      Le Président du Conseil départemental de la Meuse,

Jacques SPIGOLON

Jérôme DUMONT

**RENOUVELLEMENT DU CONVENTIONNEMENT AVEC LE GIP OBJECTIF MEUSE ET LE GIP HAUTE-MARNE - DEMANDES DE SUBVENTION 2024 POUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME E-MEUSE SANTE -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à autoriser les demandes de subventions pour l'année 2024 auprès du GIP Objectif Meuse et du GIP Haute-Marne dans le cadre du renouvellement du conventionnement annuel pour le financement du programme e-Meuse santé,

Madame Martine JOLY et Monsieur Jérôme DUMONT étant sortis à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Décide de :

- Solliciter les subventions pour un montant global de 480 000 € auprès du GIP Objectif Meuse et du GIP Haute-Marne pour l'année 2024, dans le cadre du renouvellement des conventions annuelles pour le financement du programme e-Meuse santé, comme suit :
  - o Une subvention du GIP Objectif Meuse à hauteur de 240 000 € sur l'année 2024, dans le cadre d'une convention annuelle 2024, sur la base du plan de financement prévisionnel présenté en Annexe 1 ;
  - o Une subvention du GIP Haute-Marne à hauteur de 240 000 € sur l'année 2024, dans le cadre d'une convention annuelle 2024, sur la base du plan de financement prévisionnel présenté en Annexe 2 ;
- Signer les conventions annuelles 2024 pour le financement du programme e-Meuse santé, avec le GIP Objectif Meuse et le GIP Haute-Marne ;
- Signer tous les documents nécessaires à l'obtention des subventions sollicitées et à la mise en œuvre de cette décision.

## Annexe 1 - Plan de financement prévisionnel 2024 du programme e-Meuse santé présenté au GIP Objectif Meuse

DEPENSES 2024 par Actions	Montant TIC	RESSOURCES	Montant	% du montant total de l'opération
01.1) Développer et déployer l'application e-Meuse Santé Prévention	79 880,57 €	<b>1. AUTOFINANCEMENT</b>		
02.1) Développer une nouvelle offre de prise en charge des parturientes dans un contexte de restructuration de l'offre de périnatalité	0,00 €	Fonds propres	0.00 €	
02.2) Accompagner, coordonner et consolider les initiatives territoriales de téléconsultation	121 876,36 €	Emprunts	0.00 €	
02.3) Augmenter la coordination des dispositifs professionnels d'appui par des dispositifs innovants en appui des SNACS	281 575,65 €	Crédit-bail	0.00 €	
03.1) Accompagner les initiatives territoriales innovantes de prise en charge et suivi des patients diabétiques ( <i>Action stoppée</i> )	0,00 €	Autres : Excédent de 2022 sur l'exercice 2023	1 200 000,00 €	27,12 %
03.2) Accompagner les initiatives territoriales innovantes de prise en charge et suivi des patients insuffisants respiratoires (SAOS, BPCO) et comorbidités associées, extension à d'autres pathologies chroniques.	608 375,71 €	<b>Sous-total autofinancement</b>	<b>0.00 €</b>	
04.1) Accompagner les initiatives territoriales innovantes de maintien à domicile en vue de les généraliser	96 000,00 €	<b>2. AIDES PUBLIQUES</b>		
05.1) Poser les conditions de mise en oeuvre des organisations innovantes	110 000,00 €	GIP Objectif Meuse	240 000,00 €	11,44 %
06.1) Déployer un écosystème numérique sécurisé et interopérable adapté au déploiement des innovations	639 024,75 €	Union européenne (FEDER)	0,00 €	%
07.1) Créer les filières de formation adaptées au déploiement des nouveaux usages numériques	70 000,00 €	Etat (Territoires d'Innovation France 2030)	1 272 782,42 €	41,92 %
08.1) Répondre aux besoins d'évaluation de l'ensemble des partenaires du programme	430 316,00 €	Etat (ARS) (91 % de 340 000 €)	309 400,00 €	10,19 %
09.1) Gérer l'animation du programme et la communication du programme	10 000,00 €	CD 55 (91 % de 250 000 €)	227 500,00 €	7,49 %
10.1) Gérer le programme	588 833,38 €	CD 54 (91 % de 240 000 €)	218 400,00 €	7,19 %
11.1) Accompagner les ambitions des porteurs d'innovation par l'investissement	0,00 €	CD 52 (91 % de 240 000 €)	218 400,00 €	7,19 %

		Région Grand Est (91 % de 340 000 €)	309 400,00 €	10,19 %
		GP Haute-Maine	240 000,00 €	7,91 %
		Autres		
		<b>Sous-total aides publiques :</b>	<b>3 035 882,42 €</b>	<b>100 %</b>
		<b>3. AIDES PRIVÉES</b>		
		(à préciser)	0.00 €	
		<b>Sous-total aides privées :</b>	<b>0.00 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>3 035 882,42 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3 035 882,42 €</b>	<b>100 %</b>

## Annexe 2 - Plan de financement prévisionnel 2024 du programme e-Meuse santé présenté au GIP Haute-Marne

DEPENSES 2024 par Actions	Montant TIC	RESSOURCES	Montant	% du montant total de l'opération
01.1) Développer et déployer l'application e-Meuse Santé Prévention	79 880,57 €	<b>1. AUTOFINANCEMENT</b>		
02.1) Développer une nouvelle offre de prise en charge des parturientes dans un contexte de restructuration de l'offre de périnatalité	0,00 €	Fonds propres	0.00 €	
02.2) Accompagner, coordonner et consolider les initiatives territoriales de télécounseil	121 876,36 €	Emprunts	0.00 €	
02.3) Augmenter la coordination des dispositifs professionnels d'appui par des dispositifs innovants en appui des SNACS	281 575,65 €	Crédit-bail	0.00 €	
03.1) Accompagner les initiatives territoriales innovantes de prise en charge et suivi des patients diabétiques ( <i>Action stoppée</i> )	0,00 €	Autres : Excédent de 2022 sur l'exercice 2023	1 200 000,00 €	27,12 %
03.2) Accompagner les initiatives territoriales innovantes de prise en charge et suivi des patients insuffisants respiratoires (SAOS, BPCO) et comorbidités associées, extension à d'autres pathologies chroniques.	608 375,71 €	<b>Sous-total autofinancement</b>	<b>0.00 €</b>	
04.1) Accompagner les initiatives territoriales innovantes de maintien à domicile en vue de les généraliser	96 000,00 €	<b>2. AIDES PUBLIQUES</b>		
05.1) Poser les conditions de mise en oeuvre des organisations innovantes	110 000,00 €	GIP Objectif Meuse	240 000,00 €	11,44 %
06.1) Déployer un écosystème numérique sécurisé et interopérable adapté au déploiement des innovations	639 024,75 €	Union européenne (FEDER)	0,00 €	%
07.1) Créer les filières de formation adaptées au déploiement des nouveaux usages numériques	70 000,00 €	Etat (Territoires d'Innovation France 2030)	1 272 782,42 €	41,92 %
08.1) Répondre aux besoins d'évaluation de l'ensemble des partenaires du programme	430 316,00 €	Etat (ARS) (91 % de 340 000 €)	309 400,00 €	10,19 %
09.1) Gérer l'animation du programme et la communication du programme	10 000,00 €	CD 55 (91 % de 250 000 €)	227 500,00 €	7,49 %
10.1) Gérer le programme	588 833,38 €	CD 54 (91 % de 240 000 €)	218 400,00 €	7,19 %
11.1) Accompagner les ambitions des porteurs d'innovation par l'investissement	0,00 €	CD 52 (91 % de 240 000 €)	218 400,00 €	7,19 %

		Région Grand Est (91 % de 340 000 €)	309 400,00 €	10,19 %
		GIP Haute-Maine	240 000,00 €	7,91 %
		Autres		
		<b>Sous-total aides publiques :</b>	<b>3 035 882,42 €</b>	<b>100 %</b>
		<b>3. AIDES PRIVÉES</b>		
		(à préciser)	0.00 €	
		<b>Sous-total aides privées :</b>	<b>0.00 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>3 035 882,42 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3 035 882,42 €</b>	<b>100 %</b>

**ADHESION D'E-MEUSE SANTE A LA FILIERE SANTE NUMERIQUE POUR PARTICIPER A SES TRAVAUX : MODIFICATION DU BENEFICIAIRE -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à l'adhésion du Département de la Meuse, dans le cadre du programme e-Meuse santé, à l'Association Filière Santé Numérique pour participer aux travaux de la filière et à payer une cotisation annuelle sur les années 2024 et 2025,

**Après en avoir délibéré,**

Décide d'autoriser le Président du Conseil départemental de la Meuse, Porteur du programme e-Meuse santé :

- À faire adhérer le Département de la Meuse, dans le cadre du programme e-Meuse santé, à l'Association Filière Santé Numérique (FSN), Association Loi 1901 sans but lucratif, en charge de la mise en place des travaux nationaux de la Filière Santé Numérique ;
- À cotiser à la Filière Santé Numérique pour un montant de 5 000 € par an, soit 10 000 € au total sur les deux années 2024 et 2025, sur la base d'un appel à cotisation annuel ;
- A participer aux travaux de la Filière Santé Numérique en tant que représentant des Territoires ;
- A individualiser le paiement de la cotisation sur l'AE 2020 12, relative à l'Action 09.1) Animation et Communication du Programme ;
- A signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.



**SUBVENTION 2024 ET MISE A DISPOSITION D'AGENTS DEPARTEMENTAUX**  
**MEMBRES DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL ESCAPAD 55 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la subvention 2024 à l'association du personnel ESCAPAD et la mise à disposition d'agents départementaux membres de cette association,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 13 février 2024 sur la mise à disposition d'agents du Département membres de l'association Escapad55,

**Après en avoir délibéré,**

Décide :

- D'attribuer à l'association Escapad55 une subvention de fonctionnement forfaitaire au titre de l'année 2024, d'un montant maximum de 120 060 €, en vue de financer des actions ou manifestations à caractère culturel, sportif ou de loisirs au profit du personnel du Département ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention avec l'association **Escapad55**<sup>55</sup>, ci-jointe, qui définit les conditions d'attribution et de versement de la subvention de fonctionnement au titre de l'année 2024 ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention de mise à disposition partielle d'agents départementaux au profit de l'association du personnel Escapad55, pour une durée de trois ans, du 1er avril 2024 au 31 mars 2027.



**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**  
**Service qualité de vie au travail**  
Tél. : 03 29 45 77 30

## **CONVENTION RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT**

**Entre :**

Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente en date du 2 mars 2023

Ci-après dénommé « le Département »,

d'une part,

**Et :**

L'Association ESCAPAD<sup>55</sup> dont le siège social est situé à Bar le Duc, représentée par Madame Aurélie BACQUE, agissant en qualité de Présidente,

Ci-après dénommée, « l'Association **ESCAPAD<sup>55</sup>** »

d'autre part,

- Vu** le règlement budgétaire et financier du Département en vigueur
- Vu** la demande présentée par l'association ESCAPAD<sup>55</sup>
- Vu** la délibération de la Commission Permanente du 2 mars 2023 portant Subvention 2023 – Amicale du personnel ESCAPAD<sup>55</sup>

Il a été convenu ce qui suit :

## **PRÉAMBULE**

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> a pour but de développer ou prolonger entre ses adhérents, les liens nés de leur activité professionnelle par toutes actions ou manifestations collectives appropriées. Elle s'adresse aux membres du personnel du Département, du Service d'Incendie et de Secours, du GIP « Objectif Meuse », du GIP « Maison de l'Emploi », du GIP « Maison Départementale des Personnes Handicapées ».

Considérant que l'objet de l'association ESCAPAD<sup>55</sup> répond aux orientations du Conseil départemental tendant à faire bénéficier au personnel de prestations à caractère social, le Département apporte, dans les conditions énoncées dans la présente convention, un accompagnement financier pour le fonctionnement de cette association.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département de la Meuse apporte son concours financier à la réalisation des objectifs et actions poursuivis par l'association ESCAPAD<sup>55</sup> tels que définis à l'article 2 ci-après.

## **ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'engage à poursuivre, conformément à son objet social et aux lois et règlements en vigueur, les objectifs et actions suivants :

### **2.1 - Objectifs et Actions**

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'engage à mettre en place diverses actions ou manifestations à caractère culturel, sportif ou de loisirs, sur la base de propositions émanant du Conseil d'administration. Cette instance, composée d'agents bénévoles élus des différents collèges d'employeurs, soumet le programme d'activités de l'année à ses adhérents, lors de l'Assemblée générale annuelle, qui entérine et/ou amende ces orientations.

En contrepartie des moyens accordés par le Département, l'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'engage à organiser chaque année au moins les activités suivantes :

- un voyage d'environ une semaine
- une sortie gratuite au profit des enfants des amicalistes, considérés comme tels jusqu'à leur majorité ou jusqu'à 20 ans révolus (soit jusqu'au 21ème anniversaire), s'ils sont scolarisés et à la charge fiscale de l'adhérent, justifiée par la production d'un certificat de scolarité.
- une sortie à caractère culturel (concert, théâtre,...)
- une soirée à caractère ludique (loto, soirée dansante, jeux,...)
- l'accès à une activité sportive de loisirs

Les activités proposées devront viser l'objectif de l'attractivité du plus grand nombre d'adhérents, notamment par l'intérêt qu'elles présentent et par la pratique de tarifs adaptés à leurs ressources. L'association Escapad55 devra en particulier tenir compte des possibilités d'accès effectives des adhérents soumis à des règlements de travail particulier - secteur routes avec astreintes et interventions en période hivernale, secteur collège avec la spécificité des périodes de vacances imposées, ... et ne pas créer de difficultés particulières compromettant la continuité du service public du fait de la participation des agents à ses activités durant les jours ouvrés.

Toutefois, sur décision du Conseil d'Administration d'ESCAPAD<sup>55</sup> ou de son Assemblée Générale, le programme initial des activités ou manifestations proposé pourra être complété ou amendé au cours de son exécution.

## **2.2 - Moyens à mettre en œuvre**

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des objectifs et actions tels que définis à l'article 2.1.

## **ARTICLE 3 - CONCOURS FINANCIER**

### **3.1 Montant de la subvention et modalités de règlement**

Pour lui permettre de mener à bien ses objectifs, les différents collèges employeurs des adhérents contribuent aux dépenses de l'association ESCAPAD<sup>55</sup> par le versement d'une subvention annuelle basée sur le nombre d'adhérents actifs du collège concerné.

Le Département accompagnera l'association ESCAPAD<sup>55</sup> en fonction des besoins qu'elle exprimera sous forme d'un programme d'activité. Les parties conviennent qu'un ratio de 230 € par amicaliste actif du Département, constitue le référentiel de la limite supérieure de la participation financière du Département.

Au vu du programme et de la demande de subvention de l'association conforme au référentiel ci-dessus, **le montant maximum de la subvention de l'année 2024 est fixé à 120 060 € pour 522 amicalistes au 1<sup>er</sup> septembre 2023.**

La subvention sera attribuée sous réserve des conditions prévues à l'article 3.3 de la présente convention.

### **3.2 Modalités de versement et de récupération de la subvention**

La subvention du Département fera l'objet d'un versement unique par mandat administratif à compter de la réception de la présente convention signée.

Si le programme réalisé au vu de l'analyse des documents visés à l'article 7 de la présente convention est inférieur ou a fait l'objet de modifications substantielles au programme prévisionnel ayant servi de base à la subvention versée, le Département pourra récupérer la participation versée, totalement ou au prorata des dépenses réalisées. Le Département procédera alors à l'émission d'un titre de recettes sur le trop-perçu, après en avoir informé préalablement par courrier l'Association ESCAPAD<sup>55</sup>.

### **3.3 Conditions d'utilisation de la subvention**

La subvention attribuée par le Département de la Meuse est affectée exclusivement aux actions entrant dans l'objet de l'association ESCAPAD<sup>55</sup> et en particulier celles définies à l'article 2 de la présente convention.

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'interdit de l'utiliser à d'autres fins et notamment de reverser les fonds à d'autres associations, organismes ou sociétés, quelle qu'en soit la nature en dehors de l'hypothèse d'achat de prestations.

Le Département de la Meuse se réserve la possibilité de demander la restitution de tout ou partie des sommes qui ne seraient pas utilisées conformément à l'objet de la subvention.

#### **ARTICLE 4 – MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL ET DÉCHARGES D'ACTIVITÉS**

Des conventions particulières précisent les modalités de mise à disposition de certain personnel du Département.

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'engage à rembourser chaque année avant le 31 janvier N+ 1 la masse salariale correspondant à cette mise à disposition au titre de l'année N.

Pour les agents départementaux, non mis à disposition et membres du Conseil d'administration, sous réserve des nécessités de service et de l'information préalable du Responsable de Service concerné, conformément à la délibération de la Commission permanente du 16 juin 2022 sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail, le Département autorisera à participer aux assemblées et aux réunions des instances de l'association ESCAPAD<sup>55</sup> en accordant une sortie avec débadgeage pendant les plages fixes, avec obligation de récupération des heures non faites.

#### **ARTICLE 5 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet du **1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024**, pour la réalisation des actions et **jusqu'au 31 décembre 2025**, pour la régularisation de la subvention.

#### **ARTICLE 6 – PRÉSENTATION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION**

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> arrête, au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année N, le programme de ses activités pour l'année N+1, au titre duquel elle sollicite le concours financier du Département. Elle présentera également au Département les actions pluriannuelles qu'elle envisage d'engager et pour lesquelles elle sollicitera l'accord du Département pour lui apporter son concours.

La demande de subvention de l'année N devra être présentée au Département de la Meuse **pour le 1er septembre au plus tard de l'année N-1**, accompagnée des pièces suivantes nécessaires à son instruction :

- Formulaire unique de demande de subvention Associations (Cerfa n°12156\*06) complété et signé, accompagné des pièces suivantes :
- programme d'activités
- compte de résultat arrêté à la date de la demande de subvention
- état des adhérents du collège « Département » avec détails actifs et retraités dudit collège
- état des actifs de l'association ESCAPAD<sup>55</sup>

La demande de subvention fera l'objet d'une instruction par les services du Département et le montant de la subvention annuelle sera soumis pour approbation à l'assemblée délibérante.

#### **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES**

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 *relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations modifié par le règlement n° 2004-12 du 23 novembre 2004 du Comité de la réglementation comptable* et à tenir une comptabilité rigoureuse. La structure budgétaire devra permettre d'individualiser les actions subventionnées par le Département.

Par ailleurs, elle s'engage à équilibrer chaque année ses charges et ses produits et à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible.

L'association ESCAPAD<sup>55</sup> devra, sous peine de sanctions et/ou de résiliation de la présente convention, transmettre au Département au plus tard le **30 juin de l'année N+1** :

- Le compte rendu financier de subvention (Cerfa n°15059\*02) ;
- Le bilan et le compte de résultat détaillé de l'exercice de l'année N certifié conforme par son Président ;
- Un rapport d'activités permettant au Département de s'assurer de la correspondance des actions menées et de leurs résultats avec les objectifs fixés, dès son adoption.

Si l'association ESCAPAD<sup>55</sup> est soumise à l'obligation légale de faire procéder à un contrôle par un Commissaire aux Comptes ou fait appel volontairement à ses services, elle s'engage à communiquer au Département tout rapport établi par celui-ci dans un délai de deux mois à compter de sa production.

Par ailleurs, l'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'oblige à communiquer à toute personne qui en ferait la demande, ses comptes, son budget, le compte-rendu financier défini ci-avant ainsi que la présente convention.

### **ARTICLE 8 - CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT**

Sans préjudice des obligations définies à l'article 7 de la présente convention, l'association ESCAPAD<sup>55</sup> s'oblige à justifier à tout moment à la demande du Département de l'exécution des objectifs et actions définis à l'article 2 et de l'utilisation des subventions et à faciliter son contrôle notamment par l'accès à tous documents administratifs et comptables.

Elle tiendra informée sans délai le Département de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer dans l'exécution de la présente convention et de toutes les modifications qui pourraient affecter ses statuts.

Le Président de l'Association ESCAPAD<sup>55</sup> assisté le cas échéant d'un ou plusieurs administrateurs s'engage à présenter chaque année le dernier rapport moral et financier approuvé par l'Assemblée Générale de l'Association ESCAPAD<sup>55</sup> et la demande de subvention pour l'année suivante.

### **ARTICLE 9 - ÉVALUATION**

Les conditions de réalisation des objectifs et actions définis à l'article 2 de la présente convention et auxquels le Département apporte son concours financier feront l'objet, chaque année, d'une évaluation sur un plan qualitatif et quantitatif.

Une, voire plusieurs réunions pourront être organisées à cet effet, au Département de la Meuse chaque année auxquelles l'association ESCAPAD<sup>55</sup> devra obligatoirement participer.

### **ARTICLE 10 - SANCTIONS**

En cas de non-respect par l'association ESCAPAD<sup>55</sup> de ses engagements et obligations ou en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 7 ci-avant, après avoir mis en demeure l'Association de les produire, le Département se réserve le droit de ne pas instruire toute nouvelle demande de subvention ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 11 - LITIGES**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Sous peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires originaux

A Bar-le-Duc, le

Pour le Département,

Jérôme DUMONT,  
Président du Conseil départemental

Pour l'Association,

Aurélie BACQUE,  
Présidente d'ESCAPAD<sup>55</sup>

## Assemblées

### **CONTRIBUTION CDAD 2024 -**

*-Adoptée le 21 mars 2024-*

**La Commission permanente,**

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à donner son accord afin de procéder au versement d'une contribution au Conseil départemental de l'Accès au Droit de la Meuse,

Madame Arlette PALANSON étant sortie à l'appel du rapport,

**Après en avoir délibéré,**

Autorise le versement d'une contribution d'un montant de 7 000 € au Conseil départemental de l'Accès au Droit de la Meuse (CDAD de la Meuse).



# Actes de l'Exécutif départemental

---

**ARRETE DU 8 AVRIL 2024 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ACCORDEE AU  
DIRECTEUR DE LA MISSION INNOVATION, EVALUATION ET CITOYENNETE -**

*-Arrêté du 08 avril 2024-*



Transmis Contrôle de Légalité le :  
.....  
Publié le :  
.....

Bar-le-Duc, le

**ARRÊTÉ PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE ACCORDÉE  
AU DIRECTEUR DE LA MISSION INNOVATION, EVALUATION ET CITOYENNETE**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MEUSE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 3221-3,

VU les délégations qui lui ont été accordées par le Conseil départemental de la Meuse,

VU l'arrêté d'organisation des services du Département de la Meuse,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

**MISSION INNOVATION EVALUATION ET CITOYENNETE - MIEC**

**Monsieur Frédéric ZATKA**, Directeur

Dans le cadre de ses attributions et compétences définies au sein de la mission, délégation lui est accordée à l'effet de signer :

- A/ les correspondances courantes ne comportant pas de décision de principe, celles-ci étant réservées aux seuls membres du Conseil départemental dans les conditions précisées par les délégations générales ou individuelles qui les concernent,
- B/ les ampliations ou copies des décisions, conventions, marchés ou autres actes engageant juridiquement le Département signés par les autorités habilitées,
- C/ les ordres de mission selon les principes arrêtés par le règlement intérieur, et les décisions d'octroi des congés du personnel relevant du service (à l'exception des congés de maladie, congés sans traitement, congés parentaux),
- D/ tout acte d'engagement ou d'ordonnancement liés à l'exécution du budget affecté à son service dès lors que ceux-ci entrent dans le cadre à la fois des décisions de principe adoptées par le Conseil départemental et des crédits disponibles, les titres de recettes,
- E/ tous les actes relatifs à la préparation, à la passation et à l'exécution et au règlement des marchés publics, accord-cadre ou avenant à ces contrats, limitée s'agissant de la passation aux seuls marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur à 25 000 € HT,

F/ les titres de recettes,

G/ la certification du « service fait », et de toutes pièces justificatives nécessaires à la liquidation des dépenses.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



JEROME DUMONT  
2024.04.08 17:55:58 +0200  
Ref:6295753-9418117-1-D  
Signature numérique  
le Président

DUMONT Jérôme

Jérôme DUMONT  
Président du Conseil Départemental

**DESTINATAIRES :**

- Monsieur le Préfet - Contrôle de Légalité
- Monsieur le Payeur Départemental
- Cédric MACRON, Directeur général des services
- Anne-Sophie PEROT, Directrice générale adjointe en charge de la transformation de l'action publique et des ressources
- Direction des Finances et Affaires Juridiques
- Frédéric ZATKA, Directeur de la MIEC

**Directeur de la Publication et responsable de la Rédaction :**

M. Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental

**Imprimeur :** Imprimerie départementale  
Place Pierre-François GOSSIN  
BP 514  
55012 BAR-LE-DUC Cedex

**Editeur :** Département de la Meuse  
Hôtel du Département  
Place Pierre-François GOSSIN  
BP 514  
55012 BAR-LE-DUC Cedex

**Date de parution :** 12/04/2024

**Date de dépôt légal :** 12/04/2024

**ISSN :** 2494-1972